Année 1957. — N° 18. Le Numéro : 65 francs. 23 Août 1957.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 250 fr.; ETRANGER : 450 fr.
(*Compte chèque postal:* 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1957

Séances des 2 et 3 Juillet 1957.

SOMMAIRE

ETUDE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE (1)

I. — Etude des comptes de la nation pour 1956 et examen de l'état de la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1957 (2).
II. — Examen du projet de budget économique pour 1957 et étude des prévisions pour le deuxième semestre de 1957 et de la politique économique.
III. — Avis sur l'ensemble.

I. — ETUDE DES COMPTES DE LA NATION POUR 1956 ET EXAMEN DE L'ETAT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE 1957

(*Question dont le Conseil économique a été saisi par la loi du* 20 *mars* 1951 [*art.* 4, *alinéa* 2].)

Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Dumontier.

SOMMAIRE

CHAPITRE Ier. — *Examen critique des méthodes d'établissement des comptes de la nation pour* 1956.

I. — Les évaluations de l'année de base.
II. — Les méthodes de calcul de la production par extrapolation.
III. — Les méthodes d'évaluation de certains autres postes:
1° Les investissements.
2° L'épargne et les placements.
3° Les exportations vers les territoires d'outre-mer.

CHAPITRE II. — *Examen critique des résultats présentés par les comptes de la nation en* 1956.

I. — Vérification des prévisions: le niveau de la production, des revenus et de la consommation.
A. — La production:
1° Le volume de la production.
2° Les prix de la production.
B. — Les revenus et la consommation:
1° Les revenus.
2° La consommation.
II. — Bilan à long terme: le compte « Capital » de l'année 1956:
1° L'accroissement des investissements.
2° La stagnation de l'épargne intérieure.
3° L'apparition du déficit public.
4° Le déficit extérieur.

CONCLUSION DU DEUXIÈME CHAPITRE.

CHAPITRE III. — *L'évolution de l'économie française au cours du premier semestre de* 1957.

I. — Un déficit accru des échanges extérieurs a accompagné un haut niveau de production intérieure:
A. — Haut niveau de la production intérieure:
1° La production industrielle a dépassé les prévisions les plus optimistes;
2° La production agricole.
B. — Situation de la balance commerciale.
C. — Nature et destination des principales exportations françaises vers l'étranger. Incidences de la conjoncture présente sur cette situation.
D. — La détérioration des finances extérieures:
1° Crédits disponibles à l'U. E. P.;
2° Crédits disponibles au fonds monétaire international;
3° Crédit F. O. C. (French Oil Credit).

(1) A l'occasion du présent rapport semestriel de conjoncture, le Conseil économique a étudié également les comptes de la nation pour 1956 et le projet de budget économique pour 1957 dont il a été saisi par M. le ministre des affaires économiques et financières.
(2) Le compte rendu analytique des débats consacrés à cette question figure au *Bulletin du Conseil économique* n°s 17 et 18 des 3 et 4 juillet 1957.

II. — Les tensions sur les salaires et les prix se sont accentuées:
A. — Les salaires continuent à progresser lentement.
B. — Les tensions sur les prix industriels ont été atténuées par un soulagement des prix agricoles;
1° La détente sur les prix agricoles et alimentaires;
2° La hausse continue des prix des produits industriels et des services.

III. — Des efforts ont été faits pour réduire l'impasse budgétaire et ralentir l'expansion du crédit:
A. — Les finances publiques.
B. — L'équilibre financier et monétaire du 1er semestre 1957:
1° Le compte capital;
2° Les opérations financières.

CONCLUSION DU TROISIÈME CHAPITRE.

CHAPITRE IV. — *Traits généraux de la conjoncture économique à l'étranger et en France.*

I. — L'expansion se poursuit avec des distorsions croissantes.
II. — La situation est devenue très instable.

Le rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui pour la douzième fois se présente dans des conditions tout à fait exceptionnelles, tant au point de vue du fond que de celui de la forme.

Au fond, l'on peut estimer que nous sommes à un moment de transition, non pas seulement entre deux ministères ou deux années, mais entre deux régimes de croissance de l'économie française. Ce qui avait pu paraître exceptionnel il y a six mois, et surtout il y a un an, s'inscrit en fait dans un mouvement de grande amplitude. L'avenir apparaît plein de promesses, mais nous devons trouver un nouvel équilibre économique et social pour la période de cinq à dix ans qui nous sépare de la maturité complète que nous assureront une nouvelle répartition de notre population et l'exploitation de nos ressources en énergie et en matières premières.

Il m'était donc impossible d'oublier que nous sommes en pleine mue. Mais des circonstances techniques ont également contribué à donner un aspect nouveau au plan du rapport. La commission des comptes de la Nation doit, vous le savez, présenter chaque année à la date du 15 octobre un triple rapport: le bilan de l'année précédente, une estimation provisoire des comptes de l'année en cours et une vue prospective des comptes de l'année à venir.

Pour la première fois, le service des études économiques et financières du ministère des finances qui constitue l'instrument de travail de cette commission, était en état d'établir des éléments chiffrés des années passées sur des travaux éprouvés: chaque année permet de perfectionner le tissu de renseignements dont elle dispose. Mais la crise de Suez, puis la période d'attente de l'hiver n'ont permis à la commission de tenir ses assises qu'au printemps. En outre, elle n'a chiffré avec précision qu'un compte, dit « Compte I », qui ne pouvait correspondre en fait à un découlement effectif des évènements qu'en supposant un Père Noël — c'est l'expression du ministère des finances — comblant le trou créé dans nos ressources en devises.

Le conseil économique a vocation pour donner son appréciation sur les comptes établis par la commission; mais encore faudrait-il qu'il y en ait eu un qui, comme tout compte prospectif, représente le déroulement de l'économie dans des hypothèses plausibles. Aussi, votre commission de la conjoncture économique et du revenu national a-t-elle décidé de fusionner les deux rapports sur la conjoncture et sur les comptes de la Nation.

Pour donner plus de simplicité à un domaine qui en a besoin, elle a décidé de me confier tout ce qui concerne le passé et le présent, laissant l'avenir à M. Malterre.

Passé et présent devaient être examinés par moi-même suivant les deux préoccupations que j'ai signalées. D'où le plan de mon rapport:

Chapitre Ier. — Examen critique des méthodes d'établissement des comptes de la Nation pour 1956.

Chapitre II. — Examen critique des résultats présentés par ces comptes ou en d'autres termes, le bilan de 1956.

Chapitre III. — L'examen de l'économie au cours du premier semestre — en pratique des cinq premiers mois de 1957 —, examen fait en soi, mais aussi en référence avec les prévisions, pour 1957 de la commission des comptes de la Nation.

Chapitre IV. — La situation des économies étrangères au milieu de 1957.

En annexe, figurent en outre quelques indications plus détaillées sur la conjoncture mondiale.

CHAPITRE Ier

EXAMEN CRITIQUE DES METHODES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES DE LA NATION POUR 1956

L'étude de la comptabilité nationale pour 1956 permet de procéder à un examen critique des méthodes de calcul des comptes, actuellement employées pour l'année immédiatement écoulée par le service des études économiques et financières du ministère des finances (S. E. E. F.).

Après plusieurs années d'efforts, ces méthodes sont parvenues à un certain équilibre. Un cadre comptable a été mis au point, qui est en application depuis deux ans. Les méthodes d'évaluation ont été peu à peu améliorées grâce à une critique plus poussée des données statistiques existantes et aux travaux de grande envergure entrepris par le S. E. E. F., notamment en matière d'échanges interindustriels.

Sur le cadre comptable, la commission n'a pas de remarques nouvelles à présenter. Le système employé est, en effet, le même que celui étudié par le conseil en détail au mois de juin dernier à l'occasion d'un rapport de M. Le Brun sur les comptes de la Nation pour les années 1949 à 1955 (1). Ainsi que le remarquait l'avis du conseil en date du 22 juin 1956: « La structure nouvelle, fondée sur une classification détaillée des divers types d'agents et d'opérations économiques, les recherches actuelles sur les relations interindustrielles répondent aux critiques du conseil économique relatives au caractère trop global de la comptabilité nationale classique. La plupart des ventilations suggérées par le conseil économique (dans ses précédents avis) ont pu être effectuées ».

Par contre, sur les méthodes d'évaluation, de nouvelles remarques doivent être présentées à l'occasion de l'étude des comptes pour 1956; les comptes possèdent, en effet, des caractéristiques très particulières, qui résultent d'une évolution de l'économie en 1956 différente de celle des années précédentes. De ce fait, une nouvelle étude critique doit être faite pour étudier notamment dans quelle mesure ces méthodes ont pu être adaptées à l'enregistrement de ces phénomènes très nouveaux qui sont apparus dans l'économie française.

***

Les comptes provisoires de la Nation pour 1956, soumis à l'examen du Conseil économique, ont été établis au mois de février dernier. Certes, un travail préalable avait été effectué au mois de novembre. Néanmoins, on peut se demander si un tel calcul correspond à celui prévu par le décret du 18 février 1952, faisant obligation au Gouvernement de présenter le compte provisoire de l'année en cours et le compte définitif de l'année passée à la date du 15 octobre. Les méthodes employées sont inapplicables à un tel travail qui, selon le cas, requiert un point de vue plus prévisionnel ou peut utiliser un résultat plus définitif.

En février, un certain nombre d'éléments définitifs de la comptabilité nationale étaient déjà connus. Citons parmi les plus importants d'entre eux: les résultats globaux des opérations de l'Etat, les éléments essentiels de la balance commerciale et certains éléments de la balance des comptes, l'évolution de la masse des salaires au cours de l'année. Par contre, les chiffres sur la valeur de la production n'étaient connus qu'approximativement et les recoupements manquaient en ce qui concerne les revenus autres que salariaux.

Dans ces conditions, de nombreux éléments des comptes et notamment la production ont dû être, sinon extrapolés entièrement, du moins appréciés grossièrement sur la base d'une connaissance indirecte de la grandeur qu'ils représentaient.

Même quand tous les éléments sont définitivement arrêtés, la comptabilité nationale n'est pas toujours établie dans ses éléments absolus de façon aussi détaillée chaque année. La lenteur de modification des structures explique qu'il est plus rentable de faire porter les efforts sur certaines années où les sources de connaissance sont plus nombreuses et de mettre sur pied soigneusement ainsi tous les trois ou quatre ans une comptabilité de base dont celles des années suivantes se déduiront par extrapolation.

Une étude critique des méthodes d'établissement des comptes de la Nation revient en partie, dans ces conditions, à examiner la valeur des évaluations de l'année de base, l'exactitude des méthodes de calcul de la production par extrapolation, enfin la valeur des méthodes d'évaluation de quelques autres éléments encore incertains de la comptabilité nationale.

(1) Voir *Journal officiel*. Avis et rapports du Conseil économique n° 11, année 1956.

I. — Les évaluations de l'année de base.

Le dernier compte présentant une étude en valeur absolue de la structure de l'économie est celui de 1954. C'est donc cette année qui doit être considérée actuellement comme l'année de base de la comptabilité nationale.

Jusqu'à cette dernière, 1951 était l'année de base. C'est pour celle-ci, en effet, qu'un tableau économique détaillé avait été établi.

A cette occasion, une application du tableau des échanges intersecteurs a été faite, une étude très poussée de la structure de la consommation a été effectuée et un premier tableau des opérations financières a été dressé. Toutes les données statistiques disponibles avaient donc été utilisées pour ce travail de très grande envergure, si bien que l'année 1951 est l'année la mieux étudiée des comptes de la nation.

Mais cette année tend à devenir de plus en plus éloignée. Une année de base plus proche devient de ce fait nécessaire. C'est 1954 qui a été choisi. Cette année est, en effet, suffisamment lointaine pour que toutes les données disponibles soient maintenant réunies. De plus, et surtout, c'est l'année de base du troisième plan et le service des études économiques et financières a pu disposer d'une information statistique exceptionnellement détaillée, grâce aux travaux des commissions verticales du commissariat au plan, qui avaient reçu pour première tâche de présenter un tableau détaillé de l'activité économique de leur secteur en 1954. Enfin, l'équilibre des prix plus rigoureux qu'en 1951, fait de l'année 1954 une base plus solide pour la valeur de la production.

Une évaluation directe des opérations sur biens et services a pu être établie à l'aide des données ainsi recueillies.

Ces travaux représentent incontestablement la meilleure utilisation possible des données statistiques disponibles à l'heure actuelle pour les besoins de la comptabilité nationale.

Une amélioration nouvelle importante de ces travaux ne pourrait être réalisée que par l'exploitation d'un recensement industriel qui permettrait de calculer avec un très grand détail la comptabilité nationale d'une nouvelle année de base. C'est pourquoi le Conseil doit rappeler la nécessité d'un tel recensement, qu'il a déjà mise en évidence dans plusieurs de ses avis précédents sur le revenu national. Un crédit de 100 millions avait été prévu au budget de 1957 pour les travaux préparatoires. Il a été bloqué par le ministre des finances. Il est encore temps de prendre des dispositions pour le réaliser en 1958, mais une décision définitive devrait être prise avant l'été.

II. — Les méthodes de calcul de la production par extrapolation.

La caractéristique essentielle du compte 1956 est que celui-ci ne repose pas sur des données fiscales encore indisponibles au mois de février, date d'établissement des comptes. Ce sont des indices de prix et de production qui sont à la base de l'évaluation de la production nationale.

En effet, ce n'est guère que pour les produits agricoles que des évaluations directes ont pu être obtenues. Dans ce domaine, les chiffres de M. Klatzmann ont été repris, après quelques légères rectifications, pour les adapter à la structure du cadre comptable du S. E. E. F. De plus, des chiffres d'affaires récemment fournis par les syndicats de quelques professions ont permis de nouveaux recoupements.

En ce qui concerne les indices de production industrielle, peu de remarques nouvelles sont à présenter. Le Conseil a déjà, dans de précédents rapports, critiqué — en en reconnaissant néanmoins la nécessité — les errements en cours dans le calcul de comptes provisoires comme ceux de l'année 1957. Il est certain toutefois que la méthode utilisée est loin d'être sûre; les directions techniques des ministères qui fournissent les éléments de calcul de ces indices, comme le S. E. E. F., n'ont pas les données nécessaires pour faire des calculs valables pour tous les secteurs de l'économie. Les renseignements sont parfois très partiels, bien qu'ils soient, par nécessité, extrapolés à l'ensemble de la profession.

Par contre, en ce qui concerne les indices de prix, d'importantes remarques nouvelles doivent être présentées. Les années 1954 et 1955 avaient connu une relative stabilité des prix, de telle sorte que le problème des indices des prix dans les comptes provisoires ne présentait qu'un intérêt pratique très faible. Il n'en est pas de même pour 1956.

Or, les prix sont très mal connus pour de nombreux secteurs de la production. Le S. E. E. F. se fonde sur les indications que lui fournissent les directions techniques des ministères et les syndicats professionnels. Mais ceux-ci sont assez mal équipés pour réunir de telles données. La difficulté est d'autant plus grande que les comptes de la nation sont présentés dans un cadre annuel. Les prix à la production ont évolué au cours de l'année et les prix moyens sont, de ce fait, très délicats à déterminer.

En fait, il semble probable que la production des biens industriels, et plus particulièrement celle relative aux investissements, a été légèrement sous-estimée en valeur nominale.

En effet, si pour le troisième trimestre, les prix ont, semble-t-il, été surestimés, par contre, les mouvements de fin d'année ont été sous-estimés dans une mesure qui doit plus que compenser la surestimation précédente.

Les méthodes d'extrapolation employées pour calculer la production en 1956 relèvent de la méthode indiciaire classique. Il faut signaler toutefois une méthode nouvelle de calcul qui permet de recouper les estimations ainsi effectuées grâce à l'utilisation du tableau des échanges intersecteurs. La méthode consiste à calculer la production totale de la nation. Celle-ci est la somme des productions de chacun des secteurs de l'économie, lesquelles comportent une part de production finale et une part de production intermédiaire qui est « exportée » vers les autres secteurs. La structure de la production ainsi décrite est connue pour l'année de base et l'importance des courants d'échanges entre les secteurs est également connue. Les chiffres de production de chaque secteur, pour l'année étudiée, peuvent être replacés dans ce cadre où ils se vérifient mutuellement dans la mesure où ils doivent permettre de retrouver la même structure de la production et les mêmes coefficients d'échanges de secteur à secteur. Ce recoupement est très sûr dans les cas où il n'y a pas eu de transformation importante des techniques de production entre temps. On peut essayer de tenir compte des transformations connues, au moins approximativement.

III. — Les méthodes d'évaluation de certains autres postes.

Certaines autres méthodes d'évaluation doivent faire l'objet de remarques de la part de la commission:

1° *Les investissements.*

L'évaluation des investissements en 1956 semble avoir été sous-estimée non pas seulement à cause des insuffisances de la méthode indiciaire de calcul de la production que nous avons critiquée dans le paragraphe précédent, mais à cause de la définition même des investissements que retient la comptabilité nationale. Cette remarque est également valable pour les années antérieures à 1956.

La comptabilité nationale ne retient pas dans ses postes d'investissements de nombreux équipements réalisés à l'intérieur des entreprises avec les moyens propres à celles-ci. Il est, en effet, quelquefois très difficile de connaître ces investissements par la voie statistique. Dans certains cas, il s'agit d'investissements à proprement parler, mais dans d'autres, il s'agit d'améliorations relativement peu importantes de tel ou tel équipement de l'entreprise qui ne sont même pas comptées par celle-ci comme un investissement. Or, il apparaît que ces petites améliorations ont été très nombreuses au cours des dernières années et qu'elles représentent un facteur important d'accroissement de la production et de la productivité.

Il faut signaler de plus la nécessité qu'il y aurait de compter parmi les investissements nombre de dépenses d'ordre culturel ou de formation professionnelle qui sont des « investissements » d'un type spécial, mais de la plus haute importance.

2° *L'épargne et les placements.*

L'un des éléments les moins sûrs de la comptabilité nationale de 1956 est le rapatriement des capitaux en provenance des territoires d'outre-mer. Le montant de ces rapatriements est représenté par le solde de la balance de la métropole avec les territoires d'outre-mer. Il s'agit donc d'un calcul par différence, c'est-à-dire d'un calcul dont les conditions techniques sont particulièrement mauvaises puisqu'il risque de cumuler les erreurs.

Sans doute un recoupement de cette évaluation peut-il être fait par l'analyse du compte des opérations financières. Mais ce recoupement est délicat à réaliser; il se fait par l'intermédiaire des placements, mais l'on ne connaît pas l'origine de ces derniers. Placements des ménages métropolitains et placements de fonds en provenance des territoires d'outre-mer ne peuvent être distingués dans ce compte.

C'est là, pour la comptabilité de l'année 1956, un grave inconvénient. Le poste « Rapatriement de capitaux des territoires d'outre-mer » est en effet essentiel dans l'étude des conditions de l'établissement de l'équilibre économique en 1956 et dans l'analyse du compte d'épargne et d'investissements de cette année.

3° *Les exportations vers les territoires d'outre-mer.*

Il faut signaler enfin les difficultés d'évaluation que présentent les exportations vers les territoires d'outre-mer. Selon que l'on prend les chiffres des douanes de la métropole ou ceux des douanes locales, on ne trouve pas les mêmes chiffres, même une fois faites les rectifications nécessaires au passage des transactions C. A. F. aux transactions F. O. B. Cette difficulté n'est pas nouvelle, mais elle présente pour cette année un inconvénient particulier, la balance avec les territoires d'outre-mer ayant une importance toute spéciale, comme nous venons de le voir, pour connaître le poste « Rapatriement de capitaux en provenance des territoires d'outre-mer ».

Les résultats de la comptabilité nationale pour 1956 doivent donc être considérés comme provisoires, notamment en ce qui concerne la production et surtout les revenus. Les données correspondantes seront sans doute améliorées, une fois connus les résultats complets permettant tous les recoupements que fournit le cadre complet.

Mais quelque provisoires qu'ils soient, ces résultats sont cependant suffisamment précis pour permettre de procéder à une analyse détaillée de l'évolution de l'économie au cours de l'année 1956.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DES RESULTATS PRESENTES PAR LES COMPTES DE LA NATION EN 1956

L'intérêt de la comptabilité nationale est de donner une vue d'ensemble de la vie économique de l'année écoulée, alors que pour le dernier rapport de conjoncture, la commission n'avait à sa disposition que des renseignements partiels plus ou moins précis sur l'évolution de tel ou tel élément important de la vie économique en 1956.

La synthèse que constitue la comptabilité nationale pour 1956, même provisoire, comme l'est celle qui est soumise à la commission par le ministère des finances, permet donc d'aller plus avant dans l'analyse de l'évolution de l'économie au cours de cette dernière année.

Sans doute, certains éléments de cette comptabilité ne font que préciser les indications que la commission avait déjà pu fournir au Conseil au mois de décembre. Il en est ainsi pour la production, le niveau des salaires, le déficit du commerce extérieur. Mais leur présentation dans la forme de la comptabilité nationale permet de vérifier les hypothèses de base qui avaient été faites au début de l'année 1956 sur ces divers aspects de la vie économique et qui se sont trouvées vérifiées.

De plus, et surtout, la comptabilité nationale apporte des éléments entièrement nouveaux sur le montant total des revenus distribués en 1956, le niveau de la consommation et sur les opérations en capital effectuées en 1956. Ces données permettent d'établir le bilan de la politique économique suivie au cours de cette dernière année et d'en déterminer les éléments positifs et les éléments négatifs pour l'avenir de notre économie.

Ce bilan peut être envisagé sous deux aspects; une vérification des prévisions et, dans ce cas il s'agit de mesurer le niveau en 1956 de la production, des revenus et de la consommation et de les comparer aux hypothèses avancées dans le précédent rapport; un jugement sur un plus long terme, alors nous rechercherons à quel prix l'équilibre de l'économie a été assuré au cours de cette année. A cette fin, il est nécessaire d'étudier le compte capital de la nation.

I. — Vérification des prévisions: le niveau de la production, des revenus et de la consommation.

Au commencement d'une telle revue de détail, il faut préciser que, par la nature même du cadre comptable, les accroissements indiqués correspondent à l'année pleine 1956 estimée par rapport à l'année pleine 1955. Ils sont donc normalement différents des pourcentages d'augmentation réalisés entre le commencement et la fin de l'année.

A. — La production

1° *Le volume de la production.*

L'accroissement annuel du volume de la production, mesuré au stade de la production finale, est de 4,5 p. 100 en 1956 d'après les calculs de la production nationale, alors qu'il avait été de 8 p. 100 l'année précédente.

Le facteur principal qui explique cette différence est l'évolution de la production agricole, qui, en 1956, pour la première fois depuis la libération, a légèrement diminué, alors qu'elle s'était accrue de 6,5 p. 100 en 1955.

La production finale, non compris les produits alimentaires, montre par contre en 1956 une progression comparable à celle de 1955, quoique un peu faible: 7 p. 100 contre 8,5 p. 100.

Sous cette réserve, ces résultats confirment pour une large part les prévisions du Conseil sur l'évolution de l'économie au cours de l'année 1956. Dans son avis de décembre 1955, le Conseil avait estimé en effet que « pour le 1er semestre de l'année 1956 il ne semblait pas qu'un renversement complet de la tendance actuelle à l'expansion put être prévu »; en juillet 1956 il ajoutait: « le rythme d'accroissement de la production industrielle devrait se maintenir jusqu'aux vacances et probablement continuer au cours du quatrième trimestre, avec sans doute une tendance au ralentissement ».

Les prévisions du budget économique de 1956 se trouvent ainsi, dans l'ensemble, confirmées pour la productoin non agricole. Par contre, dans le détail des prévisions par branches, d'importantes différences apparaissent entre les prévisions et les réalisations.

C'est ce que montre une étude de l'évolution de la production finale par grands secteurs (voir tableau n° 1).

a) Production alimentaire.

L'indice en volume de la production alimentaire s'établit à 99 pour l'année 1956 alors que d'après le budget économique, les augmentations suivantes devaient être réalisées pour les principaux produits.

Fruits et légumes	+ 4 p. 100.
Viande, poissons, produits laitiers	+ 5,5 p. 100.
Autres aliments	+ 3 p. 100.

Sans doute la régression a-t-elle pour cause principale les gelées du mois de février 1956. Dans le rapport présenté par M. Lemaire-Audoire sur cette question et dans son dernier rapport de conjoncture, le Conseil avait déjà souligné les graves conséquences de cet accident climatique du début de l'année.

TABLEAU N° 1

Comparaison des prévisions de production finale du budget économique de 1956 et des réalisations.

(En indices base 100 en 1955.)

	PRÉVISIONS	REALISATIONS
Production alimentaire:		
Fruits et légumes	104	
Viande, poisson, produits laitiers	105,5	99
Autres aliments	103	
Energie	107	103
Industries mécaniques et électriques	107,5	109,5
Textiles et cuirs	103,5	107,5
Chimie et autres produits industriels	108	105
Bâtiment et travaux publics	103	105,5
Services	106	

Il ne s'agit là que d'un accident dont les effets ont été limités à une seule campagne sauf pour certaines productions agricoles très localisées et notamment pour certaines vignes et certains arbres fruitiers.

Par contre, un autre facteur qui a joué dans le sens de cette stagnation de la production agricole est beaucoup plus inquiétant pour l'avenir: c'est la réduction des apports de bovins sur le marché.

Le rapport de la commission des comptes note à cet égard « qu'une augmentation des disponibilités intérieures de 4,5 p. 100 n'a pu être obtenue que par un renversement des échanges avec l'extérieur: entre 1955 et 1956, les exportations ont diminué de 69 millions de tonnes et les importations se sont accrues de 37 millions de tonnes ». La situation est donc dans ce domaine très peu satisfaisante, d'autant plus qu'elle ne paraît pas devoir être momentanée. Il semble, en effet, que cette réduction est due à une tendance durable à la reconstitution du cheptel, diminué par des livraisons trop abondantes au cours des années précédentes.

b) Energie.

L'étude de la production énergétique dans le cadre d'une analyse de la production finale ne présente qu'un intérêt restreint car il ne s'agit que de la consommation des ménages, l'utilisation de l'énergie par les entreprises étant considérée comme une consommation intermédiaire.

Les résultats pour 1956 ne montrent qu'une faible augmentation de la production d'énergie à l'usage domestique: 3 p. 100 contre 9 p. 100 l'année précédente.

c) Produits des industries mécaniques et électriques.

La progression des industries mécaniques et électriques a été plus rapide que celle escomptée par la commission des comptes et des budgets économiques de la nation. Celle-ci avait prévu un acroissement déjà important de la production: 7,5 p. 100. Les résultats de la comptabilité nationale donnent un chiffre nettement plus élevé: 9,5 p. 100.

Sans doute, les commandes militaires expliquent-elles en partie l'essor important de ce secteur au cours de l'année dernière, mais il faut noter que cet essor a été général, que les entreprises travaillent pour l'armée ou pour la consommation civile.

L'expansion la plus importante a été observée dans les secteurs du machinisme agricole, de l'automobile et de la construction électrique. Pour ces branches, en effet, le volume de la production s'est accru de plus de 15 p. 100.

L'activité a atteint un niveau record dans l'industrie de la machine agricole dont la production a augmenté de plus de 20 p. 100 malgré la libération des échanges. La détaxation du gas-oil et les subventions à l'achat du matériel agricole ont entraîné en effet un fort courant d'investissement en matériel des agriculteurs qui ne s'est pas démenti tout au cours de l'année.

Dans l'industrie automobile, la production a atteint un très haut niveau au cours du premier semestre et notamment dans les mois d'avril, mai et juin où l'indice montre presqu'un doublement de la production par rapport au niveau atteint en 1952. Par contre, dès le début du second semestre, des craintes sont apparues dans ce domaine, avant la fermeture du canal de Suez. Les craintes n'ont pas été confirmées par une évolution défavorable de la production qui était remontée après les congés d'août plus rapidement que les autres années. Par contre, les restrictions d'essence ont fait s'effondrer l'indice au mois de décembre. Dans l'ensemble, cependant, la progression a été très importante puisqu'elle se chiffre à 15 p. 100.

C'est un chiffre du même ordre qu'a réalisé la construction électrique. La progression de cette industrie a été très régulière au cours de l'année 1956, en tous points conforme à la courbe saisonnière de cette industrie. En décembre, qui est chaque année le mois maximum d'activité de ce secteur, l'indice de la construction électrique est à 213, base 100 en 1952. Toutes les branches ont bénéficié de cette expansion, à l'exception de certains secteurs d'importance secondaire, comme le petit appareillage électrique, les ascenseurs et monte-charges, les isolants minéraux.

Pour d'autres branches, la progression de la production a été notable, quoique moins importante. Elle s'établit aux environs de 10 p. 100. C'est le cas notamment pour l'industrie du travail des métaux, la grosse et moyenne mécanique, l'industrie de la machine-outil et de l'outillage, la mécanique de précision et l'optique.

Cette progression est particulièrement remarquable pour les industries de la machine-outil, qui sans être la source principale des investissements, représente cependant un secteur essentiel du développement à terme de l'économie française. L'augmentation de 11 p. 100 de sa production est un signe favorable. Cependant, toute l'année, l'activité de cette industrie a été très soutenue; elle n'a pu cependant faire face à toutes les demandes. La courbe des livraisons est restée en effet presque toute l'année au-dessous de celle des commandes enregistrées, si bien que les carnets de commandes en fin de mois n'ont cessé de se gonfler à un rythme rapide pendant toute cette année.

Certains secteurs ont connu une activité moindre. Parmi ceux-ci, il faut signaler l'industrie du cycle et du motocycle; les ventes de cycles et surtout de scooters ont été beaucoup plus faibles en 1956 qu'en 1955 par le fait du rappel des disponibles et du maintien sous les drapeaux du contingent. Les jeunes constituent en effet la clientèle principale de cette industrie. La production qui avait été de 95.460 motocycles en 1955, a été de 95.015 unités en 1956. Les industries d'équipement pour le cycle et le motocycle ont elles aussi enregistré un tassement au cours de l'année dernière.

Dans l'ensemble, le chiffre retenu pour l'accroissement d'activité des industries mécaniques et électriques est de 9,5 p. 100.

d) L'industrie textile et l'industrie des cuirs.

L'une des caractéristiques de l'année 1956 est la progression inattendue de l'industrie textile et de l'industrie du cuir. L'augmentation de la production qui avait été prevue de 3,5 p. 100 s'est établie en définitive à 7,5 p. 100 soit un chiffre double de celui de 1955.

La reprise dans ces secteurs a été à peu près générale.

Dans l'industrie de la laine, à l'exception du lavage qui a connu certaines difficultés, l'expansion a atteint à peu près la totalité des secteurs. Délainage, peignage, filature, tissage, ont réalisé une production nettement supérieure à celle de 1955. C'est ainsi que pour les seuls onze premiers mois de 1956, la production du tissage a été supérieure de 100.000 pièces à celle de l'année précédente.

Dans l'industrie du coton, la demande a été aussi très forte et l'activité nettement plus élevée qu'en 1955.

Il faut toutefois noter que cette progression d'une année sur l'autre n'est pas due à une augmentation particulière de la demande des ménages. Ainsi que le rappelle le rapport de la commission des comptes de la Nation « l'année 1955 avait été marquée à la fois par la chute brutale des exportations de textiles, notamment vers les pays d'outre-mer et par une forte baisse des commandes militaires et sans doute aussi par un certain déstockage au niveau du négoce. Si les exportations continuent de stagner en 1956, en revanche les commandes militaires deviennent plus élevées et vraisemblablement, en raison des hausses de prix, les achats du négoce augmentent ».

Ces facteurs ont exercé leur action peu à peu au cours de l'année. Alors que dès les premiers mois, les indices de production restaient inférieurs à ceux du début de 1955, ils ont été dans les derniers mois supérieurs de plus de 10 p. 100 à ceux de la fin 1955.

Dans l'industrie du cuir, par contre, les progrès sont beaucoup moins importants. Sans doute y a-t-il eu une certaine amélioration dans la situation de la tannerie et de la mégisserie, notamment à la fin du troisième trimestre et au quatrième où une reprise de la production a été signalée, mais elle paraît être restée localisée.

Dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle par contre, la situation s'est considérablement améliorée au cours de l'année 1956. Les effectifs sont restés stables, mais les horaires ont été augmentés. Les commandes de l'intendance entrent pour une part dans cette amélioration.

e) Produits chimiques et produits industriels divers.

Pour l'ensemble de ces secteurs, d'ailleurs assez hétérogène, l'indice de production s'établit à 105.

La croissance des industries chimiques et assimilées, telle qu'elle peut être évaluée par l'indice correspondant, a été sensible pendant cette dernière année puisque la progression de l'indice est de 8,6 p. 100.

Dans l'industrie du papier, l'évolution a été également favorable. La production des usines de pâtes à papier a augmenté de plus de 10 p. 100. L'industrie des papiers et cartons a été en pleine expansion: de 1.793.000 tonnes en 1955, sa production est passée à environ 1.950.000 tonnes.

Mais la progression a été très différente selon les catégories de papiers et cartons. Pour le papier kraft, l'augmentation de la production a été de 16 p. 100; dans le secteur de l'impression-écriture, elle n'a été que de 5,3 p. 100.

L'industrie du bois et du meuble a suivi l'expansion de la construction.

La situation dans ces secteurs paraît donc assez favorable. Il faut noter cependant que la croissance de la production a été nettement plus faible que celle de l'an dernier qui était de 8,5 p. 100 et également inférieure aux prévisions du budget économique envisageant une augmentation de 8 p. 100.

f) Bâtiment et travaux publics. — Services.

Les résultats de la comptabilité nationale, tels qu'ils sont présentés dans le rapport de la commission des comptes, bloquent dans un même poste ces activités très différentes que sont le bâtiment et les services. Pour l'ensemble, la progression est de 5,5 p. 100 contre 10 p. 100 l'année dernière.

Ces chiffres traduisent une relative stagnation de l'industrie de la construction. Ainsi que le remarque le rapport de la commission des comptes, le secteur de la construction et des travaux publics a été fortement gêné par la crise de la main-d'œuvre. L'activité n'a progressé que très légèrement. Le nombre des logements mis en chantier (280.000 en 1955; 300.000 en 1956) et celui des logements terminés (210.000 en 1955; 240.000 en 1956) est en augmentation. Mais les progrès réels ne peuvent être mesurés par ces seuls chiffres car les spécifications moyennes des logements ont été abaissées d'une année à l'autre en raison notamment de l'importance grandissante du nombre des logements affectés à la location à taux modéré.

Il est néanmoins regrettable, même dans un travail synthétique de présenter en une même ligne des éléments aussi disparates que le bâtiment et les services.

2° *Les prix de la production.*

Des indications précises sur l'évolution des prix de la production sont difficiles à recueillir au stade actuel des connaissances statistiques. Les renseignements sont en effet le plus souvent partiels. A partir de l'ensemble des données qui ont pu être rasemblées, le service des études économiques et financières du ministère des finances a établi des indices de prix de la production finale.

L'évolution des prix de la production finale en 1956 a été d'après ces indices la suivante pour les principaux groupes de produits:

TABLEAU N° 2

Indices des prix de la production finale.
(Base 100 en 1955.)

	INDUSTRIES mécaniques et électriques.
Produits alimentaires	105,5
Produits énergétiques	100
Produits des industries mécaniques et électriques	101,5
Textiles et cuirs	102,8
Produits chimiques et produits industriels divers	104,3
Bâtiments et travaux publics (services)	103,4
Total	103,4

Ce tableau doit être complété pour son dernier poste qui bloque le bâtiment et les services car l'évolution des prix de ces deux secteurs a été assez différente: il faut noter tout particulièrement la forte hausse du prix de la construction. L'indice des prix à la construction est passé en effet de 106 au quatrième trimestre 1955 à 111 au premier trimestre 1956, 115 au deuxième, 119 au troisième et 120 au dernier trimestre.

***

Cette analyse de l'évolution de la production finale en 1956 montre très clairement que, sous réserve de l'« accident agricole », le rythme de croissance de l'économie française n'a pas été brisé en 1956.

La crise de main-d'œuvre, qui a commencé dès la fin du premier trimestre de l'année, de même que les répercussions de la crise de Suez de la fin de l'année n'ont pas affecté gravement le mouvement de la production.

Par contre, l'élément nouveau est que cette expansion de la production s'est effectuée dans un climat inflationniste de plus en plus accentué.

De ce fait, si les revenus distribués ont augmenté de façon sensible, la consommation en valeur réelle n'a pas suivi le même mouvement.

B. — LES REVENUS ET LA CONSOMMATION

1° *Les revenus.*

Le mouvement d'expansion des revenus a été un peu plus faible en 1956 qu'en 1955, mais est resté nettement supérieur à celui observé au cours de l'année 1954.

Ce ralentissement de l'accroissement des revenus n'est pas dû à une moindre augmentation de la masse salariale qui a continué à augmenter à un rythme à peu près équivalent à celui de 1955: 11 p. 100 contre 10,3 p. 100. Mais ainsi que le note le rapport du ministère des finances sur les comptes de la Nation en 1956, les causes de cette hausse sont très différentes pour la dernière année de ce qu'elles étaient en 1955. Il y avait eu, en effet, en 1955 un rajustement général des salaires dans le cadre de la politique des rendez-vous de salaires, puis à la suite des mouvements sociaux du deuxième semestre, en 1956, la même augmentation a été obtenue sans qu'on ait pris de mesure générale; les causes de cette situation sont sans doute l'application des décisions d'augmentation prises à la fin de l'année 1955, mais ausi la pénurie de main-d'œuvre qui a régné pendant toute l'année.

Par contre, la progression des revenus individuels de la propriété et de l'entreprise est nettement inférieure à celle de l'année passée: 6,3 p. 100 contre 10 p. 100. La cause de ce moindre accroissement n'est pas l'évolution du revenu agricole. Ainsi que le note le rapport de la commission des comptes de la Nation, le relèvement des prix des denrées alimentaires a plus que compensé la faible baisse du volume de la production agricole. En définitive, le rythme d'augmentation des revenus bruts des exploitants agricoles a été le même en 1956 qu'en 1955: de 3 à 4 p. 100.

Les revenus bruts des entreprises industrielles et commerciales auraient par contre été freinés dans leur progression. Sans doute est-il difficile de mesurer avec précision leur évolution, les données statistiques étant très peu nombreuses à un moment où les renseignements fiscaux pour l'année ne sont pas encore disponibles. Le sens de l'évolution paraît cependant assez net.

2° *La consommation.*

La consommation des ménages a continué à s'accroître en 1956 à un même tythme qu'en 1955, soit de 9 p. 100 chaque année. Mais il faut tenir compte de l'évolution des prix au cours de l'année 1956. Exprimée aux prix de 1954, la consommation des ménages n'a augmenté que de 5 p. 100, soit un rythme d'accroissement moitié moindre de celui de l'année dernière.

Cependant, la consommation des ménages a augmenté plus que les ressources nettes de ceux-ci. Ce phénomène est caractérisque des deux dernières années; il explique en partie la stagnation de l'épargne.

TABLEAU N° 3

Variations en pourcentage.

	1952 à 1953.	1953 à 1954.	1954 à 1955.	1955 à 1956.
Ressources nettes des ménages	+ 3	+ 7,5	+ 7	+ 8
Consommation des ménages	+ 3,3	+ 5,7	+ 9,3	+ 9,2

Alors que pour l'année 1954, l'augmentation de la consommation a été moindre que celle des ressources nettes des ménages, et qu'en 1953 l'augmentation a été la même dans les deux cas, en 1955 et 1956 la consommation s'est accrue plus vite.

Ces augmentations ont été très inégalement réparties, ainsi que le montre le bilan suivant:

TABLEAU N° 4

Augmentation en pourcentage de la consommation des ménages de 1955 à 1956.

	POURCENTAGE
Produits alimentaires	+ 2
Produits énergétiques	+ 10
Produits des industries mécaniques et électriques	+ 11
Textiles et cuirs	+ 6
Produits chimiques et produits industriels divers	+ 7
Bâtiment et travaux publics. — Services	+ 5

Les effets du gel ont eu une incidence sensible sur la consommation alimentaire, qui n'a augmenté en volume que de 2 p. 100 contre 6 p. 100 l'année précédente.

TABLEAU N° 5

Evolution du revenu national et de ses éléments composants de 1952 à 1956.

(Pourcentage de variation.)

	1952 à 1953	1953 à 1954	1954 à 1955	1955 à 1956
Rémunération des salaires	+ 4,2	+ 8,3	+ 10,3	+ 11
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux individus	— 1	+ 5	+ 10,1	+ 6,3
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	+ 8,5	+ 2	+ 32,7	+ 8,7
Revenu national net au coût des facteurs	+ 2,8	+ 6,6	+ 11,3	+ 9,3
Revenu national net disponible après impôts directs	+ 1,5	+ 7,3	+ 12	+ 8,3
Production nationale	+ 2,5	+ 6,2	+ 9	+ 8,2

La tendance à l'accroissement très rapide de la consommation des produits des industries mécaniques et électriques s'est poursuivie l'année dernière, les achats ont augmenté de 12,5 p. 100, ce qui correspond à une augmentation en volume de 11 p. 100.

Des augmentations de 5 à 7 p. 100 sont obtenues pour les textiles et cuirs, les produits chimiques, le bâtiment et les travaux publics, les services.

⁂

Dans l'ensemble, le rythme de progrès de l'économie française n'a donc pas été brisé en 1956. Il s'est trouvé seulement ralenti par la hausse des prix qui a absorbé une partie des revenus supplémentaires distribués.

A cet égard, il est incontestable que la politique gouvernementale a atteint les objectif fixés au début de l'année.

Mais ces résultats n'ont-ils pas été atteints aux dépens de l'équilibre à long terme de l'économie française ? C'est la question que doit permettre de résoudre l'examen du compte « capital » de l'année 1956.

II. — Bilan à long terme: le compte « capital » de l'année 1956.

Les données de la comptabilité nationale permettent d'établir un compte global des opérations en capital qui reprend les principaux soldes des comptes de la Nation: déficit ou excédent public, deficit ou excédent extérieur, épargne, investissement.

Le tableau ainsi dressé permet de regrouper les principaux résultats de l'activité économique de l'année sous la forme d'un compte d'épargne et d'investissement.

Au crédit figure l'épargne des entreprises et des ménages, au débit, les emplois de cette épargne.

Les rubriques sont les suivantes au débit: investissements et formation de stocks, excédent ou déficit des opérations courantes des administrations, excédent ou déficit extérieur. Si les administrations sont en déficit, la couverture de leur déficit apparaît comme un des emplois de l'épargne. Dans le cas où elles sont en excédent, cet excédent a été utilisé à financer partiellement ou, éventuellement en totalité, les investissements de l'Etat; il doit donc être déduit du total des investissements pour ne pas être compté deux fois.

En ce qui concerne les relations avec l'extérieur, deux cas se présentent: s'il y a excédent avec l'extérieur, cet excédent correspond à des achats de devises étrangères ou d'or, qui constituent un des emplois de l'épargne. L'excédent est donc ajouté aux investissements. Par contre, s'il y a déficit, il doit en être retranché car il y a en ce cas désinvestissement des devises ou de l'or économisés dans les années précédentes ayant dû être vendus.

Pour être favorable, ce compte capital doit donc être ainsi constitué au débit: un poste « Investissements » important dont est déduit un excédent des opérations courantes des administrations et auquel est ajouté un poste « Excédent à l'extérieur » qui doit correspondre à des achats de devises.

L'établissement du compte « Capital » pour les années 1951 à 1956 montre que si le compte a eu cette physionomie favorable pendant un certain nombre d'années, il n'en a pas été de même en 1956.

TABLEAU N° 6

Compte global des opérations en capital.

	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Financement de l'équipement et variation des stocks:						
Privé	2.613	2.612	2.248	2.421	2.706	3.092
Public	71	253	261	300	315	375
Financement du déficit (+) ou apport de l'excédent (—) des opérations courantes des administrations	— 164	+ 62	+ 8	— 54	— 12	+ 218
Financement de la contre-partie en francs de l'excédent (+) ou apport en monnaie nationale du déficit extérieur (—):						
Etranger	— 75	— 129	+ 87	+ 308	+ 300	— 173
T. O. M.	+ 28	— 18	— 127	— 170	— 115	— 226
Sarre	+ 27	+ 27	+ 48	+ 50	+ 39	+ 26
Total	2.613	2.807	2.528	2.855	3.233	3.312

	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Epargne brute des entreprises et des ménages:						
Revenus bruts non distribués des sociétés	1.567	1.523	1.376	1.439	1.622	1.659
Auto - financement des investissements bruts des entrepreneurs individuels	277	303	260	320	360	380
Epargne brute des ménages	769	981	892	1.096	1.251	1.273
Total	2.613	2.807	2.528	2.855	3.233	3.312

La comparaison du compte des opérations en capital pour 1956 et des comptes des années antérieures illustre de façon très claire les caractéristiques fondamentales de la conjoncture économique au cours de l'année dernière: accroissement sensible des investissements en valeur, stagnation de l'épargne intérieure, apparition d'un déficit extérieur et d'un déficit public qui contrastent avec les résultats des comptes des années antérieures.

1° *L'accroissement des investissements.*

En apparence, les investissements tels qu'ils sont mesurés par les postes « Formation brute de capital » se sont accrus en valeur en 1956 à un rythme un peu supérieur à celui observé en 1955 (+ 10 p. 100 contre 13,5 p. 100), mais qui s'oppose à la stagnation des années 1952, 1953 et 1954.

C'est là en effet un des éléments favorables de la conjoncture de cette dernière année que le maintien de la progression des investissements commencée depuis deux ans, mais on en verra à la conclusion de ce chapitre le caractère en partie illusoire.

Cette conclusion doit être toutefois corrigée par l'examen de l'évolution des investissements en volume. Alors que de 1954 à 1955 ils s'étaient accrus de 12,5 p. 100, ceux-ci n'ont augmenté que de 5,5 p. 100 en 1956, soit un rythme de moitié moindre à celui de l'année précédente. Les hausses de prix de 1955 à 1956 ont été en effet importantes, notamment pour les équipements sur devis, si bien que la progression des investissements que fait ressortir le compte global des opérations en capital est fictive pour moitié.

Une seconde correction doit être faite car l'évolution des investissements n'a pas été parallèle dans tous les secteurs de l'économie; la construction de logements est restée à peu près au même niveau en volume qu'en 1955 (indice 101, base 100 en 1955) alors que pour l'année précédente, la progression avait été de 12 p. 100.

En ce qui concerne les investissements « productifs », des différences considérables apparaissent également. Dans l'ensemble, ils ont progressé de 7,5 p. 100 contre 12 p. 100 l'année précédente; mais alors que pour le matériel de transport, ils sont restés à peu près au niveau de l'année passée, les investissements ont été très importants dans les secteurs de base de l'économie: énergie, sidérurgie, chimie, matériel agricole. Dans les secteurs de l'automobile, des machines-outils, des textiles et même des industries alimentaires, les travaux d'équipement qui ont été effectués sont importants.

Dans l'ensemble, l'équipement industriel a augmenté de 9 p. 100 en volume en 1956 et de 16 p. 100 si l'on considère les seules machines-outils.

L'année 1956 se caractérise donc, sur le plan des investissements, par une stagnation de la construction des logements et une progression relativement satisfaisante, bien qu'inférieure à l'année dernière, des investissements « productifs ».

Le mouvement des stocks qui, dans le compte « Capital » que nous avons établi, est inscrit au même poste que les investissements, montre une augmentation de 120 milliards de 1955 à 1956; le poste « Formation de stocks » atteint donc 250 milliards alors qu'il s'était maintenu au-dessous de 150 milliards depuis trois ans.

2° *La stagnation de l'épargne intérieure.*

Alors que l'épargne brute des entreprises et des ménages s'était accrue de 1954 à 1955 de plus de 15 p. 100, elle n'a progressé de 1955 à 1956 que de 2,5 p. 100.

Sans doute ce poste est particulièrement difficile à évaluer. Dans l'état actuel de la comptabilité économique, c'est par différence que le calcul est fait. L'évaluation est donc très grossière. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins certain que de 1955 à 1956 il n'y a pas eu d'augmentation importante de l'épargne.

Sans doute les emprunts d'Etat ont-ils eu un très gros succès, mais cette augmentation des placements en fonds publics à long terme a été compensée par une diminution des billets en circulation, des placements liquides, notamment des dépôts aux caisses d'épargne et des bons du Trésor sur formules.

Par ailleurs, le recours au marché sous forme d'actions a été faible et les emprunts à revenus fixes n'ont marqué qu'une augmentation peu importante.

Par contre, si l'épargne intérieure n'a pas augmenté, ainsi que le montre l'analyse précédente, un flux de capitaux, en provenance des pays d'outre-mer, est venu s'investir sur le marché métropolitain. La comptabilité nationale estime très grossièrement à 300 milliards cet apport extérieur.

C'est cet apport qui a permis, avec la diminution des placements liquides, de faire face aux besoins du Trésor comme à ceux de l'économie privée.

3° *L'apparition du déficit public.*

Le compte des opérations en capital met en évidence un phénomène très important de l'évolution de l'économie en 1956: l'apparition d'un déficit des opérations courantes des administrations de 218 milliards, alors qu'au cours des dernières années les comptes montraient un léger excédent.

Avant d'étudier les conséquences de ce renversement de tendance, il est nécessaire de préciser les définitions retenues par la comptabilité nationale en ce domaine car elles sont très différentes des définitions courantes. Le compte des administrations retrace non seulement les opérations de l'Etat et des collectivités locales, mais aussi celles de la sécurité sociale. Les opérations de ces divers services sont comptabilisées en fonction des principes suivants: une distinction est faite entre les opérations courantes et les opérations en capital. Les opérations courantes, sont, en recettes, le recouvrement des impôts par l'Etat et les collectivités locales et celui des cotisations par la sécurité sociale; en dépenses, il s'agit des payements de salaires des fonctionnaires, des achats courants des administrations, des prestations de la sécurité sociale.

Le déficit de 218 milliards pour l'année 1956 comme les excédents des années précédentes sont les soldes des balances entre ces recettes et ces dépenses courantes.

Ils ne tiennent pas compte des opérations en capital, c'est-à-dire en ce qui concerne l'Etat, des prêts consentis par celui-ci à l'économie et des investissements directement réalisés par les administrations. Ces opérations sont considérées par la comptabilité nationale comme étant de la même nature que celles effectuées par les entreprises ou par les banques; à cet égard, le Trésor fonctionne comme un établissement de crédit privé qui emprunte de l'argent pour le prêter à des entreprises. Dans le compte « Capital », ces opérations sont inscrites au même poste que le financement d'équipement par les entreprises.

Le poste « Déficit des opérations courantes des administrations », ainsi défini, mesure l'excès des dépenses des administrations par rapport aux ressources qui leur sont normalement affectées. La situation à cet égard pour 1956 est particulièrement mauvaise. Jamais depuis 1951 un tel déficit n'avait été atteint. Les années 1954 et 1955 avaient laissé un léger excédent: 54 milliards pour la première année, 12 milliards pour la seconde. Les déficits des années 1952 et 1953 étaient incomparablement plus faibles à celui de 1956.

La cause de ce retournement est le développement des dépenses de l'Etat dont le déficit est de 365 milliards pour 1956 alors qu'il n'était que de 60 à 70 milliards pour 1954 et 1955. L'augmentation des dépenses militaires entre pour une large part dans ce déficit puisqu'elle est de 275 milliards (achats de biens et services et payements de traitements).

A cette première cause, s'ajoute l'augmentation de 11 p. 100 des traitements de fonctionnaires civils qui entraîne une dépense supplémentaire de 45 milliards pour l'Etat.

4° *Déficit extérieur.*

Aux excédents des années 1953, 1954 et 1955, qui avaient atteint respectivement 8, 175 et 195 milliards, a succédé un déficit égal aux excédents de ces trois années.

Mais il faut distinguer le déficit qui résulte des échanges avec l'étranger et celui qui résulte des échanges avec les pays d'outre-mer. Seul le premier, en effet, entraîne des sorties de devises. Cependant, celles-ci sont aussi entraînées par le déficit (ou le moindre excédent) des pays d'outre-mer avec l'étranger et les diminutions de nos exportations vers l'outre-mer peuvent être le signe d'une augmentation de ce déficit, qui n'apparaît pas dans le cadre comptable de la nation.

L'examen de ce déficit montre une situation encore plus mauvaise.

Aux excédents de 300 milliards, réalisés en 1954 et 1955, succède un déficit de 170 milliards. Le renversement par rapport à 1955 atteint donc près de 500 milliards. Mais si l'on inclut les opérations financières (amortissement de la dette extérieure, prise en compte des déficits de la Sarre et des territoires d'outre-mer avec l'étranger), le renversement est encore plus important. Au déficit de 170 milliards des opérations courantes de la métropole s'ajoute un déficit complémentaire de 120 milliards, si bien que le retournement est de près de 600 milliards.

Cette évolution s'est traduite par la diminution brutale des réserves en devises de la Banque de France, qui sont passées de 695 milliards au 1er janvier 1955 à 401 milliards au 1er janvier 1957.

La cause de ce renversement est moins la diminution des exportations, qui a porté seulement sur 70 milliards, que l'augmentation des importations de près de 300 milliards et la diminution de 150 milliards de l'aide extérieure.

Cet accroissement des importations est dû, ainsi que le remarque le rapport sur les comptes de la nation pour 1956, à trois causes exceptionnelles: le gel du mois de février, les opérations d'Algérie, les événements du Moyen-Orient. La balance des échanges de produits agricoles, positive pour 34 milliards en 1955, a été négative pour 74 milliards l'année dernière. Les commandes de matériels militaires à l'étranger ont augmenté de 60 milliards environ en 1956 et les payements pour livraisons effectuées d'une trentaine de milliards. Mais il faudrait tenir compte des exportations qui auraient été effectuées par les industries mécaniques et électriques, si celles-ci n'avaient pas travaillé pour l'armement des troupes en Algérie. Enfin il faut tenir compte de la diminution des exportations au Moyen-Orient, qui atteint 14 milliards pour la seule Egypte, et du renchérissement des matières premières entraîné par la fermeture du canal de Suez.

A ces circonstances exceptionnelles s'ajoutent les effets de l'expansion de la production sur les importations en produits énergétiques: sur les 180 milliards d'achats supplémentaires de produits non agricoles, le 1/10 seulement porte sur des biens de consommation, tandis que plus d'un tiers est imputable aux combustibles et essentiellement au charbon, près de 40 p. 100 aux matières premières et demi-produits et 16 p. 100 aux biens d'équipement.

En ce qui concerne la balance des opérations courantes avec les pays d'outre-mer, deux phénomènes principaux doivent être notés: la diminution constante depuis plusieurs années de l'excédent de la balance commerciale et l'augmentation importante des dépenses publiques en 1956.

La réduction de l'excédent commercial a pour cause l'accroissement des importations en volume de caoutchouc et d'arachides et en valeur des fruits et légumes et la stagnation des exportations. L'accroissement de dépenses publiques est évidemment lié aux opérations en Algérie.

TABLEAU N° 7

Formation de capital brut et stocks.

(En milliards de francs.)

	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Formation de capital brut par les entreprises	1.553	1.678	1.646	1.694	1.902	2.165
Formation de capital brut des ménages	310	446	465	575	673	675
Formation de capital brut de l'Etat	174	253	264	300	346	375
Formation de stocks	760	488	137	150	130	252
Totaux	2.797	2.865	2.512	2.719	3.051	3.467

CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE

L'apparition d'un important déficit du commerce extérieur et également d'un important déficit des finances intérieures sont certes les caractéristiques les plus spectaculaires de l'évolution économique de 1956 et leur reconduction en 1957 pose, nous le verrons, de graves problèmes. Mais il ne faudrait pas croire que l'équilibre de la comptabilité — qui résulte de ces deux mouvements comptables en sens inverse — laisse inchangés les autres facteurs de l'économie. C'est à l'effort d'investissement que doit être rapproché, en effet, le déficit du commerce extérieur. En 1956, l'augmentation du rythme de l'investissement ne provient pas d'une augmentation du rythme de l'épargne, mais d'un appel aux ressources extérieures.

L'épargne, on l'a vu au tableau n° 6, n'a pas augmenté; elle aurait même plutôt légèrement diminué en volume:

a) Le tableau n° 3 montre que, depuis deux ans, la consommation *des ménages* augmente plus que leurs ressources. Mais l'augmentation de ces ressources avait été telle en 1955 que, malgré cette consommation plus que proportionnelle, l'épargne des ménages, qui avait crû moins que proportionnellement, avait néanmoins fait de nets progrès. Cette année, au contraire, l'épargne des ménages est stagnante;

b) Il en est presque exactement de même de l'*épargne* des sociétés, dont les dépenses ont crû proportionnellement plus que leurs ressources;

c) L'épargne de l'Etat avait eu, pendant cinq ans, le mérite d'être nulle. En 1956, le budget est entré résolument dans la voie du déficit des opérations courantes.

Au total, le montant de l'investissement aurait dû diminuer en même temps que les possibilités intérieures de le réaliser, puisque, en tout état de cause, il est égal à l'épargne au sens large. C'est là qu'est intervenue l'utilisation de nos ressources en devises par le truchement du déficit du commerce extérieur. Mais les conclusions optimistes qu'on a pu tirer de l'augmentation du rythme de l'investissement doivent être tempérées par les réflexions suivantes:

En 1955, la France avait pris sur sa production non seulement pour accroître les investissements de 300 milliards, mais encore pour acquérir 220 milliards de devises en plus que l'année précédente. L'augmentation de son investissement total — intérieur et extérieur — dépassait 500 milliards, soit plus de 3 p. 100 de la production nationale brute, alors que celle-ci avait crû de 7 p. 100.

En 1956, les investissements ont bien augmenté de 400 milliards, mais au prix d'un abandon de devises, du même ordre de grandeur, sinon plus élevé.

L'amélioration du rythme des investissements est donc le fait de ces abandons de devises et tout se passe comme si c'était l'étranger qui avait investi pour son compte en France les sommes correspondant à l'effort supplémentaire fait en 1956. Quels qu'aient pu être les mouvements d'or pendant ces deux années, ils ne changent pas l'ordre de grandeur du phénomène; notre propre effort total d'investissement intérieur et extérieur était resté le même que l'année précédente, exprimé en monnaie courante, et donc diminué en valeur réelle.

Si l'on compare la nation à un particulier qui utilise ses ressources en consommation immédiate et en épargne, la propension à épargner de la France, c'est-à-dire le rapport entre l'augmentation de ce qui n'est pas consommé dans des dépenses courantes et celle des ressources totales, était de plus de 40 p. 100 de 1954 à 1955; elle fut nulle de 1955 à 1956.

CHAPITRE III

L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1957

Pour 1957, le service de la comptabilité nationale avait établi deux budgets économiques. Le premier supposait le maintien des tendances observées en 1956 en matière de production et de finances publiques, la continuation de l'expansion et une relative stabilité des prix assurée par le recours à des importations supplémentaires et l'augmentation du déficit commercial.

Ce budget économique avait été jugé irréalisable, car il supposait un déficit total du commerce extérieur avec l'étranger que l'économie française ne peut pas supporter: 340 milliards contre 170 en 1956. C'est pourquoi, le service des études économiques et financières avait été amené à proposer un autre budget qui aboutissait à un déficit beaucoup plus faible du commerce extérieur.

1. L'observation des premiers mois de 1957 montre que le premier budget économique s'est réalisé dans les faits. L'expansion de la production s'est poursuivie, à un rythme légèrement plus fort que celui prévu, mais un haut niveau de production s'est accompagné d'un déficit encore plus grand des échanges extérieurs.

Le résultat a été l'épuisement de notre réserve normale en devises presque exactement à la fin du 1er semestre, date à laquelle il nous reste seulement l'encaisse-or de la banque de France.

2. Des tensions nouvelles sont apparues dans le domaine des prix et des salaires, mais elles avaient pu être tant bien que mal contenues jusqu'à la fin de mai, comme l'avait prévu le compte I, grâce à un soulagement des prix agricoles. Mais, les gelées de mai et la sécheresse de la fin du mois de juin viennent de provoquer une très forte hausse des prix des fruits et légumes.

3. Des efforts ont été fait sur le plan financier conformément aux prévisions du compte I, tant en matière de crédit qu'en matière de finances publiques.

I. — Un déficit accru des échanges extérieurs a accompagné un haut niveau de production intérieure.

A. — Haut niveau de la production intérieure

1° *La production industrielle a dépassé les prévisions les plus optimistes.*

Pour les cinq premiers mois de l'année 1957, l'indice de la production industrielle (sans le bâtiment) s'établit à un niveau supérieur en moyenne de 10 p. 100 à celui des cinq premiers mois de l'année 1956. L'augmentation de la production paraît plus forte pour février, mais il faut tenir compte du caractère exceptionnel du mois de février 1956 au cours duquel l'essor de la production a été entravé par une période de froid très rigoureuse. Pour la même raison, l'indice de la production industrielle (bâtiment compris) montre une progression de 21 p. 100 pour ce mois.

En fait, le mouvement semble avoir été plus régulier que ne l'indiquent les variations relatives de l'indice et d'après les indications des chefs d'entreprise, 10 p. 100 forment une bonne mesure pour chacun des cinq premiers mois.

Tableau n° 8

	INDICE EN VALEUR ABSOLUE — Base 100 en 1952.					VARIATION EN POURCENTAGE par rapport au mois correspondant de l'année précédente.				
	Janvier.	Février (P).	Mars (P).	Avril (P).	Mai (P).	Janvier.	Février (P).	Mars (P).	Avril (P).	Mai (P).
Indice de la production industrielle:										
Sans bâtiment	141	145	146	147	153	+ 9	+ 15	+ 11	+ 8	+ 8
Avec bâtiment	135	140	141	142	147	+ 17	+ 21	+ 11	+ 8	+ 9

(P) = Indice provisoire.

Le mois de juin connaîtra vraisemblablement la même augmentation par rapport à 1956.

Ces résultats sont supérieurs à ceux prévus par la comptabilité nationale. Celle-ci escomptait une hausse de l'ensemble de la production industrielle de 5-6 p. 100. On peut la supposer également répartie sur les deux semestres. En fait, les chiffres connus montrent une hausse de 10 p. 100 des secteurs compris dans l'indice, soit pour l'ensemble de la production finale, telle qu'elle est recensée par le S.E.E.F., une augmentation d'au moins 7 p. 100.

Ces chiffres montrent clairement que la progression de l'industrie française n'a pas été affectée par les goulots d'étranglement dont on pouvait craindre l'apparition ou le resserrement au début de 1957. Bien au contraire, le développement a été général et l'expansion harmonieuse.

Ce développement s'inscrit dans le cadre général des pays de la C.E.C.A. pour lesquels, au premier trimestre, un accroissement de 9 p. 100 de l'indice de la production industrielle par rapport au même trimestre de l'année dernière a succédé à un rythme de 4 p. 100 pour le dernier trimestre 1956.

a) Les goulots d'étranglement.

Le principal goulot d'étranglement de la production que l'on pouvait craindre à la fin de l'année 1956 était évidemment la réduction des fournitures de produits énergétiques à l'industrie. En fait, un tel goulot ne s'est pas produit.

Cette cause fondamentale de réduction du mouvement d'expansion de la production n'ayant pas joué, les « goulots » (approvisionnements en coke et ferrailles, main-d'œuvre), que l'économie française connaît depuis plus d'un an risquaient, par contre, de freiner le mouvement naturel d'expansion. En fait, ces goulots ne paraissent pas avoir eu, eux non plus, une action déterminante, tout au moins pour le premier d'entre eux.

Les approvisionnements en produits énergétiques:

Pour les produits pétroliers, le tableau n° 9 montre en ce qui concerne le fuel, une diminution de 7 p. 100 des livraisons en janvier, suivie d'une forte diminution en février et mars; en avril, par contre, les livraisons de fuel ont été égales à celles d'avril 1956. Ces restrictions ont été levées à la fin du 1er semestre.

Pour le gas oil, la baisse des livraisons est assez sensible pendant les trois mois de février, mars, avril. Cependant le changement de définition du gas oil depuis juillet 1956 fausse les comparaisons. Pour l'essence-auto, il y a une augmentation des livraisons, mais seulement apparente puisqu'elle est compensée par la disparition sur le marché du super-carburant (les chiffres du mois d'avril révèlent une reprise importante sans grande signification en raison du décalage des fêtes de Pâques).

Mais la comparaison des approvisionnements en produits énergétiques au premier trimestre 1957 avec ceux du premier trimestre 1956 est rendue difficile par le fait qu'il n'est pas possible de distinguer les approvisionnements fournis à l'industrie de ceux des ménages. Or, ces derniers représentent une importance particulière pendant les mois d'hiver. L'année dernière, le froid très rigoureux qui a sévi a entraîné une forte consommation des ménages, alors que cette année, la température a été exceptionnellement douce. Une grande partie des différences de consommation peut donc être imputée à une diminution, qui a été sans doute considérable, des achats de produits énergétiques à usage domestique.

Ce qui montre, semble-t-il, beaucoup plus nettement que ces chiffres, que la production n'a pas été gênée par l'insuffisance des approvisionnements en produits pétroliers, c'est l'état des stocks en fin de mois. En effet, depuis le mois de janvier, les stocks pour les différents produits pétroliers, à l'exception du super-carburant, ont été constamment supérieurs à ceux de l'année précédente. Cette remarque est particulièrement vraie pour le fuel. C'est dire que si le mouvement de la production avait été gêné par l'insuffisance des fournitures en produits pétroliers, il aurait été possible d'accroître celle-ci sans peine.

De plus, il faut signaler que les ressources en autres produits énergétiques — électricité et charbon — ont été assez sensiblement augmentées.

Pour le charbon, c'est essentiellement par un accroissement considérable des importations que les ressources disponibles ont pu être augmentées. Ces accroissements vont jusqu'à 80 p. 100 du niveau de l'année dernière, en mars. La production intérieure de charbon est restée aux alentours de 5 millions de tonnes, avec une pointe plus élevée au mois de janvier, au moment où les craintes ont été les plus vives sur la diminution des ressources énergétiques de la nation.

En matière d'électricité, la croissance de la consommation a continué son mouvement d'expansion régulière, mais à un rythme, semble-t-il, un peu plus élevé que la normale. Les résultats des 4 premiers mois de 1957 montrent des augmentations allant de 9 à 13 p. 100. A l'exception du mois de février où la consommation a été inférieure à celle tout à fait exceptionnelle de février 1956, mois très froid. Ce qui correspond bien à l'augmentaiton indiquée par les indices. En mai et juin, cependant, la hausse semble un peu plus faible.

Les réserves hydrauliques étaient, fin mai, nettement inférieures à celles de 1956: le coefficient de remplissage était de 47 p. 100 contre 60 p. 100. Le mois de juin plus pluvieux a amélioré cet état de choses.

TABLEAU N° 9

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur au cours des quatre premiers mois de 1957 et état des stocks en fin de mois.

	EN VALEUR ABSOLUE (Milliers de tonnes.)				VARIATION EN POURCENTAGE par rapport aux mois correspondants de l'année précédente.			
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
a) Livraisons:								
Fuel oil	925,9	704,8	737,9	733,1	— 7	— 35	— 20	+ 1
Gas oil	113,5	87,3	106,5	113,7	— 4	— 12	— 25	— 15
Essence auto	276	205,6	299,5	303,4	+ 48	— 30	+ 23	+ 27
Super-carburant	11,3	1,7	0,7	102,9	— 90	— 97	— 99	— 7
b) Stocks en fin de mois:								
Fuel oil	375,5	407,1	477,7	462,3	+ 19	+ 2,4	+ 66	+ 55,1
Gas oil	105,8	119,1	147	150,7	»	+ 20	+ 60	+ 51,9
Essence auto	214,2	252,5	279	232,5	— 3	+ 29	+ 31	+ 5,2
Super-carburant	9,5	5,6	5,3	59,1	— 90	— 95	— 95	— 46,5

TABLEAU N° 10

	EN VALEUR ABSOLUE (1)					VARIATION EN POURCENTAGE PAR RAPPORT à l'année dernière				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Janvier.	Février.	Mars	Avril.	Mai.
Charbon.										
Extraction nette de houille et de lignite	5335,3	4909,7	5002	4985,5	(P) 4850	+ 7	+ 2,2	— 6,5	+ 2,3	+ 11,5
Importations et livraisons de Sarre	1591,7	1685,6	2500,3	2257,9	2221,8	+ 24,8	+ 56,2	+ 80,4	+ 69,8	+ 26,9
Total	6927	6595,3	7502,3	7243,4	7071,8	+ 10,6	+ 12,3	+ 11,4	+ 18,5	+ 16
Electricité.										
Consommation	4886,5	4256,9	4599	4150	(P) 4320	+ 13	— 3	+ 9,3	+ 10,5	+ 6

(1) Charbon: milliers de tonnes. — Electricité: milliers de kWh.

Les approvisionnements en matières premières:

L'enquête faite par l'I. N. S. E. E. pendant la première quinzaine de mai auprès des chefs d'entreprise permet d'une façon générale d'apprécier l'état des approvisionnements et des stocks de matières premières.

L'augmentation des quantités reçues par les industriels paraît être généralement du même ordre que celle des besoins résultant d'une activité accrue.

Toutefois, 25 p. 100 des industriels signalent que leur activité est freinée par des difficultés d'approvisionnement. C'est dans les industries des métaux que ces difficultés sont les plus fréquentes; 44 p. 100 des chefs d'entreprise de ces secteurs les signalent. Mais il faut noter que ces difficultés d'approvisionnement touchent également un quart des entreprises du secteur des textiles et de l'habillement où elles étaient beaucoup plus rares à l'automne dernier; elles restent assez peu répandues dans les industries alimentaires, les industries chimiques et le secteur des matériaux de construction.

Les stocks de matières premières sont, dans l'ensemble, un peu plus importants qu'il y a un an: 35 p. 100 des industriels interrogés par l'I. N. S. E. E. en mai signalent un accroissement modéré de ces stocks, tandis que 12 p. 100 notent une diminution.

En ce qui concerne l'un des problèmes d'approvisionnement les plus importants que pose l'expansion de la production industrielle française, celui du coke, pour les premiers mois de l'année, il apparaît que les disponibilités ont été satisfaisantes. Des chiffres précis ne peuvent être donnés que pour les mois de janvier et de février; ils montrent une progression des ressources disponibles de 5 à 6 p. 100. Il faut noter que cet accroissement n'est pas dû essentiellement à une augmentation des importations qui ont été égales à celles de l'année dernière en janvier et supérieures de 4 p. 100 seulement pour février. Par contre, l'augmentation de la production des cokeries minières et des cokeries sidérurgiques a été très sensible.

On assiste même, semble-t-il, en ce domaine, à une reconstitution des stocks.

L'emploi:

La situation de l'emploi a été caractérisée pendant les cinq premiers mois de l'année 1957 par un état de pénurie plus accentué que pendant les derniers mois de 1956.

Le niveau du chômage secouru est resté inférieur de près de 50 p. 100 au niveau atteint l'année dernière à la même époque.

La hausse saisonnière du chômage a été d'une très faible ampleur, cette année, et a plafonné dès le début de février, alors qu'habituellement le maximum se situe aux environs du 1er mars.

Le niveau des demandes d'emploi non satisfaites reste lui aussi très faible; il est d'environ un tiers inférieur au niveau de l'année précédente.

Le nombre des offres d'emploi non satisfaites n'a jamais été aussi élevé qu'au 1er mai 1957: près de 60.000 contre 43.000 au 1er mai 1956. Cependant, au 1er juin, le nombre des offres d'emploi non satisfaites était de 61.000 contre 56.000 l'an passé, la poussée semble donc avoir très légèrement diminué.

Or, on sait que cet indice est très sensible. Ses indications précèdent d'un mois celles données par les demandes d'emploi qui elles-mêmes se répercutent avec le même délai sur le niveau des chômages.

Malgré l'existence d'une pénurie de main-d'œuvre, qui remonte maintenant à près d'un an, le niveau de l'activité, tel qu'il est mesuré par l'enquête trimestrielle du ministère

du travail, s'est encore accru au premier trimestre 1957. Au 1er avril, l'indice de l'activité de la main-d'œuvre pour l'ensemble des secteurs couverts par cette enquête était à 105,7 contre 104,5 au 1er janvier. Dans le secteur industriel, l'indice qui était de 105,8 au début de l'année est à la fin du trimestre de 106,6.

Cet accroissement de l'activité de la main-d'œuvre n'est pas dû à une prolongation de la durée du travail qui ne fait que passer de 45 h. 8 à 45 h. 9 pour l'ensemble de l'économie et qui reste stable à 45 h. 6 dans l'industrie.

La cause de cette augmentation de l'activité doit être trouvée dans une nouvelle hausse des effectifs. Celle-ci est d'environ 1 p. 100. La hausse est à peu près uniforme pour toutes les branches des industries de transformation. Cet accroissement d'effectifs n'est pas limité, en effet, aux seules industries mécaniques et électriques. Mais il s'étend également à l'industrie textile, à l'habillement et à l'industrie des cuirs et peaux, secteurs dont les effectifs depuis six mois ont tendance à augmenter. C'est là un phénomène très nouveau dans l'économie française.

Dans le bâtiment il faut noter une augmentation importante des effectifs au cours du 1er trimestre de 1957. Au 1er avril, l'indice base 100 en 1954 s'établit à 109 contre 105,7 au 1er janvier. Au 1er avril 1956, il était à 106,3.

La progression d'ensemble est donc assez nette. Il n'en reste pas moins que le manque de main-d'œuvre reste le principal facteur de limitation de l'activité industrielle. Les premiers résultats de l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise de mai 1957 montrent que 39 p. 100 des chefs d'entreprise se plaignent de l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée. Un tiers de ceux qui signalent le manque de main-d'œuvre considèrent que celui-ci est le principal obstacle au développement de leur activité.

b) Le rythme de l'expansion dans les principaux secteurs de l'économie.

D'après les premiers résultats de l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise de mai 1957, 65 p. 100 des industriels interrogés indiquent que leur production est en augmentation par rapport à l'an dernier, 17 p. 100 d'entre eux estiment qu'il s'agit d'une forte augmentation. Par contre, 9 p. 100 seulement des réponses notent une diminution de la production par rapport à l'année dernière.

Cet accroissement de la production concerne presque tous les secteurs de l'industrie. Mais c'est dans les industries des métaux et dans le groupe textile, habillement, cuirs, qu'il est le plus fréquemment mentionné, par environ 75 p. 100 des chefs d'entreprise; par contre, pour les industries alimentaires, ce développement paraît beaucoup plus faible.

Nous étudierons successivement les secteurs dont l'expansion se poursuit depuis maintenant plus de deux ans: la transformation des métaux et les industries chimiques, puis les secteurs dont la reprise est beaucoup plus récente: industries textiles et industries diverses, enfin le secteur du bâtiment.

La transformation des métaux et les industries chimiques:

L'indice de production du secteur de la transformation des métaux est supérieur de 12 p. 100 au premier trimestre 1957 à celui du trimestre correspondant de 1956. L'expansion s'est donc poursuivie à un rythme rapide au cours des premiers mois de l'année; elle a été à peu près générale dans toutes les branches qui composent ce secteur.

Dans la première transformation des métaux ferreux, le niveau de l'activité a été élevé dans la tréfilerie dont les livraisons se sont accrues de 10 p. 100 au cours du trimestre. Les mêmes chiffres se retrouvent pour l'étirage et le laminage. Dans l'industrie du tube, la croissance de la production est encore beaucoup plus considérable. Elle atteint 20 p. 100 en moyenne pour cette période, bien qu'il y ait eu un fléchissement dans la production du tube étiré de petit diamètre. La pénurie de tôles fortes semble s'accentuer.

Les industries mécaniques et électriques ont connu, elles aussi, une forte expansion: 10 p. 100 dans la fonderie de fonte et d'acier pour les deux premiers mois de l'année, alors qu'il y avait eu une certaine stagnation de la production dans le secteur à la fin de l'année 1956. Pour le second semestre 1956, les chiffres de production avaient été légèrement inférieurs à ceux du deuxième semestre 1955.

La construction électrique est également en fort accroissement par rapport à l'année dernière. L'indice de ce secteur montre une progression de 20 p. 100 pour les deux premiers mois déjà connus de 1957. Il faut noter cependant que dans ce début d'année, l'indice est très sensiblement inférieur au niveau atteint en novembre et décembre.

Le niveau de production des tracteurs agricoles reste très élevé et se maintient au niveau atteint pendant les six derniers mois de 1956, soit une production moyenne de 6.500 tracteurs à roues par mois.

Dans l'industrie automobile, les craintes qui avaient été formulées au début de l'année ne se sont pas réalisées. Le niveau de la production ne s'est pas effondré dans ce secteur. Cependant, la progression a été moindre que dans les autres secteurs. L'indice pondéré du ministère de l'industrie et du commerce pour le premier trimestre montre seulement, en effet, une progression de 6,5 p. 100 sur l'année précédente, alors que la production avait augmenté à un rythme double de celui-ci dans le deuxième semestre 1956.

Dans l'ensemble, l'augmentation de la production a été importante. Mais il ne s'agit en fait que de la prolongation des tendances de la production de l'année précédente dans ce secteur. Le rythme de l'expansion a été maintenu.

Une remarque analogue peut être présentée pour l'industrie du verre et l'industrie chimique où les résultats des mois de janvier et de février montrent une croissance de 20 p. 100 pour le premier de ces secteurs et 18 p. 100 pour le second.

Par contre, pour l'industrie textile et les industries diverses, la poursuite de l'expansion a une signification autre: il s'agit de la confirmation d'une tendance relativement récente.

L'industrie textile et les industries diverses:

Alors que pour l'ensemble de l'année 1956, l'augmentation de la production de l'industrie textile a été de 9 p. 100, d'après l'indice correspondant, l'accroissement de la production de ce secteur avait été de 14 p. 100 au quatrième trimestre 1956 et elle est de 18 p. 100 pour les deux premiers mois de 1957. Ainsi donc, le début de l'année 1957 confirme la reprise de l'activité dans l'industrie textile.

Cette reprise est beaucoup plus nette pour l'industrie du coton, dont la production de tissus s'est accrue de plus de 20 p. 100, que pour l'industrie de la laine, dont les fabrications de tissus n'ont augmenté que de 10 p. 100.

Une telle reprise paraît se confirmer également pour le cuir, dont le niveau de production de janvier et février est égal à celui du quatrième trimestre 1956.

La progression est notable pour l'industrie du papier et du carton, dont la production s'est accrue de 10 p. 100 depuis un an au premier trimestre, d'après l'indice correspondant. Le développement de la production paraît même légèrement s'accentuer par rapport à la fin de 1956.

Le bâtiment et les travaux publics:

Le niveau réel de l'activité du bâtiment au début de 1957 est difficile à apprécier, car il n'est pas possible de comparer les résultats du premier trimestre à ceux de la période correspondante de l'année dernière. Le gel du mois de février avait entraîné en effet une réduction de l'activité du bâtiment tout à fait exceptionnelle.

On a vu que l'indice d'activité du ministère du travail était au début d'avril 1956 supérieur de 3 p. 100 à celui de la même époque de l'année précédente. Alors qu'en octobre dernier, le progrès sur l'année antérieure était presque nul.

La fédération du bâtiment donne des chiffres au moins aussi favorables:

TABLEAU N° 11

MARS 1957/MARS 1956		AVRIL 1957/AVRIL 1956	
Gros œuvre.....	+ 10 p. 100.	Gros œuvre.....	+ 3 p. 100.
Tous corps d'état.	+ 6 —	Tous corps d'état..	+ 3 —

2° *La production agricole.*

a) La production végétale va retrouver et même dépasser le niveau de 1955.

Les premières prévisions de récoltes faites par le ministère de l'agriculture, en ce qui concerne les céréales, sont bonnes et même excellentes pour les céréales d'hiver. Les superficies cultivées en blé sont légèrement supérieures à celles de 1955, seule année que l'on peut prendre pour base de comparaison.

La progression est sensible pour l'orge et le blé. Mais elle est compensée par une diminution importante des superficies ensemencées en avoine.

TABLEAU N° 11 *bis*.

Superficies ensemencées en 1955 et 1957.

(En hectares.)

	1955 — Evaluation au 1er juin.	1957 — Evaluation au 1er juin.
Blé	4.510.000	4.610.000
Orge	1.270.000	1.600.000
Avoine	2.130.000	1.740.000

Les perspectives de récoltes dans l'ensemble sont bonnes étant donné l'état actuel de nos cultures, on peut s'attendre à de bons rendements. La production céréalière française devrait donc reprendre le rythme d'expansion qui avait été brisé accidentellement en 1956. En particulier, la récolte de blé serait, par suite de l'augmentation probable des rendements, supérieure à celle de 1955, qui constituait, avec 105 millions de quintaux, un record de production.

En ce qui concerne les betteraves, on pouvait s'attendre à la suite des résultats médiocres de la dernière campagne et de la pénurie de main-d'œuvre, à une diminution sensible des surfaces cultivées; il semble cependant que la régression soit moins importante que celle initialement prévue (8 p. 100).

La situation des cultures maraîchères, comme celle des fruits, a été localement détériorée par les températures froides des mois d'avril et de mai. Pour les cultures maraîchères, les dégâts ne paraissent pas très grands; pour les fruits, ils sont beaucoup plus importants. Les gelées du 12 au 16 avril étant arrivées en pleine floraison ou à une période de végétation sensible. Le ministère de l'agriculture estimait au 1er juin que dans l'ensemble les récoltes ne devraient pas être très inférieures à celles de l'an dernier, sauf pour les pommes et les poires de table; par contre, la production d'abricots serait en nette progression. Dans beaucoup de régions, les premières récoltes seraient retardées.

La production des pommes de terre de primeurs est du même ordre que celle de 1955. Une première estimation de ces récoltes donne 5.800.000 quintaux contre 5.700.000 en 1955. L'influence des gelées d'avril ne paraît pas avoir été grande.

Enfin, en ce qui concerne les vignes, il semble que le vignoble ait été touché par le gel dans de nombreuses régions, notamment dans la vallée de la Loire. Par contre, le vignoble du midi méditerranéen n'a qu'un peu souffert. Il en serait de même pour le vignoble alsacien.

b) La production animale progresse lentement.

La production animale a été favorisée au cours du premier semestre par les conditions climatiques et par la situation très favorable des réserves en fourrages et aliments du bétail en général, puis des cultures fourragères.

Les perpectives de récoltes de fourrage sont excellentes, malgré un léger ralentissement de la végétation provoqué par les froids d'avril.

L'extension de la fièvre aphteuse dans certains départements, au cours du premier semestre a freiné les transactions sur les foires et marchés; au cours du second trimestre, en particulier, le nombre de foyers de la maladie a quadruplé, passant de 5.000 au 31 mars, à près de 20.000 au 15 juin. Son influence sur la production laitière a été compensée par l'augmentation des productions résultant des importantes disponibilités fourragères.

Bétail et viandes:

D'une façon générale, la situation apparaît encourageante sur le plan de la reconstitution du cheptel. L'état sanitaire du bétail n'est pas encore unanimement satisfaisant; de plus, on peut craindre que la sécheresse de l'été n'entraîne une recrudescence de la fièvre aphteuse. Mais la qualité des animaux montre une sensible amélioration sur l'année dernière. Il faut voir là le résultat d'une nourriture abondante.

Une telle évolution peut permettre de rendre plus facile la soudure. Mais il faut rappeler que la production de viande bovine au cours du 1er trimestre 1957 a été inférieure à la production du trimestre correspondant de 1956 et a engendré une diminution constante des expéditions de bétail sur la Villette des régions de l'Allier, l'Ille-et-Vilaine, l'Orne et la Sarthe. Les conséquences en ont été, pour les bovins adultes, la réduction des abattages contrôlés de 4,5 p. 100 en nombre et 3 p. 100 en poids. De plus, la production des veaux demeure irrégulière et déficitaire (réduction de 8,5 p. 100 en nombre et 4 p. 100 en poids). Enfin, il semble que la production des porcins soit en légère régression.

Production laitière:

Les conditions climatiques favorables du mois de mars ont favorisé l'accroissement de la production laitière, mais les froids d'avril ont freiné le mouvement d'expansion.

La fièvre aphteuse n'a diminué la collecte que localement. Dans l'ensemble, la production laitière est en hausse sensible.

B. — SITUATION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le haut niveau de production des quatre premiers mois de 1957 a été accompagné d'un haut niveau des échanges extérieurs très supérieur à celui qu'avait prévu la commission des comptes de la nation.

Les exportations se sont accrues au total d'environ 15 p. 100 par rapport à l'année dernière. Mais la croissance des importations a été plus rapide encore, notamment en ce qui concerne les échanges avec l'étranger si bien que le déficit commercial avec l'étranger s'est trouvé considérablement accru et la France a dû dépenser la contre-valeur en devises: 42 à 45 milliards de francs par mois.

a) L'accroissement des exportations.

L'augmentation des exportations a été sensible dans les premiers mois de l'année. Cependant, le mouvement s'est considérablement ralenti en avril et surtout la progression a été nettement plus forte pour les exportations à l'égard des pays de la zone franc que pour celles dirigées vers les pays étrangers.

Les exportations vers les pays d'outre-mer, après avoir par rapport aux mois correspondants de 1956 presque doublé en janvier (1), ont continué leur mouvement de progression dans les deux mois suivants à un rythme d'accroissement de 20 à 25 p. 100 par mois. Pour le mois d'avril, par contre, la croissance, ainsi que nous venons de le noter, est nettement plus faible.

Les mêmes mouvements se retrouvent, quoique atténués dans les exportations vers l'étranger. Pour l'ensemble des quatre mois, le pourcentage d'accroissement par rapport à l'année dernière est de 13 p. 100, soit un pourcentage d'augmentation analogue à celui du dernier trimestre de l'année 1956.

Mais les progrès ne se sont pas répartis également entre les diverses catégories de produits. En ce qui concerne les produits alimentaires, les résultats globaux sont à peu près les mêmes que ceux de l'année dernière. Mais dans le détail, des mouvements en sens contraire se sont produits. Les exportations de viande ont diminué en février et mars par rapport à celles de l'année dernière. Par contre, les exportations de céréales ont repris.

Pour les produits bruts et les produits manufacturés, l'augmentation d'une année sur l'autre est de près de 20 p. 100. Elle est due moins aux accroissements de ventes de produits minéraux qu'à l'augmentation de 25 p. 100 des exportations d'autres matières premières.

Ce qu'il faut noter surtout, c'est l'accroissement des exportations de produits fabriqués. En effet, la croissance des exportations de demi-produits est relativement faible: 10 p. 100. Par contre, les ventes de biens de consommation et surtout celles de biens d'équipement, qui sont les plus favorables pour une économie industrielle, ont augmenté dans des proportions très notables: 20 p. 100 pour les premières et 40 p. 100 pour les secondes. Les exportations de matériel de transport sont ainsi passées de 28,3 milliards à 37,2 milliards. Il est à noter que les exportations de matériel militaire échappent aux statistiques douanières.

Dans l'ensemble donc, pour ces quatre mois, l'amélioration des exportations n'est pas due à la hausse des exportations agricoles mais aux exportations de biens industriels, 40 p. 100 revenant aux progrès sur les exportations de demi-produits et 60 p. 100 aux exportations de produits finis.

(1) Cette forte progression entre janvier 1956 et janvier 1957 apparaît, en grande partie, due au niveau accidentellement faible des exportations enregistrées en janvier 1956 vers les pays d'outre-mer: perturbation consécutive au changement de nomenclature.

Mais le mouvement s'est considérablement ralenti au cours du mois d'avril, ainsi que le montre le tableau suivant:

TABLEAU N° 12

Pourcentage d'accroissement des exportations de 1956 à 1957 vers l'étranger (or exclu).

JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
+ 21 p. 100	+ 14 p. 100	+ 15 p. 100	+ 8 p. 100	+ 14 p. 100

TABLEAU N° 13

Structure des exportations vers l'étranger dans les cinq premiers mois de 1956 et dans les cinq premiers mois de 1957.

(En milliards de francs.)

	1956		1957		POURCENTAGE d'accroissement d'une année sur l'autre.
Alimentation, boissons, tabacs		61,8		64,4	+ 4
Energie, lubrifiants		30,2		28,9	+ 4
Produits bruts		57,7		67,5	+ 17
Produits manufacturés		288,0		338,9	+ 18
Dont:					
Demi-produits (or exclu)		160,9		175,3	+ 9
Produits finis destinés principalement:					
A l'équipement de l'agriculture		2,5		2	+ 20
A l'équipement de l'industrie		55,7		78,1	+ 40
A la consommation		68,9		83,5	+ 21
Total (or exclu)		437,7		499,7	+ 14
Or industriel		12,5		8,6	
Total		450,1		508,2	+ 13

NOTA. — Chiffres arrondis après totalisation.

b) Le boom sur les importations.

Pendant les quatre premiers mois de 1957, les importations totales se sont accrues de près de 30 p. 100, ce qui représente un accroissement de 185 milliards de francs. La comptabilité nationale avait prévu une augmentation pour toute l'année de 120 milliards seulement des importations. C'est dire combien la « flambée » des importations a été vive dans les premiers mois de 1957.

Cette hausse rapide ne tient pas à une augmentation des importations en provenance des T. O. M. A l'exception du mois de janvier qui fait apparaître un accroissement de 15 milliards de ces importations, l'ensemble des mois étudiés montre, en 1957, des importations égales à celles de 1956.

Par contre, les importations en provenance de l'étranger se sont accrues en moyenne de plus de 35 p. 100. L'étude de la structure de ces achats à l'étranger en 1956 et en 1957 montre des modifications importantes d'une année à l'autre.

TABLEAU N° 14

Structure des importations en provenance de l'étranger dans les cinq premiers mois de 1956 et dans les cinq premiers mois de 1957.

(En milliards de francs.)

	1956		1957		POURCENTAGE d'accroissement d'une année sur l'autre.
					Pourcentage.
Alimentation, boissons, tabacs		69,1		78,5	+ 13
Energie, lubrifiants		133,6		205,1	+ 54
Produits bruts		170,7		221,0	+ 29
Produits manufacturés		203,1		267,9	+ 32
Dont:					
Demi-produits (or exclu)		101,4		123,2	+ 22
Produits manufacturés destinés principalement:					
A l'équipement de l'agriculture		6,5		11,5	+ 77
A l'équipement de l'industrie		64,1		93,1	+ 45
A la consommation		31,1		40,1	+ 29
Total (or exclu)		576,5		772,5	+ 34
Or industriel		12,6		8,1	
Total		589,1		780,6	+ 33

NOTA. — Chiffres arrondis après totalisation.

La hausse est générale, mais différenciée cependant dans son ampleur, selon les catégories de produits. C'est pour les produits agricoles qu'elle est la plus faible. Il faut noter cependant qu'elle est encore de 20 p. 100: elle correspond à des importations aussi bien de produits animaux que de produits végétaux supérieures encore à celles de l'année dernière.

L'augmentation des achats de biens de consommation d'origine industrielle est importante surtout si l'on se rappelle que, de 1955 à 1956, pour la même période, il n'y avait eu aucune augmentation de ces achats. Le chiffre de 30 p. 100 est donc très considérable. Mais plus forte encore est la progression des importations de produits énergétiques et de biens d'équipement.

En ce qui concerne les produits énergétiques, ces augmentations correspondent en partie à la hausse des frets. Mais il faut noter un accroissement sensible en volume pour le charbon, alors que pour le pétrole l'augmentation en faveur correspond à la hausse des prix des produits pétroliers et à la part plus grande faite aux produits raffinés.

TABLEAU N° 15

Comparaison des importations de produits énergétiques en volume et en valeur pour les cinq premiers mois des années 1956 et 1957.

	1956	1957
Importations en volume (en milliers de tonnes):		
Charbon	6.955,2	9.744,9
Pétrole	10.610,7	10.771,4
Importations en valeur (en milliards):		
Charbon	45,3	69,4
Pétrole	84,8	132,1

En ce qui concerne les biens d'équipement, l'augmentation des achats de tracteurs a été particulièrement forte à la suite de la libération des échanges. De même, pour les produits à usage industriel, les accroissements sont d'une façon générale très élevés.

⁂

Ce double mouvement de hausse des exportations et des importations d'ampleur inégale s'est traduit par une nouvelle dégradation de la balance commerciale avec l'étranger. La

comparaison des *cinq premiers mois de* 1955, 1956 *et* 1957 montre clairement la détérioration progressive de nos échanges avec l'étranger. Par contre, la balance avec les territoires d'outre-mer s'est redressée.

TABLEAU N° 16
(En milliards de francs.)

	CINQ PREMIERS MOIS		
	1955	1956	1957
Balance de l'ensemble des échanges extérieurs	+ 16	— 136	— 217
Balance avec les territoires d'outre-mer	+ 61	+ 5	+ 57
Balance avec l'étranger	— 45	— 139	— 273

C. — NATURE ET DESTINATION DES PRINCIPALES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ÉTRANGER. — INCIDENCES DE LA CONJONCTURE PRÉSENTE SUR CETTE SITUATION.

Pour juger à la fois, d'une part, de la nature et de la destination des principales exportations françaises, d'autre part, de la manière dont cette situation peut être modifiée par les développements de la conjoncture, la méthode la plus simple pour une analyse rapide paraît bien être de comparer a situation de 1956 à celle de 1955. En effet, 1956 a différé essentiellement de 1955 pour les exportations vers l'étranger en ce que:

1° Les ventes de produits alimentaires (non compris les boissons) ont diminué, à la suite des gelées de février 1956, de 49 milliards de francs pour l'année;

2° Sous l'effet probable de l'expansion économique et de la demande intérieure accrue, les ventes de produits énergétiques ont baissé de 27 milliards, celles de matières premières de 5 milliards, celles de demi-produits de 15 milliards;

3° Les ventes de boissons ont augmenté de 6 milliards, celles de produits chimiques, huiles et graisses de 4 milliards, celles de machines et de matériel de transport de 7 milliards.

Ces mouvements, appréciés assez grossièrement, permettent de rendre compte d'une diminution d'environ 78 milliards des exportations (or exclu). Or, on peut espérer retrouver, en 1957, au moins pour les produits alimentaires, la situation de 1955 avec une répartition géographique qui, en première approximation, serait semblable. Pour les autres produits, si les quantités exportées ne doivent pas être les mêmes, on peut cependant également retenir, au moins comme hypothèse de départ le plus vraisemblable (à laquelle il faut apporter ensuite des corrections tenant compte de situations d'espèce), que la répartition géographique des ventes se fera dans des proportions déjà constatées.

On a donné en annexe un aperçu détaillé sur la composition des exportations par marchandises et par destinations en 1955 et 1956.

Les produits alimentaires s'exportent surtout vers les pays voisins (Grande-Bretagne, pays continentaux de l'O. E. C. E., Europe orientale). Si la France réalisait une augmentation de 25 milliards de ses ventes de céréales en 1957, par rapport à 1956, ceci pourrait se traduire par un accroissement de 15 milliards vers la zone O. E. C. E. non sterling et de 5 milliards pour chacune des zones sterling et autres pays (à l'exception de la zone dollar vers laquelle on n'enregistrerait aucun progrès de ce fait). Les boissons alcoolisées trouvent leur débouché dans les pays de l'O. E. C. E., la zone dollar et la zone sterling.

Parmi les matières premières, les ventes de minerai de fer et de ferrailles ont des destinations à l'intérieur de la C. E. C. A. (elles échappent à toute action gouvernementale). Les ventes de laine lavée, produit de l'industrie de Mazamet (centre mondial de délainage), peuvent atteindre de nombreuses destinations. Les ventes de bois sont destinées aux pays de l'O. E. C. E. Les ventes de charbon (produit de la C. E. C. A.) s'effectuent dans les pays voisins et sont, en grande partie, des exportations sarroises: 29,7 milliards sur 59 milliards de francs en 1955; 26,7 sur 37,1 en 1956. Les ventes de produits pétroliers raffinés ont des débouchés assez étendus, en dehors de la zone dollar.

Parmi les produits chimiques, on relève des débouchés variés pour les engrais potassiques, les produits pharmaceutiques, la parfumerie, les huiles essentielles.

Les demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine forment le groupe le plus important. Parmi eux, l'élément principal est constitué par les fers et aciers (207,9 milliards en 1955, soit 18,1 p. 100 des ventes françaises à l'étranger; 208,4 et 19,5 p. 100 en 1956). Les exportations sidérurgiques de la Sarre sont comprises dans ce total pour 44,4 milliards en 1955 et 47,2 milliards en 1956. Les ventes de produits sidérurgiques s'effectuent pratiquement à destination de tous les pays du monde. Viennent loin derrière les ventes de filés et fils textiles (51,4 milliards en 1955 et 48,5 en 1956) et de tissus autres que les cotonnades (21,3 milliards et 20,1). Les exportations de tissus n'atteignent pratiquement ni les pays de l'Europe occidentale ni ceux d'Amérique du Sud.

Les ventes de machines (autres que le matériel de transport) s'effectuent surtout dans les pays de l'O. E. C. E. et les pays sous-développés d'Asie et d'Amérique du Sud, avec des possibilités de fluctuations assez larges; elles obligent à courir des risques financiers et sont susceptibles, de ce fait, d'être influencées par la politique commerciale. Les ventes d'automobiles, en majorité vers des pays de l'O. E. C. E., sont cependant dispensées dans toutes les zones. Si les espoirs des producteurs se vérifiaient, à la suite de l'accord passé entre eux et le Gouvernement français, une augmentation de 20 à 25 milliards de francs des ventes à l'étranger pourrait porter pour 10 à 15 milliards sur la zone dollar.

Les ventes de navires sont surtout faites à destination de puissances maritimes de l'Europe (Grande-Bretagne, Norvège, Italie, U. R. S. S.) ou inscrites au nom de pays qui ne font que prêter à certains armateurs un « pavillon de complaisance » (Libéria, Panama).

D. — LA DÉTÉRIORATION DES FINANCES EXTÉRIEURES

La dégradation de la balance commerciale s'est traduite par une détérioration considérable de la situation des finances extérieures.

La situation est encore plus mauvaise si l'on étudie les échanges extérieurs par zones. La crise de Suez a eu pour conséquence la nécessité d'acheter un plus grand volume de produits pétroliers en dollars à un moment où les prix du pétrole et les frets augmentaient. Par ailleurs, les achats de charbon se sont faits essentiellement aux Etats-Unis. C'est pourquoi le pourcentage de couverture des échanges avec la zone dollar a considérablement diminué. D'environ 50 p. 100 dans le premier trimestre 1956, il n'était plus cette année que de 33 p. 100. La même dégradation s'est produite à l'égard de la zone sterling. Enfin, le déficit à l'U. E. P. a doublé d'une année sur l'autre pour les mois que nous étudions. Les sorties de devises ont été de ce fait très importantes.

Pour faire face à ces payements extérieurs du 3 janvier au 2 mai 1957, la France a dû effectuer les opérations suivantes:

— utiliser 220 millions de dollars, soit 56 milliards de francs, de droits de tirage sur le fonds monétaire international;

— utiliser 80 millions de dollars, soit 28 milliards de francs, de droits de tirage sur l'U. E. P.;

— dépenser une faible partie du crédit spécial consenti par les banques privées américaines pour les achats de pétrole (crédit F. O. C.);

— diminuer ses réserves en devises de 88 milliards de francs.

Ces payements correspondent à un rythme mensuel de sorties de devises de 120 à 130 millions de dollars par mois, soit 42 à 45 milliards de francs, chaque mois, depuis le début de l'année.

Ce rythme est supérieur à celui envisagé par le service des études économiques et financières dans le compte I, qui prévoyait 340 milliards de déficit des opérations courantes avec l'étranger pour l'ensemble de l'année.

Il faut cependant noter que ce total n'était pas répandu uniformément sur toute l'année et que le premier semestre était compté beaucoup plus que pour moitié.

En outre, la spéculation et les transferts de capitaux ont ajouté leurs effets aux seuls mouvements commerciaux. Si donc une action énergique était entreprise, il serait plus facile qu'il ne ressort de ces chiffres de limiter le déficit au second semestre.

⁂

A la fin de juin, la situation des ressources en devises de la Banque de France est la suivante:

TABLEAU N° 17

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Encaisse or	301
Disponibilités à vue	12
Avances au fonds de stabilisation des changes	0
Total	313

Le poste des avances au fonds de stabilisation des changes est soldé. Il faut noter que cela ne veut pas dire que le fonds n'ait plus de ressources; il dispose en effet de certaines ressources propres, notamment de la dotation. De plus, il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que ce compte est soldé. Il en a été ainsi également en 1953 du mois de février au mois d'octobre.

Les crédits disponibles qui restent sont les suivants:

1° *Crédits disponibles à l'U. E. P.*

A la fin du mois de juin, la France ne dispose plus que de 2 millions de dollars à l'U. E. P.

Mais à partir du 1er juillet, une rallonge de 200 millions de dollars de droits de tirage correspondant à 50 millions de crédit (les payements étant couverts à concurrence de 75 p. 100 en or ou dollars et de 25 p. 100 en crédit), soit 17,5 milliards de francs, sera disponible.

2° *Crédits disponibles au fonds monétaire international.*

La France a reçu du F. M. I. un crédit de 262,5 millions de dollars; sur ce crédit, 40 ont été tirés en février, 60 en mars, 60 en avril, 60 en mai, et 42,5 en juin. Ce crédit est donc épuisé.

Le crédit de 262,5 millions de dollars, qui a été ainsi accordé à la France, représente la moitié de son quota au F. M. I. En principe, il est possible d'obtenir du F. M. I. un crédit représentant les cinq quarts de son quota (1).

La France pourrait donc encore tirer sur le F. M. I. 394 millions de dollars. En fait, ce crédit nouveau ne serait accordé à la France que sous réserve de garanties de politique économique et monétaire extrêmement difficiles à réaliser pour notre pays si bien qu'un tel crédit paraît peu probable.

3° *Crédit F. O. C.* (French Oil Credit):

Le crédit accordé par les banques privées américaines pour les achats de pétrole aux Etats-Unis n'a été que peu utilisé jusqu'ici. Ce crédit est de 100 millions de dollars, soit 35 milliards de francs.

Il est actuellement également utilisé à des achats de charbon. Sur ce crédit, il reste encore de disponible environ 18 milliards à fin juin.

Sans doute, des mesures ont été prises récemment afin de limiter la spéculation sur les devises U. E. P. On a parlé à ce sujet de « ratissage ». Le but de l'opération est le suivant: la législation de l'office des changes donne trois mois aux importateurs pour régler leurs achats et deux mois aux exportateurs pour rapatrier leurs devises. A un moment où la situation monétaire donne des inquiétudes, les importateurs ont tendance à effectuer des transferts anticipés de devises; au contraire, les exportateurs attendent pour rapatrier leurs devises. Il s'ensuit une distorsion sur le marché des devises qui déséquilibre celui-ci.

La procédure employée pour remédier à cette situation est la suivante: les transferts anticipés faits par les importateurs sont effectués par des intermédiaires agréés qui voient ainsi leurs avoirs en devises s'accroître de façon anormale. Il a été décidé que des planchers de devises seraient fixés à ces intermédiaires. Ceux-ci ont donc déclaré les avoirs qu'ils possédaient au 31 décembre 1955 pour chaque devise de l'U. E. P. Chaque mois, ils déclarent les avoirs qu'ils possèdent pour chacune de ces devises. La différence entre les avoirs à la date du mois en cours et les avoirs au 31 décembre 1955 est versée à des comptes spéciaux qui ont été créés au fonds de stabilisation des changes pour les intermédiaires agréés.

Il faut remarquer qu'ainsi le fonds a pu récupérer un montant notable de devises à la date où cette opération a été faite pour la première fois. Mais les bénéfices de l'opération sont ensuite beaucoup moins grands. A moins d'une modification du niveau des planchers, le ratissage ne se fait en réalité qu'une fois.

Dans l'ensemble, malgré ces mesures, la situation des finances extérieures de la France au début du mois de juin est la suivante:

Les réserves de la Banque de France ne sont plus que de 313 milliards de francs contre 633 milliards à la fin de mai 1956, le compte des avances au fonds de stabilisation des changes est soldé, et, sur ces 313 milliards, l'encaisse-or représente 301 milliards.

Les crédits extérieurs sont pratiquement épuisés à l'exception d'une partie du crédit des banques privées américaine et des 50 milliards de dollars de rallonge de l'U. E. P.

(1) Les règles du F. M. I. sont les suivantes: chaque pays a droit à un quota: 525 millions de dollars pour la France. Ce quota est réglable un quart en or ou dollars et trois quarts en francs. Mais les statuts du F. M. I. prévoient qu'un pays peut tirer sur le F. M. I. jusqu'au d'ouble de son quota en devises nationales. En temps normal, le versement est en devises nationales de 75 p. 100. Si un pays tire le double de son quota, il reçoit un supplément égal aux cinq quarts de son quota en devises nationales.

II. — Les tensions sur les salaires et les prix se sont accentuées.

Accompagnant ce mouvement d'expansion de la production, la hausse des salaires, comme celle des prix, s'est poursuivie au cours des premiers mois de 1957.

Bien qu'il n'y ait pas eu de mesure générale sur les salaires au cours des derniers mois, un glissement continu s'est poursuivi, dû notamment aux effets de la pénurie de main-d'œuvre.

Dans le domaine des prix, les circonstances exceptionnelles du premier trimestre 1956 ne s'étant pas répétées, il n'y a pas eu cette année de flambée des prix agricoles. Par contre, le mouvement continu de montée des prix industriels et des services s'est poursuivi et quelque peu accéléré.

A. — Les salaires continuent a progresser lentement

La comptabilité nationale avait supposé que l'augmentation du taux moyen de salaire serait de 1 p. 100 par trimestre. Les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail montrent une progression plus forte: 1,6 p. 100 pour l'ensemble des salaires. Ce taux correspond au glissement constaté pour l'année précédente en période de plein emploi sans revendication salariale. On noterait, par ailleurs, un mouvement semblable chez les fonctionnaires. Sur ce point, les prévisions de la commission des comptes, paraissent donc avoir été trop faibles.

De même, la hausse des effectifs, qui avait été prévue de 1 p. 100 pour l'ensemble de l'année, est déjà réalisée, d'après les résultats de cette même enquête. Il apparaît donc que l'accroissement de la masse salariale sera nettement plus fort que prévu. De ce fait, l'accroissement de la demande sera plus important que celui admis, avec il est vrai, en contre partie, une production plus forte.

Comme les trimestres précédents, le mouvement n'a pas été régulier dans toutes les régions. Bien au contraire, les écarts se sont encore accrus entre les régions, conformément au mouvement qui se poursuit depuis un an.

Tableau n° 18

Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris.

	1er avril 1956.	1er janvier 1957.	1er avril 1957.
Zone 2,22 p. 100	13,3	15,6	15,8
Zone 4,44 p. 100	16,6	18,4	18,6
Zone 6,67 p. 100	20,5	22,4	22,9
Zone 8 p. 100	22,2	24,3	24,6

Par contre, les écarts de salaires en fonction de la qualification qui s'étaient accrus au cours de l'année dernière sont, d'après l'enquête du ministère du travail, les mêmes au 1er avril qu'au 1er janvier.

Ce mouvement de dispersion des revenus salariaux se retrouve dans un autre domaine, celui des revenus mensuels des salariés en y comprenant les prestations familiales. Depuis le 1er janvier 1956, le salaire mensuel net du célibataire a augmenté de 10,8 p. 100, celui du père de deux enfants de 8 p. 100 et celui du père de cinq enfants de 6 p. 100 seulement.

B. — Les tensions sur les prix industriels ont été atténuées par un soulagement des prix agricoles

Certains commissaires ayant récusé l'indice des 213 articles, une étude a été tentée par d'autres voies. Le niveau général des prix de détail est difficile à apprécier. Une étude approximative peut être faite par d'autres moyens; elle est, par la nature des données statistiques réunies, limitée à Paris. Elle montre une détente sur les prix agricoles et alimentaires par rapport à l'année dernière, mais une hausse continue des prix des produits industriels et des services.

1° *La détente sur les prix agricoles et alimentaires.*

Le tableau n° 19 retrace l'évolution des prix d'un certain nombre de produits agricoles non détaxés :

TABLEAU N° 19

Comparaison des prix de certains produits agricoles et alimentaires dans les premiers mois de 1956 et 1957.

(Fin de mois.) — (En pourcentage.)

	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Bœuf sur pied à la Villette :						
1re qualité	+ 3	+ 3	+ 3	+ 2	— 1,2	— 4,4
2e qualité	+ 6,5	+ 3	+ 6,5	+ 4,9	— 0,7	— 3,1
Beurre :						
Beurre laitier aux Halles de Paris.	— 1	— 10	+ 1,5	— 10	— 1,8	— 2,7
Beurre malaxé	— 7	— 10	— 6,5	— 25	— 6,1	— 14,7
Fruits et légumes frais aux Halles de Paris.	+ 21	— 3	— 30	— 45	— 46,4	— 31

Les prix de la viande ont une tendance continue à la hausse, mais celle-ci reste assez faible. Par contre, les prix du beurre aux halles ont nettement diminué et cette remarque est encore plus vraie pour les fruits et légumes frais dont les prix l'année dernière avaient considérablement augmenté à la suite du gel.

Sans doute, pour le beurre y a-t-il pu avoir des importations de choc qui ont été limitées au marché parisien, si bien que les prix de ce marché ne sont toujours pas représentatifs des prix nationaux. Il est certain, cependant, que les effets du gel avaient entraîné en tout état de cause une hausse des prix du beurre, qui ne s'est pas manifestée cette année.

Les effets de cette relative stabilité de certains prix agricoles et alimentaires ont été renforcés par les effets de la politique de détaxation des produits d'épicerie qui a été peu à peu développée et a été récemment encore accentuée.

En définitive, les prix de la partie alimentaire des indices des prix de gros et de détail, bien qu'elle ne comprenne pas les fruits et légumes, ont tendance à diminuer en 1957 par rapport à 1956 :

TABLEAU N° 20

Pourcentage de variation des prix de la partie alimentaire des indices des prix de gros et de détail.

	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Indices des prix de gros	+ 3,6	— 5	— 1,3	— 3,5	— 2,3	— 1,4
Indices des prix de détail	+ 0,7	— 0,6	— 2,9	— 2,7	— 3,3	— 10,8

Cette amélioration devrait se poursuivre dans les deux prochains mois, car elle traduit la disparition en 1957 des circonstances exceptionnelles de 1956.

2° *La hausse continue des prix des produits industriels et des services.*

Les premiers résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise notent qu'au stade du commerce 61 p. 100 des commerçants interrogés estiment que les prix payés pour les marchandises qu'ils achètent ont augmenté depuis six mois ; 35 p. 100 seulement déclarent que les prix sont stables, 4 p. 100 constatent une légère baisse. Ces proportions sont les mêmes que celles qui ressortaient de l'enquête du mois de novembre dernier.

Au stade des prix de détail, 47 p. 100 des commerçants notent une hausse des prix de vente de leurs produits et 5 p. 100 une baisse. A ce stade également, les proportions sont identiques à celles de novembre dernier.

Les tensions paraissent donc ne pas s'être aggravées au cours des derniers mois. Mais le mouvement continu de hausse se poursuit.

La tendance des prix de gros des produits industriels d'après l'indice paraît être la même au cours des premiers mois de 1957 que pendant les premiers mois de 1956. Par contre, la hausse de l'indice des prix de détail de ces produits est plus forte :

TABLEAU N° 21

Variation en pourcentage des indices des prix des produits industriels depuis le mois d'octobre 1956.

(Par rapport à l'année précédente.)

	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN (P)
Prix de gros	+ 3,8	+ 4,4	+ 4	+ 3,8	+ 3,7	+ 3,5	+ 4,4	+ 4,1	+ 3,1
Prix de détail	+ 2	+ 2,1	+ 2,2	+ 2,7	+ 3,1	+ 3,8	+ 4,1	+ 4,2	+ 3,1

De plus, l'indice du coût de la construction continue à monter. Au premier trimestre 1957, il s'élevait à 122 (base 100 au quatrième trimestre 1953), en hausse de 10 p. 100 sur la période correspondante de 1956. Malgré certaines subventions ou détaxations, l'indice des prix des services continue également sa progression : + 1 à 2 p. 100.

⁂

Dans l'ensemble, le système des prix n'a pas été bouleversé au cours des premiers mois de 1957. Mais les tensions s'accentuent peu à peu malgré la politique d'intervention du Gouvernement sur les prix des produits figurant dans l'indice et malgré la politique générale de blocage des prix.

Sans doute, cette évolution ne ressort-elle pas des mouvements des indices des budgets-type syndicaux. Ceux-ci ne montrent pas de hausse par rapport aux premiers mois de l'année dernière, mais il faut rappeler les circonstances exceptionnelles de 1956 dans le domaine des prix alimentaires, qui ont une forte pondération dans ces indices.

C'est pourquoi, après avoir donné les évaluations des budgets-type des diverses organisations, les pourcentages d'accroissement par rapport à l'année dernière et il y a deux ans seront successivement calculés.

TABLEAU N° 22

Evolution des budgets type dans les premiers mois de 1957.

	1er janvier	1er février.	1er mars.	1er avril.	1er mai.
Budget type d'un célibataire :					
C. G. T.-F. O. (en francs).	28.455	28.737	28.534	28.602	29.042
C. F. T. C. (indice base 100 en 1949)	169,2	170,4	171,4	170,4	173,8
Budget type d'une famille de quatre personnes :					
U. N. A. F. (en francs)	71.127	71.411	70.144	69.292	72.459
	15 janvier.	15 février.	15 mars.	15 avril.	15 mai.
Budget type de l'I. O. E. (2) :					
Manœuvre (en francs)	27.661	27.567	27.445	27.832	28.238
Spécialisé (en francs)	42.876	42.909	42.800	43.167	43.599
C. G. T. (1) (2) (en francs)	28.733	»	»	»	29.212

(1) Budget de la commission supérieure des conventions collectives.
(2) Célibataire.

TABLEAU N° 23

Variations des budgets type des premiers mois 1956 aux premiers mois 1957.

(En pourcentage.)

	1er janvier.	1er février.	1er mars.	1er avril.	1er mai.
Budget type d'un célibataire:					
C. G. T.-F. O.	+ 8,3	+ 8,2	— 1,4	=	— 1,3
C. F. T. C.	+ 5,6	+ 4,7	— 0,7	— 0,4	— 2
Budget type d'une famille de quatre personnes:					
U. N. A. F.	+ 8,2	+ 7,1	=	— 2,3	— 1,5
	15 janvier	15 février.	15 mars.	15 avril.	15 mai.
Budget type de l'I. O. E. (2):					
Manœuvre	+ 4,8	+ 1,8	— 1,8	— 1,2	— 1,1
Spécialisé	+ 4,5	+ 3,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,7
C. G. T. (1) (2)	+ 9	»	»	»	+ 2

(1) Budget de la commission supérieure des conventions collectives.
(2) Célibataire.

TABLEAU N° 24

Variations des budgets type entre les premiers mois de 1955 et les premiers mois de 1957.

	1er janvier.	1er février.	1er mars.	1er avril.	1er mai.
Budget type d'un célibataire:					
C. G. T.-F. O.	+ 12,3	+ 12,7	+ 10,7	+ 10	»
C. F. T. C.	+ 9,3	+ 9	+ 8	+ 6,5	+ 8,8
C. G. T. (1)	»	»	»	»	»
Budget type d'une famille de quatre personnes:					
U. N. A. F.	+ 12,7	+ 11,6	+ 8,5	+ 6,2	+ 9,4
Budget type de l'I. O. E. (2):					
Manœuvre	+ 6	+ 6	+ 5,5	+ 7	+ 8,5
Spécialisé	+ 6	+ 6	+ 5,7	+ 6,6	+ 7,7

(1) Le budget type sur les bases actuelles n'a pas été calculé en 1955.
(2) Par rapport à l'ensemble de l'année 1955 et non pas par rapport au mois correspondant de 1955. Budget d'un célibataire.

A la fin du mois de juin, des hausses très sensibles se sont produites sur les prix des produits alimentaires. On ne dispose pas encore des budgets-types, mais il faut noter que l'indice des 213 articles a atteint au 30 juin le niveau de 148, très proche de la cote d'alerte (149,1). Cette montée s'est produite pendant les derniers jours du mois, au cours desquels les pommes de terre ont connu une hausse sensible en raison de la précocité de la récolte de pommes de terre nouvelles qui n'a pas permis de faire la soudure avec la récolte normale. De plus, pendant cette même période, la viande de cheval atteint des prix extraordinairement élevés en raison d'une détaxation brutale. Enfin, les fruits et les légumes frais, dont l'acheminement a été contrecarré par les fortes chaleurs, ont connu une nouvelle hausse spectaculaire dans les derniers jours du mois de juin et les premiers jours de juillet.

III. — Des efforts ont été faits pour réduire l'impasse budgétaire et ralentir l'expansion du crédit.

En matière financière le Gouvernement s'est efforcé de faire des économies sur ses dépenses publiques, mais le déficit reste très élevé; le mouvement d'expansion de la masse monétaire a été très sensiblement freiné notamment par l'effet déflationniste du déficit du commerce extérieur.

A. — Les finances publiques

En 1956, l'impasse était de 960 milliards. Elle avait été couverte notamment grâce au succès de l'emprunt national qui avait atteint un montant de 350 milliards.

Au début de l'année 1957, il apparaissait que l'impasse serait plus élevée pour cette année que pour l'année dernière. La loi de finances prévoyait qu'elle serait de 1.050 milliards.

Mais depuis cette date, la situation s'est encore dégradée, sinon du côté des recettes, tout au moins du côté des dépenses.

En matière de recettes, certains facteurs laissent prévoir une diminution. Il faut prévoir 70 milliards de moins sur le produit de la taxe sur les produits pétroliers et l'extension du champ d'application des mesures de détaxation sur les produits d'utilisation courante doit amener une perte de recettes de 36 milliards qui n'avait pas été prévue.

Mais d'après l'exposé des motifs du projet de loi sur les dispositions fiscales déposé par le gouvernement de M. Guy Mollet, l'amélioration de rendement de la taxe sur la valeur ajoutée, l'augmentation du produit des contributions directes et les plus-values provenant de l'élargissement de l'assiette de la taxe temporaire de compensation doivent permettre de compenser les pertes de recettes probables. Dans ces conditions les évaluations figurant dans la loi de finances pourraient être maintenues.

Par contre, en matière de dépenses, des augmentations importantes doivent être prévues. Le collectif d'ajustement des dépenses civiles prévoyait des crédits supplémentaires d'un montant total de 108 milliards, qui correspondent à une revision jugée normale des données budgétaires après quelques mois d'exécution du budget. A ces dépenses doivent être ajustées celles résultant du collectif militaire.

En définitive, compte tenu des augmentations prévisibles des dépenses, l'exposé des motifs du projet de loi sur les dispositions fiscales prévoyait une impasse totale de plus de 1.200 milliards si aucune mesure était prise.

Afin de réduire cette impasse, le Gouvernement a procédé à des économies sur les dépenses publiques. Le Parlement lors du vote sur la loi de finances avait bloqué 250 milliards de crédits budgétaires. La réduction des dépenses réalisées par le Gouvernement atteint ce total.

La réduction porte non seulement sur des crédits inscrits au budget et sur les charges du Trésor, mais aussi sur des dépenses de caractère public qui, sans figurer dans la loi de finances n'en sont pas moins à la charge indirecte de l'Etat du fait qu'elles sont financées par la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit foncier ou les entreprises nationalisées.

La réduction atteint:

— au titre des économies budgétaires: 168,4 milliards;
— au titre des charges propres du Trésor: 27,5 milliards;
— au titre du marché financier: 54,2 milliards.

A côté de ces économies, le Gouvernement de M. Guy Mollet avait prévu un effort fiscal supplémentaire de 150 milliards. C'est sur cette question que le Gouvernement a été renversé.

Dans l'état actuel des choses, il apparaît que l'impasse totale qui devrait être pour l'ensemble de 1.200 milliards, a été réduite par le jeu des économies à 950 milliards, soit le chiffre de 1956.

Dans l'optique de la commission des comptes de la nation, ces chiffres sont présentés de la manière suivante:

TABLEAU N° 25

(En milliards de francs.)

	1956	1957 — Compte I.	1957 — Prévisions actuelles (1).
I. — Déficit du compte d'affectation	365	700	550
II. — Formation brute de capital fixe	85	100	100
III. — Besoins de financement = (I+II)	450	800	650
IV. — Prêts et avances (2)	470	450	400
V. — Impasse = (III + IV)	920	1.250	1.050
Pour mémoire, amortissement de la dette par la C. A. A. (3)	180	150	150

(1) D'après collectif et économies au 10 mai.
(2) Prêts nets des comptes spéciaux, F. D. E. S. et H. L. M.
(3) On ne reviendra pas sur les considérations émises à propos de cet amortissement dans les précédents rapports. L'amortissement n'est pas une dépense: ce serait un emploi de l'excédent s'il y en avait un. Mais il est certain que si on veut, dans le cadre de la dernière colonne, amortir néanmoins 150 milliards, il faudra trouver 1.200 milliards d'argent frais (1.050 + 150).

Mais, ainsi que le remarquait l'exposé des motifs du projet de loi fiscale : « il n'est pas possible d'attendre (comme en 1956), de l'emprunt à long terme au moins dans les conditions actuelles du marché, un concours du même ordre de grandeur que l'année précédente. Les ressources à court terme du Trésor risquent par ailleurs de se trouver réduites, en raison même de l'action de contraction que le déficit extérieur exerce sur la masse monétaire. Les banques tenues de verser au fonds de stabilisation du franc contre les devises remises en payement des produits importés, voient leurs liquidités diminuer dans des proportions importantes. Leurs possibilités de souscrire aux émissions à court terme du Trésor sont ainsi restreintes ».

Cette situation s'est traduite dans l'immédiat par une crise de trésorerie. Le Trésor qui avait remboursé depuis quelque temps à la Banque de France une partie des avances souscrites à l'Etat, a dû faire face à une échéance rendue difficile par la nécessité de rembourser de nombreux bons du Trésor. Il a dû demander 80 milliards d'avances à la Banque de France; le plafond des avances est ainsi revenu au niveau qu'il atteignait au 1er janvier 1956.

B. — L'ÉQUILIBRE FINANCIER ET MONÉTAIRE DU 1er SEMESTRE 1957

Au début de l'année, le S. E. E. F. a présenté un compte appelé compte I, à partir de l'hypothèse d'un développement spontané des mécanismes alors observables. Ces hypothèses étaient optimistes en ce qui concerne l'épargne et l'investissement, pessimistes en ce qui concerne les opérations courantes des administrations. Le solde, c'est-à-dire, le déficit des opérations courantes avec l'extérieur — que l'on avait choisi pour faire apparaître les tensions — était très important (600 milliards), ce qui conduisait le S. E. E. F. à envisager des actions possibles conduisant l'équilibre du compte II.

TABLEAU N° 26

Compte global des opérations en capital.

(En milliards de francs.)

	1956	1957 — C. I.
Financement de l'équipement et variation des stocks (1) :		
Privé	3.092	3.323
Public	375	395
Financement du déficit (—) ou apport de l'excédent (+) des opérations courantes des administrations	218	585
Financement de la contrepartie en francs de l'excédent (+) ou apport en monnaie nationale du déficit extérieur (—) :		
Etranger	— 173	— 339
T. O. M.	— 226	— 270
Sarre	+ 26	+ 10
Total	3.312	3.704

	1956	1957 — C. I.
Epargne brute des entreprises et des ménages :		
Revenus bruts non distribués des sociétés.	1.659	1.776
Autofinancement des investissements bruts des entrepreneurs individuels	380	415
Epargne brute des ménages	1.273	1.513
Total	3.312	3.704

(1) Le compte I admettait une augmentation de prix de 1957 sur 1956 de 1,5 p. 100 pour l'industrie mécanique et 6 p. 100 sur le bâtiment. Aussi, les 230 milliards supplémentaires prévus pour 1957 sont-ils dus en partie à une augmentation de prix.

Autant qu'on puisse en juger d'après les résultats du premier semestre, le compte capital I ci-dessus n'était pas tellement éloigné de la réalité. Il faut toutefois être prudent dans l'interprétation des résultats du premier semestre, car le deuxième semestre peut différer du premier, non seulement par les mesures qui peuvent être prises, mais également par des variations saisonnières importantes.

Après avoir examiné les différents éléments du compte capital, nous décrirons la réalisation de l'équilibre au moyen des mécanismes financiers, ce qui nous conduira à étudier plus spécialement le marché monetaire et le rôle de la Banque de France.

1° *Le compte capital.*

La présentation ci-dessous, dans laquelle les prêts nets de l'extérieur figurent en ressources, présente l'avantage d'être à la fois conforme aux règles de la comptabilité, à la logique économique et à la présentation actuelle du bilan de la Banque de France.

Les ressources en capitaux sont les sommes conservées par les sociétés et les entrepreneurs individuels qui prennent la forme d'investissements ou de placements provisoires, l'épargne brute des ménages qui prend la forme de placements (billets, dépôts, épargne) et le prêt net de l'extérieur qui est une forme de liquidité (cela est particulièrement visible au bilan de la banque de France, où actuellement ces prêts figurent au passif à côté des billets). Les emplois sont les investissements réalisés par les entreprises, les ménages ou les administrations et le déficit des opérations courantes des administrations.

a) Les ressources en capitaux.

1. Les ressources conservées par les entreprises pour le financement de leurs investissements.

C'est le poste le plus difficile à chiffrer. Les prévisions du compte I semblent se réaliser, la hausse des salaires étant compensée par la hausse de certains prix et l'accroissement du volume de la production. Cependant, il existe un danger de ralentissement si des restrictions de crédit apparaissent, étant donné la corrélation qui existe entre les crédits accordés et l'autofinancement (due à l'influence des banques et à des motifs psychologiques).

2. L'épargne brute des ménages.

Elle peut être appréhendée par le total des placements. Le tableau ci-dessous permet de constater d'une part que l'augmentation des placements est de 13,5 p. 100 et, d'autre part, que le premier trimestre est un trimestre traditionnellement faible.

TABLEAU N° 27

(En milliards de francs.)

	PREMIER trimestre 1956.	ANNÉE 1956.	PREMIER trimestre 1957.
Disponibilités monétaires	100	616	52
Epargne liquide	136	280	163
Placements et dépôts à terme	126	825	300
Total des placements	362	1.721	411

Cependant, il est difficile d'isoler la partie de l'épargne provenant de la métropole et celle correspondant à un rapatriement des T. O. M., aussi les chiffres ci-dessus ne sont-ils donnés qu'à titre indicatif.

La diminution de la masse monétaire, conséquence de la diminution de nos réserves de devises, ne doit pas faire illusion: elle est plus que compensée par l'accroissement des autres formes de placement moins liquides. Ce phénomène est dû en partie à la transformation de dépôts à vue en dépôts à terme à la suite des mesures prises en 1956 réglementant les taux d'intérêts créditeurs accordés par les banques sur les dépôts à vue.

Les indications que l'on a sur le deuxième trimestre (billets, caisse d'épargne, marché financier) permettent de penser que l'expansion des placements ne s'est pas ralentie. Une analyse plus fine des différents modes de placements sera donnée à l'occasion de l'examen de l'activité des intermédiaires financiers.

3. Apport en monnaie nationale du déficit extérieur.

Les transferts de capitaux d'outre-mer représentent la différence entre les transferts de capitaux et l'excédent de nos dépenses en ces pays. Leur évaluation est prématurée. Il semble que leur montant soit du même ordre que l'année dernière.

L'apport en francs du déficit de la balance des comptes est important. Le déficit des opérations courantes peut être évalué pour les 5 premiers mois de 1957 à environ 210 milliards. Les opérations en capital (remboursement de la dette) ayant lieu principalement au deuxième semestre, ce déficit correspond approximativement à la somme de nos pertes de devises et des prêts qui nous ont été accordés (200 milliards). Une partie importante de cette somme a servi à la constitution de stocks.

b) Les emplois de capitaux.

1. Les investissements et les stocks.

Les stocks de matières premières ont particulièrement augmenté au cours du premier semestre. L'enquête effectuée en mai par l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprises révèle, entre autres, que pour la laine, les stocks s'élèvent en moyenne à 17 semaines de consommation et pour les métaux ferreux à douze semaines. D'après cette même enquête, les stocks de produits fabriqués seraient à peu près au même niveau qu'il y a un an.

En mai, 60 p. 100 des entrepreneurs interrogés déclaraient avoir mis en service de nouveaux équipements au cours des six mois précédents et, de même, 60 p. 100 de ces derniers projetaient de nouveaux investissements pour les six mois suivants. Les industries produisant des biens d'équipement développent leur activité. Dans la branche des machines-outils, le nombre d'heures ouvrées au cours des deux premiers mois de 1957 est supérieur de 10 p. 100 à celui de la période correspondante de 1956. L'activité du bâtiment a été favorisée par un hiver particulièrement clément: les indices établis par la Fédération nationale du bâtiment accusent une augmentation de 13 p. 100 pour l'ensemble des corps d'état et de 20 p. 100 pour le gros œuvre au premier trimestre 1957 par rapport au premier trimestre 1955 (plus significatif que l'hiver 1956, particulièrement rude).

Pour l'ensemble des investissements et stocks privés, l'augmentation par rapport au premier semestre 1956 a donc certainement été supérieure à 10 p. 100.

Quant aux investissements publics, ils ont été freinés par les décrets d'économie, qui portent sur 50 milliards (pour l'année) et qui touchent essentiellement les adductions d'eau et le fonds routier.

2. Le déficit des opérations courantes des administrations.

Le compte I prévoyait un déficit de 700 milliards pour l'Etat et un excédent de 115 milliards pour les collectivités locales et la sécurité sociale. En ce qui concerne l'Etat, le déficit prévu par la loi de finances avait été majoré de 137 milliards de dépenses supplémentaires et de 60 milliards de minoration de recettes. Toujours par rapport à la loi de finances, le collectif 4.972 fait état d'une augmentation du déficit de 164 milliards, le projet n° 4971 y ajoute 18 milliards (crédits militaires), mais les économies portent sur 134 milliards. En définitive, le déficit des opérations courantes de l'Etat serait ramené de 700 milliards à environ 550 milliards si les économies sont appliquées et à 680 si elles ne le sont pas. Les crédits étant bloqués, on peut cependant, à l'heure actuelle, se baser sur un déficit de 550 milliards pour l'année. En ce qui concerne le premier semestre, il est très difficile de faire des évaluations, étant donné les retards considérables des résultats de la comptabilité publique. Au début de l'année, l'augmentation du rendement de la T. V. A. compensait la diminution des recettes due à la taxe sur les produits pétroliers.

Pour les autres administrations, en particulier la sécurité sociale, les augmentations de dépenses et de recettes ne semblent pas devoir affecter le solde.

2° *Les opérations financières.*

Les ressources en capitaux sont mises directement à la disposition des entreprises dans le cas de l'autofinancement.

Un autre procédé de financement direct est l'émission de valeurs mobilières. Les autres ressources passent par l'intermédiaire du Trésor et de ses satellites, des banques et de la Banque de France.

a) Les émissions de valeurs mobilières.

Elles sont en forte progression sur l'année dernière, passant de 114 milliards à 215 pour le premier trimestre. Ceci est dû principalement à l'émission de bons 6 p. 100 1957 et à l'emprunt E. D. F. On notera cependant que l'émission d'actions et parts S. A. R. L. est passée, pour la même période, de 22 à 54 milliards.

Les souscriptions aux bons 6 p. 100 1957 se sont poursuivies en avril et ont atteint le chiffre de 84 milliards, comparable au résultat obtenu par l'emprunt de printemps 1956.

b) Le rôle du Trésor.

Le Trésor a bénéficié de la forte activité du marché financier, soit lui-même, soit par l'intermédiaire de ses satellites (au premier trimestre, le Crédit national). Il a bénéficié également des apports de l'*épargne liquide*, qui ont fortement augmenté. Du premier trimestre 1956 au premier trimestre 1957, la progression de l'épargne liquide est passée de 136 milliards à 166.

TABLEAU N° 28

Augmentation de l'épargne liquide.

(En milliards de francs.)

	PREMIER trimestre 1956.	PREMIER trimestre 1957.
Dépôts dans les caisses d'épargne	+ 102	+ 102
Bons du Trésor détenus par d'autres porteurs que les banques	+ 34	+ 61
Bons à trois et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole	0	+ 3
Total	+ 136	+ 166

Les dépôts à la caisse nationale d'épargne ont augmenté de 4,7 milliards en avril et de 2,4 pendant la première quinzaine de mai (contre 3,6 et 1,9 l'année précédente).

Au milieu du mois de mai, un mouvement de renversement s'est produit dans les dépôts à la caisse d'épargne, comme l'indique le tableau 28 *bis*.

Par contre, les banques et la Banque de France ont été moins généreuses: au premier trimestre, les créances sur le Trésor public figurant à leurs bilans ne se sont accrues que de 51 milliards, contre 89 au premier trimestre 1956.

Le Trésor a connu des échéances difficiles au cours de ce premier semestre et à dû demander, fin mai, une avance provisoire de 80 milliards à la Banque de France. Une autre avance a été nécessaire fin juin.

Le Trésor a en effet une lourde charge car, non seulement il finance le déficit des opérations courantes des administrations, fortement accru cette année, et les investissements publics, mais encore il accorde aux entreprises des avances et prêts pour investissements pour un montant de 523 milliards en 1957 (loi de finances).

TABLEAU N° 28 *bis*.

Excédent des versements (+) ou des remboursements (—) aux caisses d'épargne.

(En milliards de francs.)

MOIS	CAISSE NATIONALE		CAISSES ORDINAIRES	
	1956	1957	1956	1957
Janvier	18,1	13,5	30,5	24,1
Février	9,1	8,7	13,4	13,3
Mars	8,1	5,3	13,4	7,4
Avril	3,6	4,7	9,6	6,8
Mai (1re quinzaine)	1,9	2,4	3,3	3,2
Mai (2e quinzaine)	— 0,2	— 2,7	1,9	— 1,3
Juin (1re quinzaine)	2,7	— 0,2	»	»

c) Le rôle des banques.

Le premier semestre a été marqué par l'importance du prêt net de l'étranger. Celui-ci peut se mesurer au bilan de la Banque de France entre le 3 janvier et le 29 mai par la diminution de 88 milliards des postes traditionnels à l'actif et par l'augmentation de 96 milliards du poste « compte courant des banques et institutions françaises et étrangères » au passif.

Les banques françaises, en effet, dont la trésorerie est très gênée, n'ont certainement pas augmenté leurs comptes courants improductifs à la Banque de France pendant cette période. Il n'est donc pas injustifié d'attribuer l'augmentation de ce poste du passif aux dépôts du fonds de stabilisation des changes et des banques étrangères. Ceci explique que malgré la stabilité de la masse monétaire, les crédits à l'économie aient pu augmenter.

Au cours du premier trimestre les crédits consentis par les banques ont diminué de 11 milliards en ce qui concerne le court terme et ont augmenté de 23 milliards en ce qui concerne le moyen terme. L'importance des crédits à moyen terme est particulièrement nette si l'on rapproche ce chiffre de l'augmentation de 7 milliards pour l'année 1955 et de 71 pour l'année 1956. Le risque apparaît de voir les banques financer par le moyen terme les trésoreries des entreprises au lieu de leurs investissements car les banques sont de plus en plus gênées par leurs plafonds pour accorder du crédit à court terme.

C'est en effet là que se manifeste le deuxième effet du déficit de la balance des comptes. Tout se passe en monnaie française comme s'il s'agissait d'un prêt (1). Ce prêt est accordé à la Banque de France, qui peut actuellement agir beaucoup plus facilement sur les banques. Les banques, en effet, obligées de reconstituer leur compte courant après dépôt de francs pour obtenir des devises, sont de plus en plus dans la dépendance de la Banque de France. Le réescompte d'effets à court terme est plafonné, le dépasser coûte cher: + 1 p. 100 dans une étroite limite, à la discrétion du gouverneur au-delà « le purgatoire et l'enfer, si l'on peut dire ». Les taux sur le marché monétaire sont extrêmement élevés: ils atteignent 6, 5 à 7 p. 100 en fin de mois contre effets privés. Une seule porte reste ouverte: le réescompte d'effets à moyen terme.

On constate au bilan de la Banque de France que celui-ci s'est élevé de 1.036 milliards au 31 décembre 1956 à 1.194 milliards au 29 mai 1957, soit une augmentation de 15 p. 100 en cinq mois.

Des mesures restrictives ont été prises au 1er semestre. En avril, élévation du taux de l'escompte de 3 à 4 p. 100; en juin, obligation pour les banques de déposer en compte spécial à l'Institut d'Emission 50 p. 100 des fonds mis à leur disposition par les importateurs (ce qui représente 25 p. 100 de la valeur des marchandises à importer). D'autres mesures sont en préparation, notamment le projet d'institution d'un système de réserve obligatoire, analogue à celui qui existe aux Etats-Unis.

Les banques, dont les liquidités sont déjà très resserrées du fait du déficit de nos opérations courantes avec l'étranger, risquent de se voir amenées à une politique de crédit très sévère. On peut déjà parler de déflation latente. Dans la récente enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise, 24 p. 100 d'entre eux mentionnaient des difficultés de trésorerie, alors que dans toutes les enquêtes précédentes cette proportion était de 16 à 19 p. 100.

Les données de la situation financière actuelle sont donc contradictoires. Les dispositions des entrepreneurs en ce qui concerne les investissements du public et jusqu'au mois de mars en ce qui concerne l'épargne, ont été favorables. Cependant, le système bancaire se trouve, du fait de l'importance de notre déficit extérieur, de plus en plus dépendant de l'institution d'émission et une vive tension se fait jour sur le marché monétaire. Les mécanismes financiers risquent donc de tempérer l'euphorie générale et de freiner l'expansion.

A la fin du mois de juin des mesures sont intervenues qui ont fortement contribué à tendre le marché, en particulier le premier abaissement de 10 p. 100 du plafond des escomptes. Aussi, de grandes difficultés de trésorerie sont apparues dans le secteur privé dans les jours derniers.

A la fin de juillet le plafond de réescompte doit à nouveau être abaissé de 10 p. 100. Il est à noter que les crédits à l'exportation sont placés hors plafond.

CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE

La production française a augmenté dans une mesure notable et s'inscrit en bonne place dans l'ensemble des pays de la C. E. C. A.

Mais la consommation a augmenté plus encore et chaque secteur a consommé plus et a épargné moins: l'Etat en raison de charges militaires accrues; les entreprises parce que la hausse des prix n'a pas suivi l'augmentation des charges et qu'elles ont probablement réalisé en 1956, grâce à leurs investissements, plus une augmentation de leur capacité de production que de leur productivité; les ménages par suite de ce climat expansionniste et probablement par l'effet de l'irrégularité des prix des denrées agricoles.

Un équilibre mouvant s'est constitué qui a permis de tenir, sans que la hausse des prix soit excessive, ni même anormale pour une période d'expansion, mais l'abondance de nos devises était nécessaire pour que cet équilibre se maintienne. La commission des comptes de la Nation dans le « compte I » avait démontré que cette situation ne pouvait pas durer un an.

Certes, une des hypothèques pesant sur notre économie est levée: l'insuffisance de notre production agricole. Mais deux autres restent: la nécessité d'obtenir des approvisionnements pour tout effort supplémentaire de notre industrie dans des pays à devises fortes et cette hypothèque ne sera pas levée avant cinq ou dix ans; des dépenses militaires accrues et nous ignorons le terme de ce fardeau.

Aussi le moment est venu de changer les hypothèses de base. Un excès d'optimisme nous acculerait à l'impossibilité de nous ravitailler à l'extérieur; un excès de pessimisme imposerait des sacrifices inutiles et peut-être socialement insupportables. Dans un cas, comme dans l'autre, les conséquences seraient très graves. Aussi est-ce avec objectivité, sans souci de faire prévaloir un avantage de groupe ou de classe, mais aussi sans le complexe trop fréquent de craindre que l'austérité ne recouvre une répartition injuste des sacrifices que les solutions de juste milieu que propose M. Malterre doivent être étudiées.

CHAPITRE IV

TRAITS GENERAUX DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A L'ETRANGER ET EN FRANCE

La caractéristique dominante est que l'expansion se poursuit, mais avec des distorsions croissantes et dans des conditions devenues si instables que tout pronostic s'avère particulièrement délicat.

I. — L'expansion se poursuit avec des distorsions croissantes.

1° L'écart tend à augmenter, en général, entre l'offre et la demande globale.

En ce qui concerne l'ensemble des pays de l'O. E. C. E., tout d'abord, la production globale en 1956 semble n'avoir progressé que de 4 p. 100 en termes réels, au lieu de 6 p. 100 environ en 1955, alors que les indices disponibles laissent entrevoir (et le fait sera démontré plus loin), que la pression de la consommation est au contraire plus forte qu'en 1955. A l'inverse, la situation récente aux Etats-Unis se caractériserait par une légère insuffisance relative de la consommation privée, ne permettant pas de maintenir la cadence normale d'expansion du revenu national et conduisant à envisager, à titre compensateur, un accroissement des dépenses publiques (de grosses discussions, il est vrai, existent outre-Atlantique à ce propos).

Ce qui se manifeste, en tout cas, dans les deux exemples précédents, c'est une *inadaptation*, au degré le plus élevé, entre les facultés productrices et consommatrices, inadaptation qui se traduit nécessairement, après un délai plus ou moins long, par des mesures de réajustement.

2° Cette distorsion générale n'est que la résultante des divergences existant, à titre particulier, dans les multiples rouages de la vie économique, notamment entre la production industrielle et quelques autres facteurs.

a) La *production industrielle* ne progresse plus, en Europe occidentale, que modérément. Alors que l'indice général de la production industrielle, pour l'ensemble des pays membres de l'O. E. C. E., avait augmenté de 10 p. 100 environ de 1953 à 1954 et de 1954 à 1955, l'évolution, de trimestre en trimestre, est à présent moins rapide.

TABLEAU N° 29

Indices ajustés de la production industrielle de l'O.E.C.E., par trimestre.

(Base 1953 = 100.)

	I	II	III	IV
1955	117	118	121	122
1956	123	126	126	126
Pourcentage $\frac{1956}{1955}$	105	107	104	103
1957	129			
Pourcentage $\frac{1957}{1956}$	105			

(1) D'où le nom assez curieux de prêt à l'étranger retenu par la commission des comptes.

L'augmentation n'est donc plus que de l'ordre de 3 à 5 p. 100 (les données relatives au premier trimestre 1957 ne sont pas significatives en raison du caractère aberrant de celles du premier trimestre 1956, dues aux rigueurs de l'hiver). Aux Etats-Unis, d'autre part, l'accroissement se stabilise, depuis l'automne, aux environs de 2 p. 100 malgré une augmentation de la population de plus de 1 p. 100 et marquerait plutôt, en avril, une nouvelle tendance à la faiblesse.

Le tableau suivant résume l'évolution des indices de la production industrielle, au cours des derniers mois connus, pour quelques pays caractéristiques:

TABLEAU N° 30

Indices généraux de la production industrielle.

(Par mois depuis octobre 1956, avec rappel du premier semestre et du troisième trimestre en pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.)

PAYS	1956					1957			
	Premier semestre.	Troisième trimestre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
1° *Europe.*									
France	10	(1) 8	10	5	6	9	(2) 15	11	(5)
Moyenne O. E. C. E.	6	5	4	4	2	5	(2) 7,0	(3,5)	2
Allemagne fédérale	10	8	4	5	3	5	(2) 12	5	5,6
Italie	8	7	10	9	4	11	(2) 9,4	6,5	»
Pays-Bas	7	5	9	8	»	8,5	7	(3)(—1,5)	»
Suède	3	2	6	2	5,5	4	(2) 8	2	»
Royaume-Uni	0	0	— 3	— 2	— 3	— 1	0	(0)	0
2° *Hors d'Europe.*									
Japon	19	20	21	20	18	22	17	5	»
Canada	8	7	6	5	6	6	10	5	»
Etats-Unis	4	1	2	2	2	2	2	3,5	1,4

(1) L'écart eût été d'au moins 10 p. 100 sans l'institution d'une troisième semaine de congé payé.
(2) Conditions météorologiques très défavorables en février 1956.
(3) Grèves.

Or, sous la pression combinée de la consommation des particuliers et des services officiels, d'une part, et de l'investissement (public ou privé), d'autre part, la demande continue souvent à progresser à un rythme plus rapide. Elle marque cependant, elle aussi, une certaine tendance à se modérer, de telle sorte qu'il y aurait fluctuation approximative dans le même sens, *mais à un palier supérieur.*

b) Cette constatation peut être effectuée dans de multiples domaines. Il résulte, par exemple, de l'examen du *crédit bancaire aux entreprises.* En dépit des mesures rectrictives prises par la plupart des gouvernements, le volume de ces avances croît moins rapidement, mais encore d'une façon substantielle, dans la plupart des pays. Il y a quelques exceptions, notamment celle du Royaume-Uni, où la politique anti-inflationniste a été énergiquement conduite et relativement depuis longtemps (même remarque pour la Suède). Mais au Canada, en France, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, etc., le crédit reste très développé. Aux Etats-Unis, enfin, les progrès sont moins rapides, mais le taux annuel de l'augmentation est, cependant, deux fois plus élevé environ que celui de la production industrielle.

TABLEAU N° 31

Variation du volume du crédit bancaire aux entreprises dans quelques pays (à prix constants).

(En pourcentage.)

PAYS	De décembre 1954 à décembre 1955.	De décembre 1955 à décembre 1956.	De janvier/février (ou janvier) 1956 à janvier/février (ou janvier) 1957.
France	16	18	19,5
Allemagne fédérale.	20	11	7
Royaume-Uni	— 8	+ 2	(1) — 0,5
Canada	26	9	8
Etats-Unis	20	8,5	4

(1) Premier trimestre.

Source: D'après les statistiques du fonds monétaire international.

Des observations analogues peuvent être formulées en ce qui concerne la valeur du commerce de gros ou de détail.

TABLEAU N° 32

Accroissement de l'indice de la valeur du commerce.

(En pourcentage.)

PAYS	1° DE GROS			2° DE DÉTAIL		
	Année 1955 / Année 1954	Année 1956 / Année 1955	Janvier/février 1957 / Janvier/février 1956	Année 1955 / Année 1954	Année 1956 / Année 1955	Janvier/février 1957 / Janvier/février 1956
Allemagne	(1) 8	(1) 12	(1) 13	11	11	(2) 11
Belgique	(3) 4	(3) 19	(3) 19	7	9	9,5
France	»	»	»	(3) 12,5	(3) 14	(3) 8
Pays-Bas	(3) 6	(3) 14,5	(3) 12,5	»	»	»
Royaume-Uni	»	»	»	»	6	8
Canada	11,5	14,5	13	9	8	10
Etats-Unis	7	7	5,5	9	3	(2) 4

(1) Aliments. — (2) Janvier seulement. — (3) Epicerie.

NOTA. — Ces indices n'ont pas été corrigés pour tenir compte de la variation des prix. Quant aux *échanges internationaux*, ils continuent à se développer.

Source: Nations Unies, bulletin mensuel de statistiques.

TABLEAU N° 33

Accroissement des indices de volume des importations et des exportations totales.

(En pourcentage.)

	ANNÉE 1955 / ANNÉE 1954	1956 / 1955			
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Ensemble O.E.C.E.					
Importations	12,5	2,5	10,5	6,5	(8,5)
Exportations	9	2,5	13,5	6	(6,5)
Canada:					
Importations	14	24,5	25,5	11	15
Exportations	8	5,5	11,5	8,5	9
Etats-Unis:					
Importations	11	14	7	8	2
Exportations	1	7,5	21	21	28,5

Le rythme d'augmentation est rapide (sauf pour les importations aux Etats-Unis où, au contraire, les exportations sont en vive expansion). Les importations européennes deviennent dans l'ensemble plus lourdes, ce qui constitue un des facteurs de la fragilité européenne de l'économie.

Toutefois, un fait important est le redressement opéré par le Royaume-Uni dont la balance commerciale avait été gravement affectée en 1955. Une amélioration, plus modérée, intéresse également l'ensemble de la zone sterling. D'autre part, il est à noter que le pourcentage de couverture de l'Europe continentale de l'Ouest (O. E. C. E. moins Royaume-Uni) s'abaisse d'année en année.

TABLEAU N° 34

Taux de couverture des importations (C.I.F.) par les exportations (F.O.B.) en 1954, 1955, et 1956.

(En pourcentage.)

	1954	1955	1956
Amérique du Nord (1)	119	111	117
Amérique latine dollar	115	117	115
Amérique latine non dollar	100	97	103
Europe continentale de l'Ouest	91	90	87
Europe continentale O. et Royaume-Uni	88	86	86
Territoires d'outre-mer de l'Europe continentale	82	83	82
Zone sterling	91	86	89
Royaume-Uni seul	82	77	85
France seule	99	103	82

(1) Importations F. O. B.

Source: D'après les données publiées par les Nations Unies: in bull. mens. de statistique (mai 1957).

De plus, la balance commerciale de la France métropolitaine avec le Royaume-Uni s'est détériorée au cours du 1er trimestre 1957: il semble cependant qu'il ne s'agisse là que d'un phénomène temporaire, dû à une série de causes dont deux au moins ont un caractère extra-conjoncturel: le gel de l'hiver 1955-1956 qui n'a pas permis à la France ses exportations traditionnelles de céréales et la fermeture du canal de Suez. La troisième cause relève du ralentissement de certaines industries de transformations britanniques (automobile, appareils ménagers, etc.), grosses utilisatrices de certaines catégories de produits sidérurgiques et dont les achats se sont trouvés fortement réduits: le renversement de la politique anti-inflationniste du Royaume-Uni pourrait entraîner une reprise dans ces industries, que l'on constate déjà en ce qui concerne l'automobile.

Enfin, les importateurs français, anticipant certaines mesures prises en avril par le Gouvernement, ont accru fortement leurs importations de matières premières en provenance de la zone sterling.

II. — La situation est devenue très instable.

La disparité constatée est, en elle-même, un élément de déséquilibre. Pour que les difficultés actuelles s'atténuent, il faudrait — entre autres exigences — que le rythme de la production industrielle s'intensifie de nouveau. Ce n'est pas impossible, mais dans certains pays, il existe des goulots d'étranglement dus à une insuffisance antérieure d'investissements productifs, goulots auxquels il est difficile de remédier en période de suremploi et quand l'offre en biens physiques est déjà insuffisante. Sur un plan plus général, il ne faut pas oublier, surtout, que l'économie vient de traverser une phase d'expansion sans précédent, dans un régime qui reste en grande partie libéral. En dix ans, de 1946 à 1956, la production industrielle mondiale a pratiquement *doublé*. Une pause n'a rien d'étonnant. Pour que le mouvement puisse être continu et plus égal, il faudrait recourir à une planification poussée et à long terme, à l'image de la politique pratiquée dans les pays de l'Est (encore que ceux-ci, de même que l'U. R. S. S., sont-ils contraints à certaines réadaptations) ; cette hypothèse politique paraissant exclue, on ne voit pas comment dans un régime où une grande latitude est laissée aux entrepreneurs, pourrait être mis fin aux fluctuations normales du mécanisme économique, fluctuations déjà régularisées par une connaissance plus approfondie des phénomènes en cause.

A ces motifs internes d'instabilité viennent s'ajouter, pour l'Europe, les effets de causes extérieures: sur le plan financier, tout d'abord, la *réduction de moitié de l'aide non militaire américaine*, cette réduction n'étant que partiellement compensée par un accroissement du soutien à titre militaire, contrairement à ce qui a lieu pour le reste du monde (où la doctrine Eisenhower, à partir de 1957, va se traduire par de nouveaux engagements de la part des Etats-Unis).

TABLEAU N° 35

Aide américaine.
(En millions de dollars.)

	1955	1956	POURCENTAGE 1956/1955
Europe de l'Ouest (sauf Grèce et Turquie):			
Aide totale	2.123	1.939	— 9
Dont aide civile	678	338	— 50
Reste du monde:			
Aide totale	2.424	2.959	+ 22
Dont aide civile	1.459	1.888	+ 29

Source: U. S. A., Department of Commerce: Foreign Grants and Credits (avril 1957).

Cette modification est d'autant plus défavorable qu'elle porte surtout sur la *France* dont le déficit de la balance commerciale est particulièrement lourd. Les gains ou les pertes au titre de l'aide non militaire, en 1956, par rapport à 1955, sont en effet les suivants (en millions de dollars) :

TABLEAU N° 36

Pakistan	+ 88	Formose	+ 4
Espagne	+ 74	Inde	+ 2
Japon	+ 63	Grèce	— 5
Viet-Nam	+ 30	Yougoslavie	— 38
Corée	+ 25	Royaume-Uni	— 100
Turquie	+ 19	France	— 238

Source: U. S. A. — Department of Commerce: Foreign Grants and Credits (avril 1957).

Aussi, le déficit de l'Europe vis-à-vis de la zone dollar s'accroît-il et les réserves de change s'amenuisent-elles, sauf dans quelques pays privilégiés. D'autant que les rigueurs de l'hiver 1955-1956 ont pu être palliées dans leurs effets immédiats, mais ont entraîné un surcroît d'importations, s'ajoutant à une demande sans cesse plus forte en produits énergétiques.

A ce déséquilibre de l'Europe vis-à-vis de la zone dollar se superpose un déséquilibre interne au sein de l'O.E.C.E.: les positions extrêmes de la République fédérale et de ses partenaires (notamment la France) au sein de l'U.E.P. ne font que s'accentuer: la position nette cumulative par rapport à juin 1950 de l'Allemagne à la fin du 1er trimestre s'élevait à + 2.966 millions de dollars, celle de la France à — 1.747 millions de dollars. La situation aberrante de l'Allemagne s'est confirmée encore au cours du second trimestre ainsi que celle de la France, bien qu'en mai, on ait enregistré, pour cette dernière, une diminution du déficit par rapport aux mois précédents.

Sur le plan *politique*, la dégradation de la situation se traduit finalement par une aggravation de la situation financière. Par exemple, la crise de Suez n'a pas eu, directement, des conséquences aussi lourdes qu'on pouvait le craindre, mais à terme son incidence s'avère sensible par le surcroît de dépenses économiques et militaires qu'elle a provoquées, par de moindres rentrées de devises. On peut encore citer le cas de la France qui, pour sa part, supporte la lourde charge des opérations en Algérie, charge qui contribue à porter le montant de l' « impasse » budgétaire à un niveau qui ne pourrait être toléré s'il se prolongeait. Enfin, de la manière la plus générale, l'*incertitude* qui s'établit à peu près partout: quant aux intentions américaines, à l'équilibre politique au Moyen-Orient, à l'issue des opérations en Algérie, à la fixité de certaines monnaies européennes, aux moyens qui seront adoptés pour mettre un terme aux disparités de la situation des pays au sein de l'O.E.C.E., à l'évolution de la conjoncture aux Etats-Unis, etc., n'incite pas aux investissements productifs mais favorise les opérations spéculatives.

En outre, on constate la permanence de phénomènes inflationnistes: au cours du 1er semestre 1957, on n'a pas enregistré une réduction sensible des tensions, dans la presque totalité des pays. Ces tensions sont celles déjà signalées au cours des mois précédents, elles sont également une conséquence de la demande croissante entraînant une utilisation extrême des capacités de production avec, dans certains cas, une ponction excessive sur le marché du travail: malgré une réduction — ou du moins un coup de frein — des investissements dans certains pays (République Fédérale, Royaume-Uni), ces pressions, non seulement se sont maintenues, mais sont apparues dans des pays (Suisse, Japon) qui y avaient échappé jusqu'alors. Ces phénomènes inflationnistes ont d'ailleurs des caractères spécifiques à chaque pays. Ceux où ils sont apparus en premier lieu (Royaume-Uni, Pays Nordiques) les ont momentanément freinés par une série de mesures appropriées, d'ordre monétaire notamment, mais dont les effets n'ont été perceptibles qu'à longue échéance. Le renversement de tendance semble même avoir été exagéré en Grande-Bretagne, et le gouvernement a dû revenir sur sa politique d' « argent cher » en abaissant en février 1956 le taux d'escompte de 5,5 p. 100 à 5 p. 100. Il en a été de même pour la République Fédérale qui, après avoir relevé son taux, a dû le ramener de 5 p. 100 à 4 1/2 p. 100 en janvier. En dehors de la France, où les menaces inflationnistes sont à la fois plus récentes et plus affirmées, et qui ont nécessité un relèvement du taux de 3 à 4 p. 100, la Suisse a dû, à son tour prendre une mesure analogue ainsi que le Japon. Cependant, cette similitude de climat inflationniste recouvre des situations fondamentalement différentes: c'est en particulier le cas de la France, dont la conjoncture est actuellement, plus que d'autres, dominée par des facteurs extra-conjoncturels.

Il semble qu'on entre dans une phase nouvelle, en ce qui concerne la couverture des besoins en dollars, de toute la partie libre de l'économie mondiale. Immédiatement après la guerre, les pays européens recevaient des dollars à la suite d'une aide des U.S.A. civile et militaire. A l'heure actuelle, les dollars sont reçus par d'autres parties du monde et une concurrence très vive a lieu entre les anciens bénéficiaires pour s'en procurer.

Le climat est donc beaucoup plus préoccupant qu'il y a quelques mois. Il n'est pas possible de dégager la ligne qu'il conviendrait techniquement de suivre, parce que les facteurs politiques et imprévisibles jouent, à l'heure actuelle, un rôle déterminant, et l'économie ne peut, pour le moment, que s'adapter tant bien que mal à une situation générale essentiellement mouvante On ne peut qu'insister sur ce fait que la recherche d'une solution aux difficultés présentes ne doit pas être effectuée dans un cadre seulement national, la solidarité de fait entre les groupes de peuples étant plus étroite qu'autrefois. Le repli instinctif sur soi serait une mauvaise méthode, car il se répercute sur les autres pays par le canal des échanges extérieurs, et, de proche en proche, le régime d'austérité — indispensable néanmoins dans quelques cas — conduirait tout droit à la stagnation économique généralisée, avec ses pénibles conséquences. Une harmonisation minima des politiques, dans le cadre occidental, semble répondre à une impérative exigence pour surmonter les difficultés actuelles qu'il serait dangereux de sous-estimer.

Annexes au rapport présenté par M. J. Dumontier.

ANNEXE I

A. — INDICATIONS DETAILLEES SUR LA CONJONCTURE MONDIALE

I. — Production alimentaire et agricole.

Les quelques données provisoires disponibles montrent que les perspectives de production agricole mondiale sont bonnes.

Blé. — Les prévisions de récolte mondiale pour la campagne en cours, s'élèvent à 121 millions de tonnes environ. Malgré les réductions de superficies ensemencées, les Etats-Unis et le Canada prévoient des récoltes plus élevées que l'an dernier en raison de l'augmentation des rendements: 27 millions de tonnes pour les Etats-Unis (+ 7 p. 100 par rapport à l'année dernière) et 14,5 millions pour le Canada (+ 8 p. 100). Aussi, les stocks restent-ils importants: cependant, l'accroissement de la demande extérieure (Europe/Pays de l'Est) et une augmentation de la consommation intérieure devraient entraîner une diminution des stocks.

Maïs. — La production pour la campagne 1956/1957 atteindra environ 130 millions de tonnes (+ 4 millions par rapport à l'an dernier).

Riz. — On prévoit une récolte mondiale record. En Europe, la production et les exportations italiennes sont en accroissement continu: l'excédent exportable pour 1957 est estimé à 350.000 tonnes. (Les pays du marché commun, sans l'Italie, ont importé 258.000 tonnes de riz en 1956.)

Sucre. — La production mondiale pour la période 1956/1957 est estimée à 43,6 millions de tonnes, en augmentation de 1,1 million sur la campagne précédente: il ne semble pas qu'il doive y avoir pénurie par rapport à la *demande globale*. Cependant, malgré une légère augmentation prévue de la production soviétique, les autres pays de l'Est (sauf la Roumanie) auront des productions inférieures à celles de l'an dernier; en outre, l'accroissement de la demande japonaise et de la République fédérale ont entraîné une vive hausse des prix.

Les indications provisoires pour *l'orge*, les *huiles végétales* et le cacao laissent prévoir un accroissement des productions.

En Europe, quelques dégâts ont été causés par des gelées (arbres fruitiers, vignes).

En ce qui concerne les *matières premières textiles*, la production mondiale de *laine* pour la campagne 1956-1957 (y compris l'U.R.S.S., l'Europe de l'Est et la Chine) sera d'environ 4.900 millions de livres poids (laine en suint), soit 4 p. 100 de plus que l'an dernier (seuls, les Etats-Unis et l'Uruguay enregistreraient une baisse).

II. — Emploi de la main-d'œuvre.

Au printemps de 1957, le nombre des chômeurs est sensiblement inférieur à celui du printemps de 1956 en *Belgique* et il fait encore apparaître une légère régression en *Allemagne occidentale*, en *Norvège*, en *Autriche*, et aux *Pays-Bas*. Par contre, au *Royaume-Uni*, où il n'a cessé de s'élever depuis l'été dernier, il est, en avril 1957, de 34 p. 100 supérieur à celui d'avril 1956.

Dans les pays d'Amérique du Nord, le chômage est, pour les premiers mois de 1957, à peine plus élevé qu'il y a un an.

Le chômage au début de 1957.

	Diminution ou accroissement en pourcentage par rapport au même mois de 1956.
Belgique (avril)	— 24
Allemagne occidentale (avril)	— 7
Norvège (février)	— 6
Autriche (février)	— 5
Pays-Bas (mars)	— 2
Danemark (avril)	0
Royaume-Uni (avril)	+ 34
Canada (février)	+ 3
Etats-Unis (avril)	+ 1

Source: Nations Unies, bulletin mensuel de statistique, mai 1957.

III. — Marchés mondiaux. — Prix. — Salaires.

a) MARCHES MONDIAUX

Depuis le début de l'année 1957, les marchés des matières premières ont été caractérisés, dans leur ensemble, par une tendance à la baisse.

Céréales faibles en raison de l'abondance des disponibilités et des perspectives d'excellentes récoltes. La situation statistique du *cacao* justifie la baisse. Toutefois, les récentes mesures de soutien des prix au Brésil ont raffermi les cours. Pas de tendance précise sur le marché du *café*, bien que les perspectives à long terme paraissent indiquer une certaine surproduction. Tassement du *sucre* après les fortes hausses enregistrées au cours des mois précédents.

Sur les marchés d'origine la tendance de la *laine*, ferme depuis le début de la campagne, est devenue plus irrégulière et les marchés d'utilisation s'orientent à la baisse. Bonne orientation du *coton*.

Les variations sont extrêmement faibles sur le marché du *caout chouc*, où l'activité reste limitée.

La tendance générale des non-ferreux est faible. Recul marqué du *plomb* et du *zinc* consécutif à l'arrêt des achats gouvernementaux américains. Calme sur le marché du *cuivre*; les cours demeurent orientés vers la baisse en dépit d'une réduction de la production en Rhodésie. *Etain* stabilisé par les achats effectués dans le cadre de l'accord international.

Les indices généraux Moody's et Reuter sont actuellement nettement en-dessous des niveaux de la fin de 1956:

	31 décembre 1956.	31 mai 1957.
Moody's	441,6	417,4
Reuter	503,6	467,5

b) PRIX DE GROS INTERIEURS ET COUT DE LA VIE

TABLEAU N° 1

Indices des prix de gros (G) et du coût de la vie (V).

(Par mois depuis octobre 1956, avec rappel du premier semestre et du troisième trimestre, en ± p. cent par rapport à la même période de l'année précédente.)

PAYS	1956					1957			
	Premier semestre.	Troisième trimestre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février	Mars.	Avril.
Allemagne occidentale:									
G	1	1	2	3	3	3	0,5	— 0,7	
V	3	3	2	3	2	2	2	+ 0,7	
France:									
G	4	4	3	4	4	4	1	3	
V	2	2	1	1	1	1	1	0	
Italie:									
G	1	1	1	1	1	0	— 1,5	— 2,8	
V	5	5	5	5	4	4,5	2,5	0,8	
Pays-Bas:									
G	2	3	3	4	5	5	»	»	
V	1	2,5	3	4	5	5	4	»	
Royaume-Uni:									
G	4	1	2	4	3	4	3	2	
V	6	5	4	3	3	4	4	3	
Suède:									
G	3	4	4	3	2	2	0,5	0	
V	6	5	3	3	4	5	5	»	
Canada:									
G	3	3	3	3	3	3	2	»	
V	1	2	3	3	3	3,5	3	3	
Etats-Unis:									
G	3	4	4	4	5	5	4	4	
V	0,5	2	3	2	3	3	4	4	
Japon:									
G	2	5,5	6	8	9	8	7	7	
V	0	1	1	2	3	3,5	4	»	

On observe, au début de 1957, une tendance à une moindre augmentation des prix de gros. Pas de modifications sensibles dans le rythme d'accroissement du coût de la vie (tel qu'il se constate du moins dans les statistiques officielles).

c) FRETS

1° AFFRÈTEMENTS POUR CARGAISONS SÈCHES

La physionomie du marché des frets au cours du premier semestre 1957 est caractérisée par une diminution de la demande et une baisse continue des taux d'affrètements, tant pour les voyages simples que pour ceux de longue durée.

Dès le milieu de mars les taux étaient revenus à la situation antérieure à la crise de Suez.

Les besoins européens en charbon nord-atlantique ont diminué considérablement. L'hiver, qui a été particulièrement clément cette année, a permis la constitution de stocks importants. Et comme les frets charbonniers d'Hampton Roads donnent actuellement le ton du marché, les taux pour grain ont suivi la baisse sur toutes les grandes routes maritimes.

A la fin d'avril, la reprise de la navigation sur le canal de Suez a accentué la demande de tonnage pour l'Extrême-Orient. Mais, de courte durée seulement, cette demande a fait place à un marasme qui persiste actuellement.

TABLEAU N° 2

Taux de frets en janvier et mai 1957.

PRODUITS	MAI 1956		JANVIER 1957		MAI 1957	
	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.
Charbon.						
Hampton Roads sur Anvers ou Rotterdam....	79 /—	74,6/—	106 /—	97,6/—	60,9/—	47 /—
Grain.						
Australie Ouest sur Royaume-Uni.....	177,6/—	160 /—	210 /—	195 /—	120 /—	95 /—
Pacifique Nord sur Anvers ou Rotterdam.....	$ 18,75	$ 18,75	$ 22,75	$ 19,50	$ 9	$ 8,50
Golfe des Etats-Unis sur Royaume-Uni.....	105 /—	105 /—	140 /—	140 /—	57,6/—	57,6/—
Saint-Laurent sur Royaume-Uni.....	97,6/—	95 /—	95 /—	92,6/—	63,9/—	57,6/—
Sucre.						
Cuba sur Royaume-Uni.....	»	»	170 /—	165 /—	117,6/—	117,6/—
Maurice sur Royaume-Uni.....	»	»	165 /—	161,3/—	82,6/—	80 /—
Indices des « Norweigian Shipping News » (base juillet-décembre 1947 = 100):					Avril 1956. —	
Au voyage.....	142,6		178,3		144,3	
A temps.....	201,3		249,0		187,6	

2° AFFRÈTEMENTS PÉTROLIERS

Le marché des frets pétroliers, après avoir connu, au début de 1957, une courte période de calme, mais avec des taux très fermes, a vu en mars, dès la remise en service des pipe-lines de Syrie et du Liban et au moment de l'annonce de la réouverture prochaine du canal de Suez, un ralentissement extrêmement sensible des opérations d'affrètements des grandes compagnies britanniques. Les taux ont subi en quinze jours une baisse de 150 points.

Depuis, la situation n'a fait que s'aggraver. La réouverture du canal de Suez à la navigation n'a eu aucune influence sur le marché et le nombre des navires empruntant cette route est très restreint.

Les taux de frets pour voyages simples (produits noirs), pratiqués dans les différents secteurs pétroliers, se situent actuellement ainsi:

Caraïbes sur Royaume-Uni continent: Scale — 40 p. 100, contre + 325 p. 100 au début de 1957.

Golfe Persique sur Royaume-Uni continent: Scale net, contre + 325 p. 100 au début de 1957.

Caraïbes sur Northern-Range: U. S. M. C. — 55 p. 100, contre + 150 p. 100 au début de 1957.

d) SALAIRES

En *Allemagne occidentale*, le gain horaire moyen marque, pour l'année 1956, une augmentation de 8,3 p. 100; 9,5 millions d'ouvriers ont bénéficié d'un relèvement de salaires en vertu de nouvelles conventions collectives: celui-ci était en moyenne de 10,2 p. 100 dans l'industrie dont 5,3 p. 100 étaient imputables à la réduction des horaires de travail.

La hausse des salaires a été de 8,2 p. 100 en *Suède* en 1956; dès le début de 1957, le renouvellement de certaines conventions collectives a déterminé de nouvelles augmentations (2 p. 100 environ dans la métallurgie, avec promesse d'une nouvelle hausse de 2,5 p. 100 en 1958 et d'une diminution d'une heure de la semaine de travail).

Au cours de l'année 1956, les salaires ont progressé de 8 p. 100 environ en *Italie* et au *Royaume-Uni;* dans ce dernier pays où l'indice des taux de salaires hebdomadaires marque une nouvelle hausse de 1 p. 100 pour les quatre premiers mois de 1957, les syndicats ouvriers poursuivent leurs revendications. Après de longs et graves conflits sociaux, les trois millions de travailleurs des industries mécaniques ont obtenu un relèvement de 6,5 p. 100; dans les mines, les augmentations consenties récemment sont de l'ordre de 5 p. 100.

Si la hausse des salaires n'a été que de 5 p. 100 environ aux Pays-Bas pour l'année entière, elle atteint pour les trois premiers trimestres 6 p. 100 en Belgique et près de 10 p. 100 en Norvège.

Enfin, dans les deux grands pays d'Amérique du Nord, les rémunérations ont aussi progressé, mais moins rapidement: 4 p. 100 aux Etats-Unis pour l'année entière, 3,5 p. 100 au Canada pour le premier semestre.

LES PAYS DU MARCHE COMMUN

En ce qui concerne plus particulièrement les pays de la Communauté charbon-acier, les productions de base ont évolué comme suit au cours des derniers trimestres par rapport aux trimestres correspondants de 1955 ou 1956:

TABLEAU N° 3

PRODUITS	1956				1957
	Premier trimestre.	Deuxième trimestre.	Troisième trimestre.	Quatrième trimestre.	Janvier-Avril.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
Houille	+ 2,5	+ 1,9	— 0,3	— 0,3	— 0,5
Coke de four.....	+ 11,9	+ 8,2	+ 8,5	+ 8	+ 4,3
Fonte	+ 8	+ 5,5	+ 6,1	+ 5,1	+ 4,5
Acier brut.....	+ 9	+ 7,7	+ 7,4	+ 7,1	+ 6,1

La production *d'acier brut* en 1956 a été supérieure de 7,9 p. 100 à celle de 1955; ce pourcentage d'accroissement est très inférieur à celui enregistré entre 1954 et 1955: + 20 p. 100, mais supérieur au taux d'accroissement mondial (environ 4,3 p. 100). La production d'acier de la C. E. C. A. a représenté en 1956, 20 p. 100 de la production mondiale. La production de *laminés* a augmenté plus que celle d'acier brut (8,3 p. 100) particulièrement dans le secteur des tôles fortes (19,6 p. 100) en raison de l'activité des chantiers navals.

Comme il ressort du tableau précédent, la *situation charbonnière* demeure préoccupante, l'accroissement par rapport à 1955 était seulement de 1,1 p. 100: les importations en provenance de l'étranger ont continué à s'accroître, augmentant de 65 p. 100 en 1956 par rapport à 1955 (dont 80 p. 100 en provenance des Etats-Unis). La situation au cours du 1er trimestre 1957 fait ressortir un écart de 10 millions de tonnes entre la production et la consommation: cet écart eut certainement été supérieur sans les conditions climatiques favorables de l'hiver écoulé. Pour couvrir les besoins des trois prochains mois, les importations de l'étranger s'élèveront à 10,5 millions de tonnes, dont 8 en provenance des Etats-Unis; l'amélioration de la situation charbonnière au Royaume-Uni permettra, d'ailleurs, un accroissement des exportations vers les pays du pool. Enfin, certaines difficultés pourraient survenir dans l'avenir pour le recrutement de la main-d'œuvre dans les mines.

TABLEAU N° 4

Evolution des importations de charbon en provenance des Etats-Unis en 1956.

(En millions de tonnes.)

PAYS	1955	1956
République fédérale	7	11,6
Italie	5,6	6,5
France	0,8	6,1
Pays-Bas	2,5	4
Belgique	0,8	2

L'examen rapide de l'évolution économique récente fait apparaître les caractéristiques suivantes pour les pays du marché commun:

1° ALLEMAGNE OCCIDENTALE

En Allemagne, les mesures anti-inflationnistes prises en 1956 paraissent avoir produit quelques effets, puisque le rythme d'accroissement de la production industrielle s'est ralenti, et l'indice de production a même reculé de 0,6 p. 100 en mars 1957 par rapport à février, alors qu'il aurait dû progresser sensiblement; l'écart avec le mois correspondant de l'année précédente n'est plus que de 6 p. 100. Ce sont les industries de biens d'investissement qui sont les plus touchées et dans l'industrie des machines par exemple, le carnet des commandes intérieures est moins volumineux que l'année passée; sans les progrès continuels de l'exportation, la situation risquerait d'être grave. De même, si l'emploi continue à progresser, la régression saisonnière du chômage est plus lente et fin avril 1957 le nombre de chômeurs n'était inférieur à celui d'avril 1956 que de 46.400. La durée hebdomadaire effective de la semaine de travail diminue également: 49,1 heures en novembre 1954, 49,3 en novembre 1955 (maximum d'après-guerre), 47,5 en novembre 1956. Ainsi, la réduction légale de la semaine de travail intervenue en 1956 (de 48 à 45 ou 46 heures) n'est pas compensée intégralement par un accroissement du nombre des heures supplémentaires. A la suite de cette évolution, la Bank Deutscher Länder a réduit au mois de janvier les taux d'escompte de 5 à 4,5 p. 100.

Mais la crainte de l'inflation demeure: les tensions inflationnistes sont, en effet, suscitées par, notamment, l'augmentation des salaires, la majoration substantielle des prestations de la sécurité sociale et l'accroissement des dépenses budgétaires 1957-1958.

Si l'indice officiel des prix est relativement stable, en fait, diverses augmentations sont intervenues et le ministre de l'économie a obtenu de 70 entreprises l'engagement qu'elles ne relèveraient pas les prix de leurs articles de marque au cours de l'année 1957.

La balance commerciale continue à être fortement excédentaire: les avoirs en or et en devises sont passés de 13,1 milliards de DM au 22 avril 1956, à 17,7 milliards au 21 avril 1957 et sont devenus nettement supérieurs à la masse monétaire (14,5 milliards). Les réserves en or et en dollars ont augmenté en 1956 de 958 millions de dollars, soit presque autant que pour l'ensemble de l'Europe occidentale (991 millions de dollars). Quant aux excédents auprès de l'U. E. P., ils s'élèvent à plus de 100 millions d'unités de compte par mois; le compte cumulatif depuis juin 1950 s'établit pour avril 1957 à 3.139 millions, et le plafond, crevé en novembre 1956 malgré une rallonge, n'est provisoirement plus fixé.

Aussi, le ministre de l'économie a-t-il pris diverses mesures limitant les encouragements à l'exportation (réescompte des crédits) et envisage l'extension de la libération à l'égard des pays ne relevant pas de la zone dollar, ainsi qu'une nouvelle réduction des droits de douane de 30 p. 100 (mais sur les produits industriels seulement). Par ailleurs, les règlements multilatéraux en DM à convertibilité limitée (Beko-Mark) ont été étendus à de nouveaux pays n'appartenant pas à l' U. E. P.

2° ITALIE

En Italie, l'amélioration des approvisionnements en combustibles solides et liquides, ainsi que des fournitures d'électricité, a permis depuis janvier 1957 une nette reprise de l'activité industrielle, qui avait subi un certain ralentissement depuis le maximum atteint en octobre (en janvier dernier, augmentation de l'indice général de la production industrielle de 4 p. 100 sur décembre, et de 11,5 p. 100 sur janvier 1956). L'indice provisoire de février marque une hausse de 9,4 p. 100 par rapport à février 1956, avec une augmentation pour le coton, l'automobile, les chantiers navals. Pour le trimestre mars-mai, on constate une substantielle reprise pour la sidérurgie, la métallurgie, les chantiers navals, l'automobile et, pour des raisons saisonnières, le bâtiment.

3° PAYS-BAS

Aux Pays-Bas, la publication des données essentielles de la comptabilité nationale et les déclarations des pouvoirs publics permettent aujourd'hui de mieux saisir les modalités de la conjoncture de plein emploi qui ont dominé l'évolution de l'économie néerlandaise au cours de 1956. Comme en Grande-Bretagne en 1955, et plus encore en France en 1956, l'expansion n'a pu se poursuivre, à un rythme d'ailleurs ralenti, qu'au prix d'un détérioration sensible des balances, qui s'est traduite par une chute de 22 p. 100 des réserves en or et en devises de février 1956 à février 1957 (plus de 250 millions de dollars); comme dans maints autres pays, la dépense globale sollicitée par une demande accrue de tous les secteurs de l'économie, a augmenté beaucoup plus rapidement que la production et le produit national. Alors que celui-ci, calculé au coût du marché, ne s'accroissait que de 7,1 p. 100, la dépense globale s'élevait à 11,3 p. 100, sous l'action conjuguée de la consommation privée, des investissements et de la consommation publique. Ce décalage a renforcé les pressions inflationnistes, comme en témoignent la hausse des prix et le mouvement des salaires — qu'il a fallu relever à plusieurs reprises —, la réduction de l'épargne et le financement (inflationniste) d'une fraction appréciable des investissements.

Si les exportations ont continué à progresser, non seulement en valeur (du fait de la hausse des prix) mais aussi en volume, le déficit extérieur s'est accentué du fait que leur progression (5 p. 100) a été moins rapide que celle des importations (11 p. 100).

Dans la dépense globale, c'est l'accroissement des investissements qui a été le plus important: l'investissement « net » s'est accru de 25 p. 100 par rapport à 1955; les stocks n'ont que faiblement progressé, alors que la consommation s'accroissait moins que l'investissement (consommation privée + 13 p. 100, consommation publique + 10 p. 100). Cette conjoncture typique de « suremploi » se conjuguant avec un déficit des balances, a nécessité l'adoption du « plan d'austérité », élaboré en février dernier, en vue de réduire tout à la fois: les dépenses publiques, la consommation privée et les investissements d'un montant global équivalant à un peu plus de 2 p. 100 du revenu national. Pour les trois premiers mois de l'année, la production industrielle paraît avoir tendance à progresser, avec une stabilité relative des prix, mais avec une tension accrue des salaires.

4° BELGIQUE

Une politique plus libérale en matière de crédits a contribué, avec l'accroissement des revenus et le maintien de la demande extérieure, à l'augmentation de 6,8 p. 100 de la production au cours du premier trimestre 1957 par rapport au trimestre correspondant de 1956. Cependant, au début du deuxième trimestre 1957, la conjoncture reste incertaine, et quelques économistes belges prévoient un léger tassement de l'expansion. Certes, la production sidérurgique reste supérieure de 10 p. 100 au cours du premier trimestre 1957 à celle du trimestre correspondant de 1956. Les carnets de commandes sont largement garnis, mais le rythme des nouvelles commandes se ralentit, ainsi du reste que dans plusieurs branches des fabrications métalliques. Si la demande des produits sidérurgiques en provenance des pays de la C. E. C. A. demeure forte, elle tend à diminuer en ce qui concerne les pays tiers auxquels les sidérurgistes belges ont dû consentir une baisse des prix de l'ordre de 5 à 8 p. 100. L'augmentation des revenus a gonflé la demande intérieure. Les industries de consommation, l'industrie textile particulièrement, bénéficient à leur tour de la haute conjoncture. Mais la baisse des matières premières (l'indice Moody's est revenu au niveau de juin 1950) affecte le pouvoir d'achat de la clientèle d'outre-mer.

Au cours du premier trimestre 1957, l'indice général de la production industrielle est en progrès par rapport au trimestre correspondant de 1956. Mais il y a lieu de tenir compte qu'en 1956 la production a été freinée par des conditions atmosphériques exceptionnellement défavorables. L'indice s'établit à 122,6 en janvier, 127,8 en février, 128 en mars. La métallurgie et les fabrications métalliques continuent à progresser. Mais la production de charbon a diminué de 6,7 p. 100 par rapport au 1er trimestre 1956, pourcen-

tage supérieur à la diminution de 1,3 p. 100 pour l'ensemble des pays de la C.E.C.A. Par contre, l'industrie textile, dont la reprise avait été relativement lente, est en plein développement. Son indice qui était monté à 109,9 en 1955, à 118 en 1956, atteint 127,7 en janvier, 133 en février.

L'indice des prix de détail a augmenté de 3,2 p. 100 en 1956 sous l'influence, notamment, de la hausse des services, du chauffage et de l'éclairage, hausse qui, avec celle des produits textiles, s'est prolongée au cours des quatre premiers mois de 1957.

Au cours du premier trimestre 1957, l'indice des salaires conventionnels a continué à progresser.

A l'U.E.P. la Belgique a enregistré, en 1956, un excédent de 10,6 milliards de francs. Depuis décembre sa balance est devenue déficitaire et pour les quatre premiers mois de 1957, le déficit atteint 1.527 millions de francs. A la fin avril la créance sur l'U.E.P. était de l'ordre de 8,8 milliards de francs.

B. — SITUATION ECONOMIQUE DU ROYAUME-UNI ET DES ETATS-UNIS

a) Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, on observe en mars et en avril une certaine reprise de l'activité économique, bien que l'indice de la production industrielle reste stationnaire.

La production des industries de base (charbon et sidérurgie) est en hausse. La production des industries de biens de consommation durables marque une reprise, en particulier l'industrie automobile qui a atteint en avril la moyenne hebdomadaire de production la plus élevée depuis quatorze mois. Le renforcement des restrictions sur les achats de voitures à crédit en vigueur à partir du 29 mai 1957 (le versement initial est porté de 20 p. 100 à 33 1/3 p. 100 du prix d'achat) pourrait avoir des répercussions sur les commandes destinées au marché intérieur.

Le chômage marque un recul saisonnier de janvier à avril. Bien qu'à un niveau supérieur à celui de l'an dernier, il représente seulement 1,6 p. 100 de la population active.

Les dépenses de consommation des particuliers enregistrent, au cours des premiers mois de 1957, un redressement confirmé par la reprise des ventes au détail, en particulier des ventes d'articles ménagers et des ventes à crédit. Les hausses de salaires accordées récemment ne feront que renforcer cette tendance.

On ne dispose pas encore pour le 1er trimestre 1957 de statistiques concernant l'évolution des investissements, si ce n'est les approbations de plans pour la construction de bâtiments industriels, qui enregistrent les chiffres les plus faibles depuis 1954, et les commandes nouvelles de machines-outils pour le marché intérieur, qui sont en baisse sensible. Il semble cependant que le léger ralentissement des dépenses d'investissements prévu pour 1957 par le secteur privé doive être compensé par l'expansion des investissements dans les industries nationalisées; les programmes publiés dans les transports et l'énergie laissent prévoir une augmentation de l'ordre de 106 millions de livres sterling.

Les prix sont relativement stables. L'indice des prix de gros des produits de base industriels a reflété la contraction des cours mondiaux après les hausses consécutives au blocage du canal. L'indice des prix des produits manufacturés continue l'avance lente qu'il poursuit depuis quatre ans. L'indice des prix de détail, après une baisse de janvier à mars marque une hausse saisonnière en avril.

On peut craindre que cette stabilité ne soit compromise par les hausses de salaires qui viennent d'être accordées dans les mines et les industries mécaniques et qui sont de l'ordre de 6,5 p. 100. On prévoit une augmentation du prix du charbon qui aura des répercussions dans tous les secteurs de l'économie.

Dans le domaine du commerce extérieur, la progression des exportations enregistrée en 1956 s'est poursuivie au cours des quatre premiers mois de 1957, marquant une avance de 7 p. 100 sur la période correspondante de 1956. Toutefois, les importations ayant augmenté de 7,5 p. 100, le déficit de la balance commerciale est passé de 227 millions de livres sterling pendant les quatre premiers mois de 1956 à 253 millions de livres sterling pendant les autres premiers mois de 1957. Le *Board of Trade* attribue cette expansion des importations en partie au retard causé par la fermeture de Suez et le déroutement des navires par la route du Cap.

Au cours des cinq premiers mois de 1957, la position des réserves de la zone sterling s'est améliorée. Après une baisse en janvier, elles ont marqué un redressement, passant de 2.084 millions de dollars à la fin de janvier à 2.147 millions et à 2.345 millions de dollars à fin mai. Ce résultat a été atteint malgré des achats importants de pétrole à la zone dollar; ceux-ci s'étaient élevés à 30 millions de dollars par mois, de novembre à janvier et il est probable qu'ils ont continué à peu près au même rythme au cours des derniers mois. Il semble que l'amélioration soit imputable, non pas tant à un renversement de tendance — bien que cette période de l'année soit favorable à la zone sterling — mais surtout à un emprunt auprès du F. M. I. de l'Inde, qui a « tiré » 59 millions de dollars en février et 67,5 millions en mars, et à la réintégration dans les réserves d'une somme de 104 millions de dollars primitivement affectée au paiement des intérêts dus en 1956 sur les emprunts américain et canadien.

b) Etats-Unis

La conjoncture générale des Etats-Unis est confuse et incertaine. On peut observer des éléments rassurants malgré d'assez nombreux symptômes de dépression qui ne laissent pas d'inquiéter une partie de l'opinion. Les hésitations de la bourse traduisent ces incertitudes. Les cours des actions industrielles ont baissé de la fin de janvier jusqu'au début d'avril, mais ils se sont relevés depuis.

1° *Symptômes de dépression.*

Cependant, la plupart des indices statistiques ne sont guère encourageants. Ceux qui passent pour les plus sensibles à la conjoncture générale sont stationnaires ou s'orientent vers la baisse. D'après douze séries jugées particulièrement sensibles (1), le National Industrial Conference Board construit, à des fins de prévision, un indice dit de diffusion qui mesure la durée moyenne des mouvements de hausse ou de baisse de ces séries. Cet indice de diffusion est en baisse depuis le début de l'année. Si les indices généraux des prix de gros et de détail continuent de s'élever lentement mais régulièrement, les prix de quelques grandes matières premières, très sensibles et généralement suivis par les observateurs de la conjoncture, notamment le cuivre et la ferraille d'acier, diminuent.

L'indice général de la production industrielle, que les indices sensibles précèdent ordinairement, a commencé de fléchir.

Dans l'industrie automobile, les prévisions émises au début de l'année par les entreprises qui tablaient sur un progrès de 10 p. 100 de leurs ventes ne se sont point réalisées: au contraire, les ventes ont fléchi. Pour éviter l'accumulation des stocks, les fabricants ont dû ralentir leur production, qu'ils ont ramenée de 170.000 voitures par semaine dans la première moitié de février à 150.000 voitures par semaine en moyenne en avril et mai. La reprise, tant espérée, de printemps ne s'est point manifestée.

La production d'acier, qui, malgré les déboires de l'industrie automobile (sa principale cliente), avait été soutenue pendant les deux premiers mois de l'année par les demandes provenant de l'industrie pétrolière, des chantiers navals, etc. a fléchi à son tour.

D'autres secteurs faibles dans l'industrie manufacturière sont la télévision qui subit une crise, l'ameublement et l'industrie textile.

La durée de la semaine de travail dans l'industrie manufacturière est abrégée.

Dans le bâtiment, la langueur de la construction de maisons d'habitation est jusqu'ici plus ou moins compensée par l'activité des autres branches de cette industrie.

2° *Les indices d'expansion.*

Cependant, certains facteurs de confiance subsistent et les économistes se plaisent à les souligner. Le vaste programme de constructions routières entrepris l'année dernière se poursuit activement.

L'agriculture se remet lentement.

Le secteur dit tertiaire (commerce, transports, distractions, services divers) demeure florissant; notamment le secteur services continue sa croissance régulière.

L'emploi se maintient malgré le fléchissement de la production industrielle grâce au développement des offres d'emploi dans le commerce et les bureaux, dont certaines, d'ailleurs, au sein de l'industrie manufacturière elle-même. Ce développement amortit les effets des fluctuations de la production industrielle.

Les revenus des particuliers continuent d'augmenter.

3° *La politique économique.*

Dans cette conjoncture incertaine, les gouverneurs des banques fédérales des réserves demeurent dans l'expectative. Ils s'abstiennent de relever le taux d'escompte. Celui-ci reste fixé à 3 p. 100, chiffre assez modéré, qui avait été atteint l'été dernier, et ne semblait pas avoir sérieusement gêné l'économie dans son ensemble.

Le congrès discute le budget qui doit entrer en application au début de l'année financière, c'est-à-dire le 1er juillet. Le projet du Gouvernement comporte des excédents budgétaires affectés à l'amortissement de la dette publique. Les estimations de récoltes sont fondées sur l'hypothèse d'une progression continue se poursuivant au même rythme.

(1) A savoir: permis de bâtir des maisons d'habitation, permis de bâtir des locaux non à usage d'habitation, nouvelles commandes, durée de la semaine de travail dans les industries de biens durables, durée de la semaine de travail dans les industries de biens non durables, prix des marchandises sensibles, cours des actions industrielles, faillites, production d'acier en barres, production de papier, production de textiles, wagons chargés.

ANNEXE II

APERÇU SUR LA COMPOSITION DES EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES ET DESTINATIONS EN 1955 ET 1956

(d'après une étude de M. Neel à paraître dans le numéro d'août 1957 de la revue *Etudes et conjoncture*).

1. Pays de l'O. E. C. E. hors de la zone sterling (1).

A. — PRINCIPALES DESTINATIONS DANS CETTE ZONE POUR L'ENSEMBLE DES PRODUITS.

(En milliards de francs.)

TABLEAU N° 5

PAYS	1955	1956
Allemagne (République fédérale)	176,3	166,2
Belgique, Luxembourg et T. O. M. belges	122,6	126,8
Pays-Bas et T. O. M. néerlandais	51,0	46,5
Italie	64,9	65,3
Autres pays continentaux de l'O. E. C. E. et T. O. M. portugais	189,2	178,4

B. — NATURE DES PRODUITS EXPORTES

TABLEAU N° 6

(En milliards de francs.)

PRODUITS	1955	POURCENTAGE	1956	POURCENTAGE
Alimentation (*a*)	71,4	11,8	50,7	8,7
Boissons	17,6	2,9	23,1	4
Matières premières (*b*)	97,6	16,1	98,8	16,9
Energie (*c*)	66,8	11,1	56,4	9,6
Produits chimiques	34,8	5,8	37,1	6,3
Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine (*d*)	208,5	34,5	200,3	34,2
Machines et matériel de transport (*e*)	73,1	12,1	82,5	14,1
Produits bruts de consommation (*f*)	25,2	4,2	25,8	4,4
Autres produits	9,0	1,5	10,5	1,8
Total	604	100	585,2	100

(*a*) Les produits alimentaires comprennent: du *froment* (qui, en 1956, a disparu après les gelées et n'a été que partiellement remplacé en valeurs par de l'*orge*), des *fruits*, du *sucre*, des *fourrages;*

(*b*) Les matières premières comprennent: du *bois*, de la *laine lavée à dos ou à fond* (produits de l'industrie de Mazamet), du *minerai de fer* (surtout vers la Belgique), des *ferrailles* (surtout vers l'Italie).

(*c*) L'énergie est surtout constituée par du *charbon*. Comme les exportations relevées sont celles de l'ensemble douanier franco-sarrois, il apparait nécessaire de mentionner que les exportations sarroises hors du territoier douanier ont été de 29,7 milliards en 1955 et 26,7 milliards en 1956, en majorité dirigées vers l'Allemagne. Elle comprend cependant aussi des *produits dérivés du pétrole;*

(*d*) Parmi les demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine, on relèvera les *filés de laine*, les *tissus de laine*, les *fers et aciers, l'aluminium;*

(*e*) Les machines exportées sont très diverses. Parmi le matériel de transport, il faut signaler les *ventes de navires* (en 1956) et les *ventes d'automobiles* (Suède, Suisse et surtout environ de 10 milliards de francs vers le seul groupe Belgique-Luxembourg);

(*f*) Dans les produits finis de consommation, on notera les *vêtements* et les *imprimés* (surtout vers les pays francophones: Belgique, Suisse).

(1) Ils représentaient en 1956: 54,7 p. 100 des exportations vers l'étranger (52,7 p. 100 en 1955). La nature des produits exportés dans cette zone est très variée, mais comporte une plus forte proportion de matières premières et produits énergétiques que l'ensemble des exportations vers l'étranger.

2. Pays de la zone sterling.

Ils représentaient en 1956: 16 p. 100 des exportations vers l'étranger (17 p. 100 en 1955). Ces exportations sont surtout dirigées vers la Grande-Bretagne et ont, de ce fait, une composition assez proche de celle des ventes aux pays industriels du continent.

A. — PRINCIPALES DESTINATIONS DANS CETTE ZONE POUR L'ENSEMBLE DES PRODUITS

TABLEAU N° 7

(En milliards de francs.)

PAYS	1955	1956
Royaume-Uni, Irlande, Islande	126,6	99,4
Pays britanniques (T. O. M.)	19,2	19,7
Dominions et autres pays indépendants de la zone sterling (ne participant pas à l'O. E. C. E.)	48,8	51,4

La baisse des ventes vers le premier groupe de pays s'explique par la part importante des produits alimentaires dans les exportations vers le Royaume-Uni.

B. — NATURE DES PRODUITS EXPORTES

TABLEAU N° 8

(En milliards de francs.)

PRODUITS	1955	POURCENTAGE	1956	POURCENTAGE
Alimentation (*a*)	32,3	16,6	16,4	9,6
Boissons	12,2	6,3	12,2	7,2
Matières premières (*b*)	20,9	10,7	19	11,1
Energie (*c*)	23,5	12,1	11,1	6,5
Produits chimiques (*d*)	17,4	8,9	17,7	10,4
Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine (*e*)	60,7	31,2	63	36,9
Machines et matériel de transport (*f*)	17,6	9	20,9	12,3
Produits finis de consommation	6,9	3,6	7,3	4,3
Autres	3,1	1,6	2,9	1,7
Total	149,6	100	170,5	100

(*a*) Les produits alimentaires comprennent: du *froment* (dont les ventes à la Grande-Bretagne sont passées de 14 à 4 milliards entre 1955 et 1956), de la *viande en boite*, du *beurre* (en 1955), de la *farine de froment* (vers Ceylan en 1955), du *sucre* (vers l'Union indienne en 1955).

(*b*) Les matières premières (presque entièrement destinées à la Grande-Bretagne) comprennent: du *bois*, de la *laine lavée à dos ou à fond*, du *minerai de fer*.

(*c*) L'énergie comprend: du *charbon* (ventes vers la Grande-Bretagne passées de 13 milliards en 1955 à 4 milliards en 1956, la France redevenant importatrice nette) et des *produits dérivés du pétrole*.

(*d*) Produits chimiques: engrais potassiques (vers la Grande-Bretagne).

(*e*) Les demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine comprennent des *bois de placage*, des *filés de laine*, des *tissus de laine*, des *fers* et *aciers*, de *l'argent* (vers la Grande-Bretagne).

(*f*) Les machines et matériel de transport comprennent: du *matériel* de chemin de fer (Union indienne), des *navires*.

3. Pays de la zone dollar.

(Zone très approximative qui n'a pas de définition officielle.)

Ces pays groupaient en 1956: 11,6 p. 100 des exportations vers l'étranger (9,8 p. 100 en 1955). La majorité des ventes est dirigée vers les Etats-Unis. Les demi-produits et produits manufacturés y tiennent relativement plus de place que dans les autres zones, les exportations d'aliments et de matières premières étant faibles et les exportations d'énergie inexistantes.

A. — PRINCIPALES DESTINATIONS DANS CETTE ZONE POUR L'ENSEMBLE DES PRODUITS

TABLEAU N° 9

(En milliards de francs.)

PAYS	1955	1956
Etats-Unis	72,0	79,1
Autres pays de la zone dollar	40,9	44,4

B. — NATURE DES PRODUITS EXPORTES

TABLEAU N° 10

(En milliards de francs.)

PRODUITS	1955	POURCENTAGE	1956	POURCENTAGE
Alimentation (*a*)	6	5,3	5,3	4,3
Boissons	10,6	9,4	11,3	9,1
Matières premières (*b*)	8,1	7,2	6,7	5,4
Produits chimiques (*c*)	9,2	8,2	10,4	8,4
Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine (*d*)	59	44,3	56,6	45,8
Machines et matériel de transport (*e*)	13,8	12,2	17	13,8
Produits finis de consommation (*f*)	12,8	11,3	13,7	11,1
Autres	2,4	2,1	2,5	2,1
Total	112,9	100	123,5	100

(*a*) Produits alimentaires: petites quantités de *fromages, fruits, conserves* de *légumes*.

(*b*) Matières premières: *laines, fibres de viscose*.

(*c*) Produits chimiques: dont *huiles essentielles, parfumerie*.

(*d*) Demi-produits et produits manufacturés où la matière première prédomine: *pneumatiques, filés de laine, tissus de laine, dentelles, verre, fers et aciers*.

(*e*) Les machines et matériel de transport comprennent des automobiles (vers les Etats-Unis: 1,4 milliard en 1955; 3,1 en 1956 et sans doute beaucoup plus en 1957 si les espoirs des producteurs français, appuyés par le Gouvernement, se réalisent).

(*f*) Les produits de consommation comprennent: des *vêtements*, des *instruments de précision*.

4. Pays hors de la zone dollar, de la zone sterling et de l'O. E. C. E.

Les pays étrangers n'appartenant pas aux zones passées en revue (dollar, sterling, O. E. C. E. non sterling) ont représenté en 1956: 17,7 p. 100 des ventes à l'étranger (20,5 p. 100 en 1955). Les exportations vers cette zone, qui englobe la plupart des pays sous-développés, sont celles qui comprennent la plus forte proportion de biens d'équipement. Ces exportations sont sujettes, cependant, à des variations tenant à la précarité des relations financières commerciales ou même politiques avec certains pays. Tel est le cas des pays suivants:

TABLEAU N° 11

Exportations.

(En milliards de francs.)

PAYS	1955	1956	OBSERVATIONS
Argentine	22,7	11,0	Chute de janvier à octobre 1956.
Brésil	25,6	11,5	Chute de février à septembre 1956.
Egypte	22,5	8,7	Chute à partir d'août 1956.

A. — PRINCIPALES DESTINATIONS DANS CETTE ZONE

TABLEAU N° 12

(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1955	1956
Pays non dollar de l'Amérique du Sud	60,0	32,3
Pays de l'Europe orientale (à l'exclusion de la Finlande et de la Yougoslavie)	44,3	37,9
Espagne, Finlande, Yougoslavie, pays d'Asie et d'Afrique hors des zones dollar, sterling et O. E. C. E.	124,1	111,4
Provisions de bord et destinations non spécifiées	6,4	7,9

B. — NATURE DES PRODUITS EXPORTES

TABLEAU N° 13

(En milliards de francs.)

PRODUITS	1955	POURCENTAGE	1956	POURCENTAGE
Alimentation (*a*)	25,9	11	14,3	7,6
Boissons	2,3	0,9	2,6	1,4
Matières premières (*b*)	11,4	4,9	9	4,8
Energie (*c*)	13	5,5	8,9	4,7
Produits chimiques (*d*)	22,7	9,7	20,7	10,9
Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine (*e*)	85,7	36,5	70,2	37
Machines et matériel de transport (*f*)	61,9	26,4	53,2	28,1
Produits finis de consommation	8,9	3,8	8,3	4,4
Autres	3	1,3	2,3	1,1
Total	234,8	100	189,5	100

(*a*) Alimentation: *viande fraîche* (vers l'U. R. S. S. en 1955) *froment* (vers la Hongrie et la Pologne en 1955 et 1956, la Roumanie en 1955), *farine de froment* (vers la Hongrie et la Pologne en 1955 et 1956), *sucre* (vers l'U. R. S. S. en 1955).

(*b*) Matières premières: *laine* vers l'Egypte (1955), l'Espagne, la Chine.

(*c*) Energie: *produits dérivés du pétrole* surtout vers l'Espagne, l'Egypte, le Liban.

(*d*) Produits chimiques: *engrais potassiques* (vers le Japon).

(*e*) Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine: *filés* de laine, surtout vers la Finlande, la Syrie; un peu de *tissus*, mais surtout *fers et aciers*: Finlande (5,3 milliards en 1955; 4,2 en 1956), Espagne (2,8 en 1955; 1,7 en 1956), Pologne (3,9 en 1955; 3,4 en 1956), Roumanie (1,1 et 0,9), U. R. S. S. (3,5 et 5,1), Indonésie (1,4 et 1,2), Iran (2,4 et 3,0), Liban (2,3 et 2,7), Syrie (1,4 et 1,0), Egypte (5,7 et 1,8), Argentine (8,2 et 2,6), Brésil (2,8 et 0,6).

(*f*) Machines et matériel de transport: *tracteurs* (vers l'Argentine), *machines pour le travail des métaux* (vers l'Espagne), *machines diverses* vers l'Espagne, la Finlande, l'U. R. S. S., la Yougoslavie, le Brésil (6,6 en 1955; 2,4 en 1956), *machines et appareils électriques* vers l'Espagne, l'Egypte (2 en 1955; 0,5 en 1956), l'Argentine (1,7 et 0,6), le Brésil (1,4 et 0,6), *matériel roulant pour chemin de fer* (vers l'Espagne en 1955), les *autos* vers l'Espagne, la Finlande, *navires* vers le Libéria (destination factice), le Chili, le Brésil (en 1955), l'U. R. S. S. (en 1956).

II. — EXAMEN DU PROJET DE BUDGET ECONOMIQUE POUR 1957 ET ETUDE DES PREVISIONS POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE 1957 ET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Rapport présenté par M. A. Malterre, au nom du Conseil économique.

SOMMAIRE

CHAPITRE Ier. — *Les prévisions de la commission des comptes de la nation pour l'ensemble de l'année 1957:*

I. — Examen des méthodes d'établissement des budgets économiques de 1957.
- A. — Structure du modèle.
- B. — Sources statistiques.
- C. — La présentation des budgets économiques.

II. — Nature et limites des prévisions de la commission des comptes pour 1957.
- A. — Le compte I.
- B. — Le compte II.

CHAPITRE II. — *Analyse des perspectives de l'économie française au cours du deuxième semestre et des effets des principales politiques économiques qui pourraient être suivies.*

I. — Perspectives d'évolution spontanée de l'économie française au deuxième semestre 1957.
- A. — La production.
  - 1° La production industrielle.
  - 2° La production agricole.
  - 3° Les services.
- B. — Les prix.
- C. — L'évolution des échanges extérieurs avec l'étranger.

II. — Effets de certaines politiques destinées à réduire le déficit du commerce extérieur.
- A. — La politique de déflation globale:
  - 1° Effet d'une réduction des revenus disponibles des ménages et de leur consommation.
  - 2° Effets d'une réduction des investissements et des dépenses publiques.
- B. — Effets d'une politique spécifique du commerce extérieur:
  - 1° Les importations.
  - 2° L'accroissement des exportations.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE II.

CHAPITRE III. — *Prévisions d'évolution de l'économie au cours du deuxième semestre et politique à suivre.*

I. — Des mesures propres au commerce extérieur ne seront pas suffisantes pour rétablir l'équilibre de l'économie française.

II. — Une compression modérée de la demande intérieure doit être réalisée:
- A. — Les méthodes de compression de la demande intérieure:
  - 1° La réduction du déficit budgétaire.
  - 2° Les restrictions de crédit.
- B. — Les limites de la compression de la demande.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE III.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Les conclusions du rapport de M. Dumontier sur l'évolution de l'économie française au cours des quatre premiers mois de 1957 montrent clairement qu'à l'heure actuelle, le problème le plus grave de l'économie française est celui de l'épuisement de nos ressources en devises.

Sans doute, la crise de l'économie française ne se réduit pas à une seule crise de trésorerie en moyens de payements extérieurs. Ce déséquilibre particulier n'est que la conséquence d'un déséquilibre plus large entre la demande intérieure qui ne cesse de croître à un rythme rapide, et l'offre de produits qui se trouve limitée notamment par l'insuffisance de nos ressources énergétiques et la pénurie actuelle de main-d'œuvre.

Il n'en reste pas moins que c'est la crise des devises qui, en tout état de cause, devra être résolue très rapidement dans les prochaines semaines, car sa solution ne souffre pas de délais. C'est pourquoi, nous envisagerons l'évolution de l'économie française dans le semestre à venir, en fonction des remèdes qui pourraient être apportés à l'épuisement des réserves que la France avait constituées depuis quelques années.

C'est là l'optique que la commission des comptes de la nation avait également choisie. Les deux variantes du budget économique pour 1957, présentées à la commission des comptes, et soumises maintenant à l'examen du Conseil économique, se différencient par des niveaux de déficit extérieurs inégaux. La première variante ayant abouti à un déficit des échanges extérieurs jugé insupportable pour l'économie française, une deuxième variante avait été établie entraînant un déficit extérieur moins élevé.

Mais ces prévisions se trouvent maintenant dépassées pour plusieurs raisons: en premier lieu, il faut rappeler qu'elles sont faites dans un cadre annuel, celui de l'ensemble de l'année 1957 et que nous sommes déjà à la fin du premier semestre de cette année; en second lieu, ainsi que M. Dumontier le remarque, c'est la première variante du budget économique qui a été réalisée dans les faits; la seconde variante ne représente plus qu'un progrès trop faible en matière d'échanges extérieurs pour que l'application de la politique économique et financière qu'elle impliquait puisse rétablir un équilibre extérieur très gravement compromis.

Dans ces conditions, il faut entreprendre une analyse détaillée des perspectives d'évolution de l'économie française au cours des six prochains mois et étudier les conséquences que pourrait avoir l'adoption d'une politique économique et financière tendant à réduire le déficit de la balance commerciale.

C'est ce que nous ferons dans le second chapitre du présent rapport, après avoir étudié, dans le premier chapitre, les prévisions de la commission des comptes de la nation.

Cette analyse nous permettra, compte tenu des décisions déjà prises par les pouvoirs publics, de présenter dans un chapitre III les grandes lignes de la politique économique et financière à suivre afin de rétablir progressivement l'équilibre de la balance des comptes.

CHAPITRE Ier

LES PREVISIONS DE LA COMMISSION DES COMPTES DE LA NATION POUR L'ENSEMBLE DE L'ANNEE 1957

Dans son rapport, M. Dumontier a rappelé que la commission des comptes avait établi pour l'année 1957 deux variantes du budget économique, l'une qui conduisait à un déficit extérieur de 340 milliards, l'autre qui supposait un déficit moins important: 200 milliards.

M. Dumontier a également fait remarquer que l'observation des cinq mois de 1957, dont on connait déjà les éléments statistiques, montrait que la première variante du budget économique, celle qui conduisait au déficit le plus élevé du commerce extérieur, s'était réalisée dans les faits.

Mais ces remarques ont été faites dans le cadre d'une étude conjoncturelle des premiers mois de l'année.

L'ensemble des prévisions de la commission des comptes de la nation, soumises au Conseil économique par M. le ministre des affaires économiques et financières, doit être maintenant repris et étudié sous un double aspect:

1° Les méthodes d'établissement des budgets économiques pour 1957 doivent être examinées, conformément à la mission que le Conseil a reçue en ce domaine du législateur;

2° Les prévisions de la commission des comptes et la politique économique, dont cette commission avait tracé les grandes lignes, serviront de base aux prévisions que le Conseil doit présenter pour le deuxième semestre et aux mesures de politique économique qu'il doit proposer. A cette fin, la nature exacte de ces prévisions, comme leurs limites, doivent être précisées.

I. — Examen des méthodes d'établissement des budgets économiques de 1957.

Au mois de juin dernier, le Conseil économique avait adopté un rapport présenté par M. Le Brun sur les comptes de la nation pour les années 1949 à 1955 et sur le budget économique de 1956. Ce rapport comprenait notamment un chapitre sur les méthodes d'établissement et de présentation des budgets économiques.

La présente étude a pour objet de noter les modifications apportées depuis cette date aux méthodes d'élaboration de ces budgets et d'examiner dans quelle mesure les suggestions du Conseil ont été retenues.

A ces fins, nous étudierons successivement la structure du modèle employé, les sources statistiques disponibles, enfin la présentation des résultats.

A. — Structure du modèle

Le modèle qui sert de base à l'élaboration du budget économique par le service des études économiques et financières a été défini en 1953 et a fait à cette date l'objet d'une publication. Depuis cette date, peu de transformations importantes ont été apportées à la structure de ce modèle.

Toutefois, il faut noter deux séries de modifications. Les premières portent sur les équations comptables du modèle. Celles-ci étaient adaptées à la structure ancienne de la comptabilité nationale qui était essentiellement globale et ne distinguait que quatre grands secteurs: les entreprises, les administrations, les ménages, le secteur extérieur. Depuis l'année dernière, une nouvelle structure a été donnée aux comptes de la nation, permettant d'analyser avec un plus grand détail la vie économique du pays au cours d'une année: par exemple, le secteur des entreprises a été subdivisé. Ces progrès de la comptabilité nationale ont amené une modification des relations comptables du modèle en fonction des modifications apportées à la structure de la comptabilité nationale. Ces relations sont donc maintenant plus nombreuses et rendent mieux compte de la réalité.

D'autres transformations portent sur les équations de comportement. Ces équations ont pour objet d'évaluer quel devrait être le comportement des consommateurs, par exemple, dans l'hypothèse où les revenus disponibles des ménages atteindraient un montant donné. Il s'agit dans ce cas de déterminer quel lien existe entre l'augmentation des revenus et l'augmentation de la consommation, ce qui met en jeu la propension à épargner de la population. De telles relations sont encore assez mal connues actuellement. Mais leur connaissance s'améliore peu à peu et les équations qui avaient été posées il y a quatre ans sont modifiées et précisées au fur et à mesure de l'amélioration de la connaissance de ces relations. C'est ainsi que, pour l'exemple que nous avons choisi, les premières équations étaient fondées sur une propension à consommer marginale stable, alors que les nouvelles reposent sur des élasticités de consommation stables, différentes selon les produits.

B. — Sources statistiques

La qualité des données statistiques, nécessaires à l'établissement des budgets économiques, s'améliore peu à peu, au fur et à mesure que des enquêtes nouvelles sont faites et que des travaux statistiques de grande envergure, comme le tableau des échanges interindustriels, sont menés à bien.

C'est dans le domaine des prévisions de production que les principaux progrès ont été enregistrés. Une première amélioration technique importante doit être signalée. Les prévisions de production pour l'année à venir, qui sont fournies au S. E. E. F. par les directions techniques des ministères, sont présentées par branche de production, production intermédiaire et production finale n'étant pas nécessairement distinguées. Or les prévisions de production du S. E. E. F. sont présentées dans le cadre du budget économique en termes de production finale, c'est-à-dire livrable aux consommateurs. De ce fait, l'utilisation des données des directions techniques était quelquefois assez délicate. L'achèvement des travaux sur les échanges interindustriels pour l'année 1951 a permis de déterminer en détail la structure de la production et notamment, d'evaluer les coefficients d'utilisation de la production intermédiaire par la production finale. Les données des ministères techniques peuvent être ainsi utilisées avec beaucoup plus de précision dans les calculs de prévision de la production finale.

En ce qui concerne la détermination des hypothèses de production elles-mêmes, les données sur les capacités de production disponibles se sont incontestablement améliorées. Le rassemblement de données extrêmement nombreuses sur la situation de l'industrie en 1954, à l'occasion de l'élaboration du troisième plan, a permis de mieux connaitre la situation pour cette année. Les connaissances des directions techniques des ministères se sont accrues et précisées. Il n'en reste pas moins qu'elles demeurent encore insuffisantes. En effet, la S.E.E.F. avait admis le plein-emploi des capacités de production disponibles. Or, les prévisions de production faites sur ces bases ont été largement dépassees, ainsi que le rapport de M. Dumontier l'a montré.

Sur le plan particulier de l'élévation des investissements, les hypothèses sont maintenant mieux fondées. Elles étaient, autrefois, établies sur la base des disponibilités connues en biens d'équipement; les travaux d'élaboration du troisième plan ont permis d'avoir une connaissance plus complète des projets d'investissements des entreprises, tant pour les secteurs qui dépendent étroitement du plan que pour les autres.

En ce qui concerne la consommation, par contre, peu de progrès nouveaux importants sont à signaler. Il faut attendre les résultats de l'enquête de l'I.N.S.E.E. et du Credoc, effectuée auprès de 80.000 familles en 1956, pour avoir une connaissance plus précise de la structure de la consommation.

Enfin, en matière de commerce extérieur, des progrès ont été faits dans la connaissance des relations entre les importations et le niveau de la production. Par contre, l'évaluation du niveau des exportations reste toujours aussi imprécise, les prévisions sur l'évolution des marchés extérieurs restant évidemment très délicates.

Cet exposé montre qu'une partie des suggestions du Conseil a été suivie de réalisations. Il en est ainsi des demandes d'études plus approfondies que le Conseil avait formulées en matière de demandes d'équipement et de situation des carnets de commandes. Des travaux ont également été faits, mais ne sont pas encore exploités, dans le domaine de la consommation, où l'enquête de 1956 représentera un progrès considérable sur les enquêtes antérieures.

Mais le recensement industriel n'est toujours pas effectué, et ainsi que le rappelait M. Dumontier, seule sa réalisation permettra d'améliorer réellement la connaissance que le S.E.E.F. a de la structure de l'industrie française.

C. — La présentation des budgets économiques

Le Conseil économique avait regretté que pour l'année 1956 la commission des comptes n'ait publié qu'une seule variante du budget économique, accompagnée d'un trop court commentaire. Le Conseil remarquait que la demande d'équipement était très rapidement étudiée, qu'il n'y avait pas de prévisions en valeur absolue du montant de l'épargne, mais seulement une étude de la variation de celle-ci par rapport à l'année précédente. Ensuite, aucune explication permettant une étude approfondie des chiffres de ce budget n'était donnée dans le rapport. De plus, le calcul des éléments de l'équilibre économique dans

le cadre de ce budget mélangeait deux séries d'éléments de nature différente : des prévisions fondées sur l'analyse des tendances de l'économie dans l'année écoulée et des décisions de la puissance publique. Le Conseil remarquait que « cette méthode ne permet pas de distinguer ce qui découle de l'évolution « naturelle » de l'économie ». « Toute orientation différente de la politique économique », ajoutait-il, « se trouve de cette façon estompée, puisque les conséquences de cette orientation ne font pas l'objet d'un examen dans le cadre du budget économique ».

Le rapport sur le budget économique de 1957, présenté par la commission des comptes de la nation, tient largement compte de ces critiques et suggestions du Conseil demandant qu'à l'avenir le budget économique prévisionnel distingue plus systématiquement les tendances indiquées par l'évolution antérieure et les décisions supposées (ou suggérées) des pouvoirs publics en matière économique, financière et sociale.

Les deux variantes du budget économique, établies pour 1957, se distinguent, en effet, par le fait que la première repose principalement sur l'extrapolation des tendances antérieurement observées, alors que la seconde suppose, pour sa réalisation, un certain nombre d'interventions gouvernementales. Les commentaires sont également beaucoup plus abondants dans le rapport de cette année que dans celui de l'année dernière. Les hypothèses sont plus clairement précisées et détaillées. Une analyse des décisions gouvernementales, susceptibles d'être prises, suit l'exposé de ces interventions.

II. — Nature et limites des prévisions de la commission des comptes pour 1957.

La nature et les limites des prévisions de la commission des comptes seront examinées en premier lieu, en ce qui concerne le compte I, puis en ce qui concerne le compte II.

A. — Le compte I

Ainsi que l'a montré l'étude méthodologique des travaux de la commission des comptes, le compte I repose principalement sur l'extrapolation des tendances de l'évolution économique observées au cours de l'année 1956. Une précision doit cependant être donnée à cet égard. Le compte I ne suppose la prolongation des tendances de l'année antérieure que pour l'économie physique. Par contre, en ce qui concerne l'économie en valeur, il suppose pratiquement que les prix resteront au niveau atteint à la fin de 1956 et qu'il en sera de même des salaires.

Le compte I étudie donc, en fait, le développement de l'économie en volume, en 1957, à partir des tendances observées dans ce domaine en 1956.

a) *Les hypothèses de base du compte I.*

1° La production.

Le volume de la production devait atteindre les indices suivants par rapport à la moyenne de l'année 1956 :

Produits agricoles	108
Produits des industries alimentaires	103,5
Energie	104
Industrie	105,5
Construction	100,5
Services	106

Les prix devaient rester, en principe, au niveau qu'ils avaient atteint à la fin de l'année 1956. Mais il y a eu une différence assez sensible entre le niveau des prix à la fin de l'année 1956 et le niveau moyen de l'année, pris pour base de l'évaluation du budget économique de 1957. C'est pourquoi les indices de prix retenus étaient les suivants :

Produits argicoles	98
Produits des industries alimentaires	100,5
Energie	105
Produits industriels	101,5
Construction	106
Services	101

Sur la base de telles hypothèses, la production intérieure brute, aux prix du marché, s'établirait à 17.230 milliards en 1957, soit un accroissement de 6,3 p. 100 sur 1956, correspondant à une augmentation en volume de 4,5 p. 100 et en valeur d'un peu plus de 1,5 p. 100.

2° Salaires.

Le compte admet une hausse des taux moyens des salaires de l'industrie et du commerce de 1 p. 100 par trimestre et une augmentation de l'activité de 1 p. 100.

Compte tenu du niveau atteint par les salaires à la fin de l'année 1956, qui se chiffre à 104, l'augmentation en 1957 des salaires de l'industrie et du commerce par rapport au niveau moyen de 1956 serait de 7 p. 100.

En matière agricole, on a admis que la diminution des effectifs des salariés serait compensé par une augmentation du taux des salaires, si bien que la masse resterait constante.

3° Investissements.

Le compte I suppose une augmentation de 7 p. 100 en volume et de 10,5 p. 100 en valeur, des investissements des entreprises.

Les accroissements de la formation brute de capital fixe de chaque secteur étaient les suivants :

Agriculture	5 p. 100
Energie	16,5 —
Industrie et commerce	7,5 —
Transports	10 —
Hôpitaux	10 —

4° Les ressources et dépenses des administrations (y compris la sécurité sociale).

Le déficit courant de l'Etat avait été évalué à 700 milliards de francs, contre 365 en 1956. Dans l'ensemble, les besoins de financement de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale pour couvrir leur déficit courant et leurs investissements étaient évalués à 980 milliards de francs, contre 590 en 1956.

Rappelons que la définition du déficit, retenue par la comptabilité nationale, est très différente de la notion d'impasse budgétaire. D'une part, il s'agit du déficit non pas seulement de l'Etat, mais aussi éventuellement des collectivités locales et de la sécurité sociale. D'autre part, il s'agit du déficit des opérations courantes, qui ne comprend pas, par conséquent, les dépenses d'investissement de ces administrations. Le tableau suivant juxtapose cette notion du déficit et les besoins de financement nécessaires aux investissements pour chaque catégorie d'administration.

Tableau n° 1

(En milliards de francs.)

Désignation	Etat		Collectivités locales et établissements administratifs		Sécurité sociale		Total	
	1956	1957	1956	1957	1956	1957	1956	1957
Déficit du compte d'affectation	+ 365	+ 700	— 130	— 170 (1)	— 15	+ 55	+ 220	+ 585
Formation brute de capital fixe	+ 85	+ 100	+ 285	+ 290	+ 5	+ 5	+ 375	+ 895
Totaux	+ 450	+ 800	+ 155	+ 120	— 10	+ 60	+ 595	+ 980

Déficit (+) ou excédent (—).

(1) Compte tenu d'une augmentation d'environ 60 milliards des subventions de l'Etat, se répartissant par moitié entre collectivités locales et établissements administratifs.

b) *Les résultats.*

1° Les revenus.

Les revenus bruts, avant impôts directs, des entreprises, étaient supérieurs de 5,50 p. 100 à ceux de l'année dernière.

Dans le cadre de ces hypothèses, les ressources disponibles pour la consommation des biens et des services, ainsi que pour l'épargne, augmentaient de 7,3 p. 100.

2° Consommation et épargne.

La consommation effectuée par les ménages en quantité devait s'accroître de 4,8 p. 100 et les prix des biens de consommation de 0,5 p. 100 seulement. L'épargne brute réalisée par les ménages augmentait par contre de 16 p. 100. Cette augmentation s'expliquait en partie par le report des dépenses de consommation d'automobiles sur l'équipement.

3° Echanges extérieurs.

Cette expansion de l'économie française ne pouvait être assurée que par un doublement du déficit des opérations courantes avec l'étranger, qui passait de 173 milliards en 1956 à 339. Avec les P. O. M., le déficit des opérations courantes était de 270 milliards contre 226 en 1956.

⁂

Ce sont les prévisions de ce compte qui, dans les grandes lignes, se sont réalisées dans les cinq premiers mois de 1957. Ou tout au moins, c'est la structure de la vie économique supposée par ce compte, qui s'est imposée avec l'important déficit extérieur prévu. Mais la production, le niveau des exportations et des importations ont été nettement plus élevés que prévu.

Ainsi que M. Dumontier le remarque dans la conclusion de son rapport, l'économie française ne peut plus continuer à se développer dans cette voie. C'est d'ailleurs ce que la commission des comptes avait très précisément déclaré lors de sa dernière session. Le compte I n'avait pour objet, dans son esprit, que de montrer l'impossibilité d'un tel développement de notre économie.

Le compte II répond-il mieux aux besoins actuels de l'économie française ?

B. — Le compte II

Dans l'esprit du service des études économiques et financières, le compte II était réalisable à la date où il a été établi, c'est-à-dire, au début de l'année 1957. Ce compte entraînait, en effet, un déficit du commerce extérieur qui semblait au S. E. E. F. compatible avec ce qui restait à la France de ressources en devises, soit un déficit de 200 milliards.

Ce compte supposait des actions définies de politique économique, dont le rapport précisait les grandes lignes.

a) *Les hypothèses du compte II.*

1° La production.

La production intérieure brute ne devait plus être en volume que de 3,5 p. 100 supérieure à celle de 1956, au lieu de 4,5 p. 100.

Les catégories les plus affectées par cette légère baisse, étaient les produits alimentaires, les textiles, les travaux publics, le bâtiment ainsi que les services.

2° Les salaires.

Le rythme de hausse des salaires était plus lent que dans le compte I, c'est-à-dire que la hausse des taux serait inférieure de 1 p. 100 par trimestre.

3° Les investissements.

Les investissements des entreprises restaient supérieurs de 7 p. 100 à ceux de 1956. Par contre, la formation brute de capital fixe des ménages passait de l'indice 96 dans le compte I à l'indice 93 et celle des administrations de l'indice 102 à l'indice 100.

4° Ressources et dépenses des administrations.

Les besoins de financement des administrations étaient ramenés de 980 milliards à 830 milliards, essentiellement par la diminution du déficit des opérations courantes. Les crédits d'investissements n'étaient diminués, en effet, que de 15 milliards.

b) *Les résultats.*

1° Les revenus.

Les revenus des ménages, qui augmentaient de 7,5 p. 100 dans le compte I, n'augmentaient plus dans le compte II que de 6 p. 100.

2° La consommation et l'épargne.

En volume, la consommation effectuée par les ménages n'augmentait plus que de 3,5 p. 100 par rapport à 1956 au lieu de près de 5 p. 100. Le taux de croissance était donc nettement inférieur à celui des années 1955 et 1956 où il a été respectivement de 8,5 p. 100 et 5 p. 100.

Il correspondait à l'augmentation prévue de la production, alors que dans les années précédentes, l'augmentation de la consommation était plus rapide que celle de la production.

3° Les échanges extérieurs.

Le déficit des opérations courantes avec l'étranger n'était plus que de 200 milliards au lieu de 340 dans le compte I. Ce déficit restait supérieur de 30 milliards à celui de 1956, bien que le déficit purement commercial ait été réduit de 35 milliards (325 milliards contre 360 milliards en 1956).

Par contre, le déficit des opérations courantes avec les P. O. M. était accru de 10 milliards par rapport au compte I et de 50 milliards par rapport à 1956.

⁂

La politique économique et financière nécessaire à la réalisation du compte II était la suivante :

a) *Actions globales.*

1° Une compression des dépenses et une légère augmentation des recettes du secteur administratif et parapublic devait avoir pour effet de réduire les charges du Trésor d'environ 200 milliards ;

2° Sur l'intervention de l'Etat, les importations devaient être réduites de 90 milliards ;

3° L'épargne spontanée devait être supérieure d'environ 85 milliards à celle qui résulterait du comportement des ménages.

L'ensemble de ces actions devait se traduire par une légère diminution de la production et des revenus.

b) *Actions spécifiques.*

1° Actions sur la consommation.

Toutes les actions à entreprendre n'étaient pas détaillées ; seuls quelques exemples étaient donnés. C'est ainsi que le compte II représente une réduction de 20 milliards sur les importations de viande par rapport au compte I. Cela supposait une orientation nouvelle des importations par des achats de viande congelée en Argentine et une orientation nouvelle de la consommation qui se traduisait par une diminution des achats de viande de bœuf et une augmentation des achats de viandes blanches.

Un effort devait être fait pour réduire la demande intérieure d'automobiles, notamment par le maintien des restrictions d'essence. Cette réduction de la demande interne devait être réglée par un allongement délibéré des délais de livraison ou une hausse des prix de manière qu'elle fût compensée par l'expansion des marchés extérieurs et qu'ainsi, l'industrie automobile fût toujours assurée de débouchés croissants selon un rythme suffisant.

2° Actions sur l'épargne et l'investissement.

Le compte II supposait un niveau de l'épargne particulièrement élevé qui ne pouvait être atteint par le seul jeu des mécanismes en place. Ce n'était pas tant l'offre globale d'épargne qui était insuffisante par rapport à la demande que le désaccord qui existait entre les épargnants désireux d'acheter des actions ou des obligations indexées et les emprunteurs qui préféraient les emprunts à moyen terme, financés par la monnaie, et les emprunts obligataires.

La création de sociétés publiques ou semi-publiques d'investissement qui prendraient des participations au nom de l'Etat

dans les industries en expansion et émettraient des actions dans le public permettait de résoudre le problème et d'accroître le niveau réel de l'épargne.

Si une telle méthode ne réussissait pas, le recours à des formules d'épargne forcée était envisagé.

⁂

Dès sa présentation à la commission des comptes de la nation, le compte II fut critiqué pour son insuffisance à résoudre le problème de l'épuisement des ressources en devises qui, dès la date de la réunion de la commission, paraissait devoir être plus important que celui prévu par le S. E. E. F.

Le compte II, à la date où il était présenté, était en effet dépassé. Pour le second semestre, étant donné l'importance du déficit des premiers mois de 1956, il devenait évident qu'il fallait prendre des mesures beaucoup plus rigoureuses que celles que prévoyait le compte II.

Les limites des prévisions de la commission des comptes sont donc clairement déterminées. Ce sont essentiellement des limites de temps. Ce qui a pu être envisagé il y a quelques mois ne peut plus l'être maintenant.

C'est pourquoi il faut reprendre l'analyse des tendances de l'économie, telles qu'elles se présentent au cours de ce mois de juin, pour déterminer de nouvelles prévisions et dégager les grandes lignes d'une politique économique plus apte à résoudre les problèmes actuels de l'économie française.

CHAPITRE II

ANALYSE DES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE FRANÇAISE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE ET DES EFFETS DES PRINCIPALES POLITIQUES ECONOMIQUES QUI POURRAIENT ETRE SUIVIES

Sans doute, le Conseil n'a-t-il pas les moyens matériels d'établir un nouveau budget économique valable pour le second semestre de 1957. Cependant, dans le travail de prévision de l'évolution économique au cours des six prochains mois qu'il doit présenter, les mêmes méthodes que celles recommandées pour établir les budgets économiques doivent être employés. La démarche de la pensée, en effet, est la même.

Nous étudierons donc successivement comment pourraient se prolonger dans le semestre à venir, les tendances principales de l'économie française que l'on a pu observer au cours des mois écoulés.

Puis, nous examinerons les conséquences probables que pourraient avoir sur notre économie certaines politiques visant à assurer le rétablissement du commerce extérieur.

C'est ensuite, dans le chapitre III, que nous combinerons les données qui résultent de la continuation des tendances observées et celles qui pourraient résulter de l'adoption de telle ou telle politique économique.

I. — Perspectives d'évolution spontanée de l'économie française au deuxième semestre 1957.

A. — La production

1° *La production industrielle.*

L'analyse des perspectives de la production au cours du deuxième semestre suppose une étude préalable de la capacité de production actuellement disponible, de l'état des stocks en fin de semestre et de la situation des carnets de commandes.

Les premiers résultats de l'enquête de l'I. N. S. E. E. effectuée auprès des chefs d'entreprise au cours du mois de mai, conduisent à la conclusion que la capacité de production de l'économie française augmente cette année dans des proportions importantes.

Une première indication, en ce sens, est donnée par les réponses faites par les chefs d'entreprise aux questions de l'enquête relative aux investissements. Il ressort de ces réponses que les investissements, dans l'ensemble de l'industrie privée, dépasseront ceux qui avaient été normalement prévus pour cette année. 42 p. 100 des chefs d'entreprise sont de cet avis.

Dans l'ensemble, le montant des investissements réalisés en 1957 devrait être supérieur d'environ 7 p. 100 au niveau prévu.

Ces indications sont confirmées par l'étude des mises en service de nouveaux équipements au cours de cette année. 60 p. 100 des chefs d'entreprise interrogés ont répondu qu'ils avaient mis en service de nouveaux équipements au cours du premier semestre 1957. Ces mises en service représenteraient une augmentation moyenne de 9 à 10 p. 100 de la capacité de production, soit, pour l'ensemble de l'industrie, un accroissement de 60 p. 100 de la capacité de production au cours des six premiers mois de 1957.

Les mises en service d'équipements nouveaux devraient se poursuivre au cours du deuxième semestre à peu près au même rythme qu'au cours du premier. Leurs effets sur la capacité de production de l'ensemble de l'industrie française devraient être à peu près les mêmes qu'au premier semestre, soit représenter un nouvel accroissement de la capacité de production de 6 à 7 p. 100.

Au total, les premiers résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise montrent en un an un accroissement total de la capacité de production de l'industrie de 13 p. 100.

Il ne s'agit là que d'un chiffre moyen. Par secteur, les augmentations de capacité de production seraient les suivantes:

Tableau n° 2

Activités	Accroissements de capacité de production. Réalisés entre novembre 1956 et mai 1957.	Prévus entre mai 1957 et novembre 1957.
	P. 100.	P. 100.
Transformation des métaux	6	7,5
Industries chimiques	5	6
Matériaux de construction, céramique, verre	8	6
Industries textiles	5	4,5
Habillement	8	6
Cuirs	6,5	6,5
Industries alimentaires	4,5	5
Bois	4	3
Papier	6,5	8

L'analyse des quatre premiers mois de 1957, à laquelle M. Dumontier a procédé dans son rapport, comme les premiers résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise montrent que le niveau actuel des stocks, tant de produits énergétiques que de matières premières, serait dans l'ensemble plus élevé que l'année dernière.

A la fin mai, le stock de charbon des centrales thermiques d'Electricité de France atteignait près d'un million de tonnes, soit 75 p. 100 de plus qu'au mois de mai 1956 et le stock total sur le carreau des mines, qui avait diminué jusqu'à fin février, tend depuis mars à s'accroître légèrement. Il était, fin mai, supérieur de 32 p. 100 à celui de l'année dernière à la même époque.

En matière de produits pétroliers, les stocks sont importants. Il en est ainsi notamment pour le fuel dont les stocks ont toujours été, cette année, supérieurs à ceux de l'année dernière. Actuellement, ces stocks sont considérables pour la saison.

En ce qui concerne les matières premières, le rapport de M. Dumontier a montré que pour le coke il y avait une tendance à une légère montée des stocks. Le dépouillement de l'enquête auprès des chefs d'entreprise montre que pour les principales matières premières utilisées, l'augmentation des quantités reçues semble être du même ordre que celle des besoins résultant d'une activité accrue.

Toutefois, certains industriels se plaignent de difficultés d'approvisionnement, notamment dans l'industrie des métaux où 44 p. 100 des chefs d'entreprise les signalent.

Mais pour un cinquième seulement de ceux-ci, ces difficultés constituent la source principale ou même la seule cause de limitation de leur activité.

Ce pourcentage d'industriels, signalant que leur activité est freinée par des difficultés d'approvisionnement, est d'ailleurs

le même qu'au mois de novembre dernier. Malgré l'accroissement de la production, ces difficultés ne semblent donc pas s'être considérablement accrues.

Ainsi la situation ne paraît pas s'être détériorée à cet égard. Mais il ne s'agit là que d'une indication à court terme. L'enquête auprès des chefs d'entreprise montre que les stocks de matières premières sont dans l'ensemble un peu plus importants qu'il y a un an. 35 p. 100 des industriels signalent un accroissement modéré de ces stocks, tandis que 12 p. 100 notent une diminution.

Mais ces indications ne sont valables qu'à très court terme, au plus pour trois mois. Elles ne permettent pas de conclure que les approvisionnements seront suffisants au cours du deuxième semestre. Cela dépendra notamment de la politique d'importations qui sera suivie.

Cependant, il faut noter que le mouvement spéculatif d'accroissement des importations ou des achats intérieurs de matières premières qui se développe sans doute depuis plusieurs mois et qui s'est accéléré au cours des dernières semaines, renforce les disponibilités des entreprises.

Même dans l'hypothèse de coupures d'importations dans les mois à venir, la production ne serait certainement pas immédiatement affectée.

Un autre facteur important de prévision du niveau de la production au deuxième semestre est la situation actuelle des carnets de commandes. Les résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise montrent à cet égard, que, par rapport à l'an-dernier, l'augmentation du volume des commandes en carnet paraît très légèrement inférieure à celle de la production. La même tendance devrait se poursuivre dans les six mois à venir. Alors que 51 p. 100 des industriels interrogés concluent à une augmentation modérée de la production, 40 p. 100 seulement croient à un mouvement analogue des commandes en carnet.

⁂

L'analyse des capacités de production disponibles, des approvisionnements probables et des carnets de commande, à laquelle les chefs d'entreprise se sont livrés pour répondre à l'enquête de l'I. N. S. E. E., les a conduits à évaluer l'augmentation de la production de l'entreprise au cours du deuxième semestre à 8 ou 9 p. 100.

Si l'on considère que les industriels se montrent de coutume assez réservés dans leurs pronostics et si l'on se rappelle, en particulier, qu'en janvier dernier, c'est-à-dire lorsque la crise pétrolière suscitait encore une certaine inquiétude, ils ne prévoyaient pour le deuxième trimestre de 1957 qu'un accroissement de 3 p. 100 par rapport à l'année dernière, il apparaît que les perspectives d'expansion restent très importantes pour les mois à venir, du moins au point de vue des chefs d'entreprise.

Encore faut-il noter que cette augmentation de la production est freinée par le manque de main-d'œuvre.

Sans doute, toutes ces prévisions des chefs d'entreprise supposent-elles le maintien d'une progression de la demande. A la date où l'enquête a été faite, c'est-à-dire au moment où les chefs d'entreprise avaient établi leurs prévisions de production, 42 p. 100 d'entre eux estimaient que la demande était en « augmentation modérée », 18 p. 100 qu'elle était en « forte augmentation » et seulement 25 p. 100 qu'elle était « stationnaire », 10 p. 100 qu'elle était en « diminution modérée » et 5 p. 100 qu'elle était en « forte diminution ».

Mais c'est plutôt par un excédent de la demande vis-à-vis des possibilités de la production que se caractérise la situation actuelle. L'enquête montre, en effet, que 18 p. 100 des industriels ont déclaré qu'ils limitaient volontairement l'enregistrement de nouvelles commandes. Le cas ne se présente pas dans les industries alimentaires, mais il est répandu presque également dans tous les autres secteurs, et assez fréquent dans les industries des matériaux de construction, du papier, des textiles et de l'habillement.

⁂

Cette analyse tendrait donc à montrer que même dans le cas d'une diminution de la demande, l'état actuel des carnets de commande et l'excès de la demande par rapport à l'offre possible empêcheraient une baisse notable de la production dans le deuxième semestre.

Par contre, les risques de diminution de la production par réduction de la fourniture de produits énergétiques et de matières premières pourraient être plus grands, encore qu'ils se trouvent limités d'avance par les mouvements spéculatifs actuels.

2° *La production agricole.*

M. Dumontier a analysé la situation actuelle de la production agricole et les prévisions qui peuvent être faites pour la prochaine récolte.

Sans doute, les estimations que l'on peut faire à l'heure actuelle risquent-elles de ne pas être confirmées par la réalité. L'influence des phénomènes météorologiques reste encore prépondérante et les évaluations de récoltes que l'on peut établir actuellement sont fragiles.

Cependant, pour le moment, les perspectives sont satisfaisantes. En ce qui concerne la production de viande, la situation reste toujours difficile à analyser de façon précise et le pronostic demeure incertain.

3° *Les services.*

Pendant les trois mois d'été, l'activité des services liés aux vacances sera très élevée. Les projets de vacances sont maintenant établis et les départs décidés. Comme les autres années, le plein emploi des hôtels sera assuré et le niveau des dépenses affectées par les Français à leurs vacances élevé.

Une telle situation représentera un élément de soutien de l'activité économique nationale et d'accroissement du produit national, comme elle exercera une certaine action déflationniste dans la mesure où l'on assiste pendant ces trois mois de vacances à un déplacement de la consommation vers des secteurs à plus forte élasticité.

Il faut remarquer toutefois que cette orientation différente de la consommation pendant les vacances ne sera pas entièrement favorable dans la mesure où les dépenses de tourisme des Français à l'étranger seront importantes. Ce sera là une cause supplémentaire d'accroissement du déficit de la balance des comptes.

Enfin, il ne faut pas oublier que le retour des vacances risque de coïncider avec une vague nouvelle de revendications salariales.

B. — Les prix

Dans cette étude des perspectives d'évolution spontanée de l'économie française, le problème des prix doit être envisagé en premier lieu sous l'angle des facteurs de hausse ou de baisse tenant aux variations des conditions de la production.

Il est nécessaire d'entreprendre, à cette fin, une brève analyse par grands groupes de produits. En ce qui concerne les produits alimentaires, les tendances devraient être les suivantes. Les prix des fruits et légumes devraient connaître une évolution saisonnière à peu près normale, c'est-à-dire augmenter légèrement jusqu'en juillet pour décroître ensuite jusqu'en octobre. L'évolution saisonnière devrait donc se poursuivre normalement. Mais il n'en est pas ainsi pour certains fruits, dont la production a été très affectée par les gelées: pommes, poires, cerises.

Pour le vin, la forte augmentation des prix à la production fait peser une menace sur les cours au détail.

En ce qui concerne le lait, le problème se posera à l'automne en fonction du jeu des indexations prévues par la loi.

Mais surtout, c'est le problème des prix de la viande qui est le plus important. M. Dumontier a noté, dans son rapport, la hausse des cours du bétail, qui risque d'avoir des répercussions au moment de la soudure. En avril, pour l'ensemble des animaux sur pied et des viandes en gros, la hausse des prix par rapport à l'année dernière atteint 7 p. 100. Par contre, la statistique des prix au détail montre que l'augmentation n'était que de 1 p. 100. Mais, depuis cette date, l'élévation des prix a été sensible.

Il est difficile de savoir comment évolueront ces prix au cours du second semestre. Si, comme le croient certains, les quantités de viande livrées à la consommation diminuent encore, il est évident qu'il risque d'y avoir une assez forte tension sur les prix.

Enfin, il est à noter que cette évolution des prix alimentaires, dont nous nous sommes efforcés de dégager les grandes lignes, suppose que les mesures de détaxation ou de subventions prises par le précédent gouvernement soient prorogées. Dans le cas contraire bien entendu, une hausse sensible des prix alimentaires se produirait.

Dans le domaine des prix des produits industriels, un certain nombre de facteurs de hausse qui produiront leurs effets au second semestre sont déjà connus ou prévisibles: en matière

énergétique, la hausse du charbon doit être considérée comme acquise, tant au niveau des prix de gros qu'à celui des prix de détail. Une hausse des tarifs de l'électricité, qui pourrait être de 10 p. 100 en moyenne, doit être envisagée pour la basse tension. En ce qui concerne le tarif du courant « haute tension », l'augmentation saisonnière des prix aura lieu au second semestre.

En ce qui concerne les matières premières nécessaires à l'industrie, un facteur de hausse sensible sera constitué par la hausse de 3 p. 100 sur le prix de l'acier, à partir d'avril, et les répercussions de cette hausse et de celle de 4 p. 100, de mai 1956, sur les prix des demi-produits et des produits transformés. Rappelons à cet égard, que la répercussion de la hausse du mois de mai 1956 n'a été autorisée que sur les prix des demi-produits (tréfilés, laminés, tôles, etc.) tandis que la hausse d'avril 1957 pourra également être répercutée sur les prix des produits transformés.

Dans le domaine des produits finis, autres que ceux de l'industrie des métaux, des facteurs de hausse existent également. Il en est ainsi pour les produits textiles dont les prix de gros avaient fortement augmenté en 1956 et ont continué à augmenter dans les premiers mois de cette année. Dans le bâtiment également, la hausse des prix est importante et rapide, ainsi que le montre l'indice du coût de la construction dont l'évolution est donnée dans le rapport de M. Dumontier. Le rythme actuel est en moyenne de 2,5 p. 100 par trimestre.

Enfin, même dans des secteurs qui, jusqu'à une époque très récente, ne connaissaient pas de mouvements de prix, des facteurs de hausse apparaissent. Il en est ainsi dans l'industrie du cuir, où l'on note une reprise des cours des peaux brutes depuis avril.

Face à ces facteurs de hausse, certains facteurs de baisse se manifestent. Ils ont une origine extérieure à l'économie française. Les cours des métaux non ferreux sont en baisse régulière, depuis le début de l'année dernière. Le cours des frets a considérablement diminué depuis le début de l'année, les achats de produits pétroliers devraient reprendre dans les régions où la France s'approvisionne traditionnellement et, de ce fait, les prix des approvisionnements en cette matière devraient être beaucoup moins élevés.

Il n'en reste pas moins que la tendance au glissement des prix des produits industriels, que l'on observe depuis plusieurs mois, devrait se poursuivre dans le deuxième semestre, sous la pression de ces facteurs de hausse déjà recensés.

Ces tensions sur les prix seront accrues par l'augmentation des prix des services. A une éventuelle augmentation des tarifs postaux s'ajoutera de toute façon l'augmentation des loyers au mois de juillet, ce qui entraînera une hausse de deux points de l'indice des services.

Mais cette analyse des perspectives en matière de prix ne tient compte que des seuls facteurs de hausse observés du côté de l'offre. Il est bien évident qu'à ces facteurs s'ajoutera l'effet de la pression de la demande si celle-ci est très forte, c'est-à-dire si le mouvement rapide de progression des revenus disponibles auquel nous assistons, n'est pas stoppé, les prix risquent de s'accroître plus sensiblement que le seul jeu des facteurs de hausse que nous avons analysés, ne le ferait. Il en serait également ainsi si, d'un seul coup, les subventions et les détaxations relatives aux produits entrant dans l'indice des 213 articles étaient supprimées. Aux effets mécaniques de ces mesures s'ajouteraient des effets psychologiques, qui ne feraient qu'aggraver la situation.

Le développement d'un climat inflationniste, de fortes craintes sur l'avenir de la valeur de la monnaie risquent d'entraîner le déclenchement d'une « flambée des prix », due à des motifs psychologiques plus qu'aux effets d'une hausse « mécanique » des prix.

C. — L'Évolution des échanges extérieurs avec l'étranger

Un certain nombre de facteurs d'amélioration de la situation de la balance commerciale devrait exercer leur action au cours du second semestre 1957.

Il faut signaler, en premier lieu, les facteurs d'amélioration de la balance commerciale agricole. Les conditions exceptionnelles de l'hiver 1956 s'étaient traduites par un fort accroissement des importations de produits alimentaires et une réduction importante des exportations de produits agricoles. Cette influence défavorable de l'hiver 1956 était encore sensible au 1er trimestre 1957, au cours duquel le montant des importations agricoles était supérieur de 25 p. 100 à celui du 1er trimestre 1955 et le montant des exportations inférieur de 4 p. 100. Mais elle doit peu à peu s'atténuer et l'on peut espérer que la balance agricole redeviendra sous peu positive.

C'est d'abord dans le domaine des céréales que le redressement devrait être important. Au début de 1957, les importations de céréales ont été de 9 milliards en trois mois. Dès le second semestre, elles doivent normalement cesser pour le froment, et les exportations devraient reprendre dès le mois d'août. Au total, alors que pour 1956 les échanges de céréales avaient laissé un déficit de 20 milliards environ, l'excédent pour 1957 pourrait être de 40 milliards, et il serait réalisé essentiellement au deuxième semestre.

Pour les autres produits agricoles, les possibilités d'amélioration des échanges sont très réduites. Quelques espoirs sont permis pour les fruits et légumes et pour le sucre car les événements de 1956 (gel dans le premier cas, stockage à la suite de la crise de Suez dans le second cas) n'avaient qu'un caractère exceptionnel.

Enfin, pour la viande, l'amélioration est très improbable. Au 1er trimestre, le déficit des échanges sur ce produit a été de 3 milliards. Il ne semble pas qu'il diminue au cours des prochains mois.

Dans l'ensemble, cependant, le seul renversement de la situation dans l'économie française en matière de céréales permettra une amélioration sensible de la balance commerciale.

Un second facteur important est la diminution probable des dépenses en produits pétroliers. Pour le premier trimestre, en effet, les achats de pétrole ont diminué de 12 p. 100 en volume, mais ils ont augmenté en valeur de 38 p. 100. De nombreuses raisons expliquent cette évolution particulièrement défavorable de nos achats de produits pétroliers: la part du pétrole brut dans les achats est passée de 95 p. 100 à 83 p. 100, les produits raffinés, plus chers, ont pris une place plus grande dans nos importations. Les prix de ces produits ont augmenté de façon sensible à la suite de la crise de Suez, en même temps que les cours du frêt augmentaient à leur tour dans des proportions considérables. De plus, la France a dû acheter beaucoup plus de pétrole américain dont les prix de vente au départ sont plus chers et dont les frais de transport sont plus élevés que pour le pétrole du golfe Persique. Enfin, dans la crainte de la pénurie, les possibilités d'importer toute catégorie de produits pétroliers ont été largement ouvertes, si bien qu'en définitive, nos stocks sont plus élevés que l'année dernière.

Ces achats de produits pétroliers ont pesé lourdement sur la balance commerciale des premiers mois de 1957. Pour le seul premier trimestre, les achats ont atteint un montant de 77 milliards contre 49 l'an passé, soit un accroissement des importations de près de 10 milliards par mois pour ces seuls produits pétroliers.

La disparition des derniers effets de la crise de Suez peut permettre de penser que les achats redeviendront normaux tant en volume qu'en prix. L'accroissement éventuel des volumes achetés ne compensant pas l'effet de la baisse des prix, la balance commerciale devrait être soulagée d'autant.

Une baisse peut également être attendue pour les mêmes raisons sur les grandes matières premières internationales.

Enfin, il faut tenir compte de certains facteurs saisonniers d'amélioration de la balance commerciale. L'observation des années précédentes montre que traditionnellement le premier trimestre se solde par un déficit plus grand que les trois autres. C'est en effet dans les premiers mois de l'année que les importations les plus fortes sont faites. Il en est ainsi notamment pour les matières premières textiles. Au contraire, le quatrième trimestre est celui où les exportations sont traditionnellement les plus fortes.

Le mouvement spontané des échanges extérieurs devrait donc amener dans les prochains mois une amélioration notable de la balance commerciale avec l'étranger.

Le déficit commercial restera cependant important, très supérieur à celui que les ressources en devises pourraient permettre. De plus, il faut ajouter, à ce déficit purement commercial de la métropole avec l'étranger, le solde des importations militaires et des exportations d'armement, le déficit de la balance des « invisibles » et des opérations en capital, enfin le déficit commercial des pays d'outre-mer avec l'étranger.

⁂

Cette analyse des perspectives d'évolution spontanée de l'économie française dans les prochains mois montre clairement les phénomènes suivants: l'expansion de la production pourrait continuer au rythme actuel; le glissement continu des prix se

poursuivrait, sans menace de hausse généralisée, à moins que des phénomènes psychologiques ne créent un climat propice à une hausse de cette nature. Le déficit du commerce extérieur, bien qu'il doive être réduit au deuxième semestre, resterait supérieur à ce que les très faibles ressources en devises permettent à l'économie française de supporter.

Dans ces conditions, un « coup de frein » paraît indispensable. Mais par quels moyens le rétablissement de l'équilibre extérieur peut-il être assuré rapidement ?

Deux méthodes différentes peuvent être employées, semble-t-il :

— une diminution des principaux éléments de la demande, se traduisant en définitive par une réduction des importations et le dégagement de surplus exportables ;

— une politique spécifique du commerce extérieur, assurant par une action commune sur les importations et les exportations la réduction du déficit commercial.

Nous étudierons successivement les effets probables de ces deux politiques sur l'économie française.

II. — Effets de certaines politiques destinées à réduire le déficit du commerce extérieur.

Dans cette étude, nous ne choisirons pas l'une ou l'autre des politique analysées. Nous examinerons successivement la politique de déflation globale et la politique d'action directe sur le commerce extérieur, afin de déterminer quels seront les effets probables de mesures de cette nature.

A. — La politique de déflation globale

Le rapport de la commission des comptes avait déjà étudié sommairement quel devrait être le montant de la déflation globale de la demande pour permettre une réduction sensible du déficit avec l'étranger. Depuis cette date, ces calculs ont été repris en détail et des indications plus précises ont été réunies sur l'effet d'amélioration de la balance commerciale d'une politique de déflation globale.

Le résultat principal de ces travaux a été de montrer qu'il fallait une très forte diminution des revenus disponibles des ménages et de la consommation effectuée par ceux-ci pour que l'effet de cette réduction soit sensible sur la balance des comptes. Par contre, l'effet sur la balance commerciale d'une réduction des dépenses publiques ou des investissements est beaucoup plus important.

1° *Effet d'une réduction des revenus disponibles des ménages et de leur consommation.*

Une réduction de la consommation effectuée par les ménages produit des effets *directs* sur la balance commerciale par la diminution éventuelle des achats de produits importés et l'augmentation éventuelle des surplus disponibles pour l'exportation, ainsi que des effets *indirects* par une baisse de la production intérieure permettant d'économiser certaines importations de matières premières et de biens intermédiaires ou de libérer un surplus exportable de matières premières et de biens intermédiaires produits sur le territoire.

L'hypothèse prise est celle d'une réduction de 1.000 milliards des revenus disponibles des ménages, ce qui donnerait un chiffre semblable à celui de 1956.

a) Effets directs.

Si l'on admet une propension à épargner de 0,3 environ, 1.000 milliards en moins sur les revenus des particulier entraîneront une diminution de la demande de consommation de 720 milliards seulement. Ces 720 milliards de réduction seront répartis entre les différents postes de dépenses par un calcul qui consiste à ramener les consommations de chaque poste du compte 1957 à la consommation relative à ce poste en 1956.

Mais ils représentent des achats aux prix de détail.

Pour évaluer des effets sur la balance des comptes, il faut calculer les diminutions d'importations et les accroissements d'exportations aux prix auxquels les produits sont importés ou exportés.

Il faut donc déduire des 720 milliards : les marges de consommation des biens achetés, la part de ces achats représentant des services, ni importables, ni exportables (1) et les taxes payées sur ces produits, soit au total 328 milliards.

(1) A cet égard, les travaux effectués peuvent être critiqués dans la mesure où il peut y avoir dans la réduction des services une diminution des dépenses de tourisme à l'étranger.

Une diminution de 720 milliards des achats des ménages en biens et services ne représente donc que 328 milliards de produits aux prix à la production non taxés, susceptibles d'être importés ou exportés.

Mais sur ces 328 milliards de produits, seule une faible part représente des produits importés qui n'auraient qu'une valeur de 37 milliards, dont :

Charbon domestique	2 milliards.
Viande de bœuf	16 —
Beurre	5 —
Réduction des achats de certains produits à l'étranger proportionnelle à la part importée dans la consommation totale de ces produits	11 —
Fruits et légumes et produits alimentaires autres que la viande de bœuf	3 —
	37 milliards

de diminution des importations en provenance de l'étranger.

Réduction des importations de fruits et légumes et produits alimentaires autres que la viande de bœuf en provenance des T. O. M.	6 milliards.

Dans ces conditions, les surplus éventuellement exportables ne seraient plus que de 328 milliards, moins 43 milliards (que représentent des réductions d'importations), soit 285 milliards. Mais la totalité des produits que représentent ces 285 milliards ne sont pas exportables. Seraient en réalité exportables :

Produits alimentaires (certains produits laitiers, vins de qualité, viandes autres que le bœuf)	6 milliards.
Produits parachimiques et divers	3 —
Automobiles	11 —
Autres produits des industries mécaniques et électriques	5 —
Produits pétrolhers	4 —
Acier	4 —
Tissus	10 —
	43 milliards.

Au total, l'amélioration directe de la balance commerciale avec l'étranger serait de : 37 + 43 = 80 milliards.

b) Effets indirects.

Les effets indirects de la réduction de la demande de consommation des ménages sur la balance des comptes se produisent par l'intermédiaire de la réduction de la production intérieure, entraînée par la réduction de la consommation.

1. Il faut donc, en premier lieu, calculer la réduction de la production entraînée par cette diminution de la demande de 721 milliards.

A cette fin, il est nécessaire de déduire de ces 721 milliards, d'abord, les taxes qui auraient été payées (88 milliards, comme nous l'avons vu dans le calcul des effets directs). La réduction de la production intérieure aux prix de détail n'est plus, dans ces conditions, que de 633 milliards. Il faut ensuite déduire les 43 milliards de produits qui ne seront pas importés, tant de l'étranger (37 milliards) que des territoires d'outre-mer (6 milliards). Ces 43 milliards ne représentent pas, en effet, une diminution de la production intérieure. Il faut aussi tenir compte du surplus exportable (43 milliards), car ce surplus sera produit puisque l'on a admis qu'il pourrait être écoulé à l'étranger.

En définitive, la réduction de la production intérieure est de 548 milliards.

2. Le problème qui doit être ensuite résolu est de savoir quelle économie d'importations de matières premières et de produits énergétiques représente une telle réduction de la production.

La résolution de ce problème par le tableau des échanges intersecteurs montre que cette réduction n'entraîne qu'une diminution totale de la consommation d'énergie de 20 milliards et de la consommation de matières premières de 30 milliards.

Sur ces 20 milliards de réduction de la consommation d'énergie, il semble que 9 milliards représentent des produits qui auraient été importés (pétrole brut ou charbon). Sur les 30 mil-

liards de matières premières, la réduction des importations et le dégagement de surplus qu'il serait possible d'exporter ne représentent que 21 milliards.

En définitive, l'économie de devises que représente une réduction non différenciée de la production de 548 milliards n'est que de 30 milliards.

⁂

Le gain total de devises étrangères que permet d'obtenir une réduction de 1.000 milliards des revenus disponibles des ménages, consistant à ramener la consommation à sa structure de 1956, est de 80 + 30 = 110 milliards.

Le rendement de la déflation n'est donc que de 10 p. 100.

Mais il ne faut pas oublier que ces calculs sont très approximatifs. De plus, ils ne tiennent pas compte de tous les facteurs qui peuvent jouer. Ainsi, les effets de la réduction de l'épargne, qui est importante (280 milliards) n'ont pas été analysés; d'autre part, on a admis que la réduction de la demande de services n'entraînait pas d'économie de devises. Il semble cependant qu'elle devrait se traduire par une diminution des *dépenses* en devises destinées à payer les déplacements des touristes français à l'étranger.

2° Effets d'une réduction des investissements et des dépenses publiques.

a) Effets d'une réduction des investissements effectués par les entreprises et les ménages.

La réduction des investissements effectués par les entreprises et les ménages produit, comme la réduction de la consommation, des effets directs et indirects.

L'hypothèse prise est celle d'une réduction des investissements de 234 milliards.

Effets directs:

a) Le prix de ces investissements à la production serait de 202 milliards;

b) Les économies d'importations, que représenterait cette diminution de 202 milliards des achats à la production, pourraient être les suivantes:

Matériel de transport	2 milliards.
Réduction proportionnelle des importations de produits des industries mécaniques et électriques en fonction de la part des importations dans les achats totaux de biens d'équipement de ce secteur.	14 —
	16 milliards.

c) Le surplus théorique exportable serait dans ces conditions de 202 — 16 = 186 milliards. Il faut néanmoins en déduire les investissements en bâtiment et travaux publics qui ne sont pas exportables. Le surplus théorique est ramené à 92 milliards. Mais il est exclu que la France puisse exporter tout ce surplus.

On a admis une exportation supplémentaire possible de 22 milliards, à réaliser dans le cours de l'année.

Effets indirects sur la balance commerciale par l'intermédiaire d'une baisse de la production:

Il faut calculer en premier lieu la baisse de la production qui va résulter de cette diminution des investissements.

Cette baisse n'est pas égale à la diminution des investissements. On a admis, en effet, qu'une part des biens d'équipement aurait été importée (16 milliards). Des exportations de surplus sont prévues (22 milliards). De plus, il faut admettre que des commandes seront prises à l'exportation, qui ne seront pas livrées immédiatement, mais dont on a admis qu'elles représenteraient 30 milliards de production en 1957.

Dans ces conditions, la réduction de la production ne serait que de 148 milliards.

Une réduction de 148 milliards de la production de biens d'investissements représenterait une économie d'importations et un surplus exportable en matières premières et produits énergétiques d'un montant total de 18 milliards.

Mais à ces effets indirects s'ajoutent les effets d'une réduction de la production sur les ressources des ménages. Cette réduction de la production entraîne, en effet, un processus cumulatif de baisse des revenus des ménages, entraînant une nouvelle baisse de la production, etc.

En définitive, une réduction de 148 milliards de la production de biens d'investissements doit se traduire par une baisse « secondaire de la production » de 108 milliards, qui entraîne une amélioration de la balance commerciale de 16 milliards.

⁂

Les effets totaux sur la balance commerciale d'une réduction de 234 milliards des investissements sont donc:

38 milliards d'effets directs;

18 milliards d'effets indirects par suite de la baisse de la production des biens d'investissements;

16 milliards d'effets « secondaires » en conséquence de la diminution des revenus des ménages due à la baisse de la production.

72 milliards.

Le rendement de la « déflation » des investissements effectués par les entreprises et les ménages est nettement plus élevé que celui de la déflation de la consommation. Il est de 30 p. 100.

Effets d'une réduction de la consommation et de l'investissement public:

L'hypothèse choisie est celle d'une baisse de 150 milliards des dépenses des administrations dont 67 de dépenses civiles et 83 de dépenses militaires.

Les effets directs sont une réduction des importations de 16 milliards et un accroissement possible des exportations de 8 milliards.

Les effets indirects résultant de la baisse de la production sont une économie de 4 milliards d'énergie et de matières premières non importées ou pouvant être exportées.

Les effets indirects dus aux conséquences de la baisse de production sur les revenus des ménages et du déclenchement du processus cumulatif décrit ci-dessus sont une baisse de 88 milliards de la consommation effectuée par les ménages ce qui correspond à une amélioration de la balance commerciale de 14 milliards.

⁂

Les effets totaux sur la balance commerciale d'une réduction de la consommation et de l'investissement public sont donc de 16 + 8 + 4 + 14 = 42 milliards soit aussi un rendement de 30 p. 100.

⁂

Cette analyse montre qu'une déflation de la consommation pour avoir des effets importants sur la balance commerciale doit être massive.

Sans doute n'est-il pas nécessaire de réduire au départ les revenus disponibles des ménages de 1.000 milliards pour obtenir une amélioration de 100 milliards de la balance commerciale. Une partie de cette réduction sera en effet réalisée par la diminution de la production qui sera la conséquence de la contraction des revenus disponibles décidée par la voie autoritaire. Les calculs montrent que pour obtenir ces 1.000 milliards de diminution des revenus disponibles il suffit de réduire au départ de 470 milliards ces revenus par la voie fiscale.

C'est là la conclusion principale qui doit être retirée de cette étude mais tous ces calculs sont donnés à titre indicatif et il ne faut pas oublier qu'ils restent très approximatifs. Dans l'ensemble sans doute sont-ils même un peu pessimistes.

B. — EFFETS D'UNE POLITIQUE SPÉCIFIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Un autre moyen d'améliorer la situation de la balance commerciale est de prendre une série de mesures ayant pour objet soit de réduire directement les importations (coupures sur les programmes d'importations, rétablissement de contingents), soit d'augmenter les exportations (contrats du type de celui conclu entre le Gouvernement et l'industrie automobile par exemple).

Les problèmes qui se posent alors sont de savoir d'une part quelle est l'importance des coupures à faire sur les importa-

tions et quel est l'effort à entreprendre en matière d'exportations, d'autre part quelles seraient les répercussions de ces mesures sur l'évolution de l'économie intérieure.

Nous étudierons successivement dans cet esprit les décisions à prendre en matière d'importations et d'exportations.

1° *Les importations.*

Un certain nombre de réductions d'importations pourraient être effectuées sans inconvénients graves. Elles porteraient sur certaines importations agricoles de produits autres que la viande (céréales et fruits et légumes contingentés hors accord) et sur certaines matières premières industrielles dont les stocks internes sont suffisants (soufre et caoutchouc).

Mais la liste de ces diminutions d'importations qui ont pour caractéristique de ne pas gêner l'expansion de la production et de ne pas se traduire par une hausse des prix intérieurs est très limitée. Au total les réductions de cette nature ne dépasseraient pas 30 milliards, semble-t-il, en année pleine.

D'autres coupures pourraient être faites sur les importations de matières premières textiles, de pâtes à papier, ainsi que de papier et de carton.

Mais il est certain qu'elles se traduiraient par un risque de hausse des prix intérieurs assez sensible, dans la mesure où les importations actuelles avaient pour objet de limiter l'élévation des cours dans une conjoncture dominée par une forte pression de la demande. De toute façon ces réductions ne porteraient que sur des montants assez faibles, à peine 20 milliards. Leurs effets seraient beaucoup plus grands si, malgré les conséquences inévitables sur le coût de la vie, les achats de viande en provenance de l'étranger étaient de plus diminués de 30 milliards.

Des coupures seraient également possibles sur les importations de biens d'équipement. Mais elles affecteraient le plus souvent directement le mouvement de progression des investissements.

Les différentes mesures que nous venons d'énumérer ont trait à un aménagement des contingents existants. Une autre méthode consiste à rétablir les contingents pour les produits libérés, c'est-à-dire une large partie des importations en provenance de l'U. E. P. Cette mesure présente un premier avantage, celui de supprimer les achats spéculatifs qui se sont accélérés depuis plusieurs mois. Elle donne de plus la possibilité de comprimer les achats à l'étranger pour certains postes importants en établissant des contingents d'un montant nettement inférieur au montant des importations libres de ces derniers mois. Mais ces contingents ne peuvent être trop faibles sans présenter les mêmes inconvénients que les mesures énumérées ci-dessus: danger de gêner l'expansion de l'économie, risque de hausse des prix.

2° *L'accroissement des exportations.*

La croissance des exportations est certainement l'une des caractéristiques favorables de l'évolution de l'économie française au cours des premiers mois de 1957. Ce progrès devrait se poursuivre dans les prochains mois d'autant plus que l'observation des mouvements saisonniers laisse prévoir une augmentation sensible des exportations à la fin de l'année.

Des mesures telles que le contrat conclu avec l'industrie automobile par les pouvoirs publics peuvent être étendues avec des formules d'application quelque peu différentes à d'autres secteurs. Des négociations sont d'ailleurs en cours à cet égard.

Mais il ne faut pas oublier qu'un accroissement important des exportations suppose un certain délai de temps pour être réalisé et qu'il implique un meilleur équilibre entre l'offre et la demande interne.

⁂

Cette analyse rapide de ce que pourrait être une politique spécifique du commerce extérieur montre qu'elle doit être complétée par d'autres mesures tendant à freiner le mouvement de la demande intérieure et à limiter les hausses des prix. Sinon elle entraînera un déséquilibre intérieur encore plus grand que celui qui existe à l'heure actuelle.

Action spécifique et action anti-inflationniste ne s'opposent pas, elles se complètent dans la conjoncture actuelle.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE II

L'extrapolation des tendances de l'économie au premier semestre 1957 à laquelle nous avons procédé dans la première partie de ce chapitre nous a permis de mesurer approximativement l'importance du déficit extérieur à couvrir au second semestre.

Dans la seconde partie nous avons analysé les effets probables de certaines politiques économiques et financières qui pourraient être suivies. Mais nous n'avons pas cherché au cours de ce chapitre à adapter les mesures étudiées à la situation exacte de notre économie au deuxième semestre et notamment aux nécessités de la réduction du déficit extérieur.

L'étude de ces politiques a été conduite *in abstracto*.

C'est dans le troisième chapitre que nous utiliserons ces données théoriques dans l'élaboration des prévisions que nous devons faire pour le deuxième semestre et la recherche de la politique économique à suivre.

CHAPITRE III

PREVISIONS D'EVOLUTION DE L'ECONOMIE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE ET POLITIQUE A SUIVRE

Le rapport de conjoncture de juin 1957 est très différent des précédents. Dans ces derniers il était possible de séparer très nettement les prévisions de la politique. Il en va tout différemment cette fois-ci.

L'économie française se trouve dans une situation de déséquilibre telle que des mesures immédiates doivent être adoptées pour corriger les tendances actuelles de son développement. Les prévisions de l'évolution économique pour le deuxième semestre sont donc fonction des décisions de politique économique qui seront prises dans les prochaines semaines.

Le problème à résoudre par priorité est de faire face à l'épuisement des ressources en devises de la France. Au 1er juillet, c'est-à-dire au début du second semestre, la France aura utilisé la quasi-totalité des devises dont elle disposait. Il ne lui restera qu'une somme assez faible à l'U. E. P. et le reliquat du crédit consenti par les banques américaines pour les achats de pétrole.

L'analyse que nous avons effectuée dans le cours du chapitre II des tendances spontanées au prochain semestre des échanges extérieurs de biens et de services comme des mouvements de capitaux permet d'évaluer le déficit de la balance des comptes pour les six derniers mois de 1957 entre 100 et 150 milliards. Cette hypothèse suppose du reste que les mouvements spéculatifs seront brisés sinon l'ampleur du déficit serait plus considérable.

Devant cette situation le Gouvernement de M. Bourgès-Maunoury a décidé de demander à la Banque de France la cession de 100 milliards de francs de l'encaisse-or pour suppléer aux devises défaillantes. Mais cet or ne peut être affecté à la seule couverture du déficit du second semestre. Nous avons vu en effet au chapitre II que le déficit extérieur du premier semestre de 1958 et notamment des trois premiers mois de l'année serait nécessairement important car c'est l'époque où de nombreux achats de matières premières sont effectués par les entreprises. Il faudra donc prévoir des moyens de payement supplémentaires pour faire face à cette évolution saisonnière normale du commerce extérieur.

L'écart entre nos ressources et nos besoins reste donc considérable pour les prochains semestres. Une politique économique nouvelle doit donc être rapidement mise sur pied pour diminuer l'ampleur du déficit. Ce sont les grandes lignes de cette politique que la commission doit présenter dans ce chapitre.

Mais avant d'entreprendre ce travail il est nécessaire de rappeler brièvement les causes de la situation actuelle.

⁂

La cause principale du déséquilibre des échanges extérieurs est l'excès de la demande interne. Celle-ci a entraîné un fort mouvement d'expansion de la production industrielle qui a rendu nécessaire des importations accrues de produits énergétiques et de matières premières. Cet excès de la demande s'est également traduit par des tensions sur les prix que le Gouvernement précédent a limitées en recourant aux importations pour assurer un meilleur équilibre de l'offre et de la demande.

A cette cause principale s'ajoutent deux facteurs occasionnels dont l'action est venue aggraver une situation déjà

tendue: le gel du mois de février 1956 a diminué l'offre de produits alimentaires à un moment où la demande avait tendance à se gonfler; l'affaire de Suez a entraîné une hausse des prix des produits pétroliers en général et des frets du charbon en particulier.

Mais si importante qu'ait été l'influence de ces deux facteurs occasionnels il n'en reste pas moins qu'à l'origine du déséquilibre actuel de l'économie française se trouve un excès de la demande interne causé en premier lieu par un déficit considérable du budget de l'Etat. Ce déficit préexistant a été alourdi par les dépenses militaires d'Algérie qui devraient atteindre environ 380 milliards cette année.

En même temps qu'il consentait à ces lourdes dépenses, le Gouvernement a maintenu un fort mouvement d'investissements publics ou d'aide aux investissements privés et a entrepris la réalisation d'une politique de progrès social dont l'élément principal a été la création du fonds national de solidarité. Sans doute les dépenses d'investissements étaient-elles indispensables pour assurer la continuation de l'expansion économique et les nécessités de la justice sociale légitimaient-elles les dépenses en faveur des vieillards; ces dernières étaient d'ailleurs compensées par un effort fiscal exceptionnel demandé à la Nation. Il est certain cependant que les dépenses totales de l'Etat se sont trouvées ainsi considérablement augmentées et que leur rythme d'accroissement a dépassé celui des recettes. Une telle politique aurait été valable sur une courte période de temps dans l'hypothèse où les charges exceptionnelles auraient rapidement disparu ce qui n'a pas été le cas.

Mais l'augmentation de la demande ne tient pas au seul déficit du budget de l'Etat. La politique de distribution des revenus qui a été poursuivie depuis trois ans a exercé aussi une forte influence en ce domaine. La volonté d'accroître le niveau de vie de la population a entraîné la distribution immédiate des gains de production et de productivité obtenus au cours de ces dernières années sans qu'une part de ces gains soit employée à une réduction des prix

Il convient aussi de souligner que la balance commerciale française est traditionnellement déficitaire. Avant la guerre de 1939 la différence entre le montant des exportations et celui des importations étant comblée par les revenus du portefeuille. La deuxième guerre mondiale nous priva de ces ressources. Elles furent dans une certaine mesure remplacées par l'aide américaine qui prit des formes diverses. La fin de cette dernière fait que pour la première fois le déficit de la balance commerciale se répercute quasi intégralement sur celui de la balance des comptes.

***

Cette analyse des causes fondamentales du déséquilibre de nos échanges extérieurs conduit à dégager sur le plan théorique deux politiques économiques propres à remédier à une telle situation.

Une première politique consisterait à limiter le montant des revenus distribués en attendant que l'augmentation de la production atteigne le niveau de la demande. Mais l'application d'une telle politique exige du temps; la situation actuelle n'en laisse pas.

La seconde politique repose sur une compression de la demande pour la mettre au niveau de l'offre. Les effets d'une telle mesure ont l'avantage d'être plus rapides. Mais ils présentent l'inconvénient d'être en partie « incontrôlables » en ce sens que cette compression de la demande si elle devenait excessive entraînerait soit la stagnation soit la baisse de la production et créerait un climat de déflation qui affecterait les anticipations des chefs d'entreprise et compromettrait le rythme de l'expansion qui caractérise l'économie française depuis quatre ans.

Une très grande habileté s'impose donc. Il faut naviguer entre le « Charybde » de la déflation et le « Scylla » de l'inflation. Mais dans l'immédiat la France est plus près de heurter ce dernier écueil que le premier. Nous n'avons du reste pas le choix. Attendre que la France n'ait plus ni devises ni or pour redresser la balance des comptes serait condamner son économie à la plus impitoyable des déflations; notre pays n'ayant ni devises ni crédit, chaque franc d'énergie ou de matières premières importées devrait avoir sa contre-partie immédiate en exportations.

Mais si l'objectif à atteindre est net, la politique à mettre en œuvre dans les six prochains mois est très complexe à définir dans ses détails. Elle doit comprendre à la fois des mesures propres au commerce extérieur et une action aussi sélective que possible pour comprimer la demande.

I. — Des mesures propres au commerce extérieur ne seront pas suffisantes pour rétablir l'équilibre de l'économie française.

La méthode la plus aisée et la plus efficace, en apparence, pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur, consiste à agir directement sur les deux termes de la balance: les exportations en les augmentant, les importations en les réduisant. A ces fins, des mesures doivent être prises, mais il faut envisager les répercussions qu'elles auront sur l'équilibre interne de l'économie française. Cette analyse montre qu'une telle politique contient en elle-même ses propres limites.

a) Les méthodes de réduction directe du déficit extérieur par l'action sur les importations et les exportations

1° L'étude à laquelle nous avons procédé, dans le cours du chapitre II, démontre que les facteurs d'accroissement des exportations, pour le deuxième semestre, sont assez nombreux. Il faut signaler, en premier lieu, le mouvement sensible de progrès des exportations, qui caractérise l'économie française depuis le début de l'année. A ce mouvement de fond s'ajoute l'effet des variations saisonnières. L'observation des années précédentes montre, qu'au quatrième trimestre les exportations sont toujours à leur niveau le plus élevé.

De plus, la balance agricole déficitaire doit redevenir excédentaire. Les perspectives des récoltes sont satisfaisantes, tout au moins pour le moment. Les exportations agricoles, et notamment celles de céréales, devraient donc être importantes.

Enfin, le Gouvernement s'est efforcé de stimuler les exportations par la conclusion d'accords avec l'industrie privée, dont le principal est celui de l'industrie automobile qui avec des modalités différentes, peut s'étendre à d'autres secteurs de l'économie.

2° En ce qui concerne les importations, leur contrôle par le Gouvernement permettra d'obtenir des résultats importants.

Dans ce domaine également, nous avons signalé dans le chapitre II les actions qui pourraient être menées et les principales réductions qui pourraient être faites.

Le retrait de libération des échanges auquel le Gouvernement vient de procéder va permettre d'arrêter les achats spéculatifs qui étaient une des causes de la croissance du déficit de la balance commerciale. L'ensemble des importations de trouve replacé sous la direction des pouvoirs publics par l'effet de cette mesure. Ceci est vrai, non seulement pour les importations qui avaient été libérées dans le cadre de l'U. E. P. et qui représentent un tiers du total des produits importés, mais aussi pour les importations contingentées et portant sur des produits de la même nature que les produits libérés. Ces importations n'étaient en effet placées qu'en apparence sous la direction des pouvoirs publics. En fait, il était impossible de réduire ces contingents sans provoquer une augmentation des importations des produits de même nature en provenance des zones où elles étaient libérées. Une situation aussi anormale va disparaître.

Le Gouvernement compte employer les pouvoirs qu'il a ainsi acquis à ramener le niveau des importations en provenance de l'étranger, au second semestre à un niveau supérieur de 10 p. 100 environ à celui de 1955, soit pratiquement le niveau de 1956. Une telle décision permettra la réduction de 30 à 40 milliards du déficit mensuel de la balance commerciale par ce seul effet de la diminution des importations (1). De telles mesures sont d'ailleurs dans la ligne des conclusions de la commission.

Cette analyse des perspectives d'exportation et d'importation montre que le déficit commercial devrait être sensiblement réduit dès les prochains mois par l'effet de ces mesures spécifiques, auxquelles pourraient s'ajouter les suivantes:

D'une façon générale, cette politique tendant à peser sur les importations et à stimuler les exportations, serait renforcée si la taxe compensatrice de 15 p. 100 sur les importations était étendue à tous les produits, à l'exception des matières premières et de l'énergie, et si les recettes supplémentaires de cette taxe étaient affectées à une unification du système d'aide à l'exportation, à l'intérieur de chaque catégorie de produits.

(1) Cette réduction des importations doit être appréciée par rapport au niveau atteint par les importations aux mois d'avril et de mai et non pas par rapport aux prévisions présentées par la commission sur le déficit commercial au second semestre.

Enfin, il faut rappeler que la balance du tourisme a été déficitaire en 1956. Il n'est pas possible d'envisager qu'elle puisse l'être en 1957. Il est donc nécessaire de prendre des mesures très restrictives empêchant l'exode des Français à l'étranger. Certes, il est regrettable que l'on ait attendu si longtemps; de plus, une telle décision peut entraîner des mesures de rétorsion des pays étrangers. Mais on ne peut demander à la France de prendre les mesures nécessaires à son redressement tout en lui en refusant les moyens.

Il ne s'agit, du reste, que de mesures ayant un caractère temporaire. Le but de notre politique, dans le domaine du commerce extérieur, doit être de revenir à une conception échangiste dans nos rapports avec l'étranger, et notamment les pays appartenant à l'U. E. P. dès que notre situation économique sera assainie. C'est d'ailleurs là une obligation qui nous est faite par le code de libération des échanges de l'O. E. C. E. et les délais qui nous sont accordés sont assez faibles, puisqu'ils ne dépassent pas dix-huit mois.

b) Les limites d'une politique spécifique du commerce extérieur

Dans une économie où la pression de la demande est très forte, il est difficile de dégager des surplus exportables, le marché intérieur absorbant naturellement les biens produits.

Mais surtout, les coupures d'importations, si elles deviennent trop importantes, dans une économie en forte expansion, risquent de gêner le progrès de la production, dans la mesure où il s'agit d'importations de biens d'équipement, ou d'entraîner des pressions nouvelles sur les prix, s'il s'agit d'importations de biens de consommation.

La liste des importations, dont la suppression ne risque pas d'avoir de tels effets, est assez courte, ainsi que nous l'avons vu au chapitre II. Elle comprend certains achats de produits agricoles autres que la viande, certaines matières premières, comme le caoutchouc, soit un total de 30 milliards. Par contre, des restrictions sur les importations de tracteurs, sur le matériel textile ou sur les matières premières utilisées pour l'industrie textile ou papetière sont sans doute possibles, mais leurs effets sur l'équipement de l'agriculture, comme sur le marché des produits textiles, seraient assez défavorables.

Ceci ne veut pas dire que certaines de ces réductions ne doivent pas être faites — nécessité a parfois force de loi — mais elles ne peuvent être effectuées sans que d'autres mesures soient prises pour limiter la pression sur le marché intérieur.

Sans doute, le mouvement spéculatif de ces derniers mois a-t-il eu pour conséquence un accroissement des stocks de matières premières dont les usines disposent. L'existence de ces stocks permettrait de diminuer les importations dans les mois à venir sans que la production en soit affectée. La diminution des achats à l'etranger peut même se produire d'elle-même dans la mesure où la confiance sera revenue dans le pays. Le déficit extérieur serait dans ce cas réduit d'autant. Mais il ne semble pas que cette confiance puisse revenir sans une action visant à rétablir un équilibre interne entre l'offre et la demande.

De plus, si la pression de la demande interne n'est pas réduite dans les prochains mois, le problème de l'équilibre de nos échanges extérieurs se trouvera posé à nouveau dans le premier semestre de 1958, au moment où il sera nécessaire de réapprovisionner l'économie française en matières premières. Il ne sera pas possible d'admettre de trop fortes importations.

II. — Une compression modérée de la demande intérieure doit être réalisée.

Cet objectif doit être atteint par une réduction du déficit budgétaire et une action sur le crédit.

Mais les dangers seraient grands d'aller trop loin dans cette voie. Outre les risques d'injustice sociale qu'une telle politique entraînerait, elle risquerait de briser le mouvement d'expansion que connaît l'économie française depuis quatre ans.

A. — Les méthodes de compression de la demande intérieure

1° La réduction du déficit budgétaire.

Dans le cadre de l'étude des conséquences sur la balance commerciale d'une politique de déflation globale, nous avons montré au chapitre II que les effets d'une diminution des investissements et d'une réduction des dépenses publiques avaient un « rendement » beaucoup plus élevé que la réduction des revenus disponibles des ménages car l'amélioration de la balance commerciale qui en résultait était beaucoup plus importante dans le premier cas. Ce rendement serait en effet d'environ 30 p. 100 contre 10 p. 100.

Nous avons vu, dans le chapitre II, que pour obtenir une amélioration de 200 milliards de la balance commerciale, moitié par réduction de la consommation des ménages et moitié par celle des investissements et des dépenses publiques, il était nécessaire d'augmenter les impôts entraînant une diminution de revenus ou de réduire les transferts sociaux de 470 milliards, la consommation et l'investissement des administrations de 150 milliards, ainsi que les investissements des entreprises et des ménages de 234 milliards.

Le programme proposé par le précédent gouvernement, qui comprenait environ 250 milliards d'économies et 150 milliards d'impôts nouveaux, devait permettre une amélioration de la balance commerciale d'une soixantaine de milliards en année pleine, soit une trentaine de milliards pour le prochain semestre, en admettant que les effets de la compression de la demande soient très rapides.

Mais il faut préciser que ces calculs ne tiennent pas compte de tous les facteurs d'amélioration de la balance commerciale qui découlent d'une réduction de la consommation. Notamment, n'ont pas été pris en considération les effets de la diminution des investissements entraînée par la réduction de l'épargne et ceux d'une réduction des besoins en services payés en devises étrangères, tels que recours à des assurances étrangères, dépenses de fret.

La réduction de la demande décidée par l'actuel gouvernement est du reste plus importante. Son effet devra s'ajouter à celui des mesures propres au commerce extérieur, dont il a été question plus haut et à celles concernant le crédit.

2° Les restrictions de crédit.

Au cours des derniers mois, le rythme d'expansion de la masse monétaire s'est ralenti; du mois de novembre jusqu'au mois de février, la masse elle-même a diminué. A l'heure actuelle, le marché monétaire paraît dominé par la Banque de France. Les trésoreries des banques sont très gênées et leurs échéances sont très difficiles.

Mais les effets des restrictions de crédits ne se sont pas encore fait sentir, sinon sur le plan psychologique. L'action du crédit, dans les jours à venir, devra décourager les mouvements spéculatifs et même certains investissements. Sans doute, est-ce la question des investissements qui est la plus délicate. Comme l'a montré l'analyse du chapitre II, le rendement en termes de balance commerciale d'une réduction des investissements est élevé. Mais leur diminution est dangereuse pour l'avenir de l'économie française. Une grande prudence devra donc être observée dans les réductions d'investissements qui pourraient être décidées. Une certaine discrimination sera indispensable. Il faudra préserver tout spécialement les investissements qui doivent se traduire par des économies d'importations ou permettre à plus ou moins long terme une augmentation des exportations.

Il ne faudrait pas que ces restrictions inévitables compromettent la politique énergétique de la France, qui doit donner une meilleure assise à notre économie et, de ce fait, à notre commerce extérieur.

B. — Les limites de la compression de la demande

Une compression trop forte de la demande intérieure présenterait, en effet, de graves inconvénients sur le plan de la justice sociale, comme sur celui de l'expansion de l'économie.

Dans la structure actuelle du système fiscal français, l'augmentation de la pression fiscale s'exerce aux dépens de la justice sociale. L'établissement d'impôts nouveaux dans ces conditions est un travail particulièrement difficile. Sans doute, le Conseil n'a pas à se prononcer sur la nature de ces impôts, car cette question relève du Gouvernement et du Parlement. Mais il doit rappeler que cette fiscalité nouvelle peut être un facteur de hausse des prix, dans la mesure où les impôts institués peuvent se repercuter sur l'ensemble des prix. Elle aurait, dans ce cas, des effets contraires aux effets recherchés et « alimenterait » l'inflation au lieu de la stopper. Le coût de la vie serait en définitive augmenté. Il faut toutefois admettre que, dans certains cas, des impôts indirects peuvent concourir à la résorption de l'excès de la demande.

En matière d'impôts directs, la plus grande justice doit être assurée dans la répartition des sacrifices entre les diverses catégories sociales.

Un contrôle strict du déficit doit comporter certaines précautions. Il faut veiller à ce que les petites et moyennes entre-

prises ainsi que celles à forme artisanale, ne soient pas lésées parce que moins bien placées pour défendre leurs intérêts. A un moment où les charges sont particulièrement élevées et les prix sont bloqués, une mauvaise répartition de ces sacrifices mettrait certaines de ces entreprises dans une situation difficile.

Enfin, et d'une façon plus générale, une forte deflation risquerait de compromettre le mouvement actuel d'expansion de l'économie française. La progression des investissements pourrait être, dans ce cas, rapidement arrêtée. Et on assisterait à un brusque renversement de la situation: l'inflation succéderait à la déflation. A court terme, elle faciliterait la solution des problèmes du commerce extérieur, mais à moyen terme elle compromettrait le redressement de l'économie française.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE III

L'incidence exacte sur la balance commerciale de l'ensemble des mesures que la commission propose est difficile à chiffrer. Toutes les répercussions ne peuvent être clairement déterminées, et il faut tenir compte des délais nécessaires pour que la politique appliquée produise ses effets.

Les mesures spécifiques prises en matière de commerce extérieur doivent permettre de limiter le déficit commercial aux prévisions du début de l'année. Les achats spéculatifs du premier semestre trouveraient en partie une compensation dans les réductions du deuxième. Le mouvement de la production ne devrait donc pas être considérablement affecté par la diminution des importations de matières premières et d'énergie dans la mesure où les stocks disponibles sont suffisants.

La politique de freinage de la demande, par contre, ne produira ses effets que dans quelques mois, quand la réduction du déficit budgétaire sera acquise et que le resserrement du crédit influencera l'attitude des entreprises.

Ce serait donc, sauf anticipations psychologiques marquées, que fin 1957, début 1958 que les conséquences des mesures anti-inflationnistes porteront leur fruit. Mais il serait alors indispensable que la demande ait été freinée dans sa progression. Car à ce moment se posera — ainsi que nous l'avons déjà souligné — le problème du réapprovisionnement de l'économie française en matières premières et en énergie. Si les conditions d'un meilleur équilibre intérieur et extérieur ne sont pas réalisées, des réductions autoritaires d'importations considérables par rapport aux besoins devront être effectuées pour que la balance commerciale ne connaisse pas à nouveau un très fort déficit.

Même dans l'hypothèse où la politique que nous préconisons aura été adoptée et où de ce fait les conditions d'un meilleur équilibre seront réunies, le problème des importations au premier trimestre 1958 se posera de toute façon avec acuité.

Il est certain qu'alors une aide extérieure permettrait de passer ce cap difficile et d'atténuer la gravité de ce problème.

Un prêt extérieur donnerait en effet plus de temps à un établissement durable de l'équilibre intérieur de l'économie française, tout en sauvegardant ses possibilités actuelles d'expansion.

Mais le Conseil économique n'a pas à se prononcer en faveur ou contre l'obtention de prêts extérieurs. C'est là une question qui relève du seul ressort du Gouvernement. La négociation du montant et surtout des conditions d'un prêt ne pose pas seulement des problèmes économiques, mais aussi des problèmes politiques qui ne sont pas de la compétence du Conseil. L'obtention d'un prêt extérieur ne peut donc être considérée par le Conseil que comme une hypothèse.

Sous ces réserves, il est certain qu'un tel prêt, s'il était assez substantiel et ne comportait pas de charges trop lourdes ni de délais de remboursement trop rapides, permettrait l'application de réformes progressives destinées à rétablir l'équilibre interne. Au lieu d'être obligé de rétablir notre situation en six mois, le Gouvernement pourrait disposer d'un délai d'un an à dix-huit mois. La solution du problème des prix serait ainsi facilitée.

Le problème du fonctionnement de l'échelle mobile se posera nécessairement dans le cours du deuxième semestre. L'indice des prix ne pourra être artificiellement maintenu au dessous de la cote 149,1, jusqu'à la fin de l'année. Les détaxations et les subventions représentent à l'heure actuelle environ 100 milliards de privations de recettes ou de dépenses supplémentaires pour l'Etat en année pleine. Dans le cadre de la politique de la réduction du déficit budgétaire, la suppression d'une partie de ces détaxations ou subventions devra être envisagée. Mais une suppression totale et rapide serait très dangereuse. Elle risquerait en effet de se traduire par une brusque poussée des prix à un moment où les facteurs de hausse ne cessent de se renforcer. La loi sur l'échelle mobile, dans ce cas, pourrait fonctionner non pas une seule fois, mais deux fois de suite; ce qui aurait des conséquences mécaniques et psychologiques très graves.

Dans la mesure où le Gouvernement aurait plus de temps pour rétablir l'équilibre de la balance des comptes, l'action visant à réduire l'impasse budgétaire et à limiter étroitement les crédits à l'économie, pourrait être moins brutale et plus nuancée, évitant ainsi des risques de récession.

Les coupures sur les importations pourraient être moins élevées, le prêt extérieur permettrait d'en payer une partie. Le risque d'une crise de déflation intervenant subitement pourrait être ainsi écarté avec toutes les conséquences psychologiques qu'il comporterait. L'approvisionnement en matières premières et produits énergétiques pourrait être suffisant pour maintenir un certain rythme d'expansion, cependant que l'effort de réduction du déficit budgétaire diminuerait la pression de la demande.

Un rythme de croisière pourrait ainsi s'établir qui éviterait à la fois l'inflation et la déflation. Mais il ne faut pas oublier que ce prêt, quelles qu'en soient les modalités, ne pourra être d'un montant très élevé et qu'il sera remboursable assez rapidement. Les charges du service des emprunts extérieurs seront donc élevées dans les prochaines années.

Un prêt extérieur ne peut donc laisser à l'économie française qu'un répit de quelques mois pour lui permettre de régler le problème des prix au deuxième semestre et assurer l'approvisionnement de l'industrie en matières premières dans les trois premiers mois de 1958. Il en est de même des mesures de contrôle des importations.

Ce répit devra donc être utilisé à mettre sur pied une nouvelle politique du commerce extérieur, fondée essentiellement sur le développement des exportations. Celles-ci seront sans doute facilitées par le rétablissement d'un meilleur équilibre de l'offre et de la demande intérieures. Mais l'action d'un tel facteur ne sera pas suffisante. Des mesures spécifiques devront être prises, visant à stimuler systématiquement les exportations.

Le but est de revenir à une conception échangiste du commerce extérieur. Notre politique économique doit donc être orientée vers l'exportation. Cela suppose notamment un effort plus grand de prospection des marchés, une orientation déterminée de la politique agricole.

Mais cette nécessité de l'exportation pose également le problème de l'écart entre les prix français et les prix étrangers. Notre économie se trouve à cet égard en porte-à-faux depuis 1952. Ce n'est que par l'affectation systématique d'une partie des gains de production et de productivité à la diminution des coûts de production et des prix de vente, que notre situation pourra être redressée.

CONCLUSION GENERALE

Arrivé à ce point du rapport, il est nécessaire d'en tirer une philosophie. Certaines personnes pourraient en effet se demander pourquoi la commission de la conjoncture et du revenu national n'a pas envisagé une politique strictement libérale, s'en remettant au mécanisme des prix et des changes du soin de rétablir l'équilibre de la balance des comptes.

Il ne s'agit pas dans l'esprit de la commission, ni dans celui du rapporteur, d'une position doctrinale. Mais une telle politique ne tiendrait pas suffisamment compte de certaines particularités nationales et de certains traits spécifiques de la crise actuelle. C'est ainsi que dans cette hypothèse, les causes internes des hausses des prix sont sous-estimées. Parmi celles-ci figurent les répercussions de l'élévation du prix de l'acier et de l'énergie, ainsi qu'une augmentation sensible du coût de la vie, au cas où les subventions et les détaxations seraient totalement supprimées.

Ces mesures risqueraient, dans une économie où la pratique de l'échelle mobile est généralisée, de déclencher un processus général de hausse des prix difficilement contrôlable.

De plus, il ne faut pas oublier que dans une économie de sur-emploi toute hausse des prix en dehors même du jeu des échelles mobiles tend à se répercuter sur les salaires, bien qu'avec retard pour certains d'entre eux. Il est douteux que la seule baisse du fret et des cours des matières premières sur les marchés internationaux puisse contre-balancer les facteurs de hausse énumérés ci-dessus.

Il serait donc dangereux d'utiliser systématiquement l'augmentation des prix comme méthode destinée à absorber l'excès de la demande. Cette manière de faire aurait pour con-

séquence de faire peser le poids du redressement de l'économie française essentiellement sur les catégories sociales les moins bien armées pour se défendre contre l'élévation des prix, ce qui n'est pas concevable.

Enfin, il ne faut pas oublier que le rendement d'une action purement globale de déflation, seul frein à la hausse des prix et à la détérioration de la monnaie, dans le cas d'une politique libérale, est moins efficace en France que dans d'autres pays comme l'Allemagne et l'Angleterre. En effet, le pourcentage des transactions extérieures par rapport au commerce intérieur est plus élevé dans ces deux derniers pays, ainsi que le montant des produits de consommation importés.

Aussi, est-il impossible, quels que soient le désir et la volonté de pratiquer une politique échangiste sur le plan extérieur, de ne pas avoir recours, au moins au début, à des mesures spécifiques telles que le rétablissement des contingents récemment décidé, la généralisation de la taxe compensatrice de 15 pour 100 sur les produits autres que les matières premières et l'énergie, ainsi que la réforme du système d'aide à l'exportation.

En conclusion, le plan de redressement devrait donc se dérouler en trois étapes.

Première étape:

a) Mesures tendant à réduire les pressions de la demande intérieure:

— mesures anti-inflationnistes visant à diminuer le déficit budgétaire et à ramener l'impasse à un niveau raisonnable;

— contrôle du crédit pour enrayer les tendances spéculatives, en veillant à ce qu'il ne pèse pas plus lourdement sur les petites et moyennes entreprises et les entreprises à forme artisanale.

Dans le cadre de cette politique de réduction des dépenses publiques et des restrictions du crédit, la priorité devra être donnée en matière d'investissements à ceux qui ont pour objet l'accroissement du potentiel énergétique du pays ou qui entraînent d'une façon plus générale l'amélioration de la balance commerciale par la diminution des importations ou l'augmentation des exportations. En matière agricole, il faudra tenir compte de la nécessité d'encourager les productions animales.

b) Mesures propres au commerce extérieur:

— contrôle des importations exercé de telle sorte que la priorité soit donnée aux approvisionnements en produits énergétiques et en matières premières indispensables à l'économie française;

— application stricte de la réglementation en matière de contrôle des changes;

— limitation rigoureuse des dépenses de tourisme des Français à l'étranger;

— généralisation de la taxe compensatrice sur les produits importés autres que les matières premières et l'énergie et réforme du système d'aide à l'exportation dans le sens d'une meilleure discrimination et d'une plus grande efficacité selon les besoins techniques des branches;

— développement des contrats entre l'industrie et l'agriculture d'une part, et le Gouvernement d'autre part, tendant à donner la priorité aux exportations sur les besoins du marché intérieur;

— développement systématique des productions tournées vers l'exportation, et notamment des productions agricoles.

Deuxième étape:

Au fur et à mesure que ces mesures se traduiront par une diminution de la demande, il sera possible de diminuer les dépenses budgétaires, de supprimer progressivement une partie des subventions et des détaxations destinées à freiner la hausse du coût de la vie, l'utilité de ces dernières étant diminuée.

Troisième étape:

Recherche d'un nouvel équilibre des prix français et des prix étrangers, par une politique affectant systématiquement une partie des gains de production et de productivité, à la diminution des coûts de production et des prix de vente, ainsi que la poursuite du développement systématique des productions tournées vers l'exportation et notamment des productions agricoles.

Il ne faut pas se dissimuler que si l'ensemble de la politique économique et financière décrite ci-dessus n'était pas mise en application très rapidement, le problème des parités monétaires se trouverait posé avec tous les dangers qu'il comporte.

III. — AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE AU COURS DE SA SEANCE DU 3 JUILLET 1957

Sur l'étude de la conjoncture à la fin du premier semestre 1957, prévisions pour le deuxième semestre et politique économique à suivre (1).

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, alinéa 2, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique;

Vu la lettre de M. le ministre des affaires économiques et financières en date du 22 mars, par laquelle il a été saisi des rapports adoptés par la commission des comptes et des budgets économiques de la nation à la session des 21 et 22 mars 1957;

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre, au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis (2):

I. — Sur les méthodes d'établissement des comptes de la nation pour 1956 et du projet de budget économique pour 1957

A. — Des progrès méthodologiques importants ont été effectués au cours de l'année dernière par le service de la comptabilité nationale:

1° Une nouvelle année de base, pour l'année 1954, a été choisie, plus proche que l'année 1951 des années actuellement étudiées par la comptabilité nationale;

2° L'achèvement des travaux détaillés sur les échanges intersecteurs en 1951 a donné au service de la comptabilité nationale un instrument de travail précieux, notamment pour l'analyse des relations entre les diverses branches de la production et la détermination du niveau de la production finale;

3° Conformément aux suggestions du Conseil économique, il a été étudié deux projets de budget économique pour 1957, avec le souci de distinguer les effets des tendances antérieurement constatées et ceux des actions possibles des pouvoirs publics (3).

B. — Les remarques suivantes doivent être présentées en ce qui concerne la comptabilité nationale provisoire de 1956:

1° Le montant de la production industrielle semble avoir été légèrement sous-estimé en valeur nominale, par le fait que la hausse des prix de cette production n'a pas été correctement appréciée;

2° Le niveau des investissements a été sans doute lui aussi sous-estimé non pas seulement pour les mêmes raisons que l'ensemble de la production industrielle, mais parce que la définition des investissements, que retient la comptabilité nationale, est beaucoup trop restrictive;

3° Des réserves doivent être faites sur l'évaluation du montant de l'épargne et notamment sur l'importance des rapatriements de capitaux en provenance des pays d'outre-mer en 1956. Les informations sur ce point restent très imprécises. De plus, on n'est pas parvenu à évaluer même approximativement l'importance de l'évasion des capitaux à l'étranger (4);

4° La présentation du compte des administrations pourrait être améliorée de façon à réserver une place particulière aux transferts sociaux (1);

5° Des informations insuffisantes sont données sur l'acroissement des ressources des ménages par catégories (2).

C. — En ce qui concerne le projet de budget économique pour 1957, les remarques suivantes doivent être faites:

1° Les progrès possibles de la production en 1957 ont été sous-estimés ainsi que le montrent les résultats des premiers mois de 1957;

2° La hausse des salaires horaires s'est révélée légèrement plus forte que ne l'avait prévu la comptabilité nationale;

3° Le déficit du commerce extérieur a bien atteint le niveau prévu par le service de la comptabilité nationale dans l'hypothèse du fort déficit de la balance commerciale. Mais le niveau des importations, comme celui des exportations, ont été plus élevés que ceux qui avaient été prévus.

D. — Le Conseil rappelle qu'en ce qui concerne la production (3) aucun progrès nouveau important de la comptabilité nationale ne pourra être réalisé dans les prochaines années sans qu'un recensement industriel soit effectué au préalable.

II. — Sur l'évolution de l'économie française au cours de l'année 1956 et dans les premiers mois de 1957

A. — L'examen des comptes de la nation pour l'année 1956 montre que:

1° Sous réserve d'une évolution défavorable de la production agricole, due à des causes accidentelles, le rythme de croissance de l'économie française n'a pas été brisé en 1956.

La crise de main-d'œuvre qui a commencé dès la fin du premier trimestre de l'année, de même que les répercussions de la crise de Suez dans les derniers mois, n'ont pas affecté gravement le mouvement de la production.

2° Mais cette expansion s'est poursuivie dans un climat inflationniste de plus en plus accentué. Les hausses de prix ont été nombreuses, de telle sorte que si les revenus distribués ont augmenté de façon sensible, 8 p. 100 pour l'ensemble des ménages par rapport à l'année précédente, la consommation en valeur réelle n'a pas suivi le même mouvement; la comptabilité nationale montre, en effet, qu'elle n'a augmenté que de 5 p. 100 par rapport à 1955.

3° Le compte en capital de l'économie française en 1956 est défavorable: il est caractérisé par l'apparition d'un important déficit extérieur et d'un déficit public considérable.

B. — Les caractéristiques de l'évolution des premiers mois de 1957 sont les suivantes:

1° La production:

a) La production industrielle a dépassé les prévisions les plus optimistes; pour les quatre premiers mois de 1957, l'indice de la production industrielle sans le bâtiment s'établit à un niveau supérieur de 10 p. 100 en moyenne à celui de l'année 1956;

b) Les perspectives de récolte sont, à l'heure actuelle, favorables. La production céréalière devrait retrouver et même dépasser le niveau de 1955.

Par contre, les livraisons de viande bovine au cours du premier trimestre 1957 ont été inférieures à celles des trois premiers mois de 1956.

---

(1) A l'occasion du présent rapport semestriel de conjoncture, le Conseil économique a étudié de plus les comptes de la nation pour 1956 et le projet de budget économique pour 1957, dont il a été saisi par M. le ministre des affaires économiques et financières.

(2) Ce résultat a été acquis au scrutin public par 121 voix contre 17 et 15 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 5).

(3) Ce paragraphe a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.

(4) La première phrase de ce paragraphe résulte de l'adoption d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. qui a été adopté au scrutin public par 61 voix contre 41 et 46 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

(1) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F.

(2) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F.

(3) Les mots « en ce qui concerne la production » ont été ajoutés à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F.

2° Le haut niveau de production des quatre premiers mois de 1957 a été accompagné d'un haut niveau des échanges extérieurs, très supérieur à celui qu'avait prévu la commission des comptes de la nation.

Les exportations se sont accrues au total de 15 p. 100 par rapport à l'année dernière. Mais la croissance des importations a été plus rapide encore, si bien que le déficit commercial avec l'étranger s'est trouvé considérablement accru et que la France a dû dépenser la contrevaleur en devises de 42 à 45 milliards de francs par mois (120 à 130 millions de dollars). Au 1er juillet, les ressources propres en devises de la France, comme les prêts qui lui avaient été consentis, ont été ainsi à peu près complètement épuisés.

3° Les salaires ont continué leur mouvement lent de progression. Quant aux prestations familiales, elles sont demeurées inchangées (1). Les tensions sur les prix industriels se sont accentuées (2).

4° Des efforts ont été faits par le précédent Gouvernement pour réduire l'impasse budgétaire et ralentir l'expansion du crédit. Le mouvement d'expansion de la masse monétaire a été très sensiblement freiné tant par l'effet déflationniste du déficit du commerce extérieur que par celui des mesures prises en matière de crédit. Par contre, l'impasse budgétaire, après les économies décidées par le précédent Gouvernement, mais sans l'effort fiscal complémentaire qu'il avait prévu, restait très élevée, égale à celle de 1956.

III. — Sur les prévisions pour le 2e semestre 1957 et sur la politique économique et financière à suivre

Les mesures de redressement n'ayant pas été prises en temps nécessaire, les ressources en devises sont épuisées et le Gouvernement doit prélever 100 milliards sur l'encaisse-or de la Banque de France. Dans une telle situation, la politique économique et financière est dans une large mesure, imposée par les événements (3).

Les nécessités immédiates ne doivent cependant pas faire perdre de vue les chances d'expansion de l'économie française à moyen et à long terme.

C'est dans cet esprit que le conseil formule les remarques suivantes:

A. — La structure de l'économie française présente certaines particularités qui ne permettent pas de mettre en œuvre sans une adaptation profonde les mesures appliquées dans des circonstances analogues par des pays comme la République fédérale allemande et la Grande-Bretagne.

1° Le système des prix français est d'une très grande fragilité. Les facteurs de hausse sont nombreux: répercussion des hausses des prix de l'énergie et de l'acier, jeu de l'échelle mobile. A ces facteurs mécaniques d'augmentation des prix s'ajoutent des facteurs psychologiques dans le climat inflationniste, qui caractérise la situation actuelle: ils sont particulièrement importants en France en raison des précédents;

2° Dans les conditions actuelles de suremploi (en dehors même du jeu des échelles mobiles) toute élévation du coût de la vie tend à se répercuter sur les salaires, bien qu'avec retard pour certains d'entre eux.

Par l'augmentation des coûts de production, qui est la conséquence de cette hausse des salaires, une nouvelle impulsion est donnée à la hausse des prix dans les conditions actuelles du marché (4);

3° Il ne peut être question de faire supporter le poids du redressement de l'économie française essentiellement aux catégories sociales les moins bien armées pour se défendre contre la hausse des prix (1).

Dans ces conditions, il apparaît que la résorption de la demande excédentaire ne peut être assurée systématiquement par le libre jeu des mécanismes des prix. Les dangers de « flambée » des prix seraient trop grands dans ce cas (2).

B. — L'obtention de nouvelles facilités de crédit ou de prêts extérieurs ne changerait pas la nature des problèmes qui se posent à l'économie française. Mais un prêt donnerait plus de temps pour rétablir l'équilibre de notre économie et diminuerait les risques éventuels de récession. Il faudrait cependant que les conditions des prêteurs soient acceptables et ne mettent pas en cause l'avenir du pays (3).

Mais les possibilités d'emprunter à l'étranger dépendent en partie de facteurs politiques qui échappent à la compétence du Conseil économique.

C. — Le rétablissement de l'équilibre intérieur et extérieur de l'économie française doit s'effectuer par étapes:

1° Les mesures suivantes devraient être prises:

a) Dans une première étape, mesures tendant à réduire les pressions de la demande intérieure (4):

— mesures anti-inflationnistes visant à diminuer le déficit budgétaire et à ramener l'impasse à un niveau raisonnable (5);

— contrôle du crédit pour enrayer les tendances spéculatives, en veillant à ce qu'il ne pèse pas plus lourdement sur les petites et moyennes entreprises et les entreprises à forme artisanale.

Dans le cadre de cette politique de réduction des dépenses publiques et de restriction du crédit, la priorité devra être donnée en matière d'investissement à ceux qui ont pour objet l'accroissement du potentiel énergétique du pays ou qui entraînent d'une façon plus générale l'amélioration de la balance commerciale par la diminution des importations ou l'augmentation des exportations (6). En matière agricole il faudra tenir compte de la nécessité d'encourager les productions animales (7).

b) Mesures propres au commerce extérieur:

Le rendement d'une politique de déflation globale est moins élevé en France que dans d'autres pays pour deux raisons principales: le pourcentage des transactions extérieures par rapport au volume du commerce intérieur est moins important en France; la part des importations de biens de consommation est moins élevée.

---

(1) Cette phrase a été ajoutée à la suite de l'adoption à mains levées d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F.

(2) Le texte présenté par la commission était ainsi rédigé: « les tensions sur les prix industriels se sont accentuées, mais leurs effets avaient été compensés en partie au début du printemps par une détente sur les prix agricoles ». La seconde partie de cette phrase a été supprimée à la suite d'un vote à main levée.

(3) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à ajouter à cet alinéa la phrase suivante: « La politique économique et financière doit tenir compte des dures réalités tout en sauvegardant les intérêts des larges masses laborieuses », a été rejeté à main levée.

(4) Ce paragraphe a été ainsi rédigé à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et modifié à la demande du rapporteur.

Le texte présenté par la commission était le suivant: « Toute élévation du coût de la vie se répercute sur les salaires, dans les conditions actuelles de suremploi (en dehors même du jeu des échelles mobiles) et donne par l'augmentation des coûts de production, qui en est la conséquence, une nouvelle impulsion à la hausse des prix ».

(1) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à supprimer le mot « essentiellement » dans ce paragraphe a été rejeté à main levée.

(2) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. a été rejeté au scrutin public par 114 voix contre 30 et 2 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 2). Cet amendement tendait à ajouter à la fin du paragraphe la phrase suivante: « une dévaluation, compte tenu de la conjoncture actuelle, serait une opération infiniment dangereuse ».

(3) A la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C., la rédaction de la dernière phrase de cet alinéa a été modifiée. Le texte présenté par la commission était le suivant: « Il faudrait cependant que les conditions des prêteurs soient acceptables et ne mettent pas en cause l'avenir économique du pays ».

(4) A la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F., la rédaction de cet alinéa a été modifiée. Le texte présenté par la commission était le suivant: « Dans une première étape, mesures visant à réduire la pression de la demande intérieure ».

(5) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. a été rejeté au scrutin public par 96 voix contre 31 et 21 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

Cet amendement tendait à ajouter à cet alinéa les mots suivants: « notamment par une réduction massive des dépenses improductives, à l'exclusion de toutes dépenses sociales ou culturelles ».

(6) Cette phrase résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O.

(7) Cette phrase résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe agricole.

Il importe donc de prendre les mesures spécifiques suivantes:

— contrôle des importations exercé de telle sorte que la priorité soit donnée aux approvisionnements en produits énergétiques et en matières premières indispensables à l'économie française (1);

— application stricte de la réglementation en matière de contrôle des changes (2);

— limitation rigoureuse des dépenses de tourisme des Français à l'étranger;

— généralisation de la taxe compensatrice sur les produits importés autres que les matières premières et l'énergie et réforme du système d'aide à l'exportation dans le sens d'une meilleure discrimination et d'une plus grande efficacité selon les besoins techniques des branches;

— développement des contrats entre l'industrie et l'agriculture d'une part et le Gouvernement d'autre part, tendant à donner la priorité aux exportations sur les besoins du marché intérieur (3);

— développement systématique des productions tournées vers l'exportation et notamment des productions agricoles (4);

2° Dans une deuxième étape au fur et à mesure que la pression inflationniste diminuera, il sera possible pour alléger le budget, de supprimer progressivement une partie des subventions et des détaxations destinées à freiner la hausse du coût de la vie, l'utilité de ces dernières étant diminuée.

3° Dans une troisième étape, il sera nécessaire de rechercher les moyens de diminuer l'écart entre les prix français et les prix étrangers et de rétablir un équilibre durable des échanges extérieurs:

a) par l'affectation systématique d'une partie des gains de production et de productivité à la diminution des coûts de production et des prix de vente, ce qui entraînera progressivement une participation plus large des sous-consommateurs au circuit des échanges (5) (6);

b) Par la poursuite du développement systématique des productions tournées vers l'exportation et notamment des production agricoles (7).

D. — Dans la perspective de l'application de cette politique l'évolution de l'économie française pendant le deuxième semestre 1957 pourrait être la suivante:

1° Le rythme de l'expansion ne serait pas brisé, mais seulement ralenti. Ce ralentissement serait moins grand si un prêt extérieur permettait de ne pas avoir recours à des mesures de déflation brutales;

2° Le déficit du commerce extérieur devrait être plus faible au deuxième semestre qu'au premier, si les entraînements spéculatifs ont été découragés au préalable.

Mais cette amélioration de la balance commerciale s'expliquera pour partie par des facteurs saisonniers, les exportations étant naturellement plus fortes au deuxième semestre qu'au premier et les importations étant plus faibles.

En fait, l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour redresser la balance commerciale ne pourra être appréciée pleinement qu'au premier semestre 1958;

3° La tendance à l'augmentation continue des prix industriels se poursuivra au deuxième semestre, de nombreux facteurs de hausse étant dès maintenant acquis, et la baisse des cours des matières premières sur les marchés internationaux ne suffisant pas à les compenser. La majorité des prix de revient, y compris ceux des prix agricoles en seront fatalement affectés (1).

E. — Si l'ensemble de la politique économique et financière décrite aux alinéas précédents n'était pas rapidement appliqué dans l'ordre où les mesures sont prévues, il ne faudrait pas se dissimuler qu'une revision des parités monétaires pourrait difficilement être évitée, avec tous les risques que cela comporterait (2).

(1) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. a été rejeté à mains levées. Cet amendement tendait à remplacer le texte présenté par la commission par le texte suivant: « contrôle des importations exercé de telle sorte que la priorité soit donnée aux approvisionnements en produits énergétiques et matières premières indispensables à l'économie française, ainsi qu'à leur approvisionnement auprès des sources mondiales diverses n'exigeant qu'un minimum de devises fortes ».

(2) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à ajouter à la fin de cet alinéa les mots « afin que ce contrôle devienne effectif » a été rejeté à main levée.

(3) Ce texte résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe agricole. Le texte présenté par la commission était le suivant: « développement des contrats entre l'industrie privée et le Gouvernement, tendant à donner la priorité aux exportations sur les besoins du marché intérieur ».

(4) Cet alinéa a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe agricole.

(5) Le dernier membre de phrase de cet alinéa qui est ainsi rédigé: « ce qui entraînera progressivement une participation plus large des sous-consommateurs au circuit des échanges » a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F.

(6) Un amendement du groupe des travailleurs C. G. T. a été rejeté à main levée. Il tendait à remplacer le texte présenté par la commission par le texte suivant: « par l'affectation systématique des profits à la diminution des coûts de production et des prix de vente ».

(7) Les mots « par la poursuite de... » ont été ajoutés à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe agricole

(1) La dernière phrase de cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

(2) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à supprimer cet alinéa a été rejeté au scrutin public par 145 voix contre 14 et 2 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 4).

ANNEXES

SCRUTIN N° 1

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et complété par M. Sauvy, tendant à modifier la rédaction du 3e alinéa du point B de la 1re partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 144

Ont voté pour..... 59
Ont voté contre..... 39
Se sont abstenus..... 46

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (59).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe des entreprises nationalisées — M. Le Hénaff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Chareille, Séné.

Groupes des coopératives. — MM Antoni, Gaussel, Harasse.

Groupe de l'agriculture. — MM Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Delavignette, Lawrence, Monthé, Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, May, Sauvy, Soula.

Ont voté contre (39).

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe de l'artisanat. — MM. Canonville, Colomber, Ressicaud.

Groupe des coopératives. — MM. de Laulanié, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Chatras, Collet, Deleau (Jean), Ferré, Hadengue, Havard, Lacaille

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bouruet-Aubertot.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Se sont abstenus (46).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Mallerre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, Martin, Schatz.

Groupe de l'agriculture. — MM. Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chauvin, Chégut, Desbarrats, du Douet de Graville, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Lepicard, Lequertier, Milhau, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Carré, Graëve, Jourdain.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Dumontier.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy-Louis, de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

Rectificatif de vote.

Groupe de l'agriculture. — MM. Chopin et Dallant, portés comme « n'ayant pas voté », déclarent avoir voté « pour ».

Groupe de l'agriculture. — M. Lequertier, porté comme ayant voté « contre », déclare avoir voulu voter « pour ».

SCRUTIN N° 2

sur un amendement déposé par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à ajouter à la fin du point A de la IIIe partie du projet d'avis, la phrase suivante: « Une dévaluation, compte tenu de la conjoncture actuelle, serait une opération infiniment dangereuse. »

Nombre de votants..... 146

Ont voté pour..... 30
Ont voté contre..... 114
Se sont abstenus..... 2

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (30).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

Groupe de l'agriculture. — MM. Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — M. Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — M. Sauvy.

Ont voté contre (114).

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cuvuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarrats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Coulibaly (F. O.), Graëve, Jourdain, Monthé.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Dumontier, May, Philip, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Se sont abstenus (2).

Groupe de l'Union française. — M. Delavignette.

Groupe de la pensée française. — M. Byé.

Rectificatif de vote.

Groupe de l'agriculture. — M. Lequertier, porté comme ayant voté « contre », déclare avoir voulu voter « pour ».

SCRUTIN N° 3

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à compléter la rédaction du 2e alinéa du paragraphe a/ du point C de la IIIe partie du projet d'avis.

Nombre des votants..... 148

Ont voté pour..... 31
Ont voté contre..... 96
Se sont abstenus..... 21

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (31).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

Groupe de l'agriculture. — MM. Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.)

Groupe de l'Union française. — M. Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — MM. Philip, Sauvy.

Ont voté contre (96).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer Dallant, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Noyé-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Graëve, Jourdain.

Groupe de la pensée française. — MM. Baranger, Dumontier, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés — MM. Aroud, Barat.

Se sont abstenus (21).

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'agriculture. — M. Blaise (F. O.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Delavignette, Lawrence, Monthé.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, May.

Rectificatif de vote.

Groupe de l'agriculture. — M. Lequertier, porté comme ayant voté « contre », déclare avoir voulu voter « pour ».

SCRUTIN N° 4

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., demandant la suppression du dernier alinéa E du projet d'avis.

Nombre de votants 145

Ont voté pour..... 14

Ont voté contre 129

Se sont abstenus 2

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (14).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

Ont voté contre (129).

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Gagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Berlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarrats, du Douet de Graville, Ferré, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Coulibaly (F. O.), Graève, Jourdain, Monthé, Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Dumontier, May, Sauvy, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Se sont abstenus (2).

Groupe de l'Union française. — M. Delavignette.

Groupe de la pensée française. — M. Byé.

SCRUTIN N° 5

sur l'ensemble du projet d'avis

Nombre de votants..... 153

Ont voté pour..... 121

Ont voté contre 17

Se sont abstenus 15

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (121).

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Charvet, Defond, Kruger, Mayolle, Pisson, Rogliano.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Chauchard, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Le Hénaff, Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarrats, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron, Carré, Coulabaly (F. O.), Delavignette, Graève, Jourdain, Lawrence, Monthé, Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy-Louis, de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon, Robert.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Ont voté contre (17).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, Laudet, Le Brun, Leroy, André, Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — M. Gingembre.

Entreprises commerciales. — M. Deleau (Gustave).

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

Groupe des associations familiales. — M. Vinot.

Se sont abstenus (15).

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Cagniard, Desse, Dumont, Meunier.

Entreprises commerciales. — MM. Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Gaussel, Harasse.

Groupe de l'agriculture. — MM. du Douet de Graville, Nové-Josserand.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bouruet-Aubertot.

ANNEXES STATISTIQUES

A. — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE

I. — **Population.**

Pages.

A. — Données démographiques :
- 1° Population totale de la France 714
- 2° Mouvement naturel de la population 714
- 3° Immigration 714
- 4° Répartition de la population par groupes d'âge 714

B — Population active :
- 1° Résultats du recensement de 1954 715
- 2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956 715
- 3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.. 716

II. — **Activité et production.**

I. — Production agricole :
- A. — Production végétale 717
  - 1° Volume de la production 717
  - 2° Rendements à l'hectare 717
- B. — Production animale 717
  - 1° Production annuelle 717
  - 2° Etat du cheptel 717
- C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale. 718

II. — Pêches maritimes.

III. — Production industrielle :
- A. — Indices annuels de la production industrielle 718
- B. — Energie 719
  - 1° Indices d'ensemble 719
  - 2° Production totale d'énergie 719
- C. — Production des mines et carrières 719
  - 1° Indices d'ensemble 719
  - 2° Productions totales des mines et carrières. 720
- D. — Production et transformation des métaux 720
  - 1. Production des métaux 720
    - 1° Indices d'ensemble 720
    - 2° Productions totales de métaux ferreux et autres 720
  - 2. Transformation des métaux 721
    - 1° Indices d'ensemble 721
    - 2° Productions totales des fonderies autonomes, de véhicules automobiles et de machines agricoles 721
- E. — Industrie du verre 721
- F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 721
- G. — Bâtiment et travaux publics..... 721
- H. — Caoutchouc 722
- I. — Industries chimiques 722
  - 1° Indices d'ensemble 722
  - 2° Productions totales d'engrais 722
- J. — Industrie textile..... 722
  - 1° Indices d'ensemble 722
  - 2° Productions totales de laine et coton 723
- K. — Corps gras 723
- L. — Cuirs 723
- M. — Papiers et cartons 723
- N. — Presse-édition 723
- O. — Tabacs et allumettes 723
- P. — Indications sur l'industrie cinématographique 724
- Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 724

IV. — Activité.
- 1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 725
  - A. — Evolution d'ensemble toutes activités .. 725
  - B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité 725
    - 1° Effectifs 725
    - 2° Durée hebdomadaire du travail (heures) 726
    - 3° Activité 727
- 2° Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956 727
- 3° Données récentes sur l'emploi et le chômage 728
  - *a*) Données d'ensemble 728
  - *b*) Proportion des demandeurs d'emploi et des chômeurs secourus dans la population active 728
  - *c*) Chômage partiel 728
  - *d*) Chômage partiel indemnisé 729
  - *e*) Conflits de travail 729
- 4° Activité générale. — Indices rapides 729

V. — Productivité.

Pages.

VI. — Echanges extérieurs en nature :

A. — Résultats globaux 730
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations 730
2° Indices du volume 731
a) Indices bruts depuis 1913 731
b) Indices bruts depuis 1938 731
c) Indices corrigés 731
3° Répartition des échanges extérieurs selon l'origine ou la destination 732

B. — Echanges agricoles en nature 733
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 733
1. Importations de l'étranger de produits agricoles 733
2. Exportations vers l'étranger de produits agricoles et des industries alimentaires 733
2° Echanges de produits végétaux 734
1. Céréales 734
2. Plantes sarclées 735
3. Oléagineux 735
4. Légumes secs 735
5. Légumes frais 735
6. Fruits 736
7. Plantes industrielles 736
8. Vin 736
3° Echanges de produits animaux 737
1. Lait et produits laitiers 737
2. Viande 737

C. — Echanges industriels 738
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 738
1. Importations de l'étranger de produits de l'industrie 738
2. Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie 738
2° Energie 738
1. Charbon 738
2. Electricité 738
3. Pétrole et produits pétroliers 738
3° Production et transformation des métaux 739
1. Exportations totales de minerai de fer et bauxite 739
2. Importations et exportations totales de métaux non ferreux 739
3. Sidérurgie 739
4. Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines. 739
4° Caoutchouc 739
5° Engrais 739
6° Produits chimiques 740
7° Produits textiles 740
8° Cuirs et peaux 740
9° Papiers et cartons 740

VII. — Distribution. — Commerce :

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales 740
1° Nombre d'établissements de commerce 740
2° Etablissements du commerce de détail en 1954 741
B. — Indices du chiffre d'affaires 741
C. — Evolution du commerce extérieur 742

VIII. — Transports :

A. — Evolution comparée des transports de marchandises 742
B. — Trafic par mode de transport 742
1° Fer (S. N. C. F.) 742
2° Voies navigables 743
3° Mer 743
4° Air 744
C. — Routes 744
1° Parc routier au 1er janvier 1956 744
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine 744
D. — Flotte marchande 744

Pages

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie. Finances extérieures.**

I. — Finances publiques :

A. — Budget de l'Etat et trésorerie 745
1° Situations budgétaires de 1955 à 1957 745
2° Evolution des recettes de l'Etat 745
1. Ensemble 745
2. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs 746
3° Dette publique 746
B. — Collectivités locales 746

II. — Services publics :

A. — S. N. C. F. 747
B. — Postes, télégraphes, téléphones 747

III. — Services sociaux :

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 748
B. — Etablissements hospitaliers 748

IV. — Crédit. — Banque. — Monnaie :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 748
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 748
2. Contrepartie 749
3. Mouvement des disponibilités monétaires 749
B. — Epargne 750
1. Epargne totale 750
2. Epargne liquide 750
3. Epargne nette investie en valeurs mobilières. 751
4. Actions et obligations 752
C. — Crédit 752
1. Répartition des crédits selon leur objet économique 752
2. Financement des entreprises 752
3. Répartition par branches des crédits identifiés en 1955 et 1956 753
a) Evolution des utilisations de crédits à moyen et long terme identifiés 753
b) Evolution des utilisations de crédits à court terme identifiés 753
D. — Banque de France 754
E. — Crédit agricole 755
F. — Franc 756
1. Définition du franc 756
2. Pouvoir d'achat du franc 756

V. — Investissements et reconstruction :

A. — Ressources privées d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 757
1. Ensemble 757
2. Prêts des organismes spécialisés 757
3. Emissions sur le marché financier métropolitain 757
4. Dépenses effectuées sur fonds publics 758
5. Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique 758
B. — Volume des investissements effectués dans la métropole 759
1° Volume total des investissements bruts en capital fixe 759
a) Formation brute de capital fixe 759
b) Progression des investissements productifs en 1956 759
2° Financement des investissements dans la métropole 759
C. — Financement dans les pays d'outre-mer 760
a) Afrique du Nord 760
1. Algérie 760
2. Tunisie et Maroc 760
b) Territoires d'outre-mer 760
c) Départements d'outre-mer 760
D. — Logement. — Urbanisme et reconstruction 761
1° Investissements correspondant à la construction de logements et réparations d'immeubles 761
2° Part de l'Etat 761
3° Constructions privées 761
a) Prêts du Crédit foncier 761
b) Primes à la construction 762
c) Permis de construire 762

Pages.

VI. — Marché monétaire :
A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 763
B. — Devises 764
C. — Valeurs mobilières 765
D. — Marché financier (taux) 765

VII. — Finances extérieures :
A. — Balance commerciale 766
1° Résultats globaux 766
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 766
b) Part de l'étranger et de l'U. F. O. M. ... 766
c) Evolutions annuelles 766
2° Répartition des échanges extérieurs par zone. 767
3° Valeur des échanges par groupes d'utilisation. 768
4° Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 769
B. — Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française 770
1. Valeur globale 770
2. Répartition des échanges 770
3. Valeur des échanges par groupes de pays 770
C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 771
D. — Balance des payements 772
1. Evolution d'ensemble 772
2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones 772
3. Evolution des différents postes de la balance. 773
a) Règlements commerciaux 773
b) Règlements non commerciaux 773
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 774
5. Balance du tourisme 774

IV. — Prix. — Coût de la vie.

I. — Prix :
A. — Prix de gros 775
1° Indices des prix de gros 775
1. Ensemble 775
2. Indices partiels par branches de production 775
3. Indices des matières premières industrielles 775
4. Indices des produits importés 775
5. Indices des fruits et légumes 775
6. Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie 775
7. Indices annuels des prix des produits de la pêche 776
8. Indices des prix agricoles à la production 776
2° Prix de gros de quelques produits 777
B. — Indices des prix de détail 777
1. Indices des prix de détail 778
a) A Paris 778
b) En province 778
2. Indices des prix des véhicules à moteur 778
3. Indices des prix de détail des appareils d'équipement ménager 779
4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles 779
5. Indices des recettes des spectacles à Paris .. 779
6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 779
7. Indices des prix de détail des objets manufacturés 780
8. Indices des prix des chambres d'hôtel 780
9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 781
10. Indice du coût de la construction 781

Pages.

II — Cout de la vie :
A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 781
1° Indice d'ensemble des prix à la consommation a Paris 781
2° Indice d'ensemble des prix à la consommation en province 781
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 782
1° Budget type d'un célibataire à Paris 782
2° Budget type d'une famille 782
C. — Pouvoir d'achat des salaires (ouvrier de la région parisienne) 782

V. — Salaires. — Revenus.

I. — Salaires :
A — Résultats de l'enquête du ministère du travail .. 783
1° Indices moyens annuels 783
2° Evolution trimestrielle de l'indice général. 783
3° Evolution trimestrielle des indices taux des salaires horaires masculins et féminins .. 783
4° Indices par secteurs d'activités collectives. 784
5° Indices des salaires horaires par sexe et qualification 784
6° Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 785
7° Variations des taux de salaires moyens pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins) 785
8° Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952 785
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 785
1° Indices des salaires horaires par activité collective 785
2° Indices des salaires horaires par profession. 786
3° Indices des salaires horaires par qualification individuelle 786
4° Charges sociales 787
C. — Indices totaux des salaires établis par la direction des prix 787
D. — Salaires mensuels nets 787
1° Indices des salaires mensuels 787
2° Montant des salaires mensuels 788
E. — Salaires agricoles 788
1° Nombre de salariés 788
2° Revenu global des salariés agricoles 789

II — Autres revenus :
A. — Evolution du revenu de l'agriculture 790
1. Evolution globale 790
2. Evolution des recettes de l'agriculture 791
3. Dépenses de l'agriculture 792
B. — Bénéfices industriels et commerciaux 793

VI. — Comptabilité nationale.

1 Produit national (francs courants) 794
2 Produit national (francs constants) 794
3 Revenu national et revenu disponible 795
4 Dépense nationale 795
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 796

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France de 1946 à 1956
(en milliers).

ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne de l'année.	ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne de l'année.
1946	40.125	40.282	1952	42.201	42.360
1947	40.438	40.644	1953	42.518	42.652
1948	40.851	41.044	1954	42.785	42.951
1949	41.238	41.400	1955	43.115	43.273
1950	41.562	41.736	1956	43.441	»
1951	41.910	42.055	1957	43.787	»

Source: I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1955	1956
Taux (p. 1.000):					
Nuptialité	137	163	146	144	135
Natalité	154	209	188	185	183
Mortalité:					
Générale	156	137	120	121	123
Infantile	67	56	36,5	34	32
Nombres absolus (en milliers):					
Nombre de naissances	636	865	807	802	795
Nombre de décès	642	568	515	523	535
Excédent de naissances sur les décès	— 6	+ 297	+ 292	+ 279	+ 260

Source: Institut national d'études démographiques.

3° Immigration.

(En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1955	1956
Immigration contrôlée (office national d'immigration):					
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	19	60
Membres de leur famille	»	27	4	5	5
	30	86	16	24	65
Algériens (immigration nette)	23	7	25	28	20

Source: Institut national d'études démographiques.

4° Répartition de la population par groupes d'âge.

ANNÉES	A. — POPULATION (en milliers)				B. — RÉPARTITION (en pourcentage)			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans)	Vieux (65 ans et plus).	Total.	Jeunes.	Adultes.	Vieux.
1901 (a) (b)	38.451	13.343	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (b)	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (b)	41.183	12 446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (c)	40.150	11.847	23.860	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (c)	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1956 (c)	43.441	13.525	24.884	5.032	100	31,1	57,3	11,6
1957 (c)	43.787	13.705	25.005	5.077	100	31,3	57,1	11,6

(a) 87 départements. — (b) Au recensement. — (c) Au 1er janvier.

Source: I. N. S. E. E.

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteurs d'activité collective et par catégories sociales ont été calculés à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. On trouvera ci-dessous les principales données tirées du recensement. Les données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° Résultats du recensement de 1954.

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle (en milliers).

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	»	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de 14 ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

Source: recensement I. N. S. E. E.

2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956.

a) *Répartition de la population âgée de quatorze ans et plus suivant l'activité au cours de la semaine précédant l'enquête, par sexe et lieu de résidence* (février 1956).

DÉSIGNATION	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province.			Ensemble.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Population active occupée:									
Ne cherchant pas d'autre emploi	82,1	44,9	61,9	80,6	38,1	58	80,8	39,2	58,6
Cherchant un autre emploi	1,8	1,2	1,5	1,2	0,5	0,8	1,3	0,6	0,9
Population sans emploi cherchant du travail:									
Ne percevant pas l'allocation de chômage	0,9	1,4	1,2	0,9	1,2	1	0,9	1,2	1,1
Percevant l'allocation de chômage	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Population non active	14,9	52,4	35,2	17,1	60,1	40,1	16,8	58,9	39,3
Ensemble (2)	100 (2,3)	100 (2,7)	100 (5,0)	100 (12,9)	100 (14,7)	100 (27,6)	100 (15,2)	100 (17,4)	100 (32,6)

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

b) *Répartition de la population occupée suivant la branche d'activités collectives, par sexe et lieu de résidence.*
(Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province.			Ensemble.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture, forêts, pêche	0,9	0,9	0,9	34,8	35,3	35	29,5	29,1	29,4
Industrie	51,4	36,7	45,6	38	22,7	32,6	40,1	25,2	34,7
Dont:									
Energie	2,3	0,5	1,6	2,8	0,5	2	2,7	0,4	1,9
Sidérurgie, travail des métaux	25,5	11,3	19,9	10,5	3,2	7,9	12,8	4,7	9,9
Bâtiment et travaux publics	8,5	1,3	5,7	11,6	1,3	8	11,1	1,3	7,6
Textiles, habillement	2,6	11,1	5,9	4,1	11,7	6,7	3,9	11,6	6,6
Autres industries	12,5	12,5	12,5	9	6	8	9,6	7,2	8,7
Transports	12,9	2,5	8,8	6	2,4	4,8	7,1	2,4	5,4
Commerce	14,9	20,4	17,1	10,3	17,7	12,9	11	18,2	13,6
Professions administratives et libérales	16,5	25,7	20,1	9,8	12	10,6	10,8	14,5	12,1
Services domestiques et hygiène	2	11,9	5,9	0,8	9,8	3,9	1	10,2	4,3
Non déclarée	1,4	1,9	1,6	0,3	0,1	0,2	0,5	0,4	0,5
Ensemble (2)	100 (1,9)	100 (1,3)	100 (3,2)	100 (10,5)	100 (5,7)	100 (16,2)	100 (12,4)	100 (7,0)	100 (19,4)

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.
(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

c) *Répartition de la population occupée suivant le groupe socio-professionnel par branche d'activités collectives.*
(Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	GROUPE SOCIO-PROFESSIONNEL									
	Agriculteurs exploitants.	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens.	Employés.	Ouvriers	Personnel de service	Autres catégories.	Ensemble
Agriculture, forêts, pêche	78,4	19,6	0,2	0,1	0,1	0,1	1	0,3	0,2	100 (5,7)
Industrie	»	»	15	2,8	5,8	7,8	67,6	1	»	100 (6,8)
Dont:										
Energie	»	»	»	5,4	9,7	11,9	71,4	1,6	»	100 (0,4)
Sidérurgie et travail des métaux	»	»	10,4	3,9	7,7	9,3	67,7	0,9	0,1	100 (1,9)
Bâtiment, travaux publics	»	»	16,8	2,2	3,4	4,5	72,7	0,4	»	100 (1,5)
Textiles, habillement	»	»	20,4	1,1	3,6	4,2	69,8	0,9	»	100 (1,3)
Autres industries	»	0,1	17,7	2,8	6,7	10,8	60,6	1,2	0,1	100 (1,7)
Transports	»	»	3,8	3,4	10,3	55,2	43,1	4	0,2	100 (1,0)
Commerces	»	0,4	53,3	1,6	4,4	21,9	14,6	3,6	0,2	100 (2,6)
Professions administratives et libérales	»	0,2	2,2	14,2	25	22,4	14,3	7,9	13,8	100 (2,4)
Services domestiques, hygiène	»	0,5	11,1	»	»	0,2	9,9	76,6	1,7	100 (0,8)
Non déclarée	»	»	2,2	4,4	14,4	27,6	43,4	6	2	100 (0,1)
Ensemble (1)	23,1	5,8	13,5	3,1	6,3	10,5	30,5	5,4	1,9	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	DÉCEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FÉVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêches (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont:						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100 (20,1)	100 (19,6)	100 (18,9)	100 (20,0)	100 (20,2)	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale.

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1955	1956 (1/11)
Blé	80,5	105,7	103,6	56,9
Céréales secondaires:				
Seigle	7,9	5,2	4,4	4,7
Orge	11,04	25,2	26,7	65
Avoine	47,5	35,7	36,4	47,5
Maïs	5,35	9,6	10,9	17,8
Plantes sarclées:				
Pommes de terre (plein champ)	156	159	137,5	170
Betteraves industrielles	91,1	116,6	109,7	109,3
Riz	»	0,52	0,81	0,9
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	1,3	9,3
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,4	2,3
Plantes industrielles:				
Houblon	22,47	19,6	19,8	96,58
Chanvre	38,4	17,6	24,4	25,3
Lin	180	311	453,5	410,7
Production fourragère:				
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés annuels	354	405	554,4	420,5
Cultures maraichères (3) (légumes frais de plein champ)	(4)	»	»	»
Cultures fruitières:				
Pommes et poires à cidre	332,1	35	36,8	36
Pommes de table	2,44	4,4	4,4	4,78
Poires de table	0,46	1,48	1,88	1,48
Pêches	0,57	1,37	1,55	1,33
Prunes	0,5	1,36	1,18	0,92
Raisin de table	»	2,42	2,55	2,18
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	60,9	56,6	»

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
(3) Evaluation.
(4) Année 1938.
Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare.*

PRODUITS	MOYENNE 1930 - 1939	1954	1955	1956 (Au 1er nov.)
Blé	15,4	23,5	22,8	21
Céréales secondaires:				
Seigle	11,6	12,7	11,4	12,8
Orge	11,7	20,5	20,3	28,4
Avoine	14,3	16,6	17,5	20,7
Maïs	15,8	23,2	24	27,4
Plantes sarclées:				
Pommes de terre (plein champ)	111	166	146,6	178,7
Betteraves industrielles	287	307	293	288,8
Riz	»	26,7	41,3	»
Oléagineux	»	12,3	13,8	14
Légumes secs	9,9	10,4	10,6	11,2
Plantes industrielles:				
Houblon	10,1	13,7	13,8	11,7
Chanvre	11,3	10,8	13,6	12,8
Lin	6,6	7,5	7,9	6,9
Production fourragère:				
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés annuels	34,5	43,7	40,7	(41,9)

Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DÉSIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne).	1949	1955	1956
1. Lait (millions d'hectolitres)	133 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	180
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,97
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,36
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,1
Porcs	0,68	0,77	0,95	1,1

Source. Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1955	1956
Chevaux	2,77	2,41	2,17	2,1
Bovins	15,7	15,43	17,57	8,36
Ovins	9,75	7,48	8,22	7,73
Porcins	7,08	6,76	7,73	»

Source. Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

DÉSIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin.	PRODUCTION végétale totale.	PRODUCTION animale (non compris poisson).	PRODUCTION totale (y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1953-1954 (récolte 1953)	113 à 117	98 à 103	109 à 113	120 à 125	115 à 120
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126
Campagne 1956-1957 (récolte 1956)	»	»	»	»	(121-126)

Source : I. N. S. E. E.

II. — PECHES MARITIMES

DÉSIGNATION	1938	1949	1955	1956
a) Production totale métropolitaine (1 000 tonnes) :				
Poissons frais	312	293	344	350
Morue salée	71	47	67	62
Huîtres et coquillages (évaluation)	60	»	97	109
b) Indications de valeurs :				
Vente du poisson frais (en milliards de francs)	»	22,5	38	41

Source : Ministère de la marine marchande.

III. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Indices annuels de la production industrielle.

(Base 100 en 1952. — Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1953	1954	1955	1956
Ensemble avec bâtiment	75	(86)	90	100	110	119	119	130
Ensemble sans bâtiment	75	(64)	90	101	111	111	122	134
1. Energie	»	81	»	»	»	105	110	116
Electricité	52	74	82	94	102	112	122	132
Gaz	51	91	92	97	99	106	112	127
Pétrole et carburants	32	53	67	86	105	112	120	132
Combustibles minéraux solides	83	93	92	96	95	98	100	100
2. Mines et carrières	»	85	»	»	»	100	106	107
Extraction de minerais métalliques	75	77	74	87	103	105	120	128
Extraction de minéraux divers	60	90	91	97	100	116	125	134
Extraction de matériaux de construction	72	58	82	105	108	96	113	117
3. Production et transformation des métaux								
Production des métaux	56	80	78	90	92	98	117	124
Transformation des métaux	65	81	84	97	96	108	123	(138)
4. Verre	80	97	107	122	101	112	121	139
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	86	97	100	108	121	128
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	90	96	99	101	112	110
7. Caoutchouc	57	78	85	103	102	116	125	134
8. Industries chimiques et parachimiques	67	83	90	108	106	124	119	165
9. Industries textiles	104	99	107	110	106	114	110	115
10. Corps gras	189	82	92	118	113	119	128	130
11. Cuirs et peaux	127	84	107	103	98	102	94	105
12. Papiers et cartons	94	93	106	124	115	133	146	158
13. Presse et édition	88	88	87	106	102	118	139	151
14. Tabacs et allumettes	78	88	93	102	101	107	107	114

Source : I. N. S. E. E.

Evolution trimestrielle récente.

Indices d'ensemble.

1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Ensemble (avec bâtiment):					
1955	»	»	»	»	119
1956	119	134	117	136	130
1957	(1) (139)	(2) (144)	»	»	»
2 Ensemble (sans bâtiment):					
1955	»	»	»	»	120
1956	129	138	119	140	134
1957	(1) (144)	(2) (150)	»	»	»
Dont:					
Energie:					
1955	»	»	»	»	110
1956	122	113	107	122	116
1957	(1) (123)	(3) (121)	»	»	»
Mines et carrières:					
1955	»	»	»	»	106
1956	105	112	103	112	107
1957	(1) (113)	(3) (114)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
(3) Avril (chiffres provisoires).

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyenne mensuelle).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble):					
1955	»	»	»	»	100
1956	104	100	94	105	100
1957	(1) (106)	(2) (105)	»	»	»
2. Electricité (ensemble):					
1955	»	»	»	»	122
1956	159	128	119	144	133
1957	(1) (146)	(2) (138)	»	»	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine:					
1955	»	»	»	»	112
1956	153	117	99	142	127
1957	(1) (158)	(2) (137)	»	»	»
4. Pétrole et carburants (ensemble):					
1955	»	»	»	»	120
1957	131	131	140	124	132
1956	(1) (110)	(2) (121)	»	»	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut:					
1955	»	»	»	»	251
1956	319	343	368	409	361
1957	(1) (120)	(3) (422)	»	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries:					
1955	»	»	»	»	117
1956	125	125	134	114	125
1957	(1) (100)	(3) (121)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
(3) Avril (chiffres provisoires).

Source: I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Houille et lignite (1.000 tonnes): production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks	3.963	4.780	4.544	4.693	4.782	4.782
Cokes (1.000 tonnes): production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	834	850	947	1.063
Pétrole (1.000 tonnes):						
Production métropolitaine de brut	6	29,1	30,6	42,4	72,9	105,4
Pétrole traité dans les raffineries	582	1.791	1.887	1.987	2.091	2.233
Electricité (millions de kwh):						
Production totale	1.733	3.400	3.450	3.797	4.130	4.485
Centrales thermiques: 5.000 kwh (puissance installée). Centrales hydrauliques: 1.000 kwh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.243	3.567	3.882	4.229
Gaz (millions de m³):						
Gaz d'usine (production totale disponible)	149	207	207	216	209	225,6
Gaz naturels	»	22,2	20,4	21,6	23,2	26,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

C. — **Production de mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble):					
1955	»	»	»	»	120
1956	125	131	120	129	»
1957	(1) (141)	(2) (137)	»	»	»
Dont:					
Minerai de fer:					
1955	»	»	»	»	124
1956	130	135	124	132	129
1957	(1) (146)	(3) (134)	»	»	»
Bauxite:					
1955	»	»	»	»	134
1956	117	136	130	157	131
1957	(1) (155)	(3) (155)	»	»	»
2 Extraction de matériaux de construction (ensemble):					
1955	»	»	»	»	113
1956	85	136	130	119	117
1957	(1) (113)	(2) (142)	»	»	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble):					
1955	»	»	»	»	125
1956	132	141	121	144	134
1957	(1) (147)	(2) (148)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
(3) Avril (chiffres provisoires).

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*
(1.000 tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.531	3.632	4.193	4.390
Bauxite	54	93	97	106	125	93
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	12	11,6	10,1	10,6
Pierres à bâtir (1)	127	131	150	130	159	153
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.563	2.740	3.295	3.623
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.954	1.980	2.240	2.320

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
I. Production des métaux (ensemble):					
1955	»	»	»	»	117
1956	120	130	119	130	124
1957	(1) (133)	(2) (135)	»	»	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1955	»	»	»	»	114
1956	118	125	112	127	120
1957	(1) (131)	(3) (123)	»	»	»
Fonte:					
1955	»	»	»	»	112
1956	116	120	112	122	116
1957	(1) (122)	(3) (115)	»	»	»
Acier:					
1955	»	»	»	»	116
1956	121	127	115	130	123
1957	(1) (131)	(3) (122)	»	»	»
Produits finis sidérurgiques:					
1955	»	»	»	»	114
1956	117	126	109	128	120
1957	(1) (136)	(3) (129)	»	»	»
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1955	»	»	»	»	128
1956	128	151	146	143	142
1957	(1) (144)	(3) (167)	»	»	»
Dont:					
Aluminium:					
1955	»	»	»	»	127
1956	133	144	144	155	144
1957	(1) (152)	»	»	»	»
Cuivre:					
1955	»	»	»	»	115
1956	128	112	82	124	112
1957	(1) (112)	»	»	»	»
Plomb:					
1955	»	»	»	»	127
1956	140	142	102	124	127
1957	(1) (134)	»	»	»	»
Zinc:					
1955	»	»	»	»	147
1956	144	157	146	139	146
1957	(1) (111)	(218)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires. — (2) Moyenne avril-mai (provisoire). — (3) Avril (chiffres provisoires).
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
1. Sidérurgie:						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	722	737	913	957
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	833	886	1.049	1.117
Produits finis (2)	343	647	581	606	739	777
2. Métallurgie de metaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	11,352	12,258	13,418	15,173
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,732	1,987	1,741	2,313	2,287	2,221
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	8,041	11,312	11,447	11,385
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,148	6,849	7,716	7,135

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyenne mensuelle).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble) :					
1955	»	»	»	»	123
1956	131	143	121	143	143
1957	(147) (1)	(158) (2)	»	»	»
Dont :					
Première transformation (métaux ferreux et autres) :					
1955	»	»	»	»	128
1956	132	148	122	151	136
1957	(151) (1)	(159) (3)	»	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres) :					
1955	»	»	»	»	109
1956	116	120	91	125	112
1957	(132) (1)	»	»	»	»
Construction automobile :					
1955	»	»	»	»	149
1956	162	169	131	171	159
1957	(174) (1)	(187) (3)	»	»	»
Construction aéronautique :					
1955	»	»	»	»	97
1956	178	212	147	169	175
1957	(171) (1)	(106) (3)	»	»	»
Construction électrique :					
1955	»	»	»	»	142
1956	147	167	147	195	164
1957	(176) (1)	(183) (3)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
(3) Avril (chiffres provisoires).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	91	101	119	124
Automobiles (1.000) :						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	30,7	36,4	46,1	54
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	9,7	10,4	13,1	13,9	14,5
Machines agricoles (pièces) :						
Tracteurs	145 (2)	2.086	2.354	2.387	5.352	6.557
Motoculteurs et mototreuils	36	396	492	352	902	1.224

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.
(2) Tracteurs à roues et à chenilles.
Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — Industrie du verre.

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1955	»	»	»	»	121
1956	135	135	128	157	139
1957	(162) (1)	(160) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction.

1° *Indices* 1952 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble :					
1955	»	»	»	»	121
1956	113	137	125	137	128
1957	(135) (1)	(148) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles).

	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Ciment	296	720	754	781	881	933
Briques et tuiles	346	390	»	»	481,5	483

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

G. — Bâtiment et travaux publics.

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1955	»	»	»	»	110
1956	92	117	107	115	110
1957	(113) (1)	118) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

H. — Caoutchouc.

1° *Indices* 1953 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble :					
1955	»	»	»	»	122
1956	136	144	112	148	134
1957	(154) (1)	(154) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes, moyennes mensuelles).

	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	12,2	14,5	15,6	17,1

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

I. — Industries chimiques.

1° *Indices* (base 100 en 1952).

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble) :					
1955	»	»	»	»	149
1956	155	170	153	174	163
1957	(178) (4)	(190) (5)	»	»	»
Dont :					
Produits chimiques minéraux (1) :					
1955	»	»	»	»	133
1956	137	145	132	144	140
1957	(149) (4)	»	»	»	»
Produits chimiques organiques (2) :					
1955	»	»	»	»	215
1956	239	260	234	258	248
1957	(278) (4)	»	»	»	»
Industries parachimiques (3) :					
1955	»	»	»	»	125
1956	121	139	124	149	133
1957	(146) (4)	»	»	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.
(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.
(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.
(4) Chiffres provisoires.
(5) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)

PRODUITS	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	23,1	26,5	31,9	34
Engrais phosphatés (2)	312	304	354	417	459	508

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).
(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.
Source : Ministère de l'industrie et du commerce

J. — Industrie textile (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble) :					
1955	»	»	»	»	110
1956	115	128	102	133	119
1957	(136) (4)	(136) (2)	»	»	»
Dont :					
Jute :					
1955	»	»	»	»	121
1956	»	128	97	131	121
1957	(124) (1)	(117) (2)	»	»	»
Tissus de lin et chanvre :					
1955	»	»	»	»	73
1956	79	95	80	112	91
1957	(109) (1)	»	»	»	»
Coton (filés de coton) :					
1955	»	»	»	»	103
1956	109	118	91	124	110
1957	(129) (1)	(129) (2)	»	»	»
Coton (tissus de coton) :					
1955	»	»	»	»	101
1956	101	112	91	117	103
1957	(126) (1)	(124) (2)	»	»	»
Laine (filés de laine) :					
1955	»	»	»	»	117
1956	124	142	108	145	129
1957	(144) (1)	(153) (2)	»	»	»
Laine (tissus de laine) :					
1955	»	»	»	»	96
1956	101	110	89	114	103
1957	(117) (1)	(130) (2)	»	»	»
Fibranne :					
1955	»	»	»	»	166
1956	158	174	124	187	160
1957	(186) (1)	(204) (2)	»	»	»
Rayonne :					
1955	»	»	»	»	133
1956	149	145	93	138	130
1957	(139) (1)	(150) (2)	»	»	»
Fibres et fils synthétiques :					
1955	»	»	»	»	339
1956	437	473	356	540	449
1957	(586) (1)	»	»	»	»
Bonneterie :					
1955	»	»	»	»	129
1956	131	153	133	165	145
1957	»	»	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Avril (chiffres provisoires).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de laine et coton.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
1. Laine :						
Laine peignée	5,25	4,7	6	6,2	6,1	7,1
Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10	10,7	10,7	11,8
Tissus (tissus bruts) (1)	6,65	6,1	5,7	6	5,8	6,25
2. Coton :						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)	20,8	21,4	22,5	24,6	22,1	23,4
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)	13,2	12,5	13,3	14,5	12,5	12,7

	1938	1952	1955	1956
(1) Tissus finis pour le secteur civil pour l'habillement (1.000 m)	10.235	8.759	7.572	7.815

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

K. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles) :					
1955	»	»	»	»	128
1956	128	136	120	149	133
1957	(139) (1)	(141) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Moyenne avril-mai (provisoire).
Source : I. N. S. E. E.

L. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble) :					
1955	»	»	»	»	104
1956	105	107	92	111	104
1957	(115) (1)	(127) (3)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(3) Avril (chiffres provisoires).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles).

	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Cuirs et peaux finies de bovins	5,3	3,5	3,25	3,5	3,2	3,1

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

M. — **Papiers-cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble) :					
1955	»	»	»	»	116
1956	161	172	206	170	159
1957	(177) (1)	(175) (3)	»	»	»
Dont :					
Papier journal, impression et écriture :					
1955	»	»	»	»	136
1956	117	157	120	151	114
1957	(160) (1)	»	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(3) Avril (chiffres provisoires).
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)	28,9	43	48,7	56,3	61,2	67
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	54,5	62,1	67,1	70,7
Papier paille et d'emballage	26,6	29	35,6	59,8	45	50,4

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.
Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1955	»	»	»	»	134
1956	159	153	145	170	155
1957	(180) (1)	(177) (2)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
(2) Avril (chiffres provisoires).
Source : I. N. S. E. E.

O. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1955	»	»	»	»	107
1956	175	124	91	127	114
1957	(132) (1)	(140)	»	»	»

(1) Chiffres provisoires.
Source : I. N. S. E. E.

P. — **Indications sur l'industrie cinématographique.**

(Long métrage = 1.300 mètres.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956
1. Production de films.	108	96	111	96	110	129
2. Visa de censure:						
Français	96	108	111	96	106	133
Américains (total)	336	312	324	468	(1)	»
Autres (total) ..	192	288	372	156	(1)	»
Total visas	624	708	804	720	660	352
3. Visas d'exportation (2)	1.020	1.440	1.488	1.572	(3)	»
4. Nombre de spectateurs (millions)	385	356	356	383	393	394-400

(1) Total visas américains et autres: 554.
(2) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).
(3) Visas longs et courts métrages: 2.555.

Sources: Ministère de l'industrie et du commerce et centre national du cinéma.

Q. — **Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.**

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poisson...).

En hausse continuelle depuis 1946, l'indice ne dépasse toutefois le niveau de 1938 que de 5 p. 100 en 1950 et 1951; la plupart des indices partiels qui le composent sont en hausse en 1951 (meunerie, sucrerie, raffinerie, brasserie, biscuiterie); mais il faut noter un recul sensible dans la distillerie (11 p. 100) et la chocolaterie (20 p. 100).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes. Le niveau de 1951 dépasse de 15 p. 100 celui de 1938.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension. En ordre de grandeur, l'indice serait de 37 p. 100 au delà de l'indice 1938.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches (1).

(1938 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Industries alimentaires	50	69	63	76	90	106	105	94	105	105	109
Habillement et travail des étoffes....	30	73	89	104	99	109	115	103	104	111	106
Bois et ameublement.....	20	95	100	125	125	130	137	137	140	150	157
Ensemble	100	75	78	94	100	112	114	105	112	116	118

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), *deux indices complets de la production industrielle* ont été calculés par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Le premier de ces indices (1) comprend, dans l'indice habituel des vingt branches, un indice d'activité du bâtiment et des travaux publics basé sur le nombre d'heures-ouvrier.

Dans le *second* indice complet (2), l'indice « Bâtiment » est élaboré à partir de plusieurs séries: activité et consommation des matériaux et d'énergie.

En fait, note l'I. N. S. E. E., les deux indices complets ainsi calculés s'écartent relativement peu de l'indice partiel publié mensuellement:

Indice complet de la production industrielle (1).

(1938 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)	20	75	78	94	100	112	114	105	112	116	118
Indice partiel publié mensuellement (20 branches)	100	84	99	113	123	123	138	144	140	152	166
Indice complet I (23 branches) (1)....	120	83	96	110	119	121	134	138	135	146	158
Indice complet II (23 branches) (2)....	120	82	96	111	120	122	136	139	137	148	161

(1) L'I. N. S. E. E. établit en ce moment des séries comparables sur la base 1952 = 100.
Source: I. N. S. E. E.

IV. — ACTIVITE

1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES (moyenne)				
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	1949	1952	1954	1955	1956
1. Effectifs (indices 1954 = 100)	100,9	101,8	102,5	103	103,2	104,1	97,2	100,2	100	101	102,3
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	45,3	45,5	45,9	46	45,8	45,9	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7
3. Niveau de l'activité (indices 1954 = 100)	101,2	102,6	104	104,8	104,5	105,7	96,8	99,5	100	101,3	103,6

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

(Indice 1954 = 100).

1° *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1956	94,8	94,5	93	92,3	93,5
1957	93,5	93,3	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1956	98,5	98,5	99,1	99,7	99,1
1957	99,5	100	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1956	102,6	103,2	103,5	103,2	103,2
1957	103,1	102,4	»	»	»
Ensemble:					
1956	96,4	96,3	95,5	95,2	95,8
1957	95,9	95,9	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1956	97,4	97,8	97,4	96,1	97,2
1957	97,3	97	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1956	103,3	104,1	104,3	103,4	103,8
1957	103,5	104,5	»	»	»
Production de métaux:					
1956	103,2	103,9	104,1	104,8	104,4
1957	106,6	106,8	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1956	105,1	106,2	106,1	106,8	106,5
1957	108,4	109,7	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1956	104,1	106,3	107,5	107,2	106,5
1957	105,7	109	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1956	102,3	103,3	103,3	103,3	103,3
1957	104,1	104,9	»	»	»
Industrie textile:					
1956	92,8	92,8	92,5	92,8	92,9
1957	93,9	94,7	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1956	97,3	97,4	95,5	95,5	96,4
1957	96,7	98	»	»	»
Papiers et cartons:					
1956	100,2	101,2	101,6	102,3	101,7
1957	102,8	104	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1956	99	100,1	107,1	110,5	105,2
1957	107,1	105,2	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1956	101	100,5	99,6	99,6	100,2
1957	100,9	101,5	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1956	94,3	95,9	95,7	96,6	96
1957	96,9	99	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1956	101,3	102,4	103	103,6	102,9
1957	103,9	103,9	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1956	94,7	93,7	93,8	93,8	93,9
1957	94,1	»	»	»	»
Ensemble:					
1956	97	96,6	97,3	97,1	97
1957	97,3	»	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1956	102,5	103,5	104,8	105,4	104,4
1957	105,4	105,8	»	»	»

Source: Ministère du travail.

2° *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1956	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1957	47,1	47,1	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1956	48	48	48	48	48
1957	48	48	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1956	46,8	47,2	47,1	46,8	47
1957	47,3	46,9	»	»	»
Ensemble:					
1956	47,3	47,4	47,4	47,3	47,4
1957	47,4	47,4	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1956	47,1	47,6	49	48,6	48,1
1957	47,2	48,2	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1956	46	46	46,4	»	46,3
1957	46,5	46,6	»	46,4	»
Production de métaux:					
1956	48,4	48,7	49	48,9	48,8
1957	48,6	48,6	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1956	46,9	46,9	47,1	47,2	47,1
1957	47,1	47,3	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1956	47,1	48,4	49,5	49,3	48,6
1957	47,5	48,8	»	»	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1956	45	44,9	45,3	45,2	45,2
1957	45,4	45,4	»	»	»
Industrie textile:					
1956	42,5	42,4	43,2	45,3	43
1957	43,7	43,8	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1956	42,6	42,5	42,4	42,7	42,6
1957	43	43,3	»	»	»
Papiers et cartons:					
1956	45,6	45,7	45,7	45,7	45,7
1957	45,9	45,9	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1956	45,1	45,2	46	46,6	45,9
1957	46,8	45,1	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1956	46,3	46,1	46,7	46,8	46,5
1957	46,6	46,9	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1956	40,2	41,7	41,4	41,8	41,5
1957	41,6	42	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1956	45,4	45,7	46,2	46,3	46
1957	46	46,2	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1956	48	48	48	48	48
1957	48	48	»	»	»
Ensemble:					
1956	47,5	47,6	47,6	47,7	47,6
1957	47,6	47,6	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1956	43,7	43,7	43,7	43,8	43,8
1957	44	43,8	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3° *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1956	94,8	94,5	93	92,3	93,5
1957	93,5	93,3	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1956	98,5	98,5	99,1	99,7	99,1
1957	99,5	100	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1956	102,2	103,6	103,7	102,8	103,3
1957	103,7	102,2	»	»	»
Ensemble:					
1956	96,4	96,3	95,5	95,2	95,8
1957	95,9	95,9	»	»	»
2 Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1956	97,2	98,6	101,1	99	99
1957	97,3	99	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1956	103,7	104,5	105,7	104,7	104,8
1957	105,1	106,3	»	»	»
Production de métaux:					
1956	106,3	107,6	108,6	109	108,4
1957	110,2	110,4	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1956	106,5	107,6	107,9	108,8	108,2
1957	110,2	112	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1956	102,5	107,7	111,4	110,5	108,4
1957	105,1	111,3	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1956	102,5	103,3	104,2	104	103,8
1957	105,2	106,1	»	»	»
Industrie textile:					
1956	95	92,8	94,3	94,7	94,2
1957	96,8	97,8	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1956	99,6	99,5	97,3	98	98,7
1957	100	102	»	»	»
Papiers et cartons:					
1956	101,8	103	103,4	104,1	103,5
1957	105,1	106,3	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1956	98,8	100,1	109	113,9	107
1957	110,8	105	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1956	102,5	101,6	102	102,2	102,2
1957	103,1	104,4	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1956	93,2	98,3	97,3	99,2	97,7
1957	99	102,2	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1956	101,7	103,5	105,3	106,1	104,7
1957	105,7	107,5	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1956	94,7	93,7	93,8	93,8	93,9
1957	94,1	93,5	»	»	»
Ensemble:					
1956	97,1	96,8	97,7	97,6	97,4
1957	97,7	97,5	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales.					
1956	102,8	103,8	105,1	105,9	104,8
1957	106,2	106,1	»	»	»

2° Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956.

Durée hebdomadaire moyenne de travail de l'ensemble des ouvriers et employés occupés par branche d'activités collectives, sexe et lieu de résidence.

LIEU DE RÉSIDENCE — Branches d'activités collectives.	RÉGION DE PARIS (1)			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture (salariés)	57,6	56,0	57,0	48,6	42,5	46,1	48,7	42,5	46,2
Energie	47,2	45,0	46,9	45,3	42,2	45,0	45,4	42,6	45,2
Industrie	44,1	40,2	42,6	40,8	37,2	39,8	41,4	39,5	40,9
Transports	48,9	41,2	47,9	44,1	44,1	44,1	45,5	43,5	45,1
Commerces	49,3	40,7	45,2	46,5	47,0	46,7	47,2	39,9	44,2
Professions administratives et libérales	43,2	40,2	41,4	40,4	37,5	39,0	40,9	38,3	39,6
Services domestiques, hygiène	47,6	40,5	42,1	37,9	30,2	32,4	40,6	33,5	35,9
Non déclarés	45,5	41,1	42,7	31,5	45,0	32,5	38,5	41,8	39,3
Ensemble (non compris les salariés agricoles).	45,6	40,4	43,6	41,9	39,1	41,1	42,7	39,5	41,7

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

3° Données récentes sur l'emploi et le chômage.

a) *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES					
	I — 1er janvier	II — 1er avril.	III — 1er juillet	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier	II — 1er avril	1938	1949	1952	1954	1955	1956
Chômeurs secourus.												
Total France entière (1.000) (1)	44	44,8	28,6	21,2	23,1	23,5	373,6	39,7	37,8	62,6	52	32,5
Dont:												
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail.	18,5	18,5	8,9	5,7	6,5	7,2	»	»	»	»	24,3	11,7
Fonds de chômage couverts	6,5 741	828	648	544	498	478	»	»	435	857	794	»
Demandes d'emploi non satisfaites: nombre (1.000) (2)	145	144,2	93,7	83,5	57,4	192,2	402	80,5	132	183,9	158,6	112,3
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)	19,6	35,7	51,3	57,9	40,5	57,8	»	»	»	»	19,8	42,4

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

Sources: I. N. S. E. E., Ministère du travail.

b) *Proportion des demandeurs d'emploi et des chômeurs secourus dans la population active.*

	1956				1957		ANNÉES (Moyennes mensuelles.)				
	1er janvier.	1er avril.	1er juillet	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.	1949	1952	1954	1955	1956
Demandes restant à satisfaire	1,16	1,15	0,75	0,67	0,78	0,74	1,17	1,15	1,47	1,28	0,9
Nombre de chômeurs secourus, à l'exclusion des inaptes	0,35	0,36	0,23	0,17	0,18	0,19	0,33	0,33	0,5	0,42	0,26

Source: Ministère du travail.

c) *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité au cours de l'année 1956.*

BRANCHES D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE				
	1er avril 1956.	1er juillet 1956.	1er octobre 1956.	1er janvier 1957.	1er avril 1957.
Extraction de minerais divers	300	400	»	»	»
Production des métaux	»	200	400	»	200
Première transformation des métaux	900	200	200	»	»
Mécanique générale	300	300	900	»	»
Construction de machines	»	»	2.000	3.500	500
Construction électrique	»	200	»	300	»
Verre, céramique, matériaux de construction	100	1.000	500	»	»
Bâtiment et travaux publics	2.700	2.000	3.800	4.700	»
Industrie chimique, caoutchouc	1.500	1.600	1.400	1.400	1.600
Industries agricoles et alimentaires	7.600	7.200	2.700	5.400	12.300
Industrie textile	24.500	15.500	11.200	7.600	7.600
Habillement et travail des étoffes	12.300	11.600	10.600	12.700	3.900
Cuirs et peaux	7.400	8.000	5.900	3.600	4.600
Industrie du bois, ameublement	1.800	500	700	2.200	800
Papier, carton	200	1.000	700	800	1.000
Industrie polygraphique	13.900	13.000	13.300	16.200	14.700
Industries diverses	3.800	700	1.700	1.000	800
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.)	600	»	200	400	200
Commerces agricoles et alimentaires	1.200	900	300	500	900
Commerces non alimentaires	1.200	900	1.800	2.100	1.800
Spectacles	400	300	400	200	500
Hygiène	13.600	14.000	15.600	21.000	12.500
Professions libérales	1.700	500	700	1.400	1.100
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	77.000	63.000	56.000	57.400	48.000
Toutes activités	96.000	80.000	75.000	83.000	65.000

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

d) *Chômage partiel indemnisé.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000):				
Ensemble:				
1956	222,8	99,6	30	37,1
1957	87	49 (mars)		
Dont:				
Textiles et annexes:				
1956	122,2	52,1	9,3	2,7
1957	25	11,8 (mars)		
Habillement et travail des étoffes:				
1956	44	10,1	7,6	3
1957	13,5	5,9 (mars)		
Chaussures:				
1956	18	22,4	10,8	13,1
1957	10,3	9,1 (mars)		

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

e) *Conflits de travail.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées perdues (1.000):				
1956	41,7	102,2	193,2	210,9
1957	168,8	626,8	*	*

N. B. — Moyenne mensuelle: 1949 = 594. — 1955 = 256,5.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

4° **Activité générale** (indices rapides).

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la Société nationale des chemins de fer français (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

DÉSIGNATION	1956		1957		ANNÉES			
	I	II	I	II	1938	1954	1955	1956
				(Avril-mai.) (Moyenne.)				
1. Indices d'ensemble de la production industrielle (sans bâtiment): (1952 = 100). — 1956	129	138	114	(150)	75	111	120	134
2. Trafic S.N.C.F. (indice total des recettes S.N.C.F. calculé à prix constant) (voir N. B.) (1938 = 100). — 1956	150	147	164	161	128	128	138	149
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux: 1.000 tonnes) (1938 = 100). — 1956	540	554	607	(Avril.) (572)	362	464	525	569
3. Indices de la production totale d'électricité (1952 = 100). — 1956	139	128	116	(Avril.) (138)	*	*	122	133

N. B. — Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938, ramené au taux de la période considérée. Les indices mensuels ne sont donc pas comparables entre eux.

Source: I. N. S. E. E.

V. — PRODUCTIVITE

Evolution récente de la production nationale en France de 1949 à 1956.

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
	1. Production brute:							
64	Consommation des ménages	107	112	115	120	126	137	143
5,5	Consommation des administrations	107	122	174	197	185	173	223
18,5	Formation brute de capital:							
	Stocks inclus	100	97	98	93	101	113	123
	Stocks exclus	(101)	(107)	(101)	(101)	(113)	(127)	(136)
12	Exportations (1)	131	156	148	152	173	188	180
100	Ensemble production brute	107,5	113,5	117	120	127	137,5	145
	2. Facteurs de production:							
12	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	98	96	94	92	90	88	86
60,5	Travail dans l'industrie et les services	101,3	101,2	101,1	102,7	101,3	105,6	106
5,5	Travail des fonctionnaires civils	98	98,5	98,5	99	100	102	105
10,5	Amortissement	102	101,5	106,5	108	109,5	111,5	114
11,5	Importations	104	122	127	126	136	152	177
100	Ensemble des facteurs	101	105	105,5	104,5	107,5	109	112,5
	3. Productivité globale des facteurs	106	108	111	115	118	126	129
	Progrès de productivité par rapport à l'année précédente (pourcentage)	6	2	2,5	3,5	3	6,5	2,5

(1) Y compris solde des utilisations de services.

VI. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations, mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (moyenne mensuelle).

DÉSIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Quantités (1.000 tonnes):											
Importations	4.111	4.925	3.952	3.859	3.257	4.054	4.365	4.082	4.380	4.879	5.685
Exportations	3.127	3.525	2.219	2.263	2.658	3.324	3.116	3.403	3.760	4.753	4.000
Valeurs (milliards de francs):											
Importations	4,45	4,85	3,84	77,19	89,39	133,64	132,64	121,52	126,84	138,04	164,70
Exportations	4,28	4,18	2,55	65,33	83,39	123,24	116,04	117,24	129,03	141,32	135,22

Source: Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes) :				
Importations :				
1956	5.056	5.835	6.024	5.824
1957	6.017	6.365 (1)	»	»
Exportations :				
1956	3.872	4.150	4.001	3.975
1957	4.057	4.003 (1)	»	»
B. — Valeurs (milliards de francs) :				
Importations :				
1956	149,44	174,36	159,88	175,45
1957	198,96	199,9 (1)	»	»
Exportations :				
1956	127,38	139,10	128,40	148,16
1957	156,78	155,2 (1)	»	»

(1) Avril.

Source : Ministère des finances.

2° Les indices du volume

Définition.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les cœfficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, pour accorder les indices base 100 en 1949 à ceux de base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à bases 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir Bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 (or inclus)

(Valeurs échangées à prix constants.)

a) *Indices bruts* (1913 = 100) *de* 1913 *à* 1942.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	421	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	157
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

b) *Indices bruts* (1938 = 100) *de* 1938 *à* 1945.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	31,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

c) *Indices corrigés* (1938 = 100) *de* 1946 *à* 1956.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	148
1950	105	161
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	236
1955	112	235
1956	166	202

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Source : I. N. S. E. E.

3° RÉPARTITION DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS PAR PRODUITS ET SELON L'ORIGINE OU LA DESTINATION
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

DÉSIGNATION		1951	1952	1953	1954	1955	1956		
		Indices base 100 en 1938.							
Exportations		186	161	169	196	226	202		
Importations		118	116	117	126	144	166		
	Pondération de l'indice.	INDICES BASE 100 EN 1949						INDICES BASE 100 en 1956. PONDÉRATION de l'indice.	1er trimestre 1957
Exportations.									
Alimentation, boissons, tabacs:									
Etranger	723	178	119	121	246	371	291	853	111
Zone franc	619	154	158	171	194	166	179	577	125
Ensemble	1.342	169	138	143	218	277	239	1.430	117
Produits bruts:									
Etranger	752	131	128	139	169	193	189	867	108
Zone franc	100	155	140	143	120	143	140	81	105
Ensemble	852	132	131	141	165	187	183	948	108
Energie, lubrifiants:									
Etranger	515	143	171	177	182	234	160	481	85
Zone franc	109	150	224	288	270	306	327	219	80
Ensemble	624	147	179	196	196	247	190	700	83
Produits manufacturés:									
Etranger	3.835	181	137	148	175	213	204	4.522	111
Zone franc	3.347	134	123	123	125	113	95	2.400	130
Ensemble	7.182	160	130	135	149	166	154	6.922	118
Comprenant:									
Demi-produits:									
Etranger	»	»	»	»	»	»	239	2.445	105
Zone franc	»	»	»	»	»	»	103	571	134
Ensemble	»	»	»	»	»	»	199	3.016	110
Produits finis:									
Equipement:									
Etranger	613	177	173	163	173	210	252	956	126
Zone franc	792	124	108	83	83	75	89	546	128
Ensemble	1.405	147	136	118	122	133	160	1.502	126
Consommation:									
Etranger	»	»	»	»	»	»	134	1.121	139
Zone franc	»	»	»	»	»	»	95	1.283	125
Ensemble	»	»	»	»	»	»	111	2.404	124
Total des exportations:									
Etranger	5.825	169	131	149	182	234	211	6.723	109
Zone franc	4.175	138	141	133	141	127	114	3.277	125
Ensemble	10.000	156	135	142	165	190	170	10.000	114
Importations.									
Alimentation, boissons, tabacs:									
Etranger	1.000	112	120	112	84	100	170	997	100
Zone franc	1.702	108	119	125	143	153	143	1.461	112
Ensemble	2.702	111	120	120	122	133	153	2.458	107
Produits bruts:									
Etranger	2.340	109	93	107	118	134	138	2.086	126
Zone franc	814	108	113	120	134	128	150	746	100
Ensemble	3.154	109	99	111	122	133	141	2.832	119
Energie, lubrifiants:									
Etranger	2.030	115	127	119	128	139	156	1.788	107
Zone franc	5	45	112	140	169	163	104	7	61
Ensemble	2.035	115	128	120	129	139	155	1.795	107
Produits manufacturés:									
Etranger	2.020	135	120	116	134	178	216	2.752	120
Zone franc	89	130	153	177	199	203	216	163	95
Ensemble	2.109	135	124	120	137	179	216	2.915	119
Comprenant:									
Demi-produits:									
Etranger	»	»	»	»	»	»	220	1.323	122
Zone franc	»	»	»	»	»	»	»	148	93
Ensemble	»	»	»	»	»	»	»	1.471	119
Produits finis:									
Etranger	836	115	115	109	103	123	188	998	127
Equipement, consommation:									
Etranger	»	»	»	»	»	»	301	431	107
Total des importations:									
Etranger	7.360	121	116	114	122	143	172	7.623	116
Zone franc	2.640	109	116	123	139	147	149	2.377	107
Ensemble	10.000	118	116	117	126	144	166	10.000	114

Source: I. N. S. E. E.

B. — Echanges agricoles en nature.

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger

1. *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture pour l'année 1956.*

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	235,3	15,5
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	50,7	3,8
Fruits et légumes (conserves comprises) et pommes de terre	38,7	2,6
Café, cacao, thé et épices	23,5	1,6
Produits laitiers et œufs	19,7	1,3
Graines et fruits oléagineux	15,5	1
Viandes (y compris conserves)	11,1	0,7
Tabacs	10	0,7
Sucres et sucreries	3,5	0,2
Boissons	2,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	0,1	0,6

(1) Pour l'année 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.514,2 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires pour l'année 1956.*

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	151,6	13,8
Dont:		
Boissons	50,6	1,5
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	36,1	3,3
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	17,1	1,6
Sucres et sucreries	12,6	1,1
Viandes (y compris conserves)	6,6	0,6
Corps gras (graisses et huiles)	5,1	0,5
Semences, plantes et produits horticoles	4,1	0,1
Produits laitiers et œufs	3,3	0,3
Animaux vivants	2,1	0,2
Tourteaux	1,9	0,2
Poissons, crustacés (y compris conserves)	2,9	0,3

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.100,9 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

2° Echange de produits végétaux

1. *Céréales.*

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
a) Blé (1.000 quintaux).							
Importations:							
Etranger	2.011	3.745	6.628	3,2	13.416,7	732,1	2.857
U. F. O. M.	2.708	2.185	1.021	2.312	1.846,8	740,7	739
Total	4.719	5.930	7.649	2.315,2	15.263,5	1.472,8	3.596
Exportations:							
Etranger	718	755	1.108	22.456	8.201	7.245	199
U. F. O. M.	7	1.986	46	187	546,1	344,4	497
Total	725	2.741	1.154	22.643	8.747,1	7.589,4	696
b) Céréales secondaires (1.000 quintaux).							
Seigle.							
Importations:							
Etranger	»	615	1	10,3	184,4	0,1	4,6
U. F. O. M.	»	3	»	»	6,9	»	»
Total	»	618	1	10,3	188,3	0,1	4,6
Exportations:							
Etranger	»	»	5	12	»	»	»
Orge.							
Importations:							
Etranger	298	668	174	23	1.465	431,3	4,6
U. F. O. M.	439	2.638	1.879	93	1.304	142,9	»
Total	737	3.256	2.053	116	2.769	574,3	4,6
Exportations:							
Etranger	»	58	195	403	4.201	82,2	5.670
U. F. O. M.	»	»	»	55	5,7	1,5	6
Total	»	58	195	458	4.206,7	83,7	5.676
Avoine.							
Importations:							
Etranger	»	1.505	12	1,4	291,7	4,2	2,8
U. F. O. M.	»	128	129	7,8	21,6	»	»
Total	»	1.633	141	9,2	313,3	4,2	2,8
Exportations:							
Etranger	2,7	0,4	25	439	77,9	17,3	111,7
U. F. O. M.	»	0,9	»	2,9	1,3	0,3	0,6
Total	2,7	1,3	25	441,9	79,2	17,6	112,3
Maïs.							
Importations:							
Etranger	265	2.999	4.240	1.780	2.615,8	244,6	233,7
U. F. O. M.	6.816	1.648	580	1.149	1.518,9	234,9	265,1
Total	7.081	4.647	4.820	2.929	4.134,7	479,5	498,8
Exportations:							
U. F. O. M.	»	6,8 (10 étranger)	10	1	»	»	0,5 (2,5 étranger)
Riz.							
Importations:							
Etranger	229	215	250	49	268,8	10,1	32,3
U. F. O. M.	5.405	211	84	740	513,2	98	212,7
Total	5.634	426	314	789	782	108,1	245
Exportations:							
Etranger	»	»	»	11,6	0,2	»	0,1
U. F. O. M.	»	0,2	26	6,7	25,8	1,1	4,5
Total	»	0,2	26	18,3	26,1	1,1	4,6

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

2. *Plantes sarclées.*

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Pommes de terre (1.000 quintaux).							
Importations:							
Etranger	791	952	1.274	1.121	1.128	183,7	454,3
U. F. O. M.	756	423	809	788	769,4	115,9	64,3
Total	1.547	1.375	2.083	1.909	1.897,4	299,6	518,6
Exportations:							
Etranger	133	1.653	419	1.301	604,5	277,8	98,7
U. F. O. M.	764	1.275	1.155	1.905	2.068,6	322,8	770,8
Total	897	2.928	1.574	3.206	2.673,1	1.200,6	869,5

3. *Oléagineux.*

DÉSIGNATION	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Total graines et fruits oléagineux (1.000 quintaux) (1).						
Importations:						
Etranger	2.133	1.414	4.312	2.782	859	1.585
U. F. O. M.	4.646	3.783	4.062	5.128	1.139	1.132
Total	6.779	5.197	8.374	7.910	1.998	2.717
Exportations:						
Etranger	3,5	276	41,8	45	16,6	22,8
U. F. O. M.	4,3	27	5,4	31,8	3,3	33,7
Total	7,8	303	47,2	76,8	19,9	56,5

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

4. *Légumes secs* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Importations:							
Etranger	475	124	78	97	141	28,8	69,1
U. F. O. M.	805	502	764	768	836	229,4	84,8
Total	1.280	626	842	865	977	258,2	153,9
Exportations:							
Etranger	231	154	19	30	78,6	5,9	7,6
U. F. O. M.	77	63	47	79	95,4	17,1	28,4
Total	308	217	66	109	174	23	36

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

5. *Légumes frais* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Importations:							
Etranger	563	611	520	506	892,6	402	283,6
U. F. O. M.	963	812	1.287	1.566	2.093	426	242,8
Total	1.526	1.423	1.807	2.072	2.985,6	828	526,4
Exportations:							
Etranger	552	504	695	900	400	80,4	477,7
U. F. O. M.	»	57	99	89	64	6,7	26,9
Total	552	561	794	989	464	87,1	504,6

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

6. *Fruits* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois)	1957 (3 mois)
Fruits à pépins (1).							
Importations:							
Etranger	(2) 547	426	313	380	599	132,5	177,8
Exportations:							
Etranger	1.359	391	240	1.425	107	8,9	18,8
U. F. O. M.	26	74	113	116	97	»	21,8
Total	1.385	465	353	1.541	204	8,9	40,6
Fruits à noyaux.							
Importations:							
Etranger	67	22,2	82	89	74	»	»
U. F. O. M.	106	28,9	62	27,5	119,6	»	»
Total	173	51,1	144	116,5	193,6	»	»
Exportations:							
Etranger	140	112	15	118	36	»	»
U. F. O. M.	»	1,5	2	4,5	2,5	»	»
Total	140	113,5	17	122,5	38,5	»	»
Raisins frais.							
Importations:							
Etranger	»	47,3	35	25	47	0,9	18,8
U. F. O. M.	128	62,6	35	35	57	»	»
Total	128	109,9	70	60	104	0,9	18,8
Exportations:							
Etranger	129	128	291	392	235	0,6	1,6
U. F. O. M.	»	4,3	2	3	1,8	0,2	0,8
Total	129	132,3	293	395	236,8	0,8	2,4

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraîches.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

7. *Plantes industrielles* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Houblon.							
Importations:							
Etranger	»	6,6	5,5	5,7	8,5	5,5	6,8
Exportations:							
Etranger	»	15,1	11	4,9	2,8	0,2	0,7
U. F. O. M.	»	1,8	1	0,9	0,8	0,2	0,2
Total	»	16 9	12	5,8	3,6	0,4	0,9

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

8. *Vin* (1.000 hectolitres).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
Vins de raisin frais et moûts de raisin.							
Importations:							
Etranger	173	1.269	72	106	116	24,6	39
U. F. O. M.	16.153	9.033	11.686	18.578	14.413	4.013	4.516
Total	16.326	10.302	11.758	18.684	14.529	4.037,6	4.555
Exportations:							
Etranger	761	475	811	1.512	2.045	335	361
U. F. O. M.	271	268	668	166	844	201,3	43,7
Total	1.032	743	1.469	1.678	2.889	539,3	404,7

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

3° Echanges de produits animaux

1. *Lait et produits laitiers* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois)	1957 (3 mois)
Laits concentrés.							
Importations:							
Etranger	24	164	39,2	36,5	66,5	35,9	11,2
Exportations:							
U. F. O. M.	53,2	117,5	177,4	(1) 160,9	(2) 146,6	28,8	(3) 37,5
Fromages.							
Importations:							
Etranger	142	91	165	92,3	122,6	30,7	35
U. F. O. M.	»	0,87	2,7	0,9	1,1	0,1	0,1
Total	142	92	16,7	93,2	123,7	30,8	35,1
Exportations:							
Etranger	46	62	36,5	42,7	44,5	11,5	16,1
U. F. O. M.	74	103	142,6	150,6	158	36	46,5
Total	120	165	179,1	195,3	202,5	47,5	62,1
Beurre.							
Importations:							
Etranger	6	253	150	71,9	171,4	78,1	4
U. F. O. M.	»	9,5	0,56	»	»	»	»
Total	6	262,5	150,56	71,9	171,4	78,1	4
Exportations:							
Etranger	»	0,1	0,7	89	24,5	2,5	5
U. F. O. M.	25	31,6	11,6	30,3	23	4,6	7,4
Total	25	31,7	12,3	119,3	47,5	7,1	12,4

(1) Exportations totales de lait non concentré: 76,7.
(2) Exportations totales de lait non concentré: 100.
(3) Exportations totales de lait non concentré: 23.

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

2. *Viande (fraîche ou congelée)* (1) (1.000 *quintaux*).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1956 (3 mois.)	1957 (3 mois.)
				(2)	(2) (3)	(3)	
Importations:							
Etranger	84	22,6	223	341	384	61,5	155,5
U. F. O. M.	125	45,1	56	11	27	2	1,4
Total	209	67,7	279	352	411	63,5	156,9
Exportations:							
Etranger	5	88	24	522	185	84,5	9,6
U. F. O. M.	»	9,8	21	31	32	8	23,2
Total	5	97,8	45	553	217	92,5	32,8

(1) Volailles exclues.
(2) Animaux vivants (à l'exception des poissons, crustacés et mollusques) (1.000 quintaux):
1955. — Importations: étranger, 100; U. F. O. M., 78. Exportations: étranger, 598; U. F. O. M., 72.
1956. — Importations: étranger, 572; U. F. O. M., 141. Exportations: étranger, 99; U. F. O. M., 52.
(3) Abats comestibles inclus.

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

1. *Importations de l'étranger de produits de l'industrie.*
(Pour l'année 1956.)

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.278,9	84,5
Dont:		
Energie	346,5	22,9
Combustibles minéraux solides et leur distillation	131,9	8,7
Produits pétroliers	214,3	14,2
Industrie métallurgique	310,7	20,5
Industrie textile	214,9	14,2
Industries chimiques et parachimiques	76,3	5,1
Pâtes, papiers et leurs applications	62,5	4,1
Matériel de transport	39,2	2,6
Caoutchouc et ouvrages	36,7	2,4
Cuirs et peaux	33,6	2,2
Bois et ouvrages	28,5	1,9
Industries électriques	25,7	1.7
Industrie céramique	6,7	0,4
Industrie du verre	2,7	0,2
Chaussures	2	0,1

(1) Pour 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.514,2 milliards de francs.

Source: Ministère des finances

2. *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie.*
(Pour l'année 1956.)

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie (ensemble)	949,3	86,2
Dont:		
Industrie métallurgique	334	30,3
Industrie textile	159,9	14,5
Industries chimiques et parachimiques	91,2	8,3
Matériel de transport	86,5	7,9
Automobiles, tracteurs et cycles	51	4,6
Navigation maritime et fluviale	26,2	2,4
Chemins de fer	8,5	0,8
Navigation aérienne	0,8	0,1
Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation	40,6	3,7
Produits pétroliers	33	3
Bois et ouvrages	27,3	21,5
Industrie électrique (machines et matériel)	24,2	21,2
Cuirs, peaux, pelleteries et ouvrages (sauf chaussures)	23,5	21,1
Pâtes, papiers et leur applications	21,1	1,9
Caoutchouc et ouvrages	9,7	0,9
Industrie du verre	9,2	0.8
Industrie céramique	4,9	0,4
Chaussures	1,1	0,1

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.100,9 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2° Energie

1. *Charbon.*

Importations et exportations totales de combustibles minéraux solides.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim.
Combustibles minéraux solides (ensemble):						
Importations (2)	1.842	1.752	1.549	1.388	1.900	2.249
Exportations (1)	96,3	195	141,4	526,9	206	202,2
Houille et lignite:						
Importations (2)	1.278	1.329	1.112	938	1.427,6	1.608,7
Coke et semi-coke:						
Importations (2)	197	422	426	418	436	464

(1) Sarre exclue.
(2) Y compris livraison de la Sarre.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Electricité.*
(Millions de kWh.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim.
Importations	34,5	85,4	53,2	60	80,7	54,5
Exportations	10	22,7	52,6	65	70,1	88,8

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Pétrole et produits pétroliers.*

Importations et exportations totales de pétrole et produits pétroliers.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim.
Pétrole brut:						
Importations	580	983	1.768	2.061	2.084,3	1.739,3
Essences:						
Importations	57,8	16,6	15,8	41,7	44,3	99,1
Exportations	18,1	40,8	123,2	105,1	101,3	76,7
Gas oil:						
Importations	6,9	6,1	11	0,55	9,1	141,1
Exportations	14	67,3	141,7	136,2	133,5	76,7
Fuel oil:						
Importations	33,2	23,6	20,2	24,8	38,8	107,1
Exportations	8,6	67,5	287,6	190,6	166,7	119,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3° Production et transformation des métaux

1. *Exportations totales de minerai de fer et de bauxite.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957 1er trim.
Minerai de fer.	814	592	764	837	935	1.107	1.135,2	1.234,8
Bauxite	24,3	15,9	28,2	23,1	26,5	29,2	27,1	32,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Importations et exportations totales de métaux non ferreux.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim.
Aluminium:						
Exportations	1,17	1,16	0,84	2,56	1,28	0,90
Cuivre (1):						
Importations	10	12,1	12,3	14,6	14,8	15,5
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,41	0,28	0,10
Plomb:						
Importations	4	2,4	4,5	5,2	5,3	5
Exportations	0,25	1,71	0,54	1,2	0,62	0,24
Zinc:						
Importations	2,85	4,19	3,76	2,01	1,62	1,54
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,053	0,015	0,036

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Sidérurgie.*

Importation et exportation totales de produits sidérurgiques.

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim
Ensemble (fonte, acier, produits finis):						
Importations	6,2	16,4	9,2	100,3	135,4	115,3
Exportations	173	163	218	466	405,2	450,3
Fonte (fonte brute et ferro-alliages):						
Importations	2,78	1,25	1,62	12,62	11,60	18,5
Exportations	45,1	17,1	28,7	42,9	31	25,8
Acier (lingots et demi-produits fer-acier):						
Importations	0,08	1,38	3,87	20,67	18,8	20
Exportations	15,2	14,1	15	43,5	31	33,10
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid):						
Importations	2,2	12,9	2,9	46,3	49,4	59,7
Exportations	75	117	167	321,5	297	318,8
Ferrailles et déchets:						
Importations	1,2	1,2	0,8	30,7	55,5	47,3
Exportations	37,4	15,4	7,1	55,1	47	72,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4. *Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim.
Fonderie (1.000 tonnes):						
Importations (1)...	0,219	0,116	0,165	1,03	1,4	1,5
Exportations (2)...	7,91	6,48	8,7	28,2	21,4	20,6
Machines agricoles (pièces):						
Tracteurs (3):						
Importations	»	1.014	783	755	2.097	2.503
Exportations	»	219	350	438	483	1.631
Motoculteurs:						
Importations	»	61	89	65	224	336
Exportations	»	18	7	28	25	96
Automobiles (pièces):						
Voitures particulières:						
Importations	»	119	618	836	822	619
Exportations	»	6.896	6.896	1.070	12.620	15.319
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes):						
Importations	66	12	54	48	91	93
Exportations	200	1.669	1.701	2.170	1.894	2.866

(1) Chauffage, sanitaires, poteries; principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.

(2) Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.

(3) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement, à chenilles.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4° Caoutchouc

Importations et exportations totales de pneumatiques et bandages.

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 (1er tr.)
Importations	0,31	0,35	0,65	0,63	0,96	1,3
Exportations	0,83	1,75	2,4	3,36	3	3,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

5° Engrais

(1.000 tonnes.) (Moyenne mensuelle).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim
Importations:						
a) Nitrate de soude naturel	9,6	8,4	5,19	8,70	7,49	8,67
b) Nitrate de soude synthétique	7,4	0,7	»	»	»	»
c) Superphosphate	6,2	»	»	2,5	3,88	4,66
d) Scories de déphosphoration.....	»	»	»	»	23,3	18,7
Exportations:						
1. Superphosphate	3,4	13,6	5,6	1,86	1,32	4,3
2. Scories de déphosphoration.....	23,2	24,8	25,2	25,2	24	32,9
3. Engrais composés...	3,9	5,3	6,5	6,3	2,57	6,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

6° Produits chimiques
(1.000 quintaux.)

DÉSIGNATION	1952	1955	1956	1956 3 mois.)	1957 3 mois.)
Produits chimiques inorganiques:					
Importations:					
Etranger	1.277	1 467	1.442,5	337,6	451,7
Zone franc.....	13	13,8	8,5	1,6	3,7
Exportations:					
Etranger	4.274,8	5.331,5	5.171,6	1.068,5	1.192
Zone franc.....	1.024,7	1.021	950,7	226	315
Produits chimiques organiques:					
Importations:					
Etranger	472,8	735	1.017	214	328,4
Exportations:					
Etranger	74,2	417,8	430,8	93	116,7
Zone franc.....	48,3	66,4	67,8	16	19

Source: Ministère des affaires économiques et financières.

7° Produits textiles
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 1er trim
Laine:						
Laine brute (1):						
Importations	10,4	9,4	8,1	10,7	12	13,2
Laine peignée:						
Importations	0,067	0,009	0,15	0,22	0,24	0,25
Exportations	1,87	1,02	1,47	1,66	1,72	2,10
Filés:						
Importations	0,047	0,021	0,018	0,035	0,045	0,057
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,79	1,81	1,87
Tissus (2):						
Importations	0,06	0,025	0,08	0,22	0,36	0,50
Exportations	0,28	0,77	0,35	0,40	0,40	0,43
Coton:						
Coton brut:						
Importations	23,2	21,6	2[illegible],5	22,3	23,6	36,3
Filés:						
Importations	0,04	0,55	0,3	0,04	0,046	0,13
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,48	0,35	0,40
Tissus:						
Importations (2)...	0,054	0,63	0,70	0,18	0,18	0,30
Exportations	3,72	4,42	4,68	3,37	2,75	3,20

(1) Laine brute, blousses, déchets et effilochés.
(2) Statistiques nouvelles depuis 1952 (tapis exclus).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

8° Cuirs et peaux

1. *Cuirs bruts de bovins.*
(Tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1955	1956	1957 (1er trim.)
Importations	3.472	1.371	1.332	1.722	2.281
Exportations	2.150	763	2.152	1.826	2.016

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Cuirs bruts de veaux.*
(Tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1955	1956	1957 (1er trim.)
Importations	970	246	263	541	639
Exportations	1.875	375	597	375	356

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Cuirs finis de bovins.*
(Tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 (1er tr.)
Importations	87	10	23	29	44	87
Exportations	123	99	264	338	279	312

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

9° Papiers-cartons
(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1955	1956	1957 (1er tr.)
Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches).....	33	34,3	35,2	52,6	53,79	57,08

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Nombre d'établissements de commerce

BRANCHES	NOMBRE d'établissements.		VARIATION	
	1950	1954	Nombre.	P. 100.
Commerces agricoles.....	39.700	38.200	— 1.500	— 3,8
Commerces alimentaires.....	445.000	418.300	— 26.700	— 6
Commerces non alimentaires.	270.100	280.500	+ 10.400	+ 3,8
Entreprises à commerces multiples	7.200	7.200	»	»
Commerces non sédentaires.	96.400	97.800	+ 1.400	+ 1
Total.....	858.400	842.000	— 16.400	— 1,9

Source: Commissariat du plan.

2. Etablissements du commerce de détail en 1954

(Répartition selon les salariés.)

DÉSIGNATION	NOMBRE total d'établissements. (En milliers.)	RÉPARTITION EN P. 100 suivant le nombre de salariés.			
		0	1 ou 2	3 à 10	Plus de 10
Commerces alimentaires.					
Alimentation générale....	214,7 (1)	71	26,5	2,2	0,3
Boulangerie, pâtisserie....	61,3	31	55	13,5	0,5
Boucherie	51,4	48	45,5	5,8	0,7
Charcuterie	15,7	40	47	12,4	0,6
Crémerie	11,7 (2)	62	30	7,3	0,7
Poissonnerie, huîtres	6	73	21,5	5,4	0,1
Autres	12,2	59,5	30	9,5	1
Non sédentaires.....	39,9	88	11,5	0,5	0
Total.....	412,9	62	32,6	5,1	0,3
Commerces non alimentaires.					
Grands magasins.....	0,35(3)	///	///	27	73
Textiles, habillement.....	74,1 (4)	60	28,5	10	1,5
Chaussures	13,4 (5)	57,5	28,5	12,4	1,6
Ameublement	5,6 (6)	40	39	18	3
Droguerie, quincaillerie...	28,6 (7)	60,5	26	11	2,5
Librairie, papeterie, journaux	16,5	60	30	9	1
Electricité, radio.....	5,5	50	34	14	2
Horlogerie, bijouterie.....	6	55	34	10,5	0,5
Maroquinerie	6,4	63	28	8,5	0,5
Combustibles et carburants	19,3 (8)	48	40,5	10	1,5
Pharmacie	14,2	21	52,5	25	1,5
Jouets, articles de sports.	3,2	62	30	7,5	0,5
Cycles	2,8	63	29,5	6,9	0,6
Autres	38,6 (9)	56	29	12	3
Non sédentaires.....	56,1	92	7,5	0,5	0
Total.....	290,6	62,5	26,6	9,4	1,5

(1) Dont 32,5 pour les sociétés à succursales multiples et les coopératives de consommation et 50,1 pour les commerces associés à des débits de boisson.

(2) Dont 0,6 pour les sociétés à succursales multiples.

(3) Y compris les magasins « à prix unique ».

(4) Dont: vêtements confectionnés, 9,0; tissus, 13,2; chemiserie, lingerie, etc., 20,3; mercerie, 10,9; non spécifiés, 18,3.

(5) Dont 1,7 pour les sociétés à succursales multiples.

(6) Non compris les marchands de meubles d'occasion.

(7) Y compris les commerces de vaisselle et verrerie.

(8) Dont 2,6 pour les commerces associés à un débit de boissons.

(9) Dont: bazars, 6,9; meubles d'occasion, antiquités, etc., 6,9; fleurs, 4,4; bois, 2,9; parfumerie, 2,3; photo, optique, 1,5.

Source: I. N. S. E. E. (Fichier des établissements — 1954).

B. — Indices du chiffre d'affaires.

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

(1950 = 100.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Commerces alimentaires (1).					
Succursalistes:					
1955	180	190	187	197	188
1956	202	207	205	233	211
1957	218	»	»	»	»
Coopératives de consommation:					
1955	216	210	226	262	228
1956	257	238	253	303	263
1957	272	»	»	»	»
Détaillants indépendants:					
1955	151	160	154	172	159
1956	166	167	166	195	173
1957	163	»	»	»	»
Grossistes:					
1955	120	131	144	139	133
1956	136	142	157	181	154
1957	138	»	»	»	»
2. Commerces non alimentaires. (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins (1):					
Paris:					
1955	180	181	160	274	199
1956	206	203	189	318	229
1957	232	»	»	»	»
Province:					
1955	162	191	191	258	200
1956	203	219	228	310	240
1957	209	»	»	»	»
Autres commerces (2):					
Textiles, habillement:					
1955	110	139	104	174	132
1956	117	141	120	199	142
1957 (2)	118	»	»	»	»
Chaussures:					
1955	97	166	120	172	139
1956	119	170	136	201	156
1957	101	»	»	»	»
Droguerie, quincaillerie:					
1955	157	179	171	202	178
1956	169	194	202	226	198
1957	196	»	»	»	»
Ameublement:					
1955	169	189	192	239	197
1956	195	236	257	277	244
1957	227	»	»	»	»

(1) Source: Ministère de l'industrie et du commerce.
(2) Source: I. N. S. E. E.

C. — **Evolution du commerce intérieur** (1).

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1956 I	1956 II	1957 I	1957 II	1938	1949	1952	1955	1956 (P)
1. Création de fonds (France entière)	3.398	3.120	3.617	3.113 (2)	»	»	4.690	3.159	2.955
Actes de constitution de sociétés (Seine)	422	356	440	396 (2)	294	650	484	348	309
2. Dissolution et radiation (1):									
Radiation de fonds (France entière)	4.600	2.943	4.784	2.954 (2)	»	»	3.380	3.664	3.439
Actes de dissolution de sociétés (seine)	318	188	325	216 (2)	117	247	228	244	234
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	289	280	301	269 (2)	145	98	125	216	260
Dont:									
Commerces agricoles et alimentaires	34	38	53	52 (2)	38	»	22	26	35
4. Faillites (déclarées)	346	354	347	299 (2)	405	283	369	394	320
Dont:									
Commerces agricoles et alimentaires	48	46	44	30 (2)	70	58	66	53	44

(1) Intermédiaires exclus.
(2) Moyenne avril-mai.
Source: I. N. S. E. E.

VIII. — TRANSPORTS

A. — **Evolution comparée des transports de marchandises.**

(Fer, eau, route.)

Unités: tonnage chargé = million de tonnes. — Tonnage kilométrique = milliards de kilomètres. — Distances = kilomètres.

MODES DE TRANSPORT	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Fer:							
Tonnage chargé	222,7	132,3	160,6	151,7	176,6	174	163
Tonnage kilométrique	41,8	26,5	41	38,9	45,4	44	40,3
Parcours moyen d'une tonne	188	200	256	257	257	254	248
Eau:							
Tonnage chargé	50	45	39	43	49	50,1	50,8
Tonnage kilométrique	6,8	8,3	6	6,7	7,5	7,7	7,8
Parcours moyen d'une tonne	136	183	155	156	153	152	153
Route (1):							
Tonnage chargé	51,1	67,7	86,8	91,3	107,9	108	117
Tonnage kilométrique	3,5	5,4	8,4	9,2	10,5	10,5	11,5
Parcours moyen d'une tonne	69	80	96,5	96	97	97	98
Total: fer + eau + route:							
Tonnage chargé	323,8	245	285,9	285,8	328,7	332	330,8
Tonnage kilométrique	52,1	40,2	55,4	54,8	63,4	62,2	59,6
Parcours moyen d'une tonne	161	164	194	189	190	187	180
Parts respectives des divers modes de transport dans le total du trafic (tonnage kilométrique p. 100):							
Fer	80,2	65,9	74	71	71,6	70,7	67,6
Eau	13,1	20,6	10,8	12,2	11,8	12,4	13,1
Route	6,7	13,5	15,2	16,8	16,6	16,9	19,3

(1) Compte tenu des réserves qui s'imposent en ce qui concerne l'évaluation du trafic routier.
Source: Commissariat général du plan.

B. — **Trafic par mode de transport.**

1. Fer (S. N. C. F.)

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1956 I	1956 II	1956 III	1956 IV	1929	1938	1949	1952	1955	1956
Trafic voyageurs-kilomètre (millions de voyageurs-kilomètre)	1.953	2.360	3.270	2.366	2.350	1.837	2.456	2.380	2.320	2.490
Trafic marchandises-kilomètre (millions de kilomètres)	4.063	4.166	4.000	4.540	3.480	2.210	3.420	3.675	3.908	4.185
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux [1.000 tonnes])	510	554	528	612	»	362	»	474	525	569

Source: I. N. S. E. E.

Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.

Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F. (1).

CATEGORIES DE MATERIEL	1929	1938	1946	1950	1952	1955	1956 (provisoire).
Locomotives à vapeur	19.800	15.200	13.800	12.300	10.460	8.550	7.900
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.251	1.360	1.540	1.650
Locomotives diesel	»	7	16	110	155	216	290
Autorails	64	664	618	718	780	960	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	17.900	16.800	15.500	15.400
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	409.000	379.000	352.000	345.000

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.
Source: Commissariat général du plan.

Evolution du trafic et de la productivité de la Société nationale des chemins de fer français.

DESIGNATION	UNITES	1929	1938	1953	1954	1955
Trafic:						
Voyageurs	Milliards de voyageurs-kilomètre	28,2	22,1	25,7	26,6	27,8
Marchandises	Milliards de tonnes-kilomètre	41,8	26,5	40,5	41,5	46,8
Total	Milliards d'unités-trafic	70	48,6	66,2	68,1	74,6
Productivité:						
Du travail	Base 100 en 1929	100	83	134	136	154
De la consommation d'énergie	Base 100 en 1929	100	85	157	162	176

Source: Commissariat général du plan.

Composition de la flotte fluviale à la fin de 1954.

TYPES DE BATEAUX	UNITES		TONNAGES	
	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales:				
Tractionnés	6.512	196	2.351.247	212.638
Automoteurs	3.157	153	1.106.717	124.367
Citernes:				
Tractionnés	201	11	104.257	12.686
Automoteurs	636	2	237.901	1.528
Remorqueurs	435	79	»	»
Total	10.941		3.800.122	381.219
Tonnage équivalent en péniches	»	»	5.144.740	507.114

Source: Commissariat général du plan.

2. Voies navigables

Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954	522	748	730	756
1955	613	847	814	773
1956	557	836	846,2	810

(Moyenne annuelle.)

1929 = 567. — 1938 = 629.
1949 = 521. — 1952 = 640.
1953 = 651. — 1954 = 689
1955 = 737. — 1956 = 762,4.

Source: I. N. S. E. E.

3. Mer

DESIGNATION	1956				1957	1938	1949	1952	1955	1956
	I	II	III	IV	I					
Voyageurs (grande navigation) (1.000):										
Débarquements	12,5	24,6	27	11,10	7,25	16,9	16,4	21,6	21,4	19,4
Embarquements	11	17,8	32,2	23,16	8,57	18,6	22,4	23,1	22,2	21,6
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes):										
Débarquements	4.373	4.682	4.873	4.446	4.467	2.989	3.006	3.538	3.856	4.673
Embarquements	2.077	2.055	2.082	1.993	1.698	1.050	1.266	1.860	2.255	2.093

Source: I. N. S. E. E.

4. Air

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1956 I	1956 II	1956 III	1956 IV	1957 I	1938	1949	1952	1955	1956
Passagers (millions voyageurs-kilomètre).....	230	308,6	418,2	322	230,2	6,1	110	179	266	299,7
Poste (Air France) (millions tonnes-kilomètre)	1.704	1.730,4	1.814,3	2.033,4	1.306	95,4	941	1.578	1.563	1.330
Fret (sans la poste) (milliers de tonnes-kilomètre).....	7.390	7.892	6.339,1	8.479,5	6.128	85,3	4.251	6.792	6.962	5.647

Source: I. N. S. E. E.

C. — **Routes** (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1. Parc routier au 1er janvier 1956

Voitures particulières et commerciales.

3.351.307, dont 56 p. 100 construites depuis 1950 et 28 p. 100 de 5 CV au moins.

Véhicules utilitaires.

1.795.434, dont 40,5 p. 100 construits depuis 1950.

Dont:

Cars et autobus (surtout 30 à 40 places et plus).....	328.099
Camions, camionnettes, véhicules spéciaux.....	1.206.368
Remorques et semi-remorques.....	153.016
Tracteurs agricoles, forestiers.....	325.576
Tracteurs routiers.....	17.635

Source: I. N. S. E. E.

2. Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine (1.000 tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1955:				
Essence auto	177	236	250	249
Supercarburant.....	97	137	161	145
1956:				
Essence	188	256	302	283,6
Supercarburant.....	117	126	158	»
1957	260,3	»	»	»

N. B. — Evolutions annuelles.

Moyennes mensuelles..
- 1938 ..... 225 au total
- 1949 148
- 1952 ..... 205 et 57
- 1953 ..... 216 et 77
- 1954 ..... 207 et 108
- 1955 ..... 223 et 130
- 1956 254,2

Gas oil (livraison au marché intérieur).
(1.000 tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

ANNÉES	I	II	III	IV
1955	110	124	133	134
1956	118	136	131,5	132,6
1957	102,4	»	»	»

N. B. — Evolutions annuelles.

Moyennes mensuelles..
- 1938 25,3
- 1949 63
- 1952 85
- 1953 101
- 1954 110
- 1955 124,4
- 1956 129,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Flotte marchande.** (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1929.....	1.300	170	1.600	3.870
1938.....	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9).....	1.166 (146)	323 (72)	1.244 (452)	2.734 (670)
1945 (1/8).....	365	102	375	842
1946.....	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947.....	421	176	859	1.456
1948.....	457	276	1.267	2.000
1949.....	569 (4)	434 (67)	1.421 (447)	2.424 (585)
1950.....	608	538	1.562	2.708
1951.....	709	612	1.645	2.966
1952.....	739	711	1.723	3.173
1953.....	784	849	1.760	3.395
1954.....	873	869	1.803	3.545
1955.....	860 (89)	998 (119)	1.714 (520)	3.572 (728)
1956.....	800 (82)	1.195 (127)	1.714 (510)	3.709 (719)
1957.....	729 (73)	1276 (132)	1762 (320)	3767 (725)

En construction et reconstruction (commandes).

1957 (1/1):				
France	12,5 (1)	111 (6)	154,6 (29)	278,1 (36)
Etranger	»	139,5 (8)	15,8 (10)	155,3 (18)
Total.....	12,5 (1)	250,5 (14)	170,4 (39)	433,4 (54)

Source: Ministère de la marine marchande.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

A. — Budget de l'Etat et trésorerie.

1. Situations budgétaires de 1955 a 1957

(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — LOI de finances.	1956 — RESULTATS en décembre 1956.	1957 — LOI de finances rectifiée.	1957 — SITUATION définitive 30 juin 1957.
I. — *Opérations budgétaires.*					
Budget ordinaire (1)	1.927	2.171	2.253	2.417	2.502
Budget civil en capital	660	625	649	697	643
Budget militaire (normal)	1.008	963	969	929	969
Provision	»	»	»	»	+ 50
Total	3.595	3.759	3.871	4.043	4.164
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.374	3.530	3.820	3.965
Déficit des opérations budgétaires	378	385	341	223	199
II. — *Opérations propres du Trésor.*					
Découvert des comptes spéciaux	70	90	93	86	74
Fonds de développement et H. L. M.	307	307	307	325	297
Total	377	397	400	411	371
Total des charges de la trésorerie	755	782	741	624	570
Dépenses spéciales d'Algérie	48	200	315	378	338
Ressources y affectées	»	»	— 22	»	»
Total des charges du Trésor	»	»	»	1.002	908

(1) Compte tenu des décrets d'avances intervenus depuis le vote de la loi de finances ainsi que de la situation définitive du budget annexe des P. T. T. Compte tenu également du projet de loi relatif au deuxième plan d'énergie atomique.

Source: Ministère des finances.

2. Evolution des recettes de l'Etat

1. *Ensemble.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957 SITUATION après la loi du 27 juin.
Impôts directs (revenus)	955	951	974	1.152	1.269
Impôts sur la fortune	151	155	161	199	227
Impôts indirects	1.491	1.572	1.642	1.756	2.071
Total des ressources fiscales	2.597	2.678	2.777	3.107	3.567
Ressources non fiscales	275	326	335	(1) 400	399
Aide américaine	165	109	105	45	»
Total général	3.037	3.113	3.217	3.552	3.966

(1) Y compris les recettes affectées au financement des dépenses en Algérie.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2. *Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs.*

Produits budgétaires.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	RESULTATS
	Dix premiers mois.
Taxes sur le chiffre d'affaires:	
Total:	
1956	182.458
1957	197.885
Dont:	
Taxes sur la valeur ajoutée:	
1956	178.134
1957	195.388
Anciennes taxes:	
1956	4.002
1957	2.228
Taxes uniques:	
Taxe sur les vins et cidres:	
1956	5.307
1957	1.454
Taxe sur les viandes:	
1956	7.930
1957	8.541
Taxe sur les thés et cafés:	
1956	3.579
1957	3.579
Impôts indirects et poudres à feu:	
1956	10.658
1957	12.568
	Sept premiers mois.
Total général:	
1956	209.932
1957	229.909
Taxes locales:	
Total (1):	
1956 (décembre)	17.506
1957 (janvier)	21.457
	Sept mois.
Tabacs:	
1956	115,2
1957	

(1) Non compris les ressources affectées à des dépenses diverses: 35 milliards en 1956.

Source. Ministère des finances.

Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1938	1949	1953	1954	1955	1956
Contributions indirectes	5,7	52,6	59	53	54	»
Taxe sur le chiffre d'affaires	»	»	»	»	»	»
Ensemble	9,8	620	1.091	1.154	1.161	1.209
Tabacs	5,2	130	198	213	203	229,5

Source: Ministère des finances.

Produit du prélèvement sur les salaires.
(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
107,5	135	165	207	211	228	251

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

Source: Ministère des finances.

3. DETTE PUBLIQUE

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant (fin d'année).
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956
Dette intérieure	414	4.177	4.529	4.840	5.541
(Non exigible)	(390)	(3.791)	(4.056)	(4.245)	(4.812)
(Instituts d'émission)	(36,2)	(880)	(815)	(704)	(633)
Dette extérieure	6,8	1.240	1.120	1.027	954

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

B. — **Collectivités locales.**

Situation financière à la clôture de l'exercice.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Départements.							
Recettes	»	168,0	189,3	247,0	305,0	340,1	385,6
Dépenses	»	155,7	174,4	233,3	290,8	330,1	374,3
Disponibilités au 31 décembre	3,3	15,6	30,5	44,2	58,4	68,4	79,7
Communes.							
Recettes	»	464,6	601,9	713,7	930,8	1.029,6	1.189,7
Dépenses	»	425,2	539,2	690,0	899,2	974,7	1.104,5
Disponibilités au 31 décembre	36,9	76,3	139,0	152,7	194,3	249,2	334,4

Source: Ministère des finances.

II. — SERVICES PUBLICS

A. — Société nationale des chemins de fer français.

Evolution trimestrielle.

	RECETTES (en milliards de francs).				INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)				(Moyenne mensuelle.)			
Voyageurs:					Voyageurs:			
1956	8,2	10,2	14,2	10,33	1956	149	132	130	161
1957	(8,84)	»	»	»	1957	(160)	»	»	»
Marchandises (2):					Marchandises (2):				
1956	23	24	22,7	27,2	1956	150	153	153	157
1957	(26,35)	»	»	»	1957	(166)	»	»	»
Total (1):					Total (1):				
1956	33,3	35,8	38,5	39,6	1956	150	146	143	158
1957	(37)	»	»	»	1957	164	»	»	»

Evolution annuelle.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956		1949	1952	1953	1954	1955	1956
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	8,7	2,6	9,9	10,72	Voyageurs	133	133	122	126	130	143
Marchandises	0,840	15,6	19,5	21,0	21,2	22,7	24,47	Marchandises	144	156	131	129	142	153
Total (1)	1,237	22,2	32,4	31,1	32,1	34,1	36,8	Total	141	150	128	128	138	149

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

B. — Postes, télégraphes et téléphones.

RECETTES TOTALES

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

(Mois cumulés.) (En milliards de francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(fin de trimestre).			(année entière).
1956	52,8	98,3	155,3	215,2
1957	56,7	»	»	»

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

III. — SERVICES SOCIAUX

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954	1955 (prov.)
I. — *Recettes.*									
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	300,3	384,3	413,7	441,4	474,1
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,1	59,6	63,6	78,1
Prestations familiales:									
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,8	402,1	434,5	470,5
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,1	21,4	24,8	29,8	31,8
Action sanitaire et sociale (1)	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.		22,4	25	
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,6	900,2	969,4	1.034,5
II. — *Dépenses.*									
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	416,5	451,8	488,9	
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,4	52,3	60,2	66,8	84
Prestations familiales:									
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5	403,2	443,6
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,2	27,8	30,5
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.		22,5	23,7	
Ensemble (1)	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	821,5	896,7	986,7	1.091,5
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	137,3	132	»

(1) Contrôle médical exclu.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

B. — Etablissements hospitaliers.

Résultats à la clôture de l'exercice (1).
(En milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Recettes	95	115	150	176	195,5	161
Dépenses	87	101	138	163	180	171,3
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13	+ 15,5	+ 10,3

2. Situation

(Compte tenu des restes à recouvrer et à payer.)
(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953
+ 9,6	+ 13,4	+ 11	+ 16	+ 26

Dette en capital.

1949	1950	1951	1952	1953	1954
4,4	6	8,7	12	16	3,3

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).
Source: Ministère des finances.

IV. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme
(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1954	2.327	2.374	2.444	2.551
1955	2.623	2.676	2.781	2.910
1956	2.962	3.015	3.042	3.114
1957	3.116	av: 3.126		
Monnaies divisionnaires.				
1954	28	28	28	32
1955	39	46	51	57
1956	59	61	65	67
1957	86	av: 67		
Dépôts à vue (1).				
1954	2.337	2.384	2.468	2.715
1955	2.712	2.783	2.881	3.059
1956	3.106	3.217	3.242	3.404
1957	3.336	av: 3.384		
Total.				
1954	4.692	4.786	4.949	5.298
1955	5.335	5.459	5.662	5.969
1956	6.068	6.232	6.376	6.885
1957	6.518	av: 6.577		
Plus dépôts à terme.				
1954	147	151	160	167
1955	172	179	190	200
1956	212	219	215	232
1957	308	av: 361		

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1954	4.839	4.937	5.100	5.465
1955	5.507	5.638	5.852	6.169
1956	6.280	6.451	6.591	6.817
1957	6.828	av: 6.938		

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit

2. CONTRE-PARTIE DES DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES ET DÉPÔTS A TERME
(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1954	2.120	2.112	2.103	2.230
1955	2.131	2.165	2.203	2.228
1956	2.317	2.344	2.435	2.414
1957	2.469	av: 2.451		
Crédits à l'économie.				
1954	2.459	2.542	2.677	2.852
1955	2.927	2.930	2.999	3.299
1956	3.346	3.524	3.662	4.024
1957	4.194	av: 4.223		
Or et devises.				
1954	259	282	308	394
1955	482	561	675	695
1956	660	598	542	401
1957	312	av: 313		
Ajustement.				
1954	+ 1	+ 1	+ 12	— 11
1955	— 33	— 18	— 25	— 53
1956	— 42	— 15	— 48	— 22
1957	— 89	av: — 49		
Total.				
1954	4.839	4.937	5.100	5.465
1955	5.507	5.638	5.852	6.169
1956	6.281	6.451	6 591	6.817
1957	6.828	av: 6.938		

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

Source: Conseil national du crédit.

N. B. — *Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires.*

a) *L'évolution* des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57), obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)
1,95

ANNÉES	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1952	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954	2,07	2,07	2,15	2,13	2,10
1955	2,01	1,94	1,92	1,91	1,94
1956	1,9	1,93	2,12	2,41	2,09
1957	2,7	»	»	»	»

3. MOUVEMENT DES DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES
(Evolution depuis 1938.)

ANNÉES	PRIX DE GROS (Indice.) (1).	DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES Milliards de francs courants (2) et (5).	Milliards de francs 1938 d'après l'indice des prix de gros.	INDICE de la production industrielle (sans bâtiment) (1).
1938	100	192	(100) 192	(3) 100
1945	459	1.013	221	(3) 42
1948	1.915	2.165	111	114
1949 (4)	(4) 1.899	2.701	112	124
1950	2.160	3.120	144	134
1951	2.761	3.678	133	145
1952	2.597	4.159	160	148
1953	2.539	4.630	182	147
1954	2.490	5.298	213	165
1955	2.539	6.008	237	179
1956	2.739	6.885	252	197

(1) Indice moyen du dernier trimestre de chaque année.
(2) Fin décembre de chaque année.
(3) Moyenne annuelle.
(4) A partir de 1949, nouvel indice (base 100 = 1949) ramené à la base 100 = 1938.
(5) Dépôts à terme exclus.

Rapport au produit national brut.

PRODUITS	1938	1949	1952	1954	1955	1956
Produit national brut	435 (2)	8.400 (3)	14.140 (3)	15.430 (4)	16.800 (4)	18.200 (4)
Disponibilités monétaires (1).	162	2.408	3.900	4.858	5.536 (4)	6.236
Rapport: Disponibilités monétaires. / Produits national brut.	2,39	3,49	3,63	3,18 (4)	3.03 (4)	2,91 (4)

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.
(2) Source: Commission des comptes de la nation.
(3) Rapport sur les comptes de la nation de 1949 à 1955.
(4) Chiffres provisoires ou évaluations.

Source: Conseil national du crédit.

Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue.
(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955.	31 DÉCEMBRE 1956
Billets et monnaies divisionnaires	48,8	48,3
Dépôts à vue	51,2	51,7

Source: Conseil national du crédit.

B. — **Epargne.**

1. Epargne totale

(Variations respectives des différentes formes recensables de l'épargne.)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Epargne liquide directe:								
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (variations):								
Bons sur formules (1)	+ 30	+ 57	+ 80	+ 77	+ 98	+ 137	+ 139	+ 107
Bons en compte courant (2)				— 1	— 6	+ 29	+ 10	— 32
Détenues par d'autres porteurs que des banques.								
Epargne liquide collectée:								
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	+ 90	+ 124	+ 74	+ 124	+ 188	+ 220	+ 285	+ 216
Dépôts à échéance dans les banques (augmentation)	+ 20	+ 22	+ 24	+ 19	+ 37	+ 31	+ 32	+ 32
Total épargne liquide	+ 140	+ 203	+ 178	+ 219	+ 317	+ 427	+ 477	+ 336
Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances (4)	+ 37	+ 57	+ 56	+ 61	+ 57	+ 75	+ 89	102
Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières	+ 121	+ 104	+ 86	+ 283	+ 229	+ 335	+ 275	634
Epargne totale	+ 298	+ 344	+ 320	+ 563	+ 603	+ 837 (5)	+ 841 (5)	+ 1.072

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à un an, à deux ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.

(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.

(3) Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances, vie exclue (connue seulement par année).

(4) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

(5) Non compris la part des émissions des bons à trois ans et à cinq ans de la caisse nationale du crédit agricole souscrites par le public. Son accroissement en 1954 et 1955 est respectivement de 8, 10 et 13 milliards de francs.

Source: Conseil national du crédit.

2. Epargne liquide (montant) (total fin de période).

(A l'exclusion de l'épargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances sur la vie.)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1953	1954	1955	1956	1957 (mars)
Directe:						
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises:						
Bons sur formules et bons défense nationale		548	685	825	932	987
Bons en comptes courants (non banquiers)	213	37	74	69	37	30
Bons à 3 et 5 ans de la Caisse nationale de crédit agricole		19	27	37	50	53
Collectée:						
Dépôt dans les caisses d'épargne (intérêts capitalisés inclus)	500	1.010	1.230	1.507	1.720	1.820
Dépôts à échéance dans les banques	34	136	467	200	232	308
Total	777	1.750	2.183	2.638	2.971	3.198

Source: Conseil national du crédit.

3. Epargne nette investie en valeurs mobilières

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

A. — *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Valeurs à revenu fixe et indexé.								
Secteur public et semi-public.								
1. Etat	108	31	»	228	43	110	85	423
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés	0,7	25	7	2	12	10	14	2
3. Entreprises nationalisées	14,3	15,5	24	31	62	70	49	90
4. Caisse nationale de crédit agricole	»	3,5	12	8	38	72	64	60
5. Crédit foncier	4	(Argent frais.) 8	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Totaux	127	83,00	43	269	155	262	201	575
Secteur privé.								
Obligations industrielles	9,8	10,7	11	7	24	44	84	74
Totaux des valeurs à revenu fixe	136.8	93.70	54	276	179	306	296	649
Valeurs à revenu variable.								
Actions (souscription directe de l'Etat exclue)	41	31	44	67	54	82	110	120
Parts de sociétés à responsabilité limitée	9	9,7	6	7	12	11	12	13
Totaux	50	40,7	50	74	66	93	122	133
Emissions de valeurs étrangères sur le marché français	»	»	»	»	»	»	— 4	+ 7
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières	187	135	104	350	251	399	422	789

(1) Inclus dans la rubrique n° 4.

Source: Conseil national du crédit.

B. — *Epargne nette investie.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Epargne apparente	187	135	104	350	251	399	422	789
A déduire:								
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis	13	12	13	15	17	31	66	82
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation)	8	1						
Apports de capitaux des compagnies d'assurances, soit sous forme d'achats en Bourse, soit sous forme de souscriptions à des émissions placées dans le public						15	52	55
Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations	45	18	5	52	5	18	29	18
	66	31	18	67	22	64	147	155
Totaux	121	104	86	283	229	335	275	634

Source: Conseil national du crédit.

4. Actions et obligations

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	MONTANTS PAR TRIMESTRE				MONTANTS PAR ANNÉE						
	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956
Année 1956.											
Actions émises contre espèces (1)	18,1	31,2	35	30,2	1,5	39	66	50,5	78,3	106,8	114,5
Obligations	91	27,1	32,8	73,6	1,3	23,1	49	122,5	192,8	200,2	224,7
dont:											
Sociétés privées (obligations) (2)	25,2	9,6	11,2	28,3	0,5	9,8	7	24,4	43,8	88,2	74,4
Total (actions et obligations) (3)	109,1	58,3	67,8	103,8	2,8	67,1	115	173	271,2	30,7	»
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	0,69	0,07	»	»	1,63	»	2	11,7	9,6	14,3 (4)	»
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	»	103	320	»	7,5	»	217	44	107,5	85,4	423,1
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	3,3	2,9	2,7	4,5	»	»	7,4	12,4	11,1	11,6	13,4
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier	113,1	164,3	390,5	108,3	»	»	341	243	399	418	»

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.
(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.
(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées, exclus.
(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.
(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Répartition des crédits selon leur objet économique

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	EN-COURS					
	31 décembre 1955.	31 mars 1956.	30 juin 1956.	30 septembre 1956.	31 décembre 1956.	31 mars 1957.
France métropolitaine (1).						
1. Financement de la construction de logements	(*) 898	(*) 969	(*) 1.054	(*) 1.155	(*) 1.250	(*) 1.323
1. Financement des ventes à crédit	137	147	165	169	166	173
3. Financement des entreprises	(*) 4.468	(*) 4.479	(*) 4.647	(*) 4.819	(*) 5.203	(*) 5.278
Total:						
a) Sur ressources monétaires	(*) 2.360	(*) 2.360	(*) 2.366	(*) 2.409	(*) 2.670	(*) 2.672
b) Sur ressources non monétaires	(*) 2.108	(*) 2.179	(*) 2.281	(*) 2.410	(*) 2.533	(*) 2.606
Sarre.						
(Crédits recensés par le service central des risques)	78	80	84	88	97	98
Total général	(*) 5.581	(*) 5.675	(*) 5.950	(*) 6.231	(*) 6.716	(*) 6.872

(*) Chiffres rectifiés.
(1) Et part, non recensée par le service central des risques, des crédits à l'économie.
Source: Conseil national du crédit.

2. Financement des entreprises

Evolution des crédits en 1955 *et* 1956. (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	EN-COURS					
	31 décembre 1955.	31 mars 1956.	30 juin 1956.	30 septembre 1956.	31 décembre 1956.	31 mars 1957.
a) Crédits identifiés:						
Long et moyen terme	(*) 2.071	(*) 2.114	(*) 2.156	(*) 2.278	(*) 2.389	2.444
Court terme	(*) 1.866	(*) 1.825	(*) 1.919	(*) 1.942	(*) 2.136	2.191
Total	(*) 3.937	(*) 3.939	(*) 4.075	(*) 4.220	(*) 4.525	4.635
b) Crédits non identifiés	(*) 531	(*) 540	(*) 572	(*) 599	(*) 678	643
(Pour balance):						
Ensemble du financement des entreprises (total de la rubrique correspondante du tableau A.)	(*) 4.468	(*) 4.479	(*) 4.647	(*) 4.819	(*) 5.203	5,278

(*) Chiffres rectifiés.
Source: Conseil national du crédit.

3. Répartition par branches des crédits identifiés en 1955 et 1956

a) *Evolution des utilisations de crédits à moyen et long terme identifiés.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	EN-COURS					
	31 décembre 1955.	31 mars 1956.	30 juin 1956.	30 septembre 1956.	31 décembre 1956.	31 mars 1957.
I. — Selon la qualification des crédits.						
Crédits bancaires à moyen terme	(*) 503	(*) 502	(*) 502	(*) 551	(*) 593	599
Prêts directs des organismes spécialisés	(*) 1.568	(*) 1.612	(*) 1.654	(*) 1.727	(*) 1.796	1.845
Total	(*) 2.071	(*) 2.114	(*) 2.156	(*) 2.278	(*) 2.389	2.444
II. — Selon les branches d'activité.						
a) Industrie et commerce:						
Charbon, énergie, transports	1.329	(*) 1.347	(*) 1.365	(*) 1.440	(*) 1.502	1.518
(dont prêts directs du fonds de développement)	(1.059)	(1.078)	(1.098)	(1.141)	(1.182)	(1.194)
Bâtiment, travaux publics	93	94	98	101	108	114
(dont prêts directs du fonds de développement)	(61)	(61)	(61)	(62)	(64)	(66)
Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques	314	(*) 316	(*) 316	(*) 324	(*) 340	354
Textiles	19	20	21	21	21	21
Cuir, papier, bois	15	15	15	16	18	20
Produits chimiques	55	55	60	67	72	74
Industries et commerces alimentaires	18	19	21	22	23	25
Commerces non spécialisés et commerces divers	8	8	8	8	8	9
Activités diverses	(*) 24	(*) 29	(*) 26	(*) 33	(*) 35	(*) 37
Total	(*) 1.875	(*) 1.903	(*) 1.930	(*) 2.032	(*) 2.127	2.166
b) Agriculture	(*) 196	(*) 211	(*) 226	(*) 246	(*) 262	278
Total	(*) 2.071	(*) 2.114	(*) 2.156	(*) 2.278	(*) 2.389	2.444

(*) Chiffres rectifiés.

Source: Conseil national du crédit.

b) *Evolution des utilisations de crédits à court terme identifiés.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	EN-COURS					
	31 décembre 1955.	31 mars 1956.	30 juin 1956.	30 septembre 1956.	31 décembre 1956.	31 mars 1957.
I. — Selon la qualification des crédits.						
Escomptes d'effets commerciaux	953	927	1.011	971	1.127	1.119
Caisse des marchés (C. T.)	56	44	48	52	86	89
Autres crédits mobilisés (C. T.)	440	395	385	401	433	447
Crédits non mobilisables (C. T.)	(*) 417	(*) 459	(*) 475	(*) 518	(*) 490	536
Total	(*) 1.866	(*) 1.826	(*) 1.919	(*) 1.942	(*) 2.136	2.191
II. — Selon les branches d'activité.						
a) Industrie et commerce:						
Charbon, énergie, transports	145	127	157	158	166	170
Bâtiment, travaux publics	113	111	135	140	147	147
Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques	469	454	508	498	570	573
Textiles	198	209	212	218	233	265
Cuir, papier, bois	112	117	123	124	139	149
Produits chimiques	141	141	152	151	167	181
Industries et commerces alimentaires	183	181	178	177	206	219
Commerces non spécialisés et commerces divers	103	108	107	102	110	125
Activités diverses	83	79	92	96	103	106
Correction d'échéances reportées (1)	50	60	60	60	40	»
Total	(*) 1.597	(*) 1.587	1.724	1.724	1.881	1.935
b) Agriculture (production agricole et stockage des céréales)	(*) 269	(*) 238	(*) 195	(*) 218	(*) 255	(*) 256
Total	(*) 1.866	(*) 1.825	(*) 1.919	(*) 1.942	(*) 2.136	2.191

(*) Chiffres rectifiés.

(1) Correction devant être effectuée lorsqu'une échéance de fin de mois, coïncidant avec un jour chômé ou demi-chômé dans les banques, est reportée totalement ou partiellement au début du mois suivant.

Source: Conseil national du crédit.

D. — Banque de France.

1. — Situation mensuelle (fin de mois)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1955	416	460	482	519	560	561	621	650	675	693	701	695
1956	687	662	660	642	633	599	569	551	542	524	463	461
1957	371	364	342	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Encaisse-or:												
1955	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	301
1956	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301
1957	301	301	301	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.:												
1955	60	66	86	122	164	184	200	200	200	200	200	200
1956	197	178	178	162	152	145	127	116	106	92	68	49
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances au fonds de stabilisation des changes:												
1955	155	193	195	196	198	176	220	249	274	292	300	194
1956	189	183	181	179	180	152	141	134	135	131	194	54
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1955	1.083	1.080	1.071	1.045	1.042	1.112	1.075	1.093	1.088	1.033	992	1.038
1956	1.034	1.094	1.071	1.071	1.058	1.067	1.072	1.085	1.046	1.006	990	1.031
1957	1.068	1.087	1.078	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Prêts et avances provisoires (1):												
1955	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670
1956	663	663	663	663	663	663	659	659	659	639	642	633
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances spéciales (2):												
1955	113	140	118	83	120	100	85	100	78	50	39	34
1956	60	60	25	29	39	20	»	19	»	»	»	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1955	24	25	29	37	31	33	30	41	34	32	36	48
1956	32	36	31	34	48	31	35	33	26	40	32	32
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets publics en portefeuille (3):												
1955	190	146	123	157	163	202	204	170	197	203	213	217
1956	173	196	202	219	191	252	232	236	213	222	188	221
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales (4):												
1955	34	66	100	62	28	66	51	81	72	44	»	76
1956	71	101	113	89	84	63	108	107	116	68	94	170
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1955	11	12	12	12	13	14	14	15	15	17	17	17
1956	18	17	18	18	18	17	16	17	16	16	16	14
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3° Crédits à l'économie (total):												
1955	1.118	1.059	1.138	1.170	1.085	1.087	1.131	1.035	1.085	1.155	1.124	1.222
1956	1.200	1.178	1.321	1.294	1.287	1.421	1.491	1.495	1.621	1.585	1.661	1.837
1957	1.733	1.736	1.880	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés (5):												
1955	1.050	1.032	1.071	1.084	1.023	1.005	1.051	992	1.019	1.085	1.068	1.770
1956	1.151	1.124	1.260	1.227	1.239	1.242	1.411	1.441	1.543	»	»	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1955	10	10	10	9	11	11	9	10	11	10	11	9
1956	10	10	9	10	10	10	11	10	10	»	»	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France (6):												
1955	58	57	57	77	51	71	71	33	55	60	45	43
1956	39	44	52	54	38	69	69	44	60	»	»	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: Bons du Trésor négociables à 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953) maintenues à 195 milliards en 1954.

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards réduit à 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 milliards le 16 mars 1955, 100 milliards le 16 juin 1955, 80 milliards le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique: « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique : « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluses dans la sous-rubrique: « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France ».

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1955	2.639	2.667	2.706	2.712	2.704	2.769	2.876	2.795	2.851	2.873	2.848	2.096
1956	2.952	2.964	3.052	3.019	2.998	3.104	3.158	3.162	3.197	3.147	3.147	3.277
1957	3.045	3.066	3.116	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1955	2.523	2.547	2.584	2.579	2.572	2.630	2.682	2.672	2.730	2.739	2.734	2.853
1956	2.816	2.841	2.903	2.886	2.862	2.954	3.007	3.006	3.042	2.988	2.991	3.114
1957	3.045	3.066	3.116	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1955	116	120	122	133	132	139	134	123	121	134	114	143
1956	142	123	149	133	136	159	151	156	155	159	156	163
1957	150	161	199	»	»	»	»	»	»	»	»	»

E. — Crédit agricole.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
1. *Solde des dépôts.*				
A vue:				
1954	152	149,4	178,5	176,4
1955	182	178,2	215,6	212,7
1956	217,6	220,6	244	243,7
1957	255	»	»	»
Fin 1951 = 109,6				
Fin 1952 = 127				
Fin 1953 = 148				
A échéance:				
1954	9,9	10,4	10,8	10,2
1955	10,6	11,6	12	10,9
1956	11,9	12,5	12,7	11,8
1957	13	»	»	»
Fin 1951 = 2,6				
Fin 1952 = 5,7				
Fin 1953 = 8,6				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1954	32,3	34,6	36,9	40,3
1955	43,5	46,4	49,5	53,1
1956	57	61	65	68
1957	72,3	»	»	»
Fin 1951 = 21,4				
Fin 1952 = 24,8				
Fin 1953 = 30,6				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1954	3,7	8,5	13,2	21
1955	29,6	37,5	46	53,7
1956	65	81,4	96	104,2
1957	115,5	»	»	»
4. — *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1954	186,9	155,1	179,2	201
1955	188,5	162,7	191,2	209,5
1956	185,7	152	168,5	200
1957	198,2	»	»	»
Fin 1951 = 134				
Fin 1952 = 187				
Fin 1953 = 206				
A moyen terme:				
1954	87,8	93,4	97,4	102,8
1955	108	115,5	123,2	137,7
1956	141,9	153,6	165	176,4
1957	187,4	»	»	»
Fin 1951 = 58,6				
Fin 1952 = 72,7				
Fin 1953 = 84,2				
A long terme (individuels):				
1954	15	15,3	17,3	19,7
1955	22,3	25,3	28,1	31,6
1956	34,7	38,1	42	46
1957	49	»	»	»
Fin 1954 = 9,1				
Fin 1952 = 12,4				
Fin 1953 = 14,8				
A long terme (collectifs):				
1954	75,3	81,7	87,9	94,2
1955	97,5	100,3	106,2	111,4
1956	115,1	120,2	125	127,5
1957	129,4	»	»	»
Fin 1951 = 30,8				
Fin 1952 = 47,6				
Fin 1953 = 68,7				
Dont électrification rurale:				
1954	22,9	24,2	24,6	24,7
1955	24,5	24,3	24,1	24,2
1956	23,5	23,4	23,3	23
1957	22,8	»	»	»
Fin 1951 = 9,1				
Fin 1952 = 5,4				
Fin 1953 = 2,2				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1954	14,9	16,1	16,6	17,2
1955	17,6	17,7	18,3	18,5
1956	18,7	19	19,7	19,7
1957	20,2	»	»	»
Fin 1951 = 5,65				
Fin 1952 = 9,8				
Fin 1953 = 14				

Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc (en milligr. à 900/1.000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal	322,58	5,18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier	—	36	179
12 novembre 1938. — Franc Reynaud	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération	—	49,267	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer	(4,69)	214,392	864
17 octobre 1948. — Queuille	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche)	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche	(2,87)	350	980

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952), sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail, 1914-1953 (base : prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants	
			En francs 1914	En francs 1953
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4)	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4)	17.473	0,57	0,0057	0,99

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.

1938-1953 (base: moyenne des prix de gros et de détail).

ANNEES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants en francs 1938.	en francs 1951.	en francs 1952.
1938...	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939...	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940...	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941...	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942...	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943...	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944...	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945...	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946...	648	615	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947...	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948...	1.712	1,632	1.672	6	0,060	1.47	1,57
1949...	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950...	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1.27
1951...	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1.06
1952...	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1
1953...	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03
1954...	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03
1955...	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03
1956...	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,94	0,99

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

V. — INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

A. — Ressources privées d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.

1. Ensemble

(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	RAPPORT 1956-1954
						P. 100.
Fonds publics (1).....	873	931	906	944	1.102	+ 21,6
Organismes spécialisés et assurances (2)....	116	136	217	275	323	+ 49
Marché financier (3)...	114	164	215	273	275	+ 28
Crédit à moyen terme mobilisable (4):						
Variation d'encours	159	159	148	198	265	+ 72
Evaluation des amortissements..	85	104	134	145	202	
Total.....	1.347	1.494	1.620	1.835	2.167	+ 33,8
Pour mémoire: Emission du Trésor et des P. T. T. sur le marché financier....	228	43	110	85	422	»

(1) Y compris charges propres des budgets annexes.

(2) Prêts réalisés par les organismes sur des ressources autres que les avances du fonds de développement, mouvements internes exclus.

(3) Souscriptions en espèces du public effectuées pendant l'année. Ce chiffre ne comprend pas les souscriptions aux emprunts d'Etat, aux emprunts des postes, télégraphes et téléphones et des organismes spécialisés (Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole).

(4) Non compris les crédits à l'exportation.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956 (prévis.)
Crédit foncier (1)	22,5	28,1	29,8	28,6	26
Crédit national	10,4	8,1	14,3	21,8	25
Caisse nationale de crédit agricole	4,3	8,2	18,7	35,4	55
Caisse des dépôts et consignations (2)	70,2	76,1	141,3	169,7	214
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (3)	1	1	1,1	1,2	1,5
Compagnies d'assurances (4).	7,8	14,5	11,4	17,9	2
Total	116,2	136	216,6	274,8	323,5

(1) Prêts sur ressources propres aux collectivités et prêts fonciers ordinaires.

(2) Ces chiffres comprennent les prêts directs réalisés par la caisse au profit des collectivités, les prêts obligataires spéciaux autres que ceux qui sont consentis à d'autres établissements spécialisés, et les participations à des sociétés immobilières.

(3) Non compris les prêts accordés en réemploi des remboursements de prêts réalisés antérieurement sur avances de fonds.

(4) Emprunts recensés auprès de compagnies (sauf emprunts d'autres établissements et de budgets annexes).

Source: Fonds de développement économique et social.

3° Emissions sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public (1).

(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956 (P)
Valeurs à revenu fixe.					
Secteur public et semi-public:					
Emprunts d'Etat et P. T. T.	228	43	110	85	422
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	2	12	10	14	»
Entreprises nationales ...	31	62	70	49	76
Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole....	8	38	72	64	68
Secteur privé:					
Obligations industrielles..	7	24	44	84	70
Valeurs à revenu variable.					
Actions et parts S. A. R. L...	74	66	91	122	122
Valeurs étrangères	»	»	»	4	7
Totaux	350	245	397	422	775

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

Sources: Fonds de développement économique et social et Conseil national du crédit.

4. Dépenses effectuées sur fonds publics

(Métropole et outre-mer.)

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	PRÉVISION 1956.
Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A)	177	205	201	(1) 202,5	290,2
Reconstruction (VII) :					
Dépenses en espèces	308	293,5	235,7	206	172,1
Mobilisation et remboursement des titres	16	25,5	33	48,2	58,3
Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.)	295	298	275	(2) 295,5	312,3
Prêts H. L. M.	51	56	70	72,8	100
Dépenses sur ressources affectées	»	»	39,1	54,7	72,8
Comptes spéciaux	23	33	6	5,8	13,3
Budgets annexes (charges propres)	2	18,5	42,5	41,9	61,3
Primes à la construction	0,6	1,7	3,7	7,3	14
Dépenses du bureau de recherches de pétrole	»	»	»	11,7	18
Total dépenses d'investissement	872,6	931,2	906	(2) 916,4	1.102,3
Total dépenses publiques (3)	3.586	3.855	4.011	4.201	4.760
Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales	24,3	24,1	22,5	22,5	(1) 23

(1) Non compris 7 milliards de dépenses perçues en recettes au F. D. E. S. (conversion) et 3,4 milliards de dépenses sur fonds de concours pour travaux d'intérêts militaires.

(2) Dépenses du F. D. E. S., supérieures de 2,4 milliards au chiffre cité plus haut, qui comprend pour les opérations de la caisse centrale de la France d'outre-mer les payements effectués par la caisse, et non les versements du fonds.

(3) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source: Fonds de développement économique et social.

5. Répartition des crédits a moyen terme mobilisables selon le secteur économique

Variation des en-cours.

a) *Crédits à moyen terme mobilisables.*

(Utilisation en milliards de francs.)

EN-COURS AU 31 DÉCEMBRE	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (P.)
Construction	20	67	142	262	445	635
Entreprises nationales (secteur non concurrentiel)	78	126	181	206	212	252
Secteur concurrentiel de l'industrie et du commerce (a)	150	206	231	228	232	261
Agriculture	32	40	44	50	55	61
Total	280	439	598	746	944	1.209

b) *Crédits nouveaux.*

En tenant compte à la fois de la variation des en-cours et de l'estimation des amortissements effectués sur utilisation de crédits anciens, il est possible d'évaluer de façon approximative le volume des nouveaux crédits accordés dans l'année, ce qui donne une vue plus complète de l'importance des investissements financés dans chaque secteur par recours aux crédits à moyen terme mobilisables:

DÉSIGNATION	1954			1955			1956		
	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.
Construction	+ 120	7	127	+ 183	12	195	+ 190	40	230
Entreprises nationales (secteur non concurrentiel)	+ 25	39	64	+ 6	43	49	+ 40	36	76
Secteur concurrentiel de l'industrie et du commerce (1)	— 3	78	75	+ 4	75	79	+ 29	110	139
Agriculture	+ 6	10	16	+ 5	15	20	+ 6	16	22
Total	+ 148	134	282	+ 198	145	343	+ 265	202	467

Source: Fonds de développement économique et social.

B. — Volume des investissements effectués dans la métropole.

1° VOLUME TOTAL DES INVESTISSEMENTS BRUTS EN CAPITAL FIXE (c'est-à-dire compte tenu du financement des stocks) de 1949 à 1955.

a) *Formation brute de capital fixe.*

ANNÉES	EN MILLIARDS de francs courants.	INDICE des prix (100 en 1952).	EN MILLIARDS de francs constants (prix de 1952)	INDICE du volume (100 en 1949)	PRODUIT national brut (milliards de francs courants).	POURCENTAGE formation capital fixe (produit national brut).
1949	1.462	63,5	2.296	100	8.507	18,6
1950	1.558	67	2.323	101	9.709	17,6
1951	2.037	83,5	2.446	107	12.228	17,2
1952	2.377	100	2.377	104	14.140	16,8
1953	2.375	99	2.397	104	14.530	16,4
1954	2.571	99	2.603	113	15.430	16,7
1955	2.924	101	2.900	127	16.800	17,4
1956	3.361	107,5	3.124	136	18.400	18,4
Variation 1956-1955	+ 14,9 p. 100	+ 6,5 p. 100	+ 7,7 p. 100	»	»	»

Sources: Commission des comptes de la nation et F. I. D. E. S.

b) *Progression des investissements productifs en 1956.*
(En milliards de francs.) (Prix de 1952.)

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs	CONSTRUCTION de logements et réparation d'immeubles.	INVESTISSEMENTS productifs.	TOTAL
1949	202	337	1.757	2.296
1950	210	362	1.751	2.323
1951	214	463	1.769	2.446
1952	250	522	1.605	2.377
1953	262	552	1.583	2.397
1954	299	659	1.645	2.603
1955	343	760	1.797	2.900
1956 (prévisions)	354	780	1.990	3.124
Variation 1956-1955 (pourcentage)	+ 3	+ 2,5	+ 10,7	+ 7,7
Variation 1956-1954 (pourcentage)	+ 18	+ 18,3	+ 21	+ 20

Source: Fonds de développement économique et social.

2° FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS LA MÉTROPOLE
(En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956 (prévisions).	VARIATION 1956/1954.
						P. 100.
Fonds publics	713	750	748	757	917	+ 22,7
Organismes spécialisés et assurances (1)	110	130	205	263	315	+ 53,6
Marché financier (2)	109	154	210	261	262	+ 25
Crédit à moyen terme mobilisable (3):						
Variation d'encours	159	159	148	198	265	
Evaluation amortissements	85	104	134	145	202	+ 65,5
Soldes des autres emplois et ressources	1.201	1.078	1.126	1.300	1.400	+ 23,8
Total	2.377	2.375	2.571	2.924	3.361	+ 30,7
(Formation brute de capital fixe.)						
Pourcentage du montant total des investissements.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
Fonds publics	30	31,6	29,1	26	27,3	
Organismes spécialisés et assurances	4,6	5,5	7,9	9	9,3	
Marché financier	4,6	6,5	8,15	8,9	7,8	
Crédit à moyen terme mobilisable (variation d'en-cours, plus amortissements)	10,2	11,1	11	11,7	13,9	
Solde des autres emplois et ressources	50,6	45,3	43,85	44,4	41,7	
Total	100	100	100	100	100	

(1) Montant des prêts consentis à des emprunteurs exerçant leur activité dans la France métropolitaine, réalisés par la caisse des dépôts et consignations, le Crédit national, le Crédit foncier, la Caisse centrale de crédit hôtelier et le Crédit agricole, sur des ressources autres que les avances du fonds de développement; montant des souscriptions des compagnies d'assurances aux emprunts qui leur sont réservés.

(2) Souscriptions nouvelles en espèces, du public, à des émissions de valeurs à revenu fixe indexé ou variable, à l'exception des emprunts de l'Etat, des P. T. T. et des établissements énumérés en note (1); ainsi que les sociétés exerçant leur activité hors de la France métropolitaine, souscription de parts de S. A. R. L.

(3) Non compris les crédits à l'exportation.

Source: Fonds de développement économique et social.

C. — **Investissements dans les pays d'outre-mer (1).**

a) *Afrique du Nord.*

1. Algérie.

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	30,4	38,4	54,3	68,8
B. — Ressources privées mixtes recensées:					
Institutions financières métropolitaines	4,4	6,9	8,5	9,8	8,1
Augmentations de capital et émissions publiées au B. A. L. O. de la métropole	0,1	0,7	1,5	1,1	1
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	4,5	7	8	»
C. — Ressources locales:					
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	15	14,8	14,3	Non connu.
Ressources de trésorerie	2,1	2,9	0,3	0,5	»
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	»	0,6	0,6	»
Crédits bancaires	11,6	3,7	2,8	4	»
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	10,6	7	8	»
Total	46,8	32,2	25,5	27,4	»
D. — Ressources étrangères	0,3	»	»	»	»
Total des ressources recensées ou évaluées	81,5	74,7	80,9	100,6	»

(1) L'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité nationale ne permet pas encore de connaître d'une manière certaine le volume des investissements réalisés dans les pays d'outre-mer.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Tunisie et Maroc.

(En milliards de francs courants)

DÉSIGNATION	TUNISIE					MAROC				
	1952	1953	1954	1955	1956	1952	1953	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	9	14,6	22,2	20,9	23,8	12
Pour mémoire: crédits ouverts	»	»	»	(19,4)	(20,0)	»	»	»	(23,4)	(28)
B. — Ressources privées mixtes:										
Institutions financières métropolitaines	1,2	0,8	1,5	2,4	0,9	3,8	5,1	4,5	4,7	0,5
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* métropolitain	1,2	1	»	»	»	0,9	3,4	1,1	2,4	»
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	Non connu.	0,4	»	0,1	»	Non connu.
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»	10	7,5	7	6	»
Total B	3,4	3,4	2,4	2,4	»	15,1	16	12,7	13,1	»
C. — Ressources locales:										
Crédits des budgets locaux	2,5	2	3	1,4	»	21,5	20,9	18,5	10,2	»
Bons d'équipement				0,5					2,8	
Ressources de trésorerie	1,1	»	»	»	»	1	1	2,1	0,5	»
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	»	2	2	0,8	»	9	1,3	3,6	1,9	»
Crédits bancaires	0,2	0,2	0,2	0,2	»	»	4,8	»	»	»
Ressources propres des établissements et collectivités	»	0,2	»	»	»	7,3	5,3	11,4	7,6	»
Total	3,8	4,4	5,2	2,9	»	38,8	33,3	35,6	25	»
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»	»	2,4	1	»	»
Total ressources recensées ou évaluées	20,1	24,3	23,2	19,9	»	68,5	73,9	70,2	59,9	»

b) *Territoires d'outre-mer.*

(En milliards de francs.)

	1952	1953	1954	1955	1956
Fonds publics effectivement utilisés localement pour le financement des investissements	86 (2)	68,5	68,5	72,4	80

c) *Départements d'outre-mer.*

(En milliards de francs.)

	1953	1954	1955	1956
Total des fonds publics utilisés.	6,8	6,8	8,3	8,8

Source: F. I. D. E. S.

D. — Logement. — Urbanisme et reconstruction.

1° Investissements correspondant a la construction de logements et réparations d'immeubles

(Evolution globale.) (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956
Montant global des investissements	415	446	650	760	780

Source: Fonds de développement économique et social.

2° Ensemble de la construction

(Part de l'Etat relative au financement de l'ensemble de la construction.)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1955			1956		
	Autorisations de programme.	Crédits de payement.	Dépenses effectives.	Autorisations de programme.	Crédits de payement.	Dépenses prévisibles.
B. — Aide à la construction privée:						
Prime à la construction	9	11	7,3	10,1	16,5	14
Logements de fonctionnaires (VI A)	2	2	»	2	1	1
Total B	11	13	7,3	12,1	17,5	15
C. — Prêts aux organismes H. L. M. de la métropole (3)	130	107	71	(4)130	107	95,5
D. — Reconstruction:						
Règlement en espèces d'indemnités pour reconstruction d'immeubles d'habitation dans la métropole	104	92,6	67,7	109,6	(2) 68,1	68,1
Travaux d'Etat et avances aux associations syndicales (1)	28,8	33,85	44	34,2	19,9	39
Mobilisation et remboursement de titres pour immeubles d'habitation	»	11,5	11,5	»	10,3	10,3
Total D	132,8	137,95	123,2	143,8	(2) 98,3	117,4
Total général	292,15	267,5	209,2	305,1	(2) 231,5	241,2

(1) Sauf frais d'entretien, d'amélioration et de gestion des constructions provisoires et frais d'évaluation des dommages mobiliers.
(2) Compte tenu de 15 milliards de crédits supplémentaires.
(3) La ventilation entre la métropole et l'Algérie n'a pu être faite que pour les dépenses effectives imprévisibles.
(4) Autorisations effectivement réparties à la date du 1er décembre 1956.
Source: Fonds d'expansion économique et sociale.

3° Constructions privées

a) *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES				
	1952	1953	1954	1955	1956
Nombre des prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	53,5	55,5	54,2
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	185	217	233
Montant total des devis soumis (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314	337
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4	128,6
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6	495,6
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,66	8,91	9,10

Nota. — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.
(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.
(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).
Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

b) *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (P.)
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1)	11.155	66.530	70.994	109.285	178.203	197.332	220.000
Dont primes à 1.000 francs	»	»	»	22.012	76.059	92.968	»
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1)	106	6.039	20.346	30.808	52.806	82.834	116.000
Dont primes à 1.000 francs	»	»	»	91	6.381	27.513	»

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.

Source: Fonds de développement économique et social.

c) *Permis de construire.*

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	UNITÉ	1954	1955	1956				1957
				1er trim.	2e trim.	3e trim. (P)	4e trim. (P)	1er trim. (P)
Nombre de logements autorisés.								
France entière	Logement.	69.767	73.192	82.166	92.295	96.800	92.493	76.513
Dont: reconstructions	—	10.389	7.573	4.963	5.335	4.843	4.354	»
Dont: constructions neuves	—	59.378	65.619	77.203	86.960	81.957	88.139	»
Seine (ensemble du département)	—	7.663	10.815	15.184	12.257	11.996	9.335	18.834
Seine-et-Oise (ensemble du département)	—	6.367	6.671	7.003	6.287	5.596	8.324	7.588
Dimensions moyennes.								
Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*)	Pièce.	»	»	3,6	3,7	3,6	3,6	»
Surface habitable par logement (*a*) (*c*)	m²	»	»	65	66	64	63	»
Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation (a) (b).								
Logements d'une pièce	Pourcentage.	»	»	3	3	3	3	»
Logements de deux pièces	—	»	»	13	11	13	14	»
Logements de trois pièces	—	»	»	32	32	33	34	»
Logements de quatre pièces	—	»	»	32	33	33	32	»
Logements de cinq pièces	—	»	»	15	16	14	13	»
Logements de six pièces et plus	—	»	»	5	5	4	4	»
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	»
Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.								
Agglomération et zone suburbaine de Paris	Pourcentage.	»	»	26	18	19	18	»
Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants	—	»	»	16	15	14	14	»
Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants	—	»	»	5	8	8	7	»
Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants	—	»	»	7	8	10	8	»
Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants	—	»	»	11	12	10	13	»
Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants	—	»	»	6	7	7	7	»
Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants	—	»	»	7	7	7	8	»
Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants	—	»	»	5	6	7	6	»
Unités rurales (*d*)	—	»	»	17	19	18	19	»
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	»

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).

(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.

(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.

(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.

Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E.

VI. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1956 I	1956 II	1956 III	1956 IV	1957 I	1957 II	1938	1952	1953	1954	1955	1956
A. — *Banque de France*												
Taux d'escompte de la Banque de France (1):												
1956	3	3	3	3	3	4	2,66	4	3,83	3,25	3	3
1957	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres (2):												
1956	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	6	3,7	4,5	4,5	5,5	4,5	5,5
1957	4,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances à trente jours (3):												
1956	3	3	3	3	3	»	2,66	3,5	3,5	3,25	3	3
1957	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Argent au jour le jour:												
1956	3,06	3,02	3	3,57	3,53	3,97	2,16	3,79	4,04	3,59	3,16	3,19
1957	3,53	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
B. — *Or fin* (francs).												
1 gramme d'après le prix du kg:												
1956	455,5	453	478,3	459	463	464	39,15	526	482	424	429	460
1957	463	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
C. — *Devises.*												
Dollar (cours parallèle) (4):												
1956	393	390	350	395	399	398	34,95 (cours libre)	415	400	369	372	397
1957	399	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Franc suisse (cours parallèle) (5):												
1956	93	93	97	94	95	95	7,99 (cours libre)	96	93	86	88	95
1957	95	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Livre sterling (cours parallèle) (6):												
1956	1.033,9	1.041,2	1.068,2	1.025	1.067	1.073	170,9 (cours libre)	1.010	1.044	995	992,9	1.043

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 decembre 1954).
(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.*: Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.
(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.
(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.
(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — Ensemble des devises.

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.
(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITÉS ET DIVISIONS	ANNÉE 1938	QUATRE DERNIÈRES ANNÉES 1951	1952	1953	1954	ANNÉES 1955	1956	1957 (mars).
	Or:								
	Gramme de fin	39,15	546	526	482	424	429	460	461
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.288	4.078	3.673	2.754	2.639	3.232	3.424
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	977,50	979	979	979	979	981	985,50
Allemagne occidentale	1 deutsche mark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	24,70	25	25,02	25,08	19,44	19,44	19,44
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	782,50	783,12	784	787,50
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):								
	Libre	1,18	7,02	7,02	7,01	7	7	7	7
	Parallèle	»	7,29	7,56	7,61	7,20	7,52	7,89	7,80
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	18,87	9,20	8,20	5,44	5,40	5,65
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	332,14	357,49	355,60	359,50	355	355,70	366,05
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	»	»
Espagne	1 peseta (100 centimos)	2	8,85	8,93	9,08	9,22	9,22	3,22	3,22
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):								
	Libre	34,95	349,96	349,96	349,97	349,97	349,97	349,99	350
	Parallèle	»	398	415	400	369	372	396,30	398
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):								
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980	980
	Parallèle	»	964,90	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.043	1.075
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,023	0,012	(1) 11,67	11,59	11,70	11,70
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,50	73,52	73,67	73,98
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,50	979,83	982,20	987
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	350	194,44	194,44	194,44	194,44
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,48	40,50	40,57	(1) 28	28	28	28
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49	49
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973	973,50	973,50	973,50	973,79	975,65	980
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	105,72	73,55	73,67	73,98
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	92,10	87,52	92,1	92,10	92,10
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	87,52	92,10	87,57	87,72	87,72
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,22	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17	12,17
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66	67,65
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):								
	Libre	7,99	80,82	80,13	80,35	80,32	79,99	80,04	80,04
	Parallèle	»	92	96	93	86	88	94,60	95,35
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,38	124,54	125	125
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,70	104,72	104,72	104,72	104,73	104,82	104,84
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	7	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17

(1) A compter du 14 mai 1954.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 F, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 F pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

C. — Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.)

(Moyenne 1949 = 100)

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*)	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957 1er trim.	1957 2e trim.
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable.*	11,4	90	143	159	214	302	308	330	414
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	404	510
Dont:									
122 valeurs industrielles (1)	10,71	95	151	162	227	333	353	400	375
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	721	884	1.282
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	191	195	211
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	408	479	610
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	180	195	285	350	291	267	278
Automobiles	8,50	111	170	169	280	495	420	372	395
Industries chimiques	5,89	82	118	160	169	276	324	353	(401)
Textiles	20,18	97	140	123	134	141	133	151	161
Transports	11,98	92	166	202	233	331	317	383	367
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	647	755	816
Banques	4,47	128	205	272	464	643	617	585	729
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.758	1.716	1.657
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	170	140	141	150
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	100	92	82
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	143	164	156
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	199	202	207
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	135	124	126
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	97	95	98
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	120	129
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	269	270	296
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe et indexé* (2)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	132	126,7	125
Rentes perpétuelles (3)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	118,6	111,3	105,7
Secteurs ind. public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	128,1	231	237,7
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	120,9	119,5	110,2	103,8

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929:

Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 ou base = 100 moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

D. — Marché financier (taux).

(Moyenne hebdomadaire. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957 1er trim.	1957 2e trim. (avril).
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,38	3,24	3,16
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,73	5,63	5,70
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,23	5,57	5,76
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	5,62	5,31	3,94	3,13	3,60	3,54
Secteur libre (obligations industrielles)	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,70	7,40	7,65
Obligations émises dans le mois	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	5,94	6,70	6
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25	3,25	3,25

Source: I. N. S. E. E.

VII. — FINANCES EXTERIEURES

A. — Balance commerciale (or inclus).

(En milliards de francs.)

1° Résultats globaux

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957 I	1957 Avril	1957 Mai
Balance générale:									
Importations	77.19	132,64	121,52	126,84	138,04	164.60	198,96	199,9	201,8
Exportations	65,33	118,04	117,24	126,04	141,32	135,22	156,78	155,2	157,6
Balance	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 0,80	+ 3,28	— 29,47	— 42,18	— 44,7	— 44,2
Balance avec l'étranger:									
Importations	57,14	102,63	91,08	92,57	103,98	128.18	157,12	154,9	154,4
Exportations	38,10	68,18	73.87	80,47	96,77	91,74	101,38	101	103
Balance	— 19,04	— 34,45	— 17.21	— 12,1	— 7,21	— 33,44	— 55,74	— 53,9	— 51,4
Balance avec l'Union française:									
Importations	20,65	30,01	30,44	34,27	34,06	38,51	41,84	45	47,4
Exportations	27,23	49,86	43,37	45,56	44,55	43,48	55,40	54,1	54,6
Balance	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 11,29	+ 10,49	+ 4,97	+ 15,56	+ 9,1	+ 7,2

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957 I	1957 Avril	1957 Mai
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66.7	68,4	81,1	86,9	93,1	72,7	64,5	65	67
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	142,5	132,9	130,8	112,9	132,4	120	115
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	99,4	102	82	78,8	78	78

b) *Part respective de l'étranger et de l'U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.*

(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Importations:									
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	73	75,3	76,6	78,9
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	27	24,7	23,4	21
Exportations:									
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	63,8	68,5	67,8	64,7
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	36,2	31,5	32,2	35,3

c) *Evolutions annuelles.*

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Importations:										
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248	1.514
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408	462
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656	1.976
Exportations:										
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161	1.101
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535	522
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696	1.623
Solde:										
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86	— 413
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126	+ 60
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40	— 353

Source: Ministère des finances.

2° Répartition des échanges extérieurs par zones (étranger) or exclu
(Moyennes mensuelles.)

a) *Evolution en 1956 et 1957.*
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Zone dollar:					
Importations:					
1956	18,3	24,4	25,8	28,1	24,2
1957	38,2	»	»	»	»
Exportations:					
1956	9,2	12,1	11,1	11,1	10,9
1957	13,7	»	»	»	»
Soldes:					
1956	— 9,1	— 12,4	— 14,7	— 17	— 13,3
1957	— 24,5	»	»	»	»
Zone sterling:					
Importations:					
1956	34,4	37	33,5	35,3	35,1
1957	40,7	»	»	»	»
Exportations:					
1956	15,7	16	13,2	14,4	14,8
1957	16	»	»	»	»
Soldes:					
1956	— 18,7	— 21	— 20,3	— 20,9	— 20,3
1957	— 24,7	»	»	»	»
Autres zones:					
Importations:					
1956	58	64,3	62	72,5	64,2
1957	76,7	»	»	»	»
Exportations:					
1956	71	63,8	59,2	69,3	63,4
1957	70,1	»	»	»	»
Soldes:					
1956	+ 13	— 0,5	— 2,8	— 3,2	— 0,8
1957	— 6,6	»	»	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles des échanges par zones monétaires.*
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1956	1955	1954	1953	1952	1938
Zone dollar:						
Importations	290,4	196,8	166,1	167,7	214,5	6,89
Exportations	130,8	110,4	95,2	97	76,9	2,35
Solde	— 161,6	— 88,1	— 70,9	— 70,7	— 137,6	— 4,95
Zone sterling:						
Importations	421,2	405,6	393,8	416,4	434,6	9,29
Exportations	177,6	201,6	153	142,3	152	4,34
Solde	— 243,6	— 214,8	— 240,8	— 274,1	— 282,6	— 3,95
Dont:						
Pays de l'O. E. C. E.:						
Importations	190,8	174	»	»	»	»
Exportations	120	146,4	»	»	»	»
Solde	— 70,8	— 27,6	»	»	»	»
Importations	770,4	628,8	»	»	»	»
Exportations	760,8	834	»	»	»	»
Solde	— 116	+ 205,2	»	»	»	»
Importations	579,6	464,4	»	»	»	»
Exportations	585,6	603,6	»	»	»	»
Solde	+ 6	+ 139,2	»	»	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° Valeurs des échanges par groupements d'utilisation

(Moyennes mensuelles.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1954	1955	1956	1957
Importations.						
Alimentation humaine, boissons, tabacs:						
Etranger	7,61	12,30	8,72	3,89	16,15	15,90
U. F. O. M.	14,82	21,38	25,29	21,65	23,67	26,98
Total	22,43	33,68	34,01	31,54	39,82	42,88
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):						
Etranger	40,96	75,12	68,01	75,36	86,90	112,22
U. F. O. M.	4,9	8,11	8,11	12,21	14,60	14,64
Total	45,86	83,23	76,12	87,57	101,50	126,86
Dont:						
Energie, lubrifiants:						
Etranger	»	»	»	24,27	28,97	40,05
U. F. O. M.	»	»	»	0,15	0,11	0,08
Total	»	»	»	24,42	29,08	40,13
Demi-produits manufacturés:						
Etranger	»	»	»	17,87	21,44	24,76
U. F. O. M.	»	»	»	2,14	2,39	2,39
Total	»	»	»	20,01	23,83	27,15
Exportations.						
Alimentation humaine, boissons, tabacs:						
Etranger	4,26	5,83	9,65	14,85	11,31	12,72
U. F. O. M.	3,95	7,28	7,39	6,93	7,64	9,50
Total	8,21	13,11	17,04	21,78	18,95	22,22
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):						
Etranger	21,02	42,03	47,65	55,19	52,93	57
U. F. O. M.	6,3	13,68	11,37	12,15	11,60	14
Total	27,32	55,71	59,02	67,34	64,53	71
Dont:						
Energie, lubrifiants:						
Etranger	»	»	»	8,61	6,38	5,96
U. F. O. M.	»	»	»	2,69	2,90	2,37
Total	»	»	»	11,30	9,28	8,33
Demi-produits manufacturés:						
Etranger	»	»	»	33,54	32,39	35,39
U. F. O. M.	»	»	»	8,36	7,56	10,40
Total	»	»	»	41,90	39,95	45,79

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4° Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

Unité: milliards de francs.

PAYS	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Allemagne:									
Importations	36,9	68,4	69,9	102,1	116,7	110,7	120,5	152,04	200,16
Exportations	23,4	39,9	84,3	70,0	79,9	99,5	125,1	158,32	168,12
Grande-Bretagne:									
Importations	18,6	32,5	40,0	50,8	53,2	56,7	57,3	62,64	80,52
Exportations	31,8	70,1	98,1	120,5	75,1	74,6	84,4	123,72	97,20
Italie:									
Importations	11,4	17,7	37,3	47,8	33,9	22,5	27,5	36,12	49,80
Exportations	4,6	15,7	27,9	34,9	37,6	45,3	57,5	64,92	65,28
Pays-Bas:									
Importations	16,2	22,5	24,0	32,8	33,4	31,6	34,8	48,36	54,24
Exportations	18,2	35,5	37,3	37,5	27,6	31,6	36,7	50,28	45,60
Suède:									
Importations	9,5	14,2	17,3	35,1	34,6	26,5	26,5	33,84	42,48
Exportations	13,1	16,2	24,7	29,9	22,2	25,7	31,2	31,68	24,96
Suisse:									
Importations	13,8	15,4	28,7	30,8	27,4	29,1	30,2	32,28	41,52
Exportations	23,7	27,3	40,9	57,6	47,1	92,6	56,7	74,16	78,84
U. E. B. L.:									
Importations	25,2	32,2	49,1	72,5	58,4	56,4	70,3	90,48	107,16
Exportations	31,3	45,1	68,9	85,6	79,5	85,1	102,9	117,6	124,68
Arabie saoudite et Koweit (1):								A. S.: 22,20 K.: 53,76	A. S.: 22,56 K.: 61,80
Importations	»	51,5	50,6	89,7	116,3	83,1	76,5		
Exportations	»	0,7	0,5	1,7	2,8	2,4	1,6	»	»
Irak:									
Importations	9,9	15,5	22,7	34,4	52,3	67,4	77,7	79,20	73,32
Exportations	1,5	0,4	0,4	0,6	1,1	2,0	1,3	»	»
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:									
Importations	4,7	6,5	14,2	41,0	24,3	16,9	19,5	29,52	22,80
Exportations	0,6	1,4	2,6	5,9	2,9	2,6	3,8	3,72	5,04
Pakistan et Union indienne (1):									
Importations	»	10,1	19,6	41,0	22,0	18,4	15,6	11,04	20,28
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	13,4	15,0	21,2	4	21,96
Egypte:									
Importations	12,7	11,2	16,6	21,2	18,1	18,1	16,2	13,44	11,88
Exportations	6,3	11,1	19,3	24,0	17,6	20,0	20,6	22,1	8,64
Argentine:									
Importations	16,8	12,0	31,1	33,4	19,6	20,9	19,8	12,96	26,88
Exportations	6,3	55,4	33,1	36,0	12,6	6,6	15,4	22,56	11,04
Brésil:									
Importations	6,7	9,0	18,7	31,1	30,0	31,1	36,3	23,28	21,12
Exportations	4,9	5,7	17,3	31,1	25,4	36,5	27,5	25,32	11,52
Canada:									
Importations	9,3	10,4	6,8	17,9	25,1	12,2	13,7	20,88	24,12
Exportations	2,3	3,3	4,8	7,7	6,7	9,0	7,6	8,88	10,56
Etats-Unis:									
Importations	118,7	162,7	131,5	181,5	159,6	134,8	133,3	161,76	238,20
Exportations	15,8	15,7	43,7	88,4	54,8	63,5	54,1	71,40	78,36
Australie et Nouvelle-Zélande:								A.: 60,72 N.-Z.: 18,96	A.: 63 N.-Z.: 19,68
Importations	37,2	52,8	52,4	90,2	62,9	84,2	81,4	11,64	7,44
Exportations	2,0	5,6	11,2	18,5	9,6	10,3	920,2	1,80	1,56
Ensemble des pays étrangers:									
Importations	482,1	681,1	779,0	1.222,9	1.153,4	1.012,5	1.064,2	1.232,40	1.543,44
Exportations	241,3	455,4	675,3	883,0	742,5	804,3	920,2	1.146,36	1.101,24

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.**

(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. Valeur globale

(En milliards de francs métropolitains.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956 9 mois (1).
Francs courants:									
Importations	14,7	512,5	596	826	941	848	879	883	595,9
Exportations	15,3	314	399	497	520	520	579	532	422,6
Solde	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 329	— 421	— 318	— 300	— 351	— 173,3
Pourcentage de couverture	104	61,4	67	60	55	62	66	60,2	71

(1) Sauf Etats associés d'Indochine.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Répartition des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Avec la France:								
Importations	8,7	355	424	587	657	587	599	576
Exportations	10,6	209	244	294	310	313	354	354
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	— 347	— 274	— 245	— 222
Pourcentage couverture	122	59	58	50	47	53	59	61
Avec l'étranger:								
Importations	5	122	131	183	223	202	216	244
Exportations	3,9	75	123	153	157	153	169	176
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	— 66	— 49	— 47	— 68
Pourcentage couverture	78	61	94	84	71	78	78	72

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Afrique du Nord (1):									
Importations	8,7	275	319	427	469	434,3	445	481	356,9
Exportations	8,5	170	223	260	281	271,7	285,2	312,5	226,5
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	— 188	— 162,6	— 154,8	168,5	(2) — 130,4
Pourcentage de couverture	97,7	62	70	64	60	62,6	64,1	67	63,5
Départements outre-mer:									
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	42,5	39,4	41,9	44,1	44,7
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	27,7	26,5	32,7	32,9	32,9
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	— 14,8	— 12,9	— 9,2	— 11,2	— 11,8
Pourcentage de couverture	106	79	71	74	65,1	67,2	78	74,5	73,6
Territoires outre-mer:									
Importations	3,2	147	178	258	273	240,2	269,9	275,3	206,6
Exportations	3,1	106	130	165	170	187,3	227,3	217,3	171,8
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	— 103	— 52,9	— 42,5	— 58	(2) — 34,8
Pourcentage de couverture	97	72	73	64	62	78	84,2	79,3	83,2
Etats associés d'Indochine:									
Importations	1,95	67	74	107	157	134,3	121,9	92,1	»
Exportations	2,84	19,3	28	47	41	34,6	33,8	24,2	»
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	— 116	— 99,7	— 88,1	— 67,9	»
Pourcentage de couverture	146	29	38	44	26	25,7	27,7	26,2	»

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer; Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

(2) 9 mois.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a : $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

Indices de valeurs moyennes (1) (or exclu).

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	100 en 1949		100 en 1956.	100 en 1949		100 en 1956.
	Année 1955.	Année 1956.	1er trimestre 1957.	Année 1955.	Année 1956.	1er trimestre 1957.
Alimentation, boissons, tabacs:						
Etranger	85	83	101	129	123	98
Zone franc	103	106	99	109	127	102
Ensemble	90	91	100	114	125	100
Produits bruts:						
Etranger	124	124	114	133	136	108
Zone franc	109	118	105	124	129	101
Ensemble	122	123	113	130	134	106
Energie, lubrifiants:						
Etranger	110	119	110	112	120	129
Zone franc	123	124	103	223	260	110
Ensemble	113	120	108	113	120	129
Produits manufacturés:						
Etranger	113	118	101	133	133	100
Zone franc	137	146	102	169	178	105
Ensemble	121	126	101	134	135	100
Indices globaux:						
Etranger	108	112	103	127	129	109
Zone franc	129	135	102	116	132	102
Ensemble	114	119	103	124	130	107

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

Termes de l'échange (or exclu).

DÉSIGNATION	1949 = 100			1956 = 100
	Année 1955.	Année 1956.	4e trimestre 1956.	1er trimestre 1957.
Etranger	85	87	88	94
Zone franc	111	102	104	100
Ensemble	92	92	93	96

D. — Balance des payements.

1. Evolution d'ensemble

Zone franc. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1938 (1)	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)	1953	1954	1955	1956
Exportations (métropole)	640	1.040	1.082	1.567	1.880	2.496	2.024	2.155	2.545	3.150	3.279
Importations (métropole)	870	2.492	2.510	2.035	1.958	3.267	2.643	2.494	2.724	3.064	4.087
Solde commercial de la métropole	— 230	— 1.452	— 1.428	— 468	— 78	— 771	— 619	— 339	— 179	+ 86	— 808
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	+ 207	— 61	— 101	— 71	— 37	— 199	+ 28	+ 222	+ 441	+ 517	+ 97
Déficit des P. O. M.	— 60	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88	— 68	— 103	— 68	— 196	— 124
Solde des payements courants	— 83	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194	+ 407	— 835

(1) Les chiffres de la balance des payements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952 la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des payements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

N. B. — *Pays d'outre-mer.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	365	391	364	483	472	403
Importations	456	469	460	540	655	533
Solde commercial	— 91	— 78	— 96	— 57	— 183	— 124
Solde des éléments non commerciaux	+ 3	+ 10	— 7	— 11	— 13	— 27
Solde des payements courants	— 88	— 68	— 103	— 68	— [illegible]	— 15

Source: Office des changes.

2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones

Zone dollar (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	426	343	378	433	527	632
Importations	863	680	632	753	837	1.090
Balance commerciale	— 437	— 337	— 254	— 320	— 310	— 458
Solde des éléments non commerciaux	— 86	+ 175	+ 374	+ 503	+ 640	+ 472
Solde des payements courants	— 523	— 162	+ 120	+ 183	+ 330	+ 14

Zone sterling. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	815	600	558	643	804	806
Importations	991	828	863	862	959	1.081
Balance commerciale	— 176	— 228	— 305	— 219	— 155	— 275
Solde des éléments non commerciaux	+ 55	+ 31	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28
Solde des payements courants	— 121	— 197	— 274	— 152	— 43	— 247

Avec les pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling. (*Métropole — P. O. M.*) (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	1.130	1.049	1.095	1.446	1.778	1.781
Importations	1.351	1.141	1.022	1.155	1.458	1.917
Balance commerciale	— 221	— 92	+ 73	+ 291	+ 320	— 136
Solde des éléments non commerciaux	— 180	— 164	— 178	— 127	— 234	— 376
Solde des payements courants	— 401	— 256	— 105	+ 164	+ 86	— 512

Autres pays. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	490	423	488	506	512	468
Importations	518	463	437	484	465	532
Balance commerciale	— 28	— 40	+ 51	+ 12	+ 47	— 74
Solde des éléments non commerciaux	+ 15	— 4	— 12	— 11	— 13	— 16
Solde des payements courants	— 13	— 44	+ 39	+ 3	+ 34	— 90

Source: Office des changes.

3. Evolution des différents postes de la balance

a) *Règlements commerciaux.*

DÉSIGNATION	1954			1955			1956		
	Exportations.	Importations.	Solde.	Exportations.	Importations.	Solde.	Exportations.	Importations.	Solde.
Métropole.									
Zone dollar (y compris Canada)	319	579,5	— 260,5	418,5	562,1	— 143,6	557,1	943,9	— 386,8
Zone sterling	516,8	745,8	— 229	689,8	845,3	— 155,5	704,6	978,1	— 273,5
U. E. P. (moins zone sterling)	1.256,5	961	+ 295,5	1.575,9	1.254	+ 321,9	1.595,8	1.700,4	— 104,6
Autres pays	452,4	437,8	+ 14,6	465,8	402,3	+ 63,5	421,2	464,9	— 13,7
Total	2.544,7	2.724,1	— 179,4	3.150	3.063,7	+ 86,3	3.278,7	4.087.3	— 808,6
Pays d'outre-mer.									
Zone dollar (y compris Canada)	113 9	173,7	— 59,8	109	274,7	— 165,7	74,7	145,9	— 71,2
Zone sterling	125,9	116 1	+ 9,8	114,4	113 9	+ 0,5	101	102,9	+ 1,9
U. E. P. (moins zone sterling)	189,8	193 9	— 4,1	201,8	203,8	— 2	185,4	216,5	— 431,1
Autres pays	53,3	55,9	— 2,6	46,3	62,9	— 16,6	47,4	67,6	— 20,2
Total	482.9	539,6	— 56,7	471,5	655.3	— 183,8	409	533.3	— 124,3
Zone franc.									
Zone dollar (y compris Canada)	432,9	753 2	— 320,3	527,5	836 8	— 309,3	631,8	1.089 8	— 458
Zone sterling	642,7	861,9	— 219,2	804,2	959 2	— 155	806,1	1.081 5	— 275,4
U. E. P. (moins zone sterling)	1.446,3	1.154,9	+ 291,4	1.777,7	1.457,8	+ 319,9	1.781.2	1.916,9	— 135,7
Autres pays	505,7	493,7	+ 12	512,1	465,2	+ 46,9	468,6	532,5	— 63,9
Total	3.027,6	3.263,7	— 236,1	3.621,5	3.719	— 97,5	3.687,7	4.620,7	— 933

b) *Règlements non commerciaux.*

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1952		1953		1954		1955	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
Touristes et voyageurs	136	117	124	137	185.1	130,8	195,3	169,2
Transports	145	328	120	2 6	148,5	245,9	148,5	292,7
Assurances	21	34	25	38	26,7	37,4	34,7	42
Revenus du capital	101	54	112	61	118,7	79	152,1	87,2
Revenus du travail	6	77	7	88	8,7	94	9,9	103,3
Revenus de la propriété intellectuelle	20	41	24	46	25,8	55,4	33,4	70,7
Intérêts des emprunts publics	8	81	6	88	5.6	81,7	10,2	71
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	309	7	515	7	612,4	10	680,4	8,2
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	1	17	3	2	6,3	1,3	0,3	2,6
Divers	230	183	210	218	262,8	235,2	330,9	244,7
Totaux	977	939	1.146	931	1.400,6	970,7	1.595,7	1.091,6

DÉSIGNATION	1956		1952	1953	1954	1955	1956
	Recettes.	Dépenses.	Solde.	Solde.	Solde.	Solde.	Solde.
Touristes et voyageurs	154,7	232,6	+ 19	— 13	+ 54.3	+ 26,1	— 77,9
Transports	168.5	431	— 183	— 126	— 97,4	— 144,2	— 262,5
Assurances	31.7	41,3	— 13	— 13	— 10,7	— 7,3	— 9,6
Revenus du capital	199,3	103,6	+ 47	+ 51	+ 39,7	+ 64,9	+ 95,7
Revenus du travail	11.1	130,1	— 71	— 84	— 85,3	— 93,4	— 119
Revenus de la propriété intellectuelle	38,5	78,1	— 21	— 22	— 29.6	— 37,3	— 39,6
Intérêts des emprunts publics	19	66,3	— 73	— 82	— 76,1	— 60,8	— 47,2
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	556,5	8,9	+ 302	+ 508	+ 602,4	+ 672,2	+ 547,7
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	2,3	2,4	— 16	+ 1	+ 5	— 2,3	— 0,1
Divers	337,9	326.5	+ 47	— 8	+ 27,6	+ 86,2	+ 10,4
Totaux	1.519,5	1.421,8	+ 38	+ 215	+ 429,9	+ 504,1	+ 97,7

Source: Ministère des finances.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulative de la zone franc à l'Union européenne des paiements.

(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1955											
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 966,9	— 949,6	— 923,3	— 912,5	— 904,2	— 882,5	— 856,1	— 834,8	— 818,1	— 838,2	— 834,6	— 841,2
Utilisation du quota:												
Crédit reçu	159,2	157,1	155	152,9	150,9	148,2	146,8	144,8	142,7	140,7	138,7	86,6
Or versé	361,1	361,1	361,1	361,1	361,1	361,1	361,1	361,1	361,1	308,1	304,4	361,1
Position nette mensuelle	+ 6,3	+ 17,3	+ 26,3	+ 10,9	+ 8,2	+ 21,7	+ 26,4	+ 21,3	+ 16,7	— 20,1	+ 3,6	— 6,6

DÉSIGNATION	1956									
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 896,7	905,5	— 957,8	— 991,2	— 1019,5	— 1065,7	— 1136,3	— 1201,7	— 1284,6	— 1363
Utilisation du quota:										
Crédit reçu	84,5	82,5	80,5	78,6	76,6	— 74,6	— 90,3	— 105,5	— 140,4	— 173
Or versé	416,6	425,3	477,2	511,1	539,4	— 585,6	— 638,5	— 689,2	— 732,8	— 776,6
Position nette mensuelle	— 55,5	— 8,1	— 51,8	— 39,9	— 28,3	— 46,3	— 70,6	— 68,4	— 79,9	— 78,4

DÉSIGNATION	1957			
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 1.565,5	— 1.653,5	— 1.747,2	— 1.855,4
Utilisation du quota:				
Crédit reçu	— 247,8	— 267,8	— 289,3	— 314,4
Or versé	— 898,5	— 964,6	— 1.034,8	— 1.116
Position nette mensuelle	— 70,5	— 88	— 93,7	— 108,2

Sources: O. E. C. E., I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (Office des changes). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78

Estimations globales de la direction générale du tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	400

(1) Evaluation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

I. — PRIX

A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1° INDICES DES PRIX DE GROS

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES				
	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	I (mars)	II (juin)	1950	1952	1954	1955	1956
							(Moyenne mensuelle.)				
1. *Ensemble* (488 articles)	140,2	140,9	141,6	144,3	143,6	(146,1)	108,3	144,9	135,9	135,7	141,6
2. *Indices partiels par branches de production:*											
A. — Produits alimentaires (112 articles)	127,4	128,3	128,4	130	125,7	(128,8)	103,2	134	124,6	122,6	129,3
B. — Combustibles et énergie (57 articles)	142	142,1	145,6	151,3	151,1	(160,8)	105,6	142,3	138,9	139,5	144,2
C. — Produits industriels (319 articles):											
Ensemble	150,7	151,7	151,9	154,7	156,1	(156,6)	103,7	158,2	145,1	145,9	151,6
Produits métallurgiques	171,9	170,1	171,3	170,5	171,1	(173,6)	104,9	161,8	142,8	139,5	170,5
Produits chimiques	138,4	136,6	137,1	137,8	137,9	(136,7)	101,2	148,9	138,7	136,9	137,5
Caoutchouc	170,8	167,6	168,2	176,5	168,6	(169,3)	211	185	148,5	171,9	171,1
Cuirs	91,1	90,8	91,3	89,6	89,7	(90,9)	124,8	91,2	87,2	85	90,4
Corps gras industriels	87,6	87,1	87,2	91	90,7	(89,3)	97,2	93,7	88,7	85,6	87,8
Bois	224	228	228	228	230	(232)	104,1	219	198,9	201	227
Textiles	122,1	126,7	126,1	134,6	138,7	(138,5)	135,7	144	134,4	124,7	126
Pâtes à papier et vieux papiers	178,3	178,3	176,8	177,1	177,6	(178,4)	110,1	222	178	175,9	177,7
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	162,5	170,1	167,8	174,5	175,2	(173,9)	125,2	175,4	159,4	162,2	169,5
4. *Indices des produits importés* (1):											
Ensemble (43 articles)	137,5	138,9	136,7	144,4	145,9	(148)	132,5	154,1	142,6	137,2	138,4
Matières premières industrielles importées	142,8	143,2	138,2	150,8	150,7	(148,6)	145,7	158,4	142,8	141,7	142,5
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (sur la base 1938 = 1; le niveau de 1949 est à 19)	177,7	241	148	153,3	126,2	(166,5)	97,4	118,7	126,2	123,4	180
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	126	125	126	125	120	5	97,5	129,7	126,7	128	125,7

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

Source: I. N. S. E. E.

7. *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHES	GROUPES	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Débarquement	Morue et poissons saisonniers	102,8	110,4	101,5	116,3	122,8	137,6
	Poissons frais non saisonniers	116,0	128,1	118,0	136,4	136,2	148,9
	Crustacés et mollusques	155,2	189,5	196,2	198,0	256,5	315,9
	Ensemble	116,6	130,4	123,8	137,6	150,8	172,6
Marché de gros de Paris.	Poissons frais	119,4	127,6	119,3	136,1	135,1	141,6
	Crustacés et mollusques	127,1	162,7	161,7	182,4	179,2	191,9
	Ensemble	121,1	135,6	129,0	146,7	145,0	155,9
Ensemble des marchés..	Poissons frais:						
	Gros	114,5	125,9	121,1	129,8	132,2	144,9
	Détail	130,9	151,8	148,3	153,0	159,8	169,9

Source: I. N. S. E. E.

8. *Indices des prix agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1952	1954	1955	1956	1957 (mars)
Indice général	85,9	86,2	109,6	99,5	100	109,6	»
Production d'origine végétale	98,5	101,4	116,9	103,6	100	116,2	118,1
Production d'origine animale	80,4	79,6	106,4	97,6	100	106,8	»
Dont:							
Bétail sur pied	73,6	72,2	105,2	97,5	100	105,2	110,8
Lait	98	99	111,4	98,7	100	108,1	103,2
Volailles et lapins	74,9	74,6	102,6	97,1	100	105,9	102,5
Œufs	82,3	78,9	103,2	49	100	114,8	»

Source: I. N. S. E. E.

2° Prix de gros de quelques produits en 1913, 1938, 1949, 1956

PRODUITS	PRIX DE GROS (EN FRANCS)				RAPPORTS DES PRIX		
	1913	1938	1949	1956 (1)	1956/1913	1956/1938	1956/1949
Blé (les 100 kg) (2)	27,73	189	2.383	3.550	128	18,8	1,5
Bœuf sur pied, Villette 1re qualité (le kilogramme net)	1,42	10,30	210	305	214,8	29,6	1,5
Lait (le litre) (3)	0,24	1,65	33,8	40	166,7	24,2	1,2
Porc, 1re qualité (le kilogramme vif)	1,75	9	148	197	112,6	21,9	1,3
Beurre laitier (le kilogramme) (4)	3.55	22,98	508	646	182	28,1	1,3
Sucre blanc n° 3 (les 100 kg)	30,80	419	6.679	7.461	242,2	17,8	1,1
Vin 9° (l'hectolitre) (5)	28,50	144,30	3.193	3.026	106,2	21	0,9
Charbon tout-venant Flénus (la tonne) (6)	20,50	164,80	3.739	5.188	253,1	31,5	1,4
Coke métallurgique (la tonne) (7)	27	206	5.106	7.602	281,6	36,9	1,5
Fonte phosphoreuse P. L. 3 (la tonne) (8)	82	641,30	15.456	25.216	307,5	39,3	1,6
Aluminium en lingots 99 p. 100 (les 100 kg) (9)	210	1.333	16.647	21.648	103,1	16,2	1,3
Peaux de bœufs moyens (les 100 kg) (10)	157	566	14.200	9.200	58,6	16,3	0,6
Caoutchouc (le kilogramme) (11)	9,78	11,03	133	309	31,6	28	2,3
Laine peignée (le kilogramme) (12)	6,29	36,70	1.047	1.476	234,7	40,2	1,4
Coton américain (le kilogramme) (13)	1,67	8,42	248	308	184,4	36,6	1,2
Nitrate de soude nu, 16 p. 100 (les 100 kg) (14)	26,27	119,70	1.864	2.204	83,9	18,4	1,2
Sulfate d'ammoniaque 20,6 p. 100 de N (les 100 kilogrammes) (15)	34,29	110,50	1.881	2.032	59,3	18,4	1,1
Papier journal (16)	29	240	3.600	5.635	194,3	23,5	1,6
Pour mémoire: niveau général des prix de gros.	»	»	»	»	180 à 200	27	1,41

(1) Moyennes mensuelles calculées sur neuf ou dix mois.
(2) En 1913, prix de la bourse de commerce, depuis, prix de base de l'O. N. I. C.
(3) Prix de gros aux détaillants de Paris, lait entier 34 grammes de matière grasse.
(4) Prix moyen en fin de mois aux halles centrales de Paris.
(5) Prix moyen d'un vin rouge 9° à Béziers, droits de circulation non compris.
(6) Wagon départ mines du Nord, taxes comprises.
(7) Taxes comprises.
(8) Fonte de moulage, peau lisse n° 3, sur wagon départ usine région Est, taxes comprises.
(9) Wagon départ usine, cotation bourse de commerce de Paris.
(10) Premier choix, taxes non comprises.
(11) Le prix de 1913 (para fin au Havre) n'est pas comparable avec les autres (feuilles fumées standard).
(12) Trame 100/105, origine Australie, taxes non comprises.
(13) 1913 et 1938: Good middling Louisiane, depuis, strict middling 15/16, rendu port d'importation, taxe sur les transactions comprise.
(14) Pour 1913 et 1938, logé départ région Nord; pour 1949 et 1956, marchandises en vrac, franco gare destinataire S. N. C. F., taxes non comprises.
(15) Pour 1913 et 1938, logé départ région Nord; pour 1949 et 1956, en vrac par wagon de 20 tonnes, franco gare S. N. C. F., taxes non comprises.
(16) Papier journal Afnor 1/1 50/52 grammes. — Teneur en cendres de 2 à 5 p. 100. Départ usine par 5 tonnes, en exonération de la taxe à la production ou à la valeur ajoutée.

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indices des prix de détail.

Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un indice *des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 articles, avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	68 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	10 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend un nombre moyen de 183 articles dont:

Trente-six produits alimentaires.
Cinq articles de chauffage et éclairage.
Cent onze produits manufacturés.
Vingt-huit « services » et trois « divers ».

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir des budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. Indices des prix de détail

a) *Paris.*

DÉSIGNATION	1956 I (mars)	1956 II (juin)	1956 III (sept.)	1956 IV (déc.)	1957 I (mars)	1957 II (juin)	ANNÉES (Moyenne mensuelle.) 1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	148,1	147,1	148,3	148,1	147,3	(149)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	139,6	138	138,3	138	135,6	(137,2)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	127,6	128,2	129,1	130,2	132,5	(134,2)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	171,2	153,9	161,1	163,4	163,4	(170,5)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	203	205	207	205	206	(207)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (1)	197,7	255,6	168,1	159,2	146,1	(187,6)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Province.*

(1949 = 100)

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.) 1950	1952	1954	1955
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles): ensemble 17 villes importantes	107,2	145,4	143,8	145,9
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	105,9	138,3	134,5	135,6
3. Indice du prix des objets manufacturés (115 articles)	100,9	136,5	128,4	128,2
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (1949 = 100) (7 articles)	108,5	172,6	173,6	172,7
5. Indice du prix des services (47 articles)	196,4	174,9	189,3	199,9
6. Indice « fruits et légumes frais » (1)	101,9	132,6	141,3	140,2

(1) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

2. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

DÉSIGNATION	MOYENNE MENSUELLE Pondération	1950	1951	1952	1953	1954	MOYENNE TRIMESTRIELLE Nouvelle pondération	1955	1956	1957 (Mars.)
Voitures particulières	54	103,8	126,8	146,4	143,3	143,3	53	140,3	142,6	144,1
Véhicules utilitaires	33	104,2	134,2	155,6	154,5	154,5	29	154,5	160,7	162,9
Motocycles	13	106,1	124,9	145,5	143,6	143,6	18	135,8	137,7	138,3
Ensemble	100	104,2	129	149,3	147	147	100	143,7	147,4	148,8

Source: I. N. S. E. E.

3. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	MOYENNE MENSUELLE					MOYENNE trimestrielle.		1957 (Mars.)
		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	136,6	160,5	157,4	154,2	155,7	158,7	163,2
Cuisinières (35)	27	105,3	139	167,3	163,1	161	162,9	165,7	170,1
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	116,3	120,9	116,4	109,2	103,6	102,8	103,3
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	124,8	114,7	142,2	141,7	142	143,4	143,7
Machines à laver (15)	4	108,5	135,5	153,8	153,3	152,7	153,1	153,9	154
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	130,2	151,6	148,4	147,2	146,8	147,4	148,4
Machines à coudre (10)	9	110,7	127,1	142,4	141,1	143,2	145,3	147,2	151,7
Récepteurs radio (25)	26	102,1	124	143,6	141,4	138,1	136,2	136,9	140,1
Ensemble (191)	100	104,8	130,9	152,2	149,4	147,1	147,2	148,5	151

Source : I. N. S. E. E.

4. Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles

(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (Mars.)
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114	113	112,6	120,2
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7	142	148,7	148,9
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7	125	125,3	128,6
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4	138,5	136,3	139,5	141
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6	144	146,2	142,1
	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1	129,9	131,9	134,4

Source : I. N. S. E. E.

5. Indice des recettes des spectacles a Paris

(Indice corrigé des variations de prix.) (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
20,36	Théâtres	83	93	91	76
1,62	Chansonniers	123	123	137	166
11,18	Music-halls	95	111	117	125
3,57	Théâtres nationaux	81	97	91	93
3,05	Sports	104	111	94	82
1,63	Courses de chevaux	98	104	111	114
58,59	Cinemas	86	89	83	82
100	Ensemble	88	94	90	89

Source : I. N. S. E. E.

6. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.		*Indice des prix des produits antibiotiques.*	
1949	100	1949	100
1950	115	1950	78
1951	132	1951	64
1952	154	1952	62
1953	161	1953	51
1954	161	1954	46
1955	161	1955	45

Source : I. N. S. E. E.

7. Indice des prix de détail des objets manufacturés

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés (1).

(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe	GROUPES	NOMBRE d'articles	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	165,1	134,8	137,5
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4	130	133
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4	132,8	134,7
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6	153,1
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8	153
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,1	191,1	194,8	198,1
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8	127	130,4
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6	155	162,3
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6	163,3
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2	166,6
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143	146,3
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8	153,5
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6	160,1	165,6
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9	164,9	170
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8	110,4	110,3
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115	114,4
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3	151

(1) D'après le catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Source : I. N. S. E. E.

8. Indices des prix des chambres d'hôtel

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
France entière :									
Catégorie luxe	28	130	126	141	166	188	195	199	205
Catégorie grand confort	58	716	124	141	171	196	204	209	215
Catégorie confort moyen	14	658	127	148	179	209	222	231	240
Ensemble	100	1.504	125	142	171	196	204	209	216

Source : I. N. S. E. E.

9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
France entière	100	239	112	121	140	151	157	159	161
I. Indices par catégories d'établissements :									
Catégorie luxe	28	26	114	124	143	155	161	162	165
Catégorie grand confort	58	109	112	121	140	150	155	157	160
Catégorie confort moyen	14	104	109	115	136	147	154	158	160
II. Indices par groupes d'agglomérations :									
Paris	30	28	107	115	135	140	142	141	140
Villes de plus de 100.000 habitants.	17	42	144	126	146	154	161	164	168
Villes touristiques de moins de de 100.000 habitants	53	169	115	122	142	156	164	166	171

Source : I. N. S. E. E.

10. Indice du coût de la construction

Immeubles à usage d'habitation.

(IVe trimestre) (1953 = 100.)

ANNÉES	MOYENNE TRIMESTRIELLE				ANNÉE
	I	II	III	IV	
1954	99	100	98	98	99
1956	101	102	104	105	103
1955	111	115	119	120	112
1957	122				

N. B. — Si 1914 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base IVe trimestre 1953 = 229).
Sources : M. R. L., I. N. S E. E.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Prix à la consommation familiale (rappel).

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris

(1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	ANNÉE
1950	107,5	106,9	113,7	117,4	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7
1957	147,3				

2. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale en province (17 villes importantes) (1).

(1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	ANNÉE
1950	104,7	103,2	108,2	112,7	107,2
1951	118,7	126,4	131,3	141	129,3
1952	146,6	142,6	145,9	146,4	145,4
1953	144,8	144,5	141	142,2	143,1
1954	143,3	143,9	143,1	144,9	143,8
1955	144,8	145,2	145,1	148,3	145,9

(1) La publication de l'indice est suspendue depuis décembre 1955.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.**

1. Budget type d'un célibataire a Paris
(Montant en francs.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1952				
C. G. T. (3)	30.461	30.104	30.946	30.005
C. G. T.-F. O. (1)	24.157	23.939	24.351,5	24.161,1
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
I. O. E. (3)	22.136	21.912	22.170	21.833
C. F. T. C. (1)	22.985	22.566	22 850	23.298
1953				
C. G. T. (3)	31.167	31.534	30.727	31.059
C. G. T.-F. O. (1)	24.546	24.679	24.338	24.152
I. O. E. (3)	22.066	22.354	21.511	21.628
Commission supérieure des conventions collectives	»	»	»	(2) 25.166
C. F. T. C. (1)	23.845	23.934	23.009	23.039
1954				
C. G. T. (3)	31.106	31.603	30.509	31.119
C. G. T.-F. O. (1)	25.153,1	26.180	25.599	25.270
I. O. E. (3)	22.081	22.556	21.882	22.266
C. F. T. C. (1) (5)	(153)	(157,8)	(158,1)	(153,3)
1955				
C. G. T. (3)	31.288	31.754	31.123	31.496
C. G. T.-F. O.	25.775	26.475	25.537	26.236
I. O. E. (3)	22.521	23.419	22.577	23.191
C. F. T. C. (1) (5)	(154,8)	(158,5)	(160,1)	(155,9)
1956				
C. G. T. (3)	33.321	32.093	»	»
C. G. T.-F. O. (1)	28.976	29.264	28.329	28.514,7
I. O. E. (3) (4)	27.962	26.967	26.988	27.127
C. F. T. C. (1) (5)	(160,2)	(172,3)	(175,9)	(169)
1957				
C. G. T. (3)	»	»	»	»
C. G. T.-F. O. (1)	28.534	»	»	»
I. O. E. (3) (4)	27.445	»	»	»
C. F. T. C. (1) (5)	(171,1)	»	»	»

(1) Premier jour du mois.
(2) Budget type adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (chef d'entreprise n'ayant pas participé à la séance), soit: 9.665 F pour le budget alimentaire; 15.501 F pour le budget non alimentaire.
(3) 15 du mois.
(4) L'institut d'observation économique a publié un budget établi sans les taxes nouvelles depuis 1956.
(5) Indice base 100 en 1949.

2. Budget type d'une famille

Evaluation de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales)
(famille type de quatre personnes, dont deux enfants entre six et dix ans). (Montant en francs.) (1er jour du mois.)

ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)	ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	40.785	40.972	41.702	42.111	1954	64.496	67.320	63.543	63.967
1951	45.323	50.503	51.184	55.460	1955	64.620	67.854	63.858	65.136
1952	62.585	61.550	61.849	60.618	1956	70.092	73.324	67.953	69.922
1953	60.538	62.134	59.691	59.130	1957	70.141			

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952, sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

En 1954, les bases ont de nouveau été modifiées pour tenir compte des travaux de la commission supérieure des conventions collectives.

C. — **Indice du pouvoir d'achat des salaires. — Ouvrier de la région parisienne.**
(Base 100 = juillet 1954.)

MOIS	Ouvrier célibataire				Ouvrier marié (2 enfants)			
	Manœuvre.		Professionnel.		Manœuvre.		Professionnel.	
	Salaire net mensuel (a).	Pouvoir d'achat (b).	Salaire net mensuel (a).	Pouvoir d'achat (b).	Salaire net mensuel (a).	Pouvoir d'achat (b).	Salaire net mensuel (a).	Pouvoir d'achat (b).
Juillet 1954	100	100	100	100	100	100	100	100
Janvier 1955	102,6	102,7	102	102,1	102,3	102,4	101,7	101,8
Octobre 1955	109,6	109,9	109,3	109	107,5	107,2	107,2	106,9
Janvier 1956	111,1	109,1	111,5	109,5	109,2	107,2	109,5	107,5
Avril 1956	113,9	105,7	113,5	106,2	111	103	111,8	103,8
Juillet 1956	118,1	112,7	119,3	113,9	114,5	109,2	116,3	111
Octobre 1956	121,3	117,5	122,4	118,5	116,8	113	118,5	114,7

a) Salaire net mensuel: salaire brut corrigé par l'adjonction des allocations familiales et de salaire unique, par la déduction de la surtaxe progressive.
b) Pouvoir d'achat: indice du salaire mensuel divisé par l'indice des prix à la consommation (213 articles plus fruits et légumes frais).
Source: I. N. S. E. E.

V. — SALAIRES. — REVENUS

I. — SALAIRES

Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. — INDICES MOYENS ANNUELS DEPUIS 1946

(Base 100 pour janvier 1946.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956			609

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source: Ministère du travail.

2. EVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'INDICE GÉNÉRAL DU TAUX DES SALAIRES HORAIRES DEPUIS 1951.

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	MOYENNE annuelle.
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	574	582
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3. EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICES DES TAUX DE SALAIRES HORAIRES MASCULINS ET FÉMININS DEPUIS 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins.	SALAIRES HORAIRES féminins.
1951. — 1er janvier	342	332
1er avril	361	403
1er juillet	393	438
1er octobre	443	493
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1953. — 1er janvier	469	512
1er avril	474	515
1er juillet	476	516
1er octobre	480	522
1954. — 1er janvier	487	529
1er avril	501	553
1er juillet	505	558
1er octobre	507	559
1955. — 1er janvier	521	582
1er avril	523	585
1er juillet	541	604
1er octobre	555	619
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	639

Source: Ministère du travail.

4. Indices par secteurs d'activités collectives
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	ANNÉE (Moyenne.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux (1949 = 301) :					
1955	519	519	541	571	547
1956	584	588	604	605	599
1957	613	630	»	»	»
Cuirs et peaux (1949 = 286) :					
1955	517	520	539	550	539
1956	564	570	576	588	579
1957	597	607	»	»	»
Industries chimiques (1949 = 294) :					
1955	559	569	590	607	591
1956	621	629	637	649	638
1957	»	»	»	»	»
Bâtiment et travaux publics (1949 = 265) :					
1955	486	489	503	514	504
1956	531	543	557	570	556
1957	655	667	»	»	»
Industrie textile (1949 = 314) :					
1955	573	576	592	614	596
1956	627	631	635	644	638
1957	657	661	»	»	»
Transports (1949 = 287) :					
1955	529	531	545	559	547
1956	571	580	594	606	594
1957	619	625	»	»	»
Papier, carton (1949 = 295) :					
1955	566	570	591	606	592
1956	624	633	643	651	643
1957	662	671	»	»	»
Commerces alimentaires (1949 = 300) :					
1955	576	580	600	611	600
1956	626	633	648	658	647
1957	668	667	»	»	»

Source : Ministère du travail.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	ANNÉE (Moyenne.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire :					
1955	576	580	601	612	600
1956	624	633	615	655	644
1957	663	673	»	»	»
Manœuvre spécialisé :					
1955	544	548	566	580	568
1956	594	602	615	626	614
1957	634	644	»	»	»
Ouvrier spécialisé :					
1955	512	517	532	547	535
1956	562	570	583	594	582
1957	603	613	»	»	»
Ouvrier qualifié :					
1955	492	497	510	524	514
1956	542	552	565	576	564
1957	585	596	»	»	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire :					
1955	654	656	684	695	681
1956	708	714	725	732	724
1957	738	746	»	»	»
Manœuvre spécialisée :					
1955	611	614	640	653	638
1956	667	672	683	690	692
1957	698	706	»	»	»
Ouvrière spécialisée :					
1955	559	562	580	595	582
1956	610	615	623	632	624
1957	642	648	»	»	»
Ouvrière qualifiée :					
1955	537	539	549	565	555
1956	579	587	595	605	596
1957	618	624	»	»	»

Source : Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ECART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
1er janvier 1946	15,0
1er janvier 1947	8,8
15 février 1948	6,3
1er janvier 1949	7,2
1er janvier 1950	7,8
1er janvier 1951	7,2
1er janvier 1952	7,3
1er janvier 1953	8,0
1er janvier 1954	8,4
1er janvier 1955	6,2
1er janvier 1956	6,4
Nouvelle série.	
1er janvier 1956	6,8
1er avril 1956	7,0
1er juillet 1956	7,3
1er octobre 1956	7,6
1er janvier 1957	7,8
1er avril 1957	8,1

Source: Ministère du travail.

7. Variations des taux des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins)

(Nouvelle série.)

DÉSIGNATION	1er janv	1er avril.	1er juil.	1er oct.
1956				
Manœuvre ordinaire	100	100	100	100
Manœuvre spécialisé	105	105	106	106
Ouvrier spécialisé	114	114	114	114
Ouvrier qualifié	128	128	129	129
Ouvrier hautement qualifié	147	148	148	149
1957				
Manœuvre ordinaire	100	100		
Manœuvre spécialisé	106	106		
Ouvrier spécialisé	115	115		
Ouvrier qualifié	130	130		
Ouvrier hautement qualifié	150	150		

Source: Ministère du travail.

8. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

ABATTEMENTS LÉGAUX à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er JANVIER 1952.	1er JANVIER 1953.	1er JANVIER 1954.	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.	NOUVELLE SÉRIE 1er janv. 1956.	1er avril 1956.	1er juil. 1956.	1er oct. 1956.	1er janv 1957.	1er avril 1957.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	12,9	13,3	13,4	15,3	15,6	15,8
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	16,4	16,6	17,6	18,0	18,4	18,6
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	20,5	20,5	21,0	21,9	22,4	22,9
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	22,6	22,2	22,9	23,8	24,3	24,6

Source: Ministère du travail.

B. — **Indices professionnels des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.**

1. Indices des salaires horaires par activité collective

France entière (1) (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1956 I (Janvier.)	1956 II (Avril.)	1956 III (Juillet.)	1956 IV (Octobre.)	1957 I (Janvier.)	1957 II (Avril.)	ANNÉES (Moyennes mensuelles.) 1952	1953	1954	1955	1956
Construction électrique et mécanique (région parisienne):											
1956	211	214	218	223 (2)	225	230	168,5	173,4	183	197	217
Fonderie:											
1956	200	205	208	214 (2)	217	224	161,1	163,7	171	187	207
1957	217	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grosse forge:											
1956	205	207	210	216 (2)	220	221	175	171,9	174	190	211
Industrie de la laine (4):											
1956	197	201	200	203	212	»	156	168,1	176	189	»
Industrie du coton (4):											
1956	229 (3)	229	232	235	»	»	189,2	196,8	206	215	»

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.
(2) Septembre.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par profession (1)

T = temps, R = rendement.

DÉSIGNATION	MOIS 1956								MOIS 1957			
	I (Janvier.)		II (Avril.)		III (Juillet.)		IV (Octobre.)		I (Janvier.)		II (Avril.)	
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur. — 1956	220	215	224	219	227	222	234	229	237	233	244	238
Modeleur-mécanicien. — 1956	210	219	212	223	214	226	218	230	223	232	225	233
Mouleur à main. — 1956	203	203	211	207	215	209	219	218	226	221	232	226
Lamineur à froid — 1956	»	214	»	220	»	225	»	231	»	232	»	240

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyennes mensuelles.)											
	1951		1952		1953		1954		1955		1956	
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur. — 1956	146	140	174	169	180	175	193	184	210	201	227	223
Modeleur-mécanicien. — 1956	140	141	171	172	175,6	177,3	181	190	195	209	214	225
Mouleur à main. — 1956	139	137	166	165	173,6	167,6	181	176	191	191	214	211
Lamineur à froid. — 1956	»	144	»	167	»	181,6	»	190	»	200	»	223

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES		
	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)	I (Janvier.)	II (Avril.)	1952	1955	1956
Manœuvre ordinaire:									
Temps	209	214	217	223	227	231	171	198	217
Rendement	214	218	222	230	236	240	172	205	223
	I (Février.)	II (Mai.)	III (Août.)	IV (Novembre.)	I (Février.)	II (Mai.)			
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	211	217	219	226	228	»	»	198	218
Professionnel: temps et rendement	216	221	224	231	234	»	»	202	223
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	213	218	221	228	230	»	»	199	220

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

4. Charges sociales

(Par rapport aux salaires dans la construction mécanique et électrique.)

(Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés.)

(1949 = 38,21.)

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES (Moyennes mensuelles.)				
	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV Octobre.)	I (Janvier.)	II (Avril.)	1952	1953	1954	1955	1956
Pourcentage des salaires.....	40,88	41,48	40,16	43,14	42,69	43,14	38,92	39,94	39,53	40,56	41,47

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

C. — **Indices totaux des salaires établis par la direction des prix.**

(France entière.)

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la direction des prix. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

DÉSIGNATION	1956				1957		ANNÉES				
	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)	I (Janvier.)	II (Avril.)	1952	1953	1954	1955	1956
1. Constructions électriques et mécaniques.....	460	469	471	494	498	509	365	378,1	397	429	475
2. Fonderie	431	443	449	468	476	490	350	355,7	370	402	451
3. Grosse forge	487	494	495	518	525	533	405	411	416	451	502

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

D. — **Salaires mensuels nets.**

1. Indice des salaires mensuels nets

(Ensemble professionnels et manœuvres) (1).

Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

1° *Evolution annuelle* (moyenne).

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938.	1950	1951	1952	1953	1954	1955
(1949 = 100.)							
Zone 0 p. 100:							
Célibataire	(10,12)	116	145	169	175	192	204
Père de deux enfants	(13,72)	112	140	162	167	176	186
Père de cinq enfants (2).....	(16,74)	108	136	155	159	168	179
Zone 7,50 p. 100:							
Célibataire	(12,80)	112	143	164	168	182	195
Père de deux enfants	(17,67)	108	137	158	161	169	180
Père de cinq enfants (2).....	(23,24)	106	134	152	154	163	175

(1) Pondération: Manœuvre = 1. — Professionnel = 3.
(2) Dont deux enfants âgés de plus de dix ans.

2° *Evolution trimestrielle.*

DÉSIGNATION	1955				1956			
	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
Zone 0 p. 100:								
Célibataire	195	197	203	209	213	219	228	233
Père de deux enfants	180	182	186	190	195	198	205	209
Père de cinq enfants	175	175	178	181	183	186	190	193
Zone 4,44 p. 100:								
Célibataire	187	188	194	202	207	212	219	224
Père de deux enfants	173	175	179	185	189	193	198	202
Père de cinq enfants	170	172	175	178	181	185	188	191

3° *Nouvelle série.*

(Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	
	I (Janvier.)	II (Avril.)
Zone 0 p. 100:		
Célibataire	111,8	114
Père de deux enfants	108,7	111,2
Père de cinq enfants	105,7	107,3

DÉSIGNATION	1957	
	I (Janvier.)	II (Avril.)
Zone 4,44 p. 100:		
Célibataire	109,1	111,1
Père de deux enfants	107,2	109,1
Père de cinq enfants	105,3	106,5

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

2. Montant des salaires mensuels nets au 1er avril 1957

DÉSIGNATION	ZONE 0 P. 100	ZONE 4,44 P. 100
	Francs.	Francs.
Célibataire:		
Professionnel	38.598	30.015
Manœuvre	28.633	24.278
Ensemble	34.612	27.720
Père de deux enfants:		
Professionnel	51.387	41.356
Manœuvre	40.653	35.257
Ensemble	47.093	38.916
Père de cinq enfants:		
Professionnel	76.144	64.577
Manœuvre	65.410	68.478
Ensemble	71.850	62.137

Source: Ministère du travail.

E. — **Salaires agricoles.**

1. Nombre de salariés

a) Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.).

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956
Personnel de direction	2,7	2,5	1,7	1 (2)
Ouvriers qualifiés (1)	29	28,5	30,5	28,5
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1	49	51,5
Servantes de ferme	11,1	11,1	10,9	10,2
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	10,8	8,7	9
	100	100	100	100

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

(2) Nombres absolus pour 1956 (1.000).

Personnel de direction	7
Ouvriers qualifiés	187
Domestiques, ouvriers agricoles	341
Servantes de ferme	67
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	662

b) *Répartition selon le mode de rémunération.*

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956
Personnel logé et nourri	58,8	59,4	57,7	51
Personnel logé	17,5	18,4	21,1	23,1
Personnel nourri	8,2	7,5	7,3	10
Personnel ni logé, ni nourri	15,5	14,7	15,9	15,9
Ensemble	100	100	100	100

2. Revenu global des salariés agricoles

1° 1952-1953.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salaires en espèces.	
Salariés nourris et logés: 694.000 à 111.600 F par an	77
Salariés nourris seulement: 147.500 à 192.000 F par an	28
Salariés logés seulement: 111.000 à 131.000 F par an	14
Salariés ni logés, ni nourris: 147.500 à 216.000 F par an	32
Total	150
Avantages en nature.	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	35
Total	65
Total général	215

N. B. — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri, ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 215 milliards de francs.

2° 1953-1954.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salariés nourris:	
Hommes: 530.000 à 125.000 F	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 225.000 F	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	30
Total	60
Total général	227

3° 1954-1955. (Salaire moyen.)

CATÉGORIE professionnelle.	LOGÉ et nourri	LOGÉ seulement.	NOURRI seulement.	NI NOURRI ni logé.
Personnel de direction.	(*) 20.140	(*) 34.820	*	(*) 53.650
Maîtres valets et ouvriers spécialisés	16.650	22.790	(*) 17.360	25.500
Domestiques, ouvriers agricoles	12.360	19.480	11.450	21.660
Servantes de ferme et ouvrières spécialisées	9.860	15.570	(*) 13.080	(*) 23.450
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite	5.940	(*) 12.630	(*) 8.050	(*) 13.950
Ensemble	11.720	20.970	14.450	24.030

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire, et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

II. — AUTRES REVENUS

A. — Evolution du revenu de l'agriculture.

1. Evolution globale

Estimation grossière (milliards de francs) (1).

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Recettes	81	1.405	1.500	1.650	1.940	2.100	(1) 2.155	2.205	2.450
(Indices)	(100)	(1.735)	(1.852)	(2.037)	(2.395)	(2.580)	(2.660)	(2.720)	(2)
Dépenses	19	355	390	450	570	590	(1) 610	650	725
(Indices)	(100)	(1.868)	(1.842)	(2.368)	(3.000)	(3.105)	(3.210)	(3.420)	
Revenu net	62	1.050	1.110	1.200	1.370	1.510	1.545	1.555	1.725
(Indices)	(100)	(1.694)	(1.790)	(1.935)	(2.210)	(2.419)	(2.490)	(2.520)	

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N B. — Autoconsommation:

1937-1939	28,8	1950-1951	335	1953-1954	405
1948-1949	315	1951-1952	385	1954-1955	400
1949-1950	325	1952-1953	415		

Part du revenu net (pourcentage):

1937-1939	28,8	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1948-1949	30	1951-1952	28,1	1954-1955	25,7
1949-1950	29,3	1952-1953	27,7		

(1) La marge d'erreur est importante. Ainsi, pour 1953-1954, les recettes réelles peuvent se situer entre 2.000 et 2.500 milliards, avec toutefois probabilité que les évaluations pèchent plutôt par défaut. Pour les dépenses, la marge d'erreur est d'un ordre de grandeur voisin. Le chiffre réel pourrait s'inscrire entre 500 et 725 milliards de francs. Pour 1954-1955, les recettes peuvent se situer, de même qu'en 1953-1954, entre 2.000 et 2.500 milliards.

(2) 2.200 à 2.700.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — *Répartition du revenu net.*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130	(5) 125
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	235	245
Exploitants	44,5	790	840	965	1.010	1.125	1.170	1.190	(4) 1.355
Ensemble	62	1.050	1.110	1.200	1.370	1.500	1.545	1.555	1.725

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.
(3) Impôt foncier: 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 25 milliards.
Source: I. N. S. E. E.

2. Evolution des recettes de l'agriculture

(En milliards de francs.)

	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Produits végétaux.				
Blé	230	255	280	250
Betteraves industrielles	50	60	53	52
Pommes de terre	80	58	36	57
Légumes frais	160	155	165	210
Légumes secs	10	10	10	10
Fruits	75	70	75	70
Vin	(1) 165	200	(1) 185	200
Autres produits végétaux	105	90	90	100
Total produits végétaux	875	900	(1) 895	950
Produits animaux.				
Viande	615	625	700	740
Produits laitiers	(1) 440	(1) 460	(1) 430	455
Volailles et lapins	150	145	150	165
Œufs	115	110	120	130
Autres produits animaux	10	10	10	10
Total produits animaux	(1) 1.330	(1) 1.350	(1) 1.410	1.500
Total général	2.205	2.250	(1) 2.305 (2.200 à 2.700)	2.450

(1) Evaluation rectifiée.
Source : I. N. S. E. E.

Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.

MOYENNE DE 1937-1938 ET 1938-1939		1953-1954		1954-1955		1955-1956	
Viande	22,5	Viande	22	Viande	30,5	Viande	30
Blé	17	Lait	20,5	Lait	18,5	Lait	18,5
Lait	13,5	Blé	11,5	Blé	12	Volailles et œufs	12
Vin	11,5	Volailles et œufs	11,5	Volailles et œufs	11,5	Blé	10
Volailles et œufs	11,5	Vin	9	Vin	8	Légumes	9
Légumes	9,5	Légumes	7,5	Légumes	7,5	Vin	8
Pommes de terre	4	Fruits	3,5	Fruits	3,5	Fruits	3,5
Fruits	3,5	Betteraves industrielles	2,5	Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5
Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5	Pommes de terre	1,5	Betteraves industrielles	2,5

Source : I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

Analyse détaillée des dépenses de 1937-1938 à 1952-1953. (En milliards de francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»	20
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»	90
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125	(145)
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17	45 à 50
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»	320
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»	(20)
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»	(30)
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»	(35)
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	30	230
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140	175
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	610	650	725

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.
Source : I. N. S. E. E.

N. B. — *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»	44
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»	32
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21	24

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.
Source : I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»	12,5
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19	20
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5	»

Source : I. N. S. E. E.

B. — **Bénéfices industriels et commerciaux.**

DÉSIGNATION	EXERCICES CLOS EN 1954			RAPPEL DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX						
				Exercices clos en 1953			Exercices clos en 1952.			Exercices clos en 1951. — Ensemble des deux régimes.
	Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel.	Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire.	Ensemble des deux régimes.	Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel.	Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire.	Ensemble des deux régimes.	Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel.	Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire.	Ensemble des deux régimes.	
1. Nombre d'entreprises dont les déclarations ont été exploitées	464.610	1.258.571	1.723.181	455.054	1.281.590	1.736.594	443.897	1.271.966	1.715.863	1.679.716
2. Répartition des entreprises ci-dessus selon:										
a) Nature de l'impôt dont elles sont passibles:										
Entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés.	164.990	»	164.990	166.303	»	166.303	166.712	»	166.712	167.211
Entreprises individuelles ou sociétés de personnes passibles de la taxe proportionnelle...	299.620	1.258.571	1.558.191	288.701	1.281.590	1.570.291	277.185	1.271.966	1.549.151	1.512.504
b) Les résultats de l'exercice :										
Entreprises bénéficiaires.	392.869	1.258.571	1.651.440	385.776	1.281.590	1.667.316	380.760	1.271.966	1.652.726	1.621.665
Entreprises déficitaires...	71.741	»	71.741	69.228	»	69.228	63.137	»	63.137	58.051
c) La nature du bilan:										
Entreprises ayant réévalué tout ou partie de leur bilan.....	45.401	»	45.401	44.659	»	44.659	43.422	»	43.422	40.713
Entreprises n'ayant pas réévalué leur bilan....	419.209	1.258.571	1.677.780	410.345	1.281.590	1.691.935	400.475	1.271.966	1.672.441	1.638.973
3. Chiffre d'affaires réalisé (en milliards)	24.044	2.224	26.268	22.113	2.131	24.244	21.609	2.041	23.650	20.710
4. Résultats constatés (en millions de francs).....										
a) Bénéfice net total des entreprises bénéficiaires...	1.054.140	509.251	1.563.391	995.367	502.375	1.497.742	968.422	465.936	1.434.358	1.244.938
b) Déficit net total des entreprises déficitaires.....	182.638	»	182.638	172.658	»	172.658	123.577	»	123.577	67.197
c) Excédent du bénéfice sur le déficit.....	871.502	509.251	1.380.753	822.709	502.375	1.325.084	844.845	465.936	1.310.781	1.177.731

Source: Ministère des finances.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. — Produit national.

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	(1) 1955	(1) 1956
Production nationale	»	7.530	8.600	10.580	12.640	12.950	13.750	14.990	16.220
Services rendus par les domestiques	»	100	100	140	160	170	190	200	220
Services rendus par les salariés des administrations	»	750	900	1.130	1.350	1.420	1.510	1.590	1.740
Autres éléments du produit national	»	20	10	»	— 10	— 10	— 10	10	20
= Produit national brut aux prix du marché	444	8.400	9.610	11.860	14.140	14.530	15.440	16.790	18.200
— Amortissements	— 47	— 880	— 950	— 1.240	— 1.470	— 1.480	— 1.500	— 1.530	— 1.570
= Produit national net aux prix du marché	397	7.520	8.660	10.620	12.670	13.050	13.940	15.260	16.630
= Impôts indirects nets des subventions d'exploitation	— 41	— 1.090	— 1.380	— 1.800	— 2.170	— 2.260	— 2.440	— 2.460	— 2.640
= Produit national net au coût des facteurs ou revenu national	356	6.430	7.280	8.820	10.500	10.790	11.500	12.800	13.990

(1) Chiffres provisoires.

2. — Produit national (en francs constants).

DÉSIGNATION	AUX PRIX DE 1952						AUX PRIX DE 1954			
	1938	1949	1950	1951	1952	1953	(1) 1954	1954	1955	(1) 1956
Production nationale	»	10.930	11.800	12.280	12.640	13.000	13.770	13.750	14.820	15.450
Services rendus par les domestiques	»	160	160	160	160	160	160	190	190	190
Services rendus par les salariés des administrations	»	1.220	1.260	1.270	1.350	1.350	1.330	1.510	1.480	1.520
Autres éléments du produit national	»	20	»	»	— 10	— 10	— 10	— 10	10	20
Produit national brut aux prix du marché	11.080	12.330	13.220	13.710	14.140	14.500	15.250	15.440	16.500	17.180
Amortissements	— 1.170	— 1.380	— 1.410	— 1.440	— 1.470	— 1.490	— 1.510	— 1.500	— 1.530	— 1.570
Produit national net aux prix du marché	9.910	10.950	11.810	12.270	12.670	13.010	13.740	13.940	14.970	15.610

(1) Chiffres provisoires.

3. — Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	(1) 1955	(1) 1956
Rémunération des salariés	184	3.580	4.020	5.090	6.110	6.370	6.900	7.610	8.460
Revenus nets de la propriété	(2) 170	2.620	3.020	3.410	4.000	3.970	4.170	4.590	4.880
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	(2) 14	270	310	360	470	510	520	690	750
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	(3) 12	— 60	— 80	— 70	— 110	— 90	— 110	— 120	— 140
Transferts divers	»	20	20	30	30	30	20	30	40
Revenu national net	= 356	= 6.430	= 7.290	= 8.820	= 10.500	= 10.790	= 11.500	= 12.800	= 13.990
Impôts directs	»	— 410	— 540	— 600	— 670	— 810	— 790	— 810	— 1.000
Revenu national net disponible après impôts	»	= 6.020	= 6.750	= 8.220	= 9.830	= 9.980	= 10.710	= 11.990	= 12.990
+ Impôts allant aux administrations	»	+ 1.500	+ 1.920	+ 2.400	+ 2.840	+ 3.070	+ 3.250	+ 3.270	+ 3.600
Ou — solde des transferts et prêts du reste du monde	»	+ 170	+ 50	+ 200	+ 270	+ 130	— 10	— 50	+ 370
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale nette	»	= 7.690	= 8.720	= 10.820	= 12.940	= 13.180	= 13.950	= 15.210	= 17.000
Amortissements	»	+ 880	+ 950	+ 1.240	+ 1.470	+ 1.480	+ 1.500	+ 1.530	+ 1.570
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute	»	= 8.570	= 9.670	= 12.060	= 14.410	= 14.660	= 15.430	= 16.740	= 18.750

(1) Chiffres provisoires.
(2) Après payement des impôts directs sur les entreprises.
(3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.

4. — Dépense nationale.

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1954	1955	1956
a) *En francs courants.*										
Consommation des ménages	328	5.670	6.430	8.090	9.440	9.750	10.310	10.320	11.280	12.320
Consommation des administrations	58	1.140	1.370	1.760	2.290	2.400	2.410	2.390	2.410	2.780
Formation brute de capital	59	1.760	1.870	2.210	2.680	2.510	2.720	2.720	3.050	3.470
= Dépense nationale brute	445	+ 8.570	= 9.670	= 12.060	= 14.410	= 14.660	= 15.440	= 15.430	= 16.740	= 18.570
+ ou — cessions nettes des biens et services au reste du monde	— 1	— 170	— 60	— 200	— 270	— 130	— 50	+ 10	+ 50	— 370
= Produit national brut aux prix du marché	= 444	= 8.400	= 9.610	= 11.860	= 14.140	= 14.530	= 15.390	= 15.400	= 16.790	= 18.200
b) *En francs constants.*	Au prix de 1952.								Au prix de 1954.	
Consommation des ménages	8.320	8.120	8.670	9.130	9.440	9.810	10.260	10.320	11.160	11.710
Consommation des administrations	1.370	1.830	1.930	2.010	2.290	2.320	2.280	2.390	2.290	2.530
Formation brute de capital	1.470	2.720	2.720	2.630	2.680	2.530	2.750	2.720	3.020	2.300
= Dépense nationale brute	= 11.160	= 12.670	= 13.320	= 13.770	= 11.410	= 14.660	= 15.290	= 15.430	= 16.470	= 17.540

(1) Chiffres provisoires.

5. — Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913.

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901.....	242	73	»	»	5,5	1931.....	428	130,5	91,5	»	10,2
1902.....	240	73,1	»	»	5,8	1932.....	398	121,3	87,8	»	9,5
1903.....	247	75,3	»	»	6	1933.....	400	121,9	88,2	»	9,5
1904.....	267	81,4	»	»	6,5	1934.....	392	119,5	86,5	»	9,3
1905.....	264	80,5	»	»	6,4	1935.....	375	114,3	82.7	»	8,9
1906.. ..	270	82,3	»	»	6,5	1936.....	371	113,1	81,8	»	8,8
1907.....	277	84,5	»	»	6,7	1937.....	384	117	85	»	9,1
1908.....	279	85,1	»	»	6,7	1938.....	380	115.8	83,9	100	9
1909.....	288	87,8	»	»	6,9	1939.....	407	124,1	89,8	107	9,7
1910.....	288	87.8	»	»	6,9	1940.....	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911.....	300	91,5	»	»	7,2	1941.....	266	81	58,7	70	6,7
1912.....	328	100	»	»	7,8	1942.....	238	72,6	52,5	62,6	6
1913.....	328	100	»	»	7,8	1943.....	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920.....	270	82,3	»	»	6,9	1944.....	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921.....	250	76,2	»	»	6,3	1945.....	207	63,1	45,7	54.4	5,2
1922.....	304	92,7	»	»	7,7	1946.....	315	96	69,5	82,9	7,8
1923.....	329	100,3	»	»	8,2	1947.....	341	104	75,2	89,7	8,4
1924.....	381	116,1	»	»	9,4	1948.....	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925.....	384	117,1	»	»	9,5	1949.....	414	126,2	91,4	109	9,9
1926.....	401	122,2	»	»	9,8	1950.....	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927.....	387	118	»	»	9,4	1951.....	462	140,8	102	121,6	10.9
1928.....	410	125	»	»	9,9	1952.....	470	143,3	103,8	123,7	11
1929.....	453	138,1	100	»	10,9	1953.....	475	144,8	104,8	125	11,1
1930.....	447	136,3	98,7	»	10.7						

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages

1° *Population:*
- *a*) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 798
- *b*) Estimation de la population totale pour quelques pays 798

2° *Production:*
- *a*) Résultats agricoles 798
- *b*) Production industrielle 802

3° *Activité de la main-d'œuvre:*
- *a*) Indice de l'emploi 806
- *b*) Durée hebdomadaire du travail 806
- *c*) Chômage 806

4° *Commerce extérieur:*
- *a*) Indices du quantum en volume 806
- *b*) Indices de valeur unitaire 807
- *c*) Union européenne des paiements:
  - 1° Opérations pour le mois de mai 1957 807
  - 2° Déficits ou excédents nets de chaque pays membre 808
- *d*) Pourcentage de couverture des importations par les exportations 808

5° *Transports:*
- *a*) Transports ferroviaires 808
- *b*) Flotte marchande mondiale 808
- *c*) Transports aériens 809
- *d*) Parc automobile 809

6° *Prix et coût de la vie:*
- *a*) Indice des prix de gros 810
- *b*) Indice du coût de la vie 810
- *c*) Prix agricoles et prix généraux 810
- *d*) Indices des matières premières 811
- *e*) Indices mondiaux de frets 811

Pages

7° *Salaires et revenus:*
- *a*) Gains dans les industries manufacturières 811
- *b*) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.. 812
- *c*) Salaires versés par rapport au produit national brut par habitant 812

8° *Consommation et commerce intérieur:*
- *a*) Laine (consommation mondiale) 812
- *b*) Coton (consommation) 812
- *c*) Fibres textiles habillement 813
- *d*) Acier 813
- *e*) Consommation d'énergie par habitant 813
- *f*) Produits pétroliers 813
- *g*) Engrais 813
- *h*) Volume de la consommation 814
- *i*) Commerce intérieur 814

9° *Données monétaires et financières:*
- *a*) Cours des changes 814
- *b*) Balance des payements 815
- *c*) Réserves or-devises 815
- *d*) Cours des actions industrielles 815
- *e*) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays 816

10° *Revenu national:*
- *a*) Estimation du revenu national de 1948 à 1956 816
- *b*) Répartition du revenu national 817
- *c*) Origine par branche d'activité du produit intérieur net 818

11° *Logement et construction:*
- *a*) Evolution de la construction de logements dans quelques pays 819
- *b*) Indices des prix de gros des matériaux de construction 819

12° *Investissements* 820

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1955		1956	
	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	15,7	10,4	15,7	10,8	16,2	10,9 (déc.)
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,6	8,9	22,2	9,1
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	15,6	12,2	16,4	12,3
Belgique	16	13,2	16,7	11,9	16,8	12,2	16,8	12,6
Canada	20,7	9,7	28,7	8,2	28,4	8,2	28,1	8,2
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	20,6	9,4	20,7	9,9
France	14,9	15,8	18,8	12	18,6	12,2	18,3	12,4
Italie	(1) 23,8	14,1	17,8	9,1	18,1	9,3	18,1	10,3
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,4	7,6	21,2	7,8
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	15,4	11,7	16,1	11,7
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,8	9,4	14,8	9,6
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,6	9,3	24,9	9,4

(1) Territoire d'avant guerre.

Source: O. N. U.

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES				
	1938	1946	1949	1955	1956
Allemagne occidentale	(3)	44,71	47,70	50,99	»
Allemagne orientale	16,57	18,06	18,89	17,94	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	19,11	19,48
Australie	6,90	7,46	7,90	9,20	9,43
Autriche	6,76	7	6,94	6,97	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	8,86	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	58,46	59,85
Bulgarie	6,25	7	7,2	7,5	7,6
Canada	11,45	12,62	13,45	15,70	16,08
Chili	4,91	5,64	5,96	6,76	6,94
Chine	(5)	455,59	(4)	»	»
Egypte	16,29	18,79	19,89	22,93	»
Espagne	25,28	27,01	27,65	28,98	29,20
Grèce	7,12	»	7,48	7,97	»
France	41,10	40,28	41,10	43,27	43,60
Hongrie	9,17	9	9,25	9,8	»
Inde	307,69	340,80	353,83	381,69	»
Indonésie	68,41	»	74,80	81,90	»
Iran	»	17,41	18,47	21,79	»
Italie	42,98	45,29	46,31	48,02	48,22
Japon	70,53	75,80	81,78	89,10	90
Mexique	19,07	23,18	25,13	29,67	30,53
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	10,75	10,89
Pakistan	(6)	»	74,25	82,43	83,60
Pologne	»	23,96	24,41	27,28	27,68
Portugal	7,50	8,11	8,33	8,76	8,83
Roumanie	15,75	16,47	»	»	17,495
Suède	6,30	6,72	6,95	7,26	7,32
Suisse	4,19	4,47	4,64	4,98	5,02
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	20,30	20,68
Turquie	(1) 17,02	19,20	20,48	24,12	24,79
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,36	50,97	51,21
U. R. S. S.	(6)	»	»	»	(2) 220,20
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	165,27	168,19
Yougoslavie	15,38	»	16,03	17,63	17,88
Monde	2.560	2.603	2.647	2.691	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Estimation au 1er octobre 1937-1938: non compris le Habay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).

(2) Estimations au 1er avril.

(3) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59.657 millions d'habitants.

(4) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 463,5

(5) Population du Pakistan en 1951: 70,9 millions d'habitants.

(6) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.

Source: O. N. U.

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

Production totale. (1934-1938 = 100.)

RÉGIONS	1948-49 1950-51	1952	1953	1954-55	1955-56	1956-57
	(Campagnes 1951-1952 et 1953-1954.)					
Europe occidentale	103	107	123	124	125	126
Amérique du Nord	135	138	148	146	149	154
Amérique latine	123	121	131	136	141	144
Extrême-Orient (Chine exclue)	99	104	113	115	120	122
Proche-Orient	116	121	143	141	146	151
Afrique	124	128	145	147	150	155
Océanie	112	113	123	125	130	129
Ensemble	114	118	125	127	»	»
Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.)	108	113	117	119	»	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957
Europe de l'Ouest	103	114	125	126
Amérique du Nord	138	152	153	160
Amérique latine	128	136	144	150
Extrême-Orient	99	105	120	122
Proche-Orient	114	135	146	150
Afrique	123	134	145	151
Océanie	111	117	126	122

Production par tête. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957
Europe de l'Ouest	94	102	110	110
Amérique du Nord	118	123	117	120
Amérique latine	98	97	95	97
Extrême-Orient	84	85	93	93
Proche-Orient	95	104	107	108
Afrique	102	106	109	111
Océanie	96	93	92	88

Sources: O. N. U., F. A. O.

2. — Indices de la production agricole pour quelques pays
(Avant guerre = 100.)

PAYS	PRODUITS ALIMENTAIRES					TOUS PRODUITS				
	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Allemagne occidentale ..	110	113	119	119	118	110	113	118	119	118
Australie	99	116	120	118	125	101	119	121	121	129
Autriche	92	100	109	105	115	92	100	110	105	115
Belgique-Luxembourg	118	124	125	133	136	118	123	124	132	136
Canada	147	179	165	118	152	149	180	166	121	154
Danemark	122	129	135	134	132	122	129	135	134	132
Espagne	104	101	98	102	97	105	103	100	104	101
France	101	108	116	125	126	102	108	117	125	126
Italie	119	119	134	127	135	118	118	133	125	133
Pays-Bas	127	130	129	136	137	128	132	130	137	139
Royaume-Uni	123	127	135	137	130	122	127	134	136	130
Suède	110	114	115	112	103	110	114	115	112	104
Suisse	110	118	117	119	116	110	118	117	119	116
U. S. A.....	136	146	147	147	150	134	142	144	143	146

Sources: O. N. U., F. A. O.

3. Blé
(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	2.505	2.471	2.893	3.378	3.487
Australie	4.200	5.939	4.589	5.323	3.538
Autriche	417	350	452	549	570
Belgique	450	596	589	731	603
Canada	7.170	9.999	8.407	13.449	14.637
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.798	4.003	4.215
France	8.143	8.082	10.566	10.365	5.695
Italie	7.254	7.029	7.283	9.505	8.687
Pays-Bas	430	425	397	350	312
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.641	2.748
Suède	696	698	1.021	716	886
U. S. A.....	19.476	31.262	26.778	25.440	27.140
U. R. S. S.....	38.090	»	»	»	»
Europe	42.300	»	45.980	48.780	42.130
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	157.800	

(1) 1931-1935 = 100.
Sources: O. N. U., F. A. O.

4. Avoine
Production (1.000 tonnes).

PAYS	ANNÉES			
	1948-1952	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	2.500	2.473	2.477	2.451
Australie	560	596	985	762
Autriche	275	334	364	374
Belgique	483	452	481	485
Canada	6.328	4.731	6.289	8.257
Espagne	519	526	506	450
France	3.393	3.574	3.640	3.761
Italie	495	546	528	506
Pays-Bas	419	465	582	486
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.752	2.425
Suède	804	863	597	1.030
U. S. A.....	18.970	20.460	21.817	16.731
U. R. S. S.....	»	»	»	»
Europe	20.070	19.440	19.790	19.640
Monde (U. R. S. S. exclue)	50.100	50.100	53.800	50.800

Sources: O. N. U., F. A. O.

5. Orge

Production (1.000 tonnes).

PAYS	ANNEES			
	1948-52	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	1.397	1.920	2.079	2.310
Australie	532	667	933	1.066
Autriche	210	312	346	385
Belgique	244	247	280	290
Canada	4.282	3.821	5.495	6.048
Espagne	1.909	2.205	1.718	1.550
France	1.534	2.525	2.671	6.700
Italie	258	278	292	275
Pays-Bas	202	207	264	277
Royaume-Uni	2.060	2.280	2.985	2.705
Suède	231	361	408	569
U. S. A.	5.843	8.257	8.735	8.110
U. R. S. S.	»	»	»	»
Europe	15.340	18.030	19.220	23.480
Monde (U. R. S. S. exclue)	54.600	67.200	69.100	74.900

Sources: O. N. U., F. A. O.

6. Maïs

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1955	1956
Argentine	7,9	8,4	2,5	3,8	»
Brésil	5,68	6,16	6,7	7,3	»
France	0,54	0,19	0,9	1	1,7
Italie	3	2,21	2,95	3,2	3,4
Roumanie	4,03	»	»	»	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	82,3	87,6
Yougoslavie	4,71	3,72	3	3,9	»
Europe	17,4	15,4	15,6	18,2	17,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	157,8	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. Riz

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (Moyenne.)	1949	1954	1955	1956
Afrique	2,18	3,3	3,8	4,2	»
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	70,8	75,8	»
Inde	34,2	34,7	37,3	38,8	39
Indochine	6,5	4,6	»	»	»
Japon	11,5	(3) 12,22	11,4	14,8	13,1
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	11	13,6
U. S. A.	0,95	1,85	2,9	2,5	2,15
Europe	1,14	1,08	1,7	1,7	1,5
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	188,4	199,1	»

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.

Sources: O. N. U., F. A. O.

8° Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale	19,6	20,87	26,8	22,8	26,7
Australie	0,34	0,48	0,47	0,37	0,43
Autriche	2,84	2,01	2,8	3	3
Belgique	3,17	2,05	2,6	2,2	»
Canada (1)	1,91	2,43	1,4	1,8	1,8
Espagne	(3) 4,87	2,56	4	4	»
France (2)	17,16	10,98	17	15	»
Italie	2,63	2,61	3,2	3,4	»
Pays-Bas	2,72	4,60	4,1	4	3,5
Royaume-Uni	5,01	9,18	7,4	6,3	7,4
Suède	1,85	1,72	1,42	1,28	1,77
U. S. A.	10,02	11,20	9,9	10,42	11
U. R. S. S.	74	»	»	3	»
Europe	135	116	143,3	126,8	140,8
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	157,8	»

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O N. U. (F. A. O.).

9° Arachides

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1955	1956
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	0,94	1,05
Chine	(2) 2,71	2,98	2,83	2,99	»
Inde	(3) 3,19	3,43	3,88	3,87	4,08
U. S. A.	0,54	0,85	0,46	0,71	0,71
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	10,6	12,1	12,3

(1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937. — (3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

10. Produits laitiers

(Moyenne mensuelle.)

Lait (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	»	0,9	1,42	1,41	1,42
Australie	0,45	0,46	0,50	0,53	0,55
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,2	»
Canada	0,6	0,62	0,63	0,63	0,65
France	11,5	11	(2)	»	»
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,41	0,40	0,42
Royaume-Uni (3)	0,49	0,66	0,77	0,76	0,83
Suède (3)	0,25	0,3	0,3	0,28	0,28
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,7	4,8

(1) 1934-1938.
(2) 160 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Beurre (laitier) (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	»	19,7	25,3	24,2	25,1
Australie	(1) 14	13,6	15,0	16	17,4
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,9	1,8	»
Canada	9,3	10,6	11,8	12	11,4
Danemark	15,3	13	15	13,17	13,8
France (3)	(18,7)	(17,5)	»	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	15,7	16	16,9
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,1	6,4
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	1,3	2,1
Suède	6,1	8,17	7,7	7	6,9
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	52,4	53,3

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Fromages (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	»	12,5	24,4	13,2	12,7
Australie	(1) 1,7	3,65	5	3,3	3,3
Canada	4,9	4,3	4,2	3	3,2
Danemark	(2) 2,6	5,3	8,1	7,2	7
France	(22)	(21,2)	32,4	35	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	10,5	8,6	8,2
Pays-Bas	10,4	11,7	16,4	13	12,7
Royaume-Uni	3,2	2,8	8,5	5,3	8,4
Suède	3	5,5	5,5	4,5	4,2
Suisse	4,4	4,5	5,4	4,7	»
U. S. A.	24,5	45,3	62,7	51,5	52,7

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

11. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.

(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1954-1955				1955-1956			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale	12,2	5,7	1,8	2,4	3,7	14,5	1,2	1,1	3,7	14,6	112	»
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7	15,8	1,3	130,8	0,8	»	1,2	139	»
Argentine	33	4	44	8,3	»	»	»	»	»	»	147,4	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	61,4	35,5	»	»	»	36,6	»	»
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8	9,5	5,4	1,2	0,9	9,6	6	1,2	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,3	7,6	8	»	17,6	7,7	8,2	»
Inde	138	2,7	»	1,8	»	4,7	»	»	»	»	38,7	»
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	6	0,6	39,1	0,16	»	»	40	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	10,6	5,8	22,9	0,3	»	5,5	23,6	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	10,8	»	»	1,2	11,2	»	»	»
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	»	»	»	»	»	»	22,9	»
U. R. S. S.	163	30	57	17,5	65	51	117	»	67	52,1	124,9	»
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	»	50,4	31,6	3,1	»	»	31,1	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	96,6	»	76,9	»	97,4	55	786	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	»	109	95,6	129	16	110	98,1	134	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	134	72,4	39	9	135	78,4	39	»
Amérique du Sud	106	30	97	»	146	47	121	18	»	48	122	»
Asie	227	85	130	»	249	112,2	177	12	»	»	178	»
Afrique	78	3	107	»	101	4,2	123	3	»	»	134	»
Océanie	18	2	143	»	22	2,3	170	1	»	2,2	179	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Quelques Etats seulement.
Source: F. A. O.

12. Production totale de viande

(Milliers de tonnes.)

PAYS	1948-1952	1954	1955	1956	1957 (Janvier.)
Argentine	95,2	97,8	119,8	132,6 (Janvier.)	»
Australie	85,3	101,3	103,8	111,5 (Novemb.)	»
Canada	54,4	57,6	62,4	65,9	59,8
Danemark	38	57,8	63,2	61,5	67,6
Allemagne occidentale	95,3 (1)	144,2	156,6	*69,8	167,7
Italie	38,2	45,6	47,3	47,4 (Octobre.)	»
Royaume-Uni	85,6	138,2	130,8	137,8	170,3
Etats-Unis	764,3	899,8	964,4	1.007,5	1.105

(1) Moyenne de quatre années.

Sources: O. N. U., F. A. O.

13. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux).

(1.000.)

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et centrale	4.550	4.705	4.885	5.000	»
Europe	1.265	1.445	1.710	1.960	»
Océanie	200	215	250	270	»
Afrique	125	135	145	152	»
Amérique du Sud	115	»	65	70	»
Asie (1)	50	»	7.200	7.610	»
Monde (2)	6.300	6.690	»	»	»

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.

Source: F. A. O.

b) Production industrielle.

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955	1956
Allemagne occidentale	40	112	129	138
Autriche	54	114	133	138
Belgique	87	106	116	122
Canada	79	98	107	115
Espagne (3)	72	104	108	»
France	79	109	121	132
Italie	62	109	118	128
Japon	38	108	117	141
Pays-Bas	70	110	118	124
Royaume-Uni	83	107	113	113
U. S. A. (2)	78	93	104	107
U. R. S. S.	45	113	127	141
Monde (U. R. S. S incluse)	73	100	110	115

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Electricité et gaz d'usine exclus.
(3) Mines-électricité seulement.

Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité

(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE						
		Moyennes trimestrielles.			1er trimestre 1956.	2e trimestre 1956.	3e trimestre 1956.	4e trimestre 1956.
		1938	1954	1955				
Houille et lignite (2)	Millions de tonnes.	287	322	346	370	356	337	376
Pétrole brut	—	61	158	177	168	189	194	185
Electricité (2)	10 kWh.	104	306	342	365	355	359	384
Fonte (2) (3)	Millions de tonnes.	17	32	39	41	41	35	43
Acier (2) (4)	—	23	45	55	59	59	49	61
Cuivre (5)	Milliers de tonnes.	476	620	683	732	751	727	759
Plomb (5)	—	393	436	438	459	448	463	469
Zinc (6)	—	373	538	624	612	607	628	623
Etain (6)	—	41	47	46	45	45	43	47
Caoutchouc (7)	—	231	458	486	422	447	498	523
Ciment (2)	Millions de tonnes.	20	42	47	39	54	56	52

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyenne mensuelle.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956
Allemagne occidentale.	11,4	8,6	10,6	11,20
Belgique	2,16	2,32	2,43	2,46
Canada	1	1,3	0,96	0,93
Espagne	0,47	0,89	1	1
France	3,87	4,3	4,53	4,60
Italie	(1) 0,12	0,92	0,090	0,089
Japon	4,05	3,2	3,6	3,9
Pays-Bas	1,12	0,97	1	0,1
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19	18,8
Suède	0,036	0,026	0,022	0,024
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,8	39
U. R. S. S.	11,1	»	28,8	35,8

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.
Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyenne mensuelle.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1956
Allemagne occidentale.	»	»	5.656	7.022
Autriche	152	350	643	770
Belgique	440	680	862	987
Canada	2.180	3.889	5.761	6.807
Espagne	229	469	873	1.160
France	1.548	2.380	3.564	4.228
Italie	1.295	1.732	2.965	3.313
Japon (4)	2.723	3.046	4.967	6.007
Pays-Bas (4)	307	390	882	1.037
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	7.623
Suède (4)	680	1.337	1.996	2.260
U. S. A.	9.484	24.258	39.307	50.049
U. R. S. S.	3.300	»	12.450	16.000

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) 1937.
(4) Importation plus production.
Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	46	70	222	262	292
Arabie séoudite	6	1.995	3.871	3.920	4.017
Bahrein	94	125	125	125	126
Canada	73	228	1.082	1.451	1.937
Colombie	248	349	461	458	509
France	6	4,8	42,3	72,9	105,1
Indonésie	616	494	898	983	»
Irak	358	339	2.507	2.767	2.591
Iran	863	2.270	292	1.331	2.180
Koweït	»	1.032	3.977	4.563	4.582
Mexique	459	652	997	1.066	1.085
Pérou	175	165	190	191	205
Qatar	»	8	398	453	490
U. S. A.	13.676	»	26.070	27.980	29.476
U. R. S. S.	2.520	»	4.940	5.890	6.983
Venezuela	2.292	5.751	8.432	9.697	10.960
Monde (U. R. S. S. exclue)	20.200	36.300	52.600	59.000	»

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1955	1956
Royaume-Uni	4.701	25.910	25.236	26.210
France	7.580	21.847	22.952	24.650
Italie	2.470	15.041	16.072	17.708
Pays-Bas	1.557	10.422	11.881	13.434
République fédérale	646	8.412	9.915	11.001
Belgique	170	3.507	4.382	»
Suède	505	1.803	1.919	1.934
Autriche	338	1.293	2.165	2.065
Portugal	284	697	828	»

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	1.778	1.880
Belgique	190	321	414	492	532
Canada	98	241	241	342	401
France	518	763	886	1.049	1.120
Italie	194	171	351	450	492
Japon	539	259	646	784	925
Luxembourg	120	189	236	269	288
Royaume-Uni	880	1.317	1.568	1.676	1.751
Suède	82	114	155	179	202
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	8.848	8.710
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.400	3.800	1.758
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	15.000	19.200	19.950

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale (1re fusion)	6,72	2,42	10,77	11,43	12,28
Autriche	(2) 0,37	1,23	4,77	5,65	5,90
Canada	5,4	28	42,42	44,2	»
France	3,78	4,51	10,01	10,79	12,48
Italie	2,15	2,14	4,80	5,12	5,28
Japon	1,20	1,77	4,43	4,79	5,50
Norvège	2,42	2,98	5,34	6,49	7,72
Royaume-Uni	1,95	2,57	2,62	2,07	2,34
Suisse	2,2	1,8	2,2	2,5	2,5
U. S. A.	10,8	45,6	110,4	118,4	126,9
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	182	221	242

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

(Moyenne mensuelle en milliers de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale (2)	11,48	8,59	13,74	14,86	15
Canada (2)	17,2	17,3	19,1	22	25
Chili	28,1	29,3	28,2	33,8	»
Congo belge (3)	10,33	11,78	18,65	19,56	»
France (4)	0,52	0,41	0,80	0,68	0,55
Japon (2)	»	3,21	5,78	6,76	7,71
Mexique	3,49	4,77	4,57	4,56	4,57
Rhodésie du Nord (5)	18	21,9	32,1	29	32,1
Royaume-Uni (2)	»	»	11,6	10,5	9,7
U. S. A.	43,8	58,4	65,3	78,4	85,7
U. R. S. S.	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	207	227	247

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné. — (3) Exportations. — (4) Récupération. — (5) Cuivre raffiné inclus.

Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

(Moyenne mensuelle en milliers de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Canada (1)	»	3,95	7,33	8,80	10,22
Ceylan	4	8	8	7,9	8,1
Indochine (1)	5,10	3,64	6,61	»	»
Indonésie	27	36,6	62,5	62,1	58,1
Malaisie	30,4	57	49,5	54,1	53,1
Thaïlande (2)	3,52	7,98	7,33	8,80	10,22
U. S. A. (1)	»	33,3	52,7	82,2	91,4
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	153	170	160

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette.

Source: O. N. U.

10. Laine (filés de laine).

(Moyenne mensuelle.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale	3,94	5,42	8,77	9,55	9,82
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,47	3,78
France (2)	9,8	10,2	10,7	10,7	11,8
Japon (2)	4,48	1,37	6,38	6,98	8,78
Royaume-Uni (2) (3)	21,4	20	20,4	20,4	20
U. S. A. (2)	21,8	26	23,2	26,6	27,8

(1) 1936. — (2) Purs ou mélangés. — (3) 1937.

Source: O. N. U.

11. Coton (production de filés.)

(Moyenne mensuelle.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale	22,18	19	30,77	31,07	33,02
Argentine	2,03	5,83	7,05	7,87	»
Belgique (1)	»	»	9,38	8,96	9
Canada	4,51	6,75	5,05	6,04	5,99
Espagne	»	4,96	4,44	4,42	4,62
France (1)	20,8	19	24,6	22,1	23,4
Inde	(2) 49,3	50,3	59	61,6	63,1
Italie	11,6	15,2	11,1	12,3	12,8
Japon	46,2	13,1	38,7	34,9	41,1
Pays Bas (1)	4,3	4,67	5,72	5,82	5,82
Royaume-Uni	39,7	»	31,8	28,3	26,5
U. S. A.	(3) 119	»	»	»	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1939.

Source: O. N. U.

12. Ciment

(Moyenne mensuelle.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale (1)	711	705	1.357	1.567	1.638
Argentine	103	121	140	154	169
Autriche	54	91,5	135,2	154,9	161,4
Belgique	250	244	365	391	389
Brésil	54,5	107	206,4	226,7	»
Canada	73	211	299	333	394
Espagne	»	155	277	313	333
France	343	556	796	897	949
Inde	(2) 119	221	372	380	417
Italie (3)	384	336	730	882	899
Japon	494	273	890	880	10.85
Royaume-Uni	653	780	1.013	1.059	1.081
U. S. A.	1.497	2.952	3.804	4.159	4.438
U. R. S. S. (1)	487	»	1.583	»	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	14.000	15.700	17.700

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 90-92 p. 100 de la production totale.

Source: O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1).

(En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1938	1948	1954	1955	1956 1er semestre.
Amérique du Nord	2.124,8	4.076,1	5.840,9	8.295	»
Etats-Unis	2.001,0	3.909,3	5.558,9	7.920,1	»
Canada	123,8	166,8	282,0	374	»
Europe occidentale	857,3	501,6	1.095,3	2.387,2	412,9
Royaume-Uni	341,0	328,5	769,2	897,6	437
Allemagne occidentale	(2) 274,9	29,9	518,2	705,5	339,8
France	182,4	100,1	437,1	553,3	149,3
Italie	59,0	43,1	180,7	230,8	»
Monde	2.987,7	4.582,1	7.816,4	782,3	»

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1955	1956 1er semestre.
Amérique du Nord	530,4	1.473,2	1.110,2	1.326,2	»
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.042,1	1.249	»
Canada	42,3	96,9	68,1	79,2	»
Europe occidentale	224,3	314,2	630,3	754,3	»
Royaume Uni	104,0	170,0	268,7	340,8	178
Allemagne occidentale	(1) 63,5	29,6	162,2	203,2	111,8
France	45,0	98,3	153,3	171,7	92,5
Italie	11,8	16,3	36,2	38,6	19,1
Monde	783,4	1.819,1	1.827,5	2.179,4	»

(1) Allemagne d'avant guerre.

Source: O. N. U.

14. C. E. C. A.

1° *Fer et acier.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
a) Extraction du minerai de fer (1.000 tonnes):							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1955	15.682	»	106	50.885	2.151	»	76.028
1956 (p.)	16.928	»	144	53.384	2.616	»	80.697
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes):							
1952	12.877	2.550	4.775	9.772	1.143	539	34.732
1955	16.482	2.879	5.320	10.941	1.677	668	41.015
1956 (p.)	17.577	3.018	5.658	11.423	1.933	664	43.515
c) Acier brut (1.000 tonnes):							
1952	15.806	2.823	5.098	10.867	3.535	685	41.816
1955	21.336	3.166	5.894	12.631	5.395	979	52.627
1956	23.189	3.375	6.376	13.412	5.902	1.051	56.790
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) fin de période:							
1955 (3)	151.787	26.131	49.401	122.355	54.002	6.984	428.157
1956 (3)	158.387	26.959	52.213 (Belgique-Luxembourg)	125,942 (France-Sarre)	»	7.250	»
e) Consommation apparente d'acier brut (1.000 tonnes):							
1952	14.713	»	2.414	10.215	4.001	1.760	33.103
1955	21.887	»	2.674	10.971	5.838	2.357	43.727
1956 (3e trimestre)	5.679	»	629	2.990	1.462	598	»

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.

Source: C. E. C. A

2° *Houille.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes):							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29 978	55.335	1.136	11.895	246.401
1956 (p.)	134.407	17.090	29.555	55.129	1.076	11.836	249.092
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000 fin de mois):							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1956	333,6	36,9	102,1	142	5	30,7	648,5
c) Stocks totaux de houille (en fin de période) (1.000 tonnes):							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	228	371	5.983	65	292	7.511
1956	700	102	179	4.524	29	259	5.793

Source: C. E. C. A.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	82	105	111	»
Australie (1)	92	104	107	108
Autriche	98	104	111	114
Canada	85	98	103	108
France (2)	96	101	102	103
Japon	83	103	109	119
Royaume-Uni (3)	95	102	104	104
U. S. A. (4)	92	98	101	105

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue.
(4) Employeurs compris.
Source: O. N. U.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).

(Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	49,6	46,5	48,6	48,8	48
Canada	»	42,3	40,6	41	41,1
France	38,8	43,8	44,5	44,7	45,4
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	46,4	(1) 46
Suisse	46,3	47,4	47,7	47,7	47,7
U. S. A.	35,6	39,2	39,7	40,7	40,5

(1) Octobre.
Source: B. I. T.

c) **Chômage.**

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

Moyenne mensuelle (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale	»	1.230	1.221	928	761
Belgique	»	174	224,8	172,4	144,8
Espagne	»	160	122,6	112,1	105,9
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,4	52	31,6
Italie	810	1.673	1.959	1.913	1.937
Pays-Bas	324 (1937)	42	60	41,3	30,2
Suède	67	26	25,4	24,5	28,6
Suisse	52,6	8,1	4,3	2,7	3
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	264,5	287,1
U. S. A.	10.390	3.395	3.451	2.787	2.675

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) **Indice du quantum en volume.**

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1955		1956	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	125	124	152	112	170	165
Australie	97	82	135	91	136	98	166	100	157	111
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	122	127	»	»
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	106	105	126	113
France	84	48	89	95	108	116	122	134	144	120
Italie	57	66	73	92	104	107	112	123	125	117
Pays-Bas	64	34	92	69	125	113	140	124	158	130
Pologne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	113	112	112	119
Suède	85	69	92	99	115	110	128	115	135	128
Suisse	92	66	101	77	115	105	131	115	151	128
U. S. A.	78	81	92	73	93	97	103	99	111	116

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) Indice de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1955		1956	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81	96	96	100	98	103	101
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	90	89	102	82
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	96	97	»	»
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	101	99	103	103
France	59	68	87	85	98	95	97	96	102	100
Italie	98	103	88	94	100	104	100	98	105	104
Pays-Bas	85	96	93	95	95	100	97	101	100	103
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	102	101	104	105
Suède	72	76	82	75	99	98	99	102	104	102
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	102	100	104	104
Suisse	112	101	91	93	103	93	98	97	101	96

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.
Source: O. N. U.

c) Union européenne des paiements.

1° *Opérations pour le mois de mai* 1957.

(En millions d'unités de compte.)

PAYS MEMBRES et leurs zones monétaires (*)	Excédent (+) ou déficit (—) net pour le mois.	RÉGLÉ (1) Versement (ou remboursement) d'or. Par le pays membre.	Versement (ou remboursement) d'or. Au pays membre.	Octroi (ou remboursement) de crédit. Au pays membre.	Octroi (ou remboursement) de crédit. Par le pays membre.	CRÉDIT REMBOURSÉ au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement.	POSITION au 31 mai 1957. — Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union.
Autriche	+ 3,1	»	2,3	»	0,8	»	+ 1,4
Belgique-Luxembourg	— 11,6	8,7	»	2,9	»	— 2,0	(2) + 161,5
Danemark	— 8,2	6,1	»	2,0	»	+ 1,1	— 93,7
France	— 78,9	59,2	»	19,7	»	+ 2,0	— 332,1
Allemagne	+ 138,6	»	103,9	»	34,6	— 1,8	+ 850,2
Grèce	— 5,6	(a) 4,5 0,8	»	0,3	»	»	»
Islande	— 0,4	0,3	»	0,1	»	+ 0,0	— 5,4
Italie	— 4,4	3,3	»	1,1	»	»	— 169,5
Pays-Bas	— 0,6	0,5	»	0,2	»	— 1,6	+ 98,7
Norvège	+ 0,4	»	0,3	»	0,1	+ 1,1	(2) — 79,0
Portugal	— 8,1	(b) 8,1	»	»	»	»	(3) Néant.
Suède	+ 13,4	»	10,0	»	3,3	— 0,7	+ 20,5
Suisse	— 10,1	7,6	»	2,5	»	— 1,1	+ 41,2
Turquie	— 6,8	(c) 6,8	»	»	»	»	(2) — 30,0
Royaume-Uni	— 20,9	15,7	»	5,2	»	+ 3,0	— 321,1
Totaux	+ — 155,5	121,5	116,6	34,0	38,9	+ — 7,3	+ — 1.173,3 1.031,0

(*) L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

(1) Les règlements sont effectués pour 75 p. 100 en or (ou en dollars) et pour 25 p. 100 en crédit, à l'exception des cas suivants: *a*) Grèce: réglé par un versement d'or (ou de dollars) effectué à l'Union, conformément à l'article 10 *bis*; *b*) Portugal: le quart de ce montant correspond à la fraction de son déficit dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'article 11 (d); *c*) Turquie: réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) effectué à l'Union, conformément à l'article 13 (a).

(2) L'Union économique belgo-luxembourgeoise a, en outre, accordé à l'Union un crédit spécial de 50,0 millions d'u/c, dont 10 millions d'u/c n'ont pas encore été remboursés. De même, les dettes vis-à-vis de l'Union indiquées ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'u/c respectivement.

(3) Ce chiffre ne comprend pas le montant correspondant à la fraction de ses déficits dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'article 11 (d) et (e). Après exécution des opérations pour mai, ce montant s'élève à 29,1 millions d'u/c.

A la suite des opérations relatives au mois de mai 1957, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élevaient à 385,5 millions d'u/c après les opérations pour avril 1957, ont été portés à 390,3 millions d'u/c.

2° *Déficits ou excédents nets de chaque pays membre* (1). — 1950-1956.

(En millions d'unités de compte) (2).

PAYS	1950-1951	1951-1952 (3)	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Autriche	— 104	— 38	+ 42	+ 106	— 103	— 6
U. E. B. L. (4)	+ 236	+ 509	— 33	— 55	+ 80	+ 222
Danemark	— 68	+ 46	— 17	— 92	— 94	+ 4
France	+ 194	— 602	— 417	— 149	+ 115	— 190
Allemagne	— 281	+ 584	— 260	+ 518	+ 296	+ 584
Grèce	— 140	— 83	— 28	— 40	— 27	+ 40
Islande	— 7	— 6	— 4	— 5	— 2	— 4
Italie	— 30	+ 194	— 223	— 210	— 225	— 125
Pays-Bas	— 270	+ 477	+ 139	— 42	+ 84	— 62
Norvège	— 80	+ 21	— 59	— 61	— 70	— 27
Portugal	+ 59	+ 28	— 23	— 19	— 59	— 33
Suède	— 59	+ 284	— 44	— 37	— 104	+ 6
Suisse	+ 11	+ 158	+ 85	+ 73	+ 10	— 66
Turquie	— 64	— 96	— 50	— 94	— 38	— 27
Royaume-Uni	+ 604	— 1.476	+ 371	+ 107	+ 136	— 327
Total	± 1.104	± 2.301	± 897	± 802	± 722	± 856

(1) Les positions nettes ne tiennent pas compte des versements au titre des intérêts et des « remboursements spéciaux de crédit » qui, en revanche, sont reflétés par les « positions comptables ».
(2) Les comptes de l'Union sont tenus et les calculs et opérations sont effectués dans une unité de compte (u/c) qui équivaut à un dollar des Etats-Unis, au cours de 35 dollars l'once d'or fin.
(3) Après déduction d'un montant de 50 millions d'u/c dans le cas de l'U. E. B. L., et de 25 millions d'u/c dans le cas de la France et dans celui du Royaume-Uni (au titre des ajustements effectués au 1er juillet 1952).
(4) L'Union économique belgo-luxembourgeoise.

d) **Pourcentage de couverture des importations (c. i. f.) par les exportations (f. o. b.).**

PAYS	1952	1955	1956
Allemagne occidentale	105	105	110
Belgique	100	97	97
Canada (1)	108	105	84
Danemark	89	89	84
France (2)	68	93	72
Italie	59	69	69
Pays-Bas	95	84	64
Royaume-Uni	82	75	81
Suède	91	87	88
Suisse	91	88	70
U. S. A. (1)	112	135	145

(1) Importations f. o. b.
(2) Commerce avec l'étranger.
Source: I. N. S. E. E.

5° **TRANSPORTS**

a) **Transports ferroviaires.**

INDICES DU TONNAGE-KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1954	1955	1956
Allemagne occidentale (1)	»	113	126	134
Autriche	162	171	199	206
Belgique	110	110	128	»
Canada	209	217	245	»
Danemark	135	153	149	»
France	155	157	177	190
Italie	»	115	131	135
Pays-Bas	»	164	168	174
Suède	191	242	271	291
U. S. A.	176	179	203	210

(1) 1936 = 100.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) **Flotte marchande mondiale.**

(D'après l'American Bureau of Shipping au 30 juin 1955.)

1. NAVIRES DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS

(En milliers de tonnes de port en lourd.)

PAYS	1955		1954	
	Flotte totale.	Pétroliers.	Flotte totale	Pétroliers.
Total	127.203	39.054	121.863	36.011
Etats-Unis	35.746	6.802	36.863	6.941
Commonwealth britannique	25.763	7.725	25.369	7.394
Norvège	10.382	6.305	9.565	5.693
Libéria	6.297	3.656	3.651	2.609
Panama	5.854	3.356	6.038	3.578
Italie	4.994	1.795	4.750	1.642
Japon	4.884	1.036	4.552	922
France	4.449	1.765	4.283	1.442
Pays-Bas	4.228	1.172	3.961	941
Suède	3.797	1.264	3.644	1.166
Allemagne	3.341	357	2.799	303
U. R. S. S.	2.372	360	2.181	274
Danemark	2.181	771	2.096	653
Espagne	1.426	265	1.408	249
Grèce	1.736	217	1.646	193
Argentine	1.163	451	1.179	454

2. Principales flottes marchandes en construction a la fin de mars 1957

(D'après le Lloyd's Register of Shipping.)

(En tonneaux de jauge brute.)

PAYS	TONNAGE
Monde	8.381.697 (+ 316.629) (*)
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	2.086.262 (— 48.956)
Japon	1.433.835 (+ 69.645)
Allemagne	856.914 (+ 58.142)
Italie	668.660 (+ 11.131)
Pays-Bas	600.642 (+ 862)
France	494.919 (— 3.980)
Suède	482.226 (— 2.292)
Etats-Unis	365.445 (+ 70.560)
Norvège	290.101 (+ 46.961)
Espagne	207.927 (+ 26.448)
Danemark	154.138 (+ 6.580)
Belgique	151.280 (+ 14.530)
Finlande	149.521 (+ 23.024)
Pologne	129.467 (+ 11.198)
Yougoslavie	124.996 (+ 25.460)

(*) Les nombres entre parenthèses indiquent l'accroissement ou la diminution du tonnage au cours de la période antérieure de trois mois.

3. Pétroliers

Flotte mondiale des pétroliers de 2.000 tonnes de port en lourd et au-dessus au 1er juillet 1956.

PAYS	NOMBRE de navires.	TONNAGE en lourd.	POURCENTAGE
Etats-Unis	511	7.995.448	18,60
Grande-Bretagne	545	7.599.897	17,68
Norvège	411	6.612.605	15,46
Liberia	222	5.035.100	11,72
Panama	182	3.248.156	7,56
France	117	1.970.030	4,59
Italie	124	1.830.634	4,26
Hollande	121	1.504.066	3,49
Suède	81	1.317.114	3,06
Japon	59	952.261	2,22
Danemark	47	789.043	1,84
Russie	57	511.316	1,19
Argentine	47	443.212	1,03
Allemagne	33	440.533	1,03
Autres pays	261	2.698.583	6,27
Total mondial	2.818	42.978.248	100

Source: Rapport de MM. John I. Jacobs à Londres reproduit par The Petroleum Times du 14 septembre 1956.

4. Pétroliers en construction ou en commande dans le monde en tonnage de port en lourd

(A la fin de 1956.)

PAYS	TONNAGE	PAYS	TONNAGE
Norvège	4.909.250	Allemagne	616.400
Grande-Bretagne	4.794.500	Pays-Bas	5 2.000
Suède	1.265.100	Danemark	488.830
Etats-Unis	1.175.500	Japon	347.500
France	1.078.500	Autres pays	10.242.500
Italie	855.000	Total	26.355.080

Répartition par groupe de tonnage des pétroliers en service ou commandés.

TONNAGE	UNITÉS	
	En service.	Commandées.
De 7.000 à 9.999 tonneaux	148	3
De 10.000 à 12.999 tonneaux	441	3
De 13.000 à 15.999 tonneaux	343	18
De 16.000 à 18.999 tonneaux	1.005	129
De 19.000 à 23.000 tonneaux	201	175
De 24.000 à 39.000 tonneaux	346	357
De 40.000 tonneaux et plus	21	190
Total	2.505	875

Source: Davies et Newman, courtiers à Londres.

c) **Transports aériens.**

Trafic de l'aviation civile.

Moyenne mensuelle (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMÈTRE			
	1938	1954	1955	1956
Australie	5,8	133	143,7	»
Belgique	1,5	41	48	56
Canada	1,5	135	155	»
France	6,1	226	261	319
Pays-Bas	5	113,5	123,7	143,7
Suède	1,15	32	39,4	47,3
Suisse	1,13	37	43	50,3
Royaume-Uni	7,1	203	241,5	278
U. S. A.	72	2.763	3.265	3.704

PAYS	FRET - TONNES - KILOMÈTRE			
	1938	1954	1955	1956
Australie	»	6,5	6,7	»
Belgique	0,07	1,9	2,1	2,4
Canada	0,18	2,6	3,1	»
France	0,2 (Air France)	7,6	8,2	9,5
Pays-Bas	0,25	4,4	5	5,9
Suède	0,065	0,9	1	1,1
Suisse	0,022	0,75	1	1,2
Royaume-Uni	1,3	6,7	8,5	9,1
U. S. A.	»	61	74,6	82,6

Source: O. N. U.

d) **Parc automobile.**

1. Voitures de tourisme

(8 passagers maximum.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955 (2)
Etats-Unis	25.000	46.000	50.000
Royaume-Uni	1.830	2.800	3.170
Canada	1.160	2.510	2.560
France	2.000	2.020	2.100
Allemagne occidentale	(1) 1.270	»	1.500
Australie	535	1.170	1.270

(1) Allemagne entière.

(2) American Automobile pour 1955.

Source: O. N. U.

2. Véhicules utilitaires

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955
Etats-Unis	4.200	9.300	»
Royaume-Uni	280	1.250	»
Canada	540	1.070	»
France	220	880	»
Allemagne occidentale	(1) 420	»	»
Australie	240	580	»

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indice des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	(1) 90	85	98	101	103
Belgique	94	93	99	101	104
Canada	88	96	98	99	102
France	65	78	98	98	102
Espagne	57	72	100	104	104
Grèce	»	71	112	120	129
Italie	104	93	101	101	102
Japon	36	70	99	98	102
Pays-Bas	75	87	101	102	104
Royaume-Uni (2)	67	80	101	104	108
Suède	72	76	100	104	109
Suisse	102	95	101	101	103
U. S. A.	95	94	100	101	104

(1) Juillet-décembre.
(2) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1955	1956
Allemagne occidentale.	93	93	100	102	105
Autriche (Vienne)	50	70	103	105	108
Belgique (1)	95	91	101	101	104
Canada	84	89	101	101	102
Espagne	79	92	101	105	111
France (Paris)	60	77	100	101	103
Grèce	63	78	115	122	126
Italie	86	86	103	106	111
Japon	62	77	106	105	106
Pays-Bas	77	91	104	106	108
Royaume-Uni	77	81	102	106	(2) 112
Suède	77	79	101	104	109
Suisse	96	94	101	(3) 102	103
U. S. A.	90	90	100	100	102

(1) Loyer exclu.
(2) Décembre.
(3) Janvier.

Source: O. N. U.

c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

(1953 = 100.)

PAYS	PREMIERE PERIODE		DEUXIEME PERIODE					1957 (Janvier.)
	1948	1951	1952	1953	1954	1955	1956	
I. — Nombres indices des prix des produits agricoles								
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.								
Canada	105	121	113	100	96	94	94 (Nov.)	
Etats-Unis	111	117	110	100	99	92	91	92
B. — Pays importateurs.								
Belgique	106	105	103	100	98	94	97	
Finlande	81	93	101	100	100	102	111	118
Norvège	71	98	103	100	108	108	107 (Mars)	
Pays-Bas (1949 = 100)	81	99	105	100	101	96	102 (Nov.)	
Suisse	»	»	»	»	»	»	»	
C. — Autres pays.								
Italie	93	101	100	100	99	100	103 (Nov.)	
Suède	71	86	97	100	99	104	111 (Nov.)	
France	80	96	105	100	99	98	103	104
II. — Prix de gros								
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.								
Canada	88	109	102	100	98	99	103 (Déc.)	
Etats-Unis	95	104	101	100	100	101	106 (Déc.)	106
B. — Pays importateurs.								
Belgique	94	113	107	100	99	101	106 (Déc.)	
Finlande	63	105	104	100	100	99	107 (Déc.)	109
Norvège	66	94	101	100	102	104	112 (Déc.)	112
Suisse	75	107	104	100	101	102	107	
C. — Autres pays.								
Italie	104	106	100	100	101	101	103 (Nov.)	
Suède	72	100	106	100	100	104	109 (Nov.)	
France	65	100	105	100	98	98	104 (Déc.)	105

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New-York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950.....	355	380,3	455,6	481,1	418
1951.....	526,8	504	463,5	460,2	488,6
1952.....	445,5	434	434	410,3	431
1953.....	411,1	416,6	418,7	400,3	411,8
1954.....	423	437	421	407,9	422
1955.....	407,1	404,3	404,1	402,8	405
1956.....	400,5	418,4	421,1	428,5	418,5
1957.....	421	407,5 (avril)	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2. Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

(Moyenne mensuelle.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950.....	471,2	487,7	530,5	562,6	513
1951.....	(1) 609,8	612,2	597,9	593,6	605,6
1952.....	579,2	544,5	541,3	517,6	545,7
1953.....	510,9	498,1	488,7	480,2	494,5
1954.....	487	489	488	492,7	488
1955.....	505,1	496,9	486	485,7	493,2
1956.....	485	486,1	479	490,1	485
1957.....	491	481 (avril)	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

e) Indices mondiaux de frets.

(Moyennes annuelles des indices.)

ANNÉES	NORWEGIAN SHIPPING NEWS				CHAMBER of Shipping. Indices généraux (3).	
	Cargaisons sèches (1).		Produits pétroliers (2).			
	Au voyage.	A temps.	£ Tarif M. O. T.	$ Tarif U. S. M. C.	Au voyage.	A temps.
1947.....	110,6	102,1	»	»	»	»
1948.....	90,4	96,3	»	»	»	»
1949.....	81,7	78,7	103,8	68,9	»	»
1950.....	89,4	76,1	152,7	100,9	»	»
1951.....	176,7	210,7	300,8	206,0	»	»
1952.....	112,7	115,3	227,0	160,8	119,2	100,0
1953.....	87,8	68,4	89,8	66,6	77,5	60,6
1954.....	93,5	79,9	81,2	62,5	86,1	71,7
1955.....	129,3	110,0	118,6	92,0	127,7	129,8
1956.....	152,7	196,8	223,4	162,5	157,0	172,9

(1) Base: juillet-décembre 1947 = 100.
(2) Base: Tarif M. O. T. = 100; tarif U. S. M. C. = 100.
(3) Base 1952 = 100.
Source: I. N. S. E. E.

7° SALAIRES ET REVENUS

a) Gains dans les industries manufacturières.

1. Gains horaires, journaliers, hebdomadaires ou mensuels

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Allemagne occidentale (marks)	1,56	1,63	1,67	1,78	1,94
Canada (cents)	129,2	135,8	140,8	144,5	151,5
France (francs)	120,7	124,2	131,5	141,6	(1)
Italie (lires)	98	100	104	108	115
Pays-Bas (cents)	98	100	111	117	120
Suède (couronnes)	3,63	3,79	3,94	»	»
Royaume-Uni (pence)	39,6	41,7	44,3	48	51,8
U. S. A. (cents)	167	177	181	188	198

(1) A partir de 1956, série revisée. 1956 = 151,3.
Source: O. N. U.

2. — Evolution approximative du salaire réel

Evolution approximative du salaire réel (1).
(En indices, 3e trimestre 1954 = 100.)

PAYS EXTRA-EUROPÉENS	PAYS EUROPÉENS	TROISIÈME trimestre 1956 (2).
Japon		138
Brésil		(130)
	France	117
	Allemagne	113
	Belgique	113
	Norvège	109
Etats-Unis		108
	Pays-Bas	108
	Suède	107
Canada		107
	Danemark	107
	Royaume-Uni	106
	Italie	105
	Suisse	102
Australie		102
Nouvelle-Zélande		98
Argentine		(85)

(1) En principe: salaire horaire dans les industries manufacturières, divisé par l'indice des prix à la consommation.
(2) Ou mois proche.
Source: I. N. S. E. E.

b) **Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.**
(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Norvège (1938-1939 = 100)....	119	116	126	132	»
Canada (1935-1939 = 100).....	118	111	104	102	»
Etats-Unis (1935-1939 = 100)..	117	108	100	98	94 (Nov.)
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100).....	99	97	100	105	»
Belgique (1951-1952 = 100)....	97	93	91	83	82 (Nov.)
Autriche (1937 = 100).....	88	86	87	83	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) **Salaires versés par rapport au produit national brut par habitant.**

A. — De 1950 à 1952.

(Base 1950 = 100.)

PAYS	1951	1952
Danemark	106	113
Pays-Bas	103	110
Suède	104	108
France	106	106
Belgique	101	103
Royaume-Uni	95	100
Norvège	98	95,5
Allemagne	93	93,5
Italie	95	92
Canada	97	103
Etats-Unis	96,5	96,5

B. — De 1952 à 1954 (et 1955).

(Base 1952 = 100.)

PAYS	1953	1954	1955
France	101	101,5	
Suède	102	101,5	
Norvège	99,5	99	
Royaume-Uni	98,5	98,5	(1) (98)
Belgique	98	98	
Allemagne	99,5	96	
Danemark	97	94	
Pays-Bas	96	94	
Italie	94,5	93,5	
Canada	101	109	(1) (114)
Etats-Unis	102	108	(2) (104)

(1) 1er trimestre. — (2) 2e trimestre.

C. — En 1954.

(Base 1950 = 100.)

Suède	109,5	Norvège	94,5
France	107,5	Allemagne	89
Danemark	106	Italie	86
Pays-Bas	103	Canada	112
Belgique	101	Etats-Unis	104
Royaume-Uni	98,5		

Sources: O. E. C. E., statistiques générales I. N. S. E. E.

8° CONSOMMATION

a) **Laine (consommation mondiale).**

1. Estimation de la consommation mondiale
(En millions de lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs	1934-1938	1949	1953
France	432	»	251
Allemagne occidentale.....	119	91	156
Australie	35	70	58
Belgique	60	59	75
Canada	20	34	25
Italie	57	119	143
Japon	109	16	126
Pays-Bas	12	40	25
Suède	11	29	13
Royaume-Uni	436	492	488
U. S. A.	344	511	489
Autres pays.....	572	708	750
Total	2.063	2.431	2.599

Données provisoires. — *N. B.* — Pound lb = 453 g.
Source: Secrétariat international de la laine.

b) **Coton (consommation).**

(En millions de balles.)

RÉGIONS	1955-1956	1956-1957 (1)	POURCENTAGE en plus ou en moins.
Etats-Unis	9,2	9,0	— 2
Europe occidentale.....	7,0	7,3	+ 4
Reste du monde occidental.....	12,3	13,0	+ 6
Total monde occidental....	28,5	29,3	+ 3
U. R. S. S.....	4,4	4,7	+ 7
Chine	3,5	3,7	+ 6
Europe orientale.....	1,5	1,5	»
Total	9,4	9,9	+ 5
Total mondial.....	37,9	39,2	+ 3,5

(1) Préliminaire.

Sources: « Coton » (janvier 1957), I. N. S. E. E.

c) Fibres textiles d'habillement.

Consommation mondiale.

DESIGNATION	1955	1956 (1)	+ %
Coton:			
Consommation totale (millions de tonnes).	8,04	8,15	+ 5
Consommation par habitant (kilogrammes).	3,02	3,14	+ 4
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	68	68	
Laine:			
Consommation totale (millions de tonnes).	1,19	1,30	+ 9
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,46	0,48	+ 2
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	10	10	
Rayonne et acétate:			
Consommation totale (millions de tonnes).	2,23	2,37	+ 4
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,83	0,88	+ 6
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	20	19	
Autres fibres artificielles:			
Consommation totale (millions de tonnes).	0,25	0,30	+ 20
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,09	0,11	+ 22
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	2	3	
Total:			
Consommation totale (millions de tonnes).	11,76	12,42	+ 6
Consommation par habitant (kilogrammes)	4,40	4,61	+ 5

(1) Préliminaires.

Source: « Coton » (Janvier 1957).

d) Acier.

(Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.)
(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938.	MOYENNE 1950-1952.	ANNÉE 1955
Allemagne occidentale	»	11.933	21.397
Belgique - Luxembourg	1.555	2.290	2.683
Canada	1.702	4.808	5.021
Chine (1)	1.504	1.242	3.479
France	5.457	8.426	10.397
Espagne	377	887	1.458
Italie	2.280	3.479	3.660
Japon	5.590	4.837	7.282
Pays-Bas	1.167	1.768	2.522
Royaume-Uni	10.921	14.661	18.684
Suède	1.367	2.282	2.921
Suisse	436	838	1.140
U. S. A.	40.999	87.211	102.456

(1) Chine continentale.

Source: O. N. U.

e) Consommation d'énergie par habitant.

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1956
Autriche	1,04	1,47	2,20	»
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,10	»
France	2,12	2,11	2,44	»
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,35	»
Italie	0,66	0,58	1,05	»
Pays-Bas	1,79	1,83	2,22	»
Norvège	3,44	3,97	5,34	»
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,80	»
Suède	2,5	2,82	4,15	»
Suisse	1,81	1,89	2,87	»
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,87	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	216	»	2,52	»
Afrique	0,15	0,20	0,26	»
Canada (2)	4,91	6,4	7,57	»
U. S. A.	5,89	6,92	8,25	»
Amérique du Sud	0,25	0,33	0,56	»
Asie	0,18	0,16	0,22	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	1,14	»	1,59	»

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.
Source: O. N. U.

f) Consommation de produits pétroliers.

(1.000 tonnes) (a)

PAYS	TOUS PRODUITS			
	1947	1954	1955	1956
Royaume-Uni	11.972	19.414	21.516	23.435
France (et Sarre)	5.019	14.108	15.784	17.733
Italie	2.877	8.458	9.468	11.2[illegible]0
République fédérale	1.623	8.176	10.184	13.018
Suède	3.228	6.493	8.078	9.167
Pays-Bas	2.049	3.630	4.583	5.371
Belgique-Luxembourg	1.258	3.436	3.970	»
Danemark	1.065	2.1[illegible]3	2.750	3.568
Norvège	751	1.979	2.436	2.715
Suisse	884	1.756	2.050	2.6[illegible]3
Autriche	350	1.316	1.654	2.057
Grèce	507	1.172	1.194	1.379
Turquie	310	1.063	1.198	»
Portugal	603	847	919	»
Irlande	435	809	948	»
Islande	100	148	177	»
Ensemble des pays de l'O. E. C. E.	33.031	74.993	86.709	»

(a) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.

Source: O. E. C. E.

g) Engrais (1).

Consommation en 1955-1956.

(En tonnes.)

GROUPES CONTINENTAUX	PAYS Européens.	PAYS Extra-européens.	PAR 1.000 hectares de terre arable.
		Nouvelle-Zélande.	473
	Pays-Bas		440
	Belgique		322
		Hawaï	309
		Japon	248
	Allemagne fédérale		205
	Suisse		170
	Norvège		146
	Royaume-Uni		141
Europe de l'Ouest			128
	Danemark		127
Europe du Nord			91
	Irlande		84
	France		75
	Suède		72
	Autriche		71
	Finlande		65
Europe occidentale totale			62
	Italie		45
	Portugal		40
		Pérou	34
		Etats-Unis	34
Océanie			34
Europe méridionale			30
	Grèce		29
Amérique du Nord et du Centre			26
	Espagne		26
		Australie	23
		Union sud-africaine	19
Monde entier (2)			18,8
		Chili	11
	Yougoslavie		10
		Canada	6,4
Asie (sauf Chine)			6,1
		Brésil	5
Amérique du Sud			4,9
Afrique			1,9
		Indes	1,1
		Egypte	0,2

(1) N+P2 05+K2 0.
(2) Sauf U. R. S. S. et Chine.
Sources: F. A. O., Economie et statistiques agricoles (janvier 1957).

h) Volume de la consommation.

Consommation privée.

Evolution globale et de quelques catégories principales, dans un certain nombre de pays.

(En milliards de livres, deutschmark, couronnes et dollars.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
Alimentation:				
Royaume-Uni	(1) 4,09	(1) 4,39	(1) 4,65	5,01
Allemagne (4)	5,86	6,23	6,72	
Norvège	3,76	3,90	4,30	4,40
Etats-Unis	(1) 70,0	(1) 71,9	(1) 73,3	76,4
Textile (et cuir):				
Royaume-Uni	(2) 1,06	(2) 1,06	(2) 1,13	1,20
Allemagne (4)	2,29	2,58	2,72	
Norvège	(7) 2,4	(7) 2,5	(7) 2,5	2,6
Etats-Unis	20,1	19,8	19,7	20,5
Logement:				
Royaume-Uni	0,92	0,99	1,05	1,12
Allemagne (4)	2,34	2,49	2,66	
Norvège	(6) 1,3	(6) 1,4	(6) 1,5	1,7
Etats-Unis	25,6	27,9	29,8	31,2
Biens ménagers durables:				
Royaume-Uni	(3) 0,95	(3) 1,07	(3) 1,22	
Etats-Unis	12,5	12,8	12,9	14,3
Biens durables (total):				
Etats-Unis	26,6	29,8	29,3	35,3
Biens non durables:				
Etats-Unis	116	119	121	126
Services:				
Etats-Unis	75,7	81,8	86,4	91
Total consommation privée (8)				
Royaume-Uni	10,57	11,17	11,85	12,67
Allemagne (4)	18,05	19,57	21,50	
Norvège	12,9	13,4	14,5	15,2
Etats-Unis	218	234	236	252

(1) Y compris boissons alcooliques.
(2) Vêtements.
(3) Y compris autos, bicyclettes, etc.
(4) Aux prix de 1936 et premier semestre de chaque année.
(5) Taux annuel ajusté.
(6) Avec chauffage.
(7) Habillement.
(8) Ce total excède la somme des données portées au tableau d'autres séries n'y figurant pas.

Sources: *Annuaires et publications officiels*, I. N. S. E. E.

i) Commerce intérieur.

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1955	1956
1. *Gros.*				
Allemagne occidentale (1)	»	107	116	130
Australie	50	114	130	140
Belgique (2)	89	107	111	132
Canada	78	97	108	124
Pays-Bas (2)	56	112	119	136
Royaume-Uni (3)	88	100	103	106
Etats-Unis	85	98	105	112
2. *Détail.*				
Allemagne occidentale	»	107	119	132
Australie	42	110	122	133
Belgique	71	106	114	124
Canada	65	99	108	116
France (2)	77	111	125	143
Norvège	66	107	112	121
Pays-Bas	80	110	120	133
Suisse	88	105	111	120
Royaume-Uni (4)	»	»	100	100
Etats-Unis	»	100	109	»

(1) Alimentation.
(2) Grandes épiceries.
(3) Textiles.
(4) 1955 = 100.

Source: O. N. U.

9° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1954	1955	1956	1957 (avril).
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	99	101,50	100,75	101
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,50	8,505	8,40	8,40
Canada (dollar canadien)	375	428	442	428	4,45	4,46
Etats-Unis (dollar)	429	436	429	429	429	429
France (franc français)	1,10	1	1,14	1,09	105	106
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	112,50	111	112,25
Italie (lire)	0,66	0,64	0,67	0,68	0,68	0,68
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	1.145	1.125	1.128	1.175

Sources: *New Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) Balance des payements.

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	PAYS-BAS	CANADA
Exportations de marchandises:							
1954	12.814	2.820	890,6	22.459	989,6	8.842	3.929
1955	14.264	3.070	1.102,5	26.296	1.124,7	9.860	4.332
1956	17.274	3.403	(2) 581	(31.530)	(2) 610,9	10.424	4.834
Importations de marchandises:							
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462	— 1.395,4	— 9.731	— 3.916
1955	— 11.516	— 3.429	— 1.072,3	— 22.887	— 1.545,4	— 10.491	— 4.540
1956	— 12.763	— 3.462	(2) — 677,5	(— 25.349)	(2) — 872,1	— 12.284	— 5.568
Soldes des règlements commerciaux:							
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997	— 405,6	— 889	+ 13
1955	+ 2.748	— 359	+ 32,2	+ 3.409	+ 420,7	— 631	— 208
1956	+ 4.511	— 59	(2) — 96,5	(+ 6.181)	(2) — 261,2	— 1.860	— 734
Services (net):							
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 24	+ 555,5	+ 1.228	+ 386
1955	— 897	+ 306	+ 176,5	— 464	+ 556,1	+ 1.590	— 396
1956	— 1.088	+ 330	(2) + 38,4	(— 683)	+ 401,7	+ 1.242	— 635
Solde des règlements courants de marchandises et services:							
1954	+ 1.721	+ 235	+ 87,7	+ 3.973	— 149,9	+ 339	— 373
1955	+ 1.851	— 53	+ 208,8	+ 2.945	— 135,4	+ 959	— 604
1956	+ 3.423	+ 271	(2) — 58,1	(+ 5.498)	(2) — 140,5	— 648	— 1.369

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.
(2) Premier semestre.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

Source: International Financial Statistics.

c) Réserves or-devises (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1955	1956	1957 Mars.
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 21.752	(3) 22.058	(3) 22.406
2. Allemagne occidentale	»	»	200	4.076	4.291	4.487
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 2.120	(3) 2.133	(3) 2.209
4. Canada	(3) 78	220	1.120	1.910	1.939	1.931
5. Inde	(3) 217	485	1.980	1.791	1.360	1.353
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	(3) 2.120	(3) 1.356	(3) 1.249
7. Italie	»	»	»	1.137	1.308	»
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.146	1.167	1.081
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.284	1.072	1.041

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) Cours des actions industrielles.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955	1956	1957 (mars)
Canada	67	114	150	177	176
Etats-Unis	64	122	167	195	(1) 184
France	68	140	206	218	(1) 245
Pays-Bas	173	125	157	164	(1) 148
Royaume-Uni	98	131	155	139	(1) 147
Suisse	90	111	131	145	154

(1) Février.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

e) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités.)

	ALLEMAGNE occidentale.	BELGIQUE (1).	CANADA (2).	FRANCE (1).	INDE (2-3).	ITALIE (1).	JAPON (2).	PAYS-BAS (1).	ROYAUME-UNI (2).	U. S. A. (1).
1955										
Recettes	23.692	81.543	4.000	3.239	4.841,9	2.207	1.007	6.752	4.929	60.390
Dépenses	21.123	102.350	4.151,7	3.464	6.740	2.489,4	1.052	6.940	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 20.807	— 151,7	— 225	— 1.898,1	— 282,4	— 45	— 188	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.829,2	»	4.257,4	441	17.676	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.027,3	»	»	96	2.013	2.130,4	»
1956										
Recettes	26.111	84.772	4.258,9	3.531	5.380,1	2.431,6	1.024	6.498	5.112,9	68.141
Dépenses	22.596	95.017	4.310,6	4.127	9.153	2.782,6	1.033	7.274	5.252,5	66.386
Solde	+ 3.515	— 10.245	— 51,7	— 596	— 3.772,9	— 351	— 9	— 776	— 140,6	+ 1.755
Dette intérieure	10.347	»	18.703,1	»	»	4.512,8	426	»	5.082,6	272.825
Dette extérieure	3.539	»	351,8	»	»	»	89	»	»	»
1957										
Recettes	27.429	»	4.642,9	»	5.538	2.658,3	1.048	6.741	5.423	69.800
Dépenses	32.157	»	4.396,1	»	9.999	2.982,9	1.068	6.885	5.766	69.093
Solde	— 4.728	»	+ 246,8	»	— 4.460,8	— 324,6	— 20	— 174	— 343	— 707
Dette intérieure	»	»	»	»	»	»	»	»	»	271.400
Dette extérieure	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin.
(2) Année finissant le 31 mars.
(3) Gouvernement central.
(4) Année civile.
Source: O. N. U.

10° REVENU NATIONAL

a) **Estimation du revenu national de 1948 à 1956.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers; intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale).

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions).				
	1948	1952	1954	1955	1956
1. Etats-Unis (dollar)	221,6	290,2	298,3	324	342,4
2. Royaume-Uni (livre)	9.472	12.639	14.479	15.235	16.267
3. France (franc)	»	10.500	11.510	12.440	»
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	117	»	»
5. Canada (livre canadienne)	12.560	18.326	18.794	20.740	23.049
6. Italie (lire)	5.943	8.340	9.753	10.600	»
7. Australie	1.907	3.531	3.971	4.238	»
8. Suède (couronne)	23.740	36.458	38.965	41.358	»
9. Belgique (franc belge)	»	323,9	348,9	368,3	»
10. Pays-Bas (guilder)	12.900	17.890	21.360	23.780	»
11. Suisse (franc suisse)	17.646	20.360	22.250	23.290	»
12. Danemark (kroner)	15.434	20.928	22.879	23.600	»

Source: O. N. U.

b) **Répartition du revenu national.**

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles	LOYERS et intérêts	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés	IMPOTS directs sociétés	REVENU NET ÉTAT: Collectivités locales	REVENU NET ÉTAT: Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	60	17	15	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	58	28	5	3	3	5	1	(— 2)
1954	59	24	5	3	6	4	2	(— 3)
1955	61	22	5	3	6	4	2	(— 3)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	52	31	17	5	3	3	1	(— 2)
1954	53	31	7	6	2	2	»	»
1955	»	»	»	»	»	»	(1)	
Canada:								
1938	62	20	15		2	2	3	(— 4)
1949	60	22	9		4	6	3	(— 4)
1952	61	19	9		4	8	2	(— 3)
1954	66	15	10		4	6	2	(— 3)
1955	64	15	10		5	6	3	(— 3)
France:								
1938	50		45,3		4	1	»	
1949	53		34		6	6	»	
1952	58		38		2	3	— 1	
1954	50		36		2	3	(— 1)	
1955	59		36		3	3	(— 1)	
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	
1949	42	49	2	1	1	3	2	
1952	47	42	3	1	3	4	1	(— 1)
1954	49	40	3	1	3	4	1	(— 1)
1955	49	40	4	2	3	3	1	(— 1)
Pays-Bas:								
1938	51		44		4	1	3	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	53		42		(2)	7	1	(— 1)
1954	54		42		(2)	4	1	(— 1)
1955	54		42		»	4	1	(— 1)
Suisse:								
1938	48	22	19	3	2	3	3	»
1949	60	21	10	2	3	2	2	»
1952	60	20	10	2	3	2	2	»
1954	58	20	10	2	4	3	2	»
1955	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	63	»	22		»	2	»	(— 6)
1949	63	12	11		»	6	1	(— 5)
1952	73	10	11		4	7	1	(— 5)
1954	71	10	10		6	6	1	(— 4)
1955	73	10	10		6	6	1	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	16	12	5	»	2	»	(— 2)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	13	9	3	2	6	»	(— 1)
1955	69	12	8	3	3	7	»	(— 2)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Inclus avec le revenu des entreprises individuelles.
Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur net.**

PAYS	PRODUIT intérieur net (*)	ORIGINE							
		Agr. Sylv Pêche	Ind. extr	Ind manuf.	Constr	Transp. et communications.	Com gros, détail.	Admin. publique et Défense (1).	Autres services (2).
		P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	13
1954	21.826	10	4	28	6	12	13	7	20
1955	23.758	10	4	29	7	11	13	7	19
Allemagne occidentale (millions de deutschmarks):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	113.200	11	49		7	8	8	10	6
1955	126.988	10	49		7	8	10	10	6
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.755	24	1	32	6	9	9	10	19
1955	11.694	23	1	32	6	9	9	11	9
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.762	5	4	37	6	10	12	6	20
1955	16.839	5	3	38	6	10	13	6	19
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	296,5	6	2	30	5	9	17	12	19
1955	322	5	2	32	5	8	17	12	19

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).

(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...

(3) Produits intérieurs bruts aux prix de marché.

(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.

(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.

Source: O. N. U.

11° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle = 1.000.)

PAYS	1950	1952	1955	1956
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.500	45.100	44.387
Belgique (2)	2.984	2.232	2.808	2.697
Canada	7.418	6.091	10.661	11.308
France (3)	7.660	10.714	24.397	29.473
Italie (4)	6.119	9.677	17.992	•
Japon (5)	29.907	19.608	23.871	31.281
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	5.068	5.690
Suisse (7)	1.111	1.190	1.395	1.377
Royaume-Uni	17.119	20.693	27.002	25.606
U. S. A. (8)	116,3	93,9	110,7	93,2

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrée.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955	1956
Suisse	91	101	112	123
U. S. A.	87	100	105	109
Italie	85	101	100	98
Canada (1)	77	98	99	103
Belgique	81	104	105	107
Royaume-Uni	77	101	105	109
France	58	100	101	103

(1) Construction non résidentielle.

Source: O. N. U.

12° INVESTISSEMENTS

Financement des investissements.

DÉSIGNATION	INVESTISSEMENTS Brutes	INVESTISSEMENTS Nets	FONDS publics en pourcentage du brut	AIDE américaine en pourcentage du brut	MARCHE financier en pourcentage du brut	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut	BANQUES commerciales en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Brutes (1) en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Nettes (2) en pourcentage du brut
Allemagne (milliards de deutschmark) :									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(4) 3,7	63	41,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(4) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling) :									
1949	1.599	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	»
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	51	»
1952	2.000	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
Belgique (milliards de francs belges) :									
1949	42.444	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs) :									
1949	1.514	689	(5) 46,9	15,8	3,3	2,1	(6) 1,5	43,5	0
1950	1.606	636	(5) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(5) 30,3	4,1	4	3,7	(6) 3	59,3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.
(3) Evaluation.
(4) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté : en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.
(5) Inclus dans les fonds publics.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts : 1949, 1,3 p. 100; 1950, 1,4 p. 100; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Source : Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés ».

Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.

PAYS	UNITÉ MONÉTAIRE Pour les colonnes (1) et (2).	ANNÉE	(1) Produit national brut aux prix du marché	(2) Formation brute de capital (a)	(3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1).
Allemagne occidentale	Millions de deutschmark	1951	113.719	29.151	26
		1952	126.120	30.953	25
Belgique	Milliards de francs belges	1951	353,5	55	16
		1952	360,5	55,2	15
France	Milliards de francs français	1951	11.920	2.320	19
		1952	13.650	2.220	16
Italie	Milliards de lires	1951	9.832	2.088	21
		1952	10.394	2.315	22
Luxembourg	Milliards de francs belges	1951	13,6	(b)	(b)
		1952	14,4	(b)	(b)
Pays-Bas	Millions de guilders	1951	21.960	5.350	24
		1952	22.692	3.820	17
C. E. C. A. (total)	Milliards de dollars	1951	90,1	19,5	22
		1952	99,1	19,6	20

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital.
(b) Non disponible.
(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E.. Paris 1954.
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable.

Source : Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952. O. E. C. E., Paris 1954.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.